

LE BAILLI DES MONTAGNES D'Auvergne ET LE PRÉSIDIAL D'AURILLAC comme agents de l'Administration Royale

*« L'Eglise fut autrefois le centre et comme le
foyer de la vie intellectuelle, morale et sociale du
village. »*

Maurice BARRÈS
La grande pitié des Églises de France.

*« Les gens du Roy ont eu pour cabale et loy non
escrite d'observer et exécuter tous moyens pour
abaisser l'autorité et juridiction des seigneurs et
accroistre celle du Roy. »*

Guy COQUILLE
Histoire du Nivernais.



THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le Vendredi 5 Décembre 1941, à 14 heures

PAR

Jean MALMEZAT

Jury :

Président : M. P. PETOT, Professeur.

Suffragants { M. H. REGNAULT, Professeur.
M. G. LE BRAS, Professeur.



LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(Société Anonyme)

22, Rue Soufflot, PARIS (5°)

1941

Nom du candidat : **MALMEZAT**

Prénom : **Jean**

Date de la Soutenance : 5 décembre 1941, 14 heures.

Numéro d'ordre : 99.

1

MALMEZAT, Jean.

Le Bailli
des Montagnes d'Auvergne
et le Présidial d'Aurillac,
comme agents
de l'Administration Royale.
Paris, Recueil Sirey, éditeur,
1941,
in-8°, 296 pages.

Thèse de Droit
Paris (1941, N° 99).

2

MALMEZAT, Jean.

Le Bailli
des Montagnes d'Auvergne
et le Présidial d'Aurillac,
comme agents
de l'Administration Royale.
Paris, Recueil Sirey, éditeur,
1941,
in-8°, 296 pages.

Thèse de Droit
Paris (1941, N° 99).

3

MALMEZAT, Jean.

Le Bailli
des Montagnes d'Auvergne
et le Présidial d'Aurillac,
comme agents
de l'Administration Royale.
Paris, Recueil Sirey, éditeur,
1941,
in-8°, 296 pages.

Thèse de Droit
Paris (1941, N° 99).

4

MALMEZAT, Jean.

Le Bailli
des Montagnes d'Auvergne
et le Présidial d'Aurillac,
comme agents
de l'Administration Royale.
Paris, Recueil Sirey, éditeur,
1941,
in-8°, 296 pages.

Thèse de Droit
Paris (1941, N° 99).

Nom du candidat : MALMEZAT

Prénom : Jean

Date de la Soutenance : 5 décembre 1941, 14 heures.

Numéro d'ordre : 99.

MALMEZAT, Jean.

Le Bailly

des Montagnes d'Auvergne
et le Président d'Aurillac,
comme agents
de l'Administration Royale.
Paris, Recueil Sirey, éditeur,
1941.
in-8°, 206 pages.
Thèse de Droit
Paris (1941, N° 99).

MALMEZAT, Jean.

Le Bailly

des Montagnes d'Auvergne
et le Président d'Aurillac,
comme agents
de l'Administration Royale.
Paris, Recueil Sirey, éditeur,
1941.
in-8°, 206 pages.
Thèse de Droit
Paris (1941, N° 99).

MALMEZAT, Jean.

Le Bailly

des Montagnes d'Auvergne
et le Président d'Aurillac,
comme agents
de l'Administration Royale.
Paris, Recueil Sirey, éditeur,
1941.
in-8°, 206 pages.
Thèse de Droit
Paris (1941, N° 99).

MALMEZAT, Jean.

Le Bailly

des Montagnes d'Auvergne
et le Président d'Aurillac,
comme agents
de l'Administration Royale.
Paris, Recueil Sirey, éditeur,
1941.
in-8°, 206 pages.
Thèse de Droit
Paris (1941, N° 99).

**LE BAILLI DES MONTAGNES D'AUVERGNE
ET LE PRÉSIDENTIAL D'AURILLAC**
comme agents de l'Administration Royale



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41553015_0032

LE BAILLI DES MONTAGNES D'AUVERGNE
ET
LE PRÉSIDENTIAL D'AURILLAC
comme agents de l'Administration Royale

*« L'Eglise fut autrefois le centre et comme le
foyer de la vie intellectuelle, morale et sociale du
village. »*

Maurice BARRÈS
La grande pitié des Églises de France.

*« Les gens du Roy ont eu pour cabale et loy non
escrite d'observer et exécuter tous moyens pour
abaisser l'autorité et juridiction des seigneurs et
accroistre celle du Roy. »*

Guy COQUILLE
Histoire du Nivernais.



THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
présentée et soutenue le Vendredi 5 Décembre 1941, à 14 heures

PAR

Jean MALMEZAT

Jury :

Président : M. P. PETOT, Professeur.

Suffragants { M. H. REGNAULT, Professeur.
M. G. LE BRAS, Professeur.



LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY

(Société Anonyme)

22, Rue Soufflot, PARIS (5^e)

1941

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs



A LA MÉMOIRE VÉNÉRÉE DE MES GRANDS-MÈRES

7

A MON PÈRE

A MA MÈRE

A MA TANTE

A MON FRÈRE

*en reconnaissance de leur constante et si affectueuse
sollicitude.*

J. M.

AVANT-PROPOS

Le sujet que nous nous proposons de soumettre à la connaissance du lecteur est : « Le Bailli des Montagnes d'Auvergne et le Présidial d'Aurillac comme agents de l'administration royale ».

La conception première de l'ouvrage était l'exposé de notre bailliage strictement au point de vue judiciaire. Nous avons dû renoncer à ce projet en raison des événements politiques : les documents de base qui auraient servi de pierre angulaire pour ces quelques pages sont sur place. En conséquence, nous avons jugé bon de modifier légèrement le sujet de cette thèse et de ne laisser voir seulement de notre institution que ce que la situation actuelle nous permet d'étudier par les fonds des Archives Nationales et de la Bibliothèque Nationale, c'est-à-dire le côté administratif et politique du Bailliage des Montagnes d'Auvergne et du Présidial d'Aurillac.

Il nous a été loisible de dépouiller l'inventaire très complet et très documenté des Archives Communales d'Aurillac d'Esquer; nous y ferons des emprunts le moment venu. Les *Actes du Parlement de Paris* de Boutaric ainsi que l'*Inventaire des Arrêts du Conseil d'Etat* de Noël Valois, ont été pour nous en grande partie le point de départ de nos recherches que nous avons poursuivies dans les *Layettes du Trésor des Chartes*.

Les *Monumenta Pontificia Arvernica* de Chaix de Lavarenne, complétés par les *Regesta Pontificum Romanorum* de Jaffé, nous ont donné des renseignements de la

plus grande valeur sur la situation critique de l'autorité ecclésiastique à Aurillac du ^x^e au ^{xiii}^e siècle.

L'ouvrage de Stein sur les *Ordonnances enregistrées en Parlement* nous a permis de tirer parti de certaines décisions royales particulières à la Haute-Auvergne, à notre Bailliage; en outre, nous avons utilisé certains apports fournis soit par le *Catalogue des Factums* de Corda, soit par le *Catalogue de l'Histoire de France*, soit par l'ouvrage de L. André : *Les sources de l'Histoire de France*.

Sur un plan plus général, nous avons puisé des remarques non moins dignes d'intérêt dans le *Recueil des anciennes lois françaises* d'Isambert et dans l'œuvre de Fontanon sur *Les Edits et Ordonnances des Rois de France depuis Louis VI le Gros*. Au surplus, la collection des *Documents inédits sur l'Histoire de France* nous a été du plus précieux secours : en premier lieu, l'ouvrage de A. Molinier sur la *Correspondance d'Alphonse de Poitiers* ou celui de Boutaric sur *Saint Louis et Alphonse de Poitiers*. Plus tard, *La Correspondance Administrative sous Louis XIV* de Depping que nous avons utilisée simultanément avec l'ouvrage de Boislisle sur la *Correspondance des Contrôleurs Généraux* a précédé nos profitables investigations dans le *Recueil des Documents relatifs à la Convocation des Etats Généraux* d'Armand Brette.

Les jalons indispensables qui marquent d'époque en époque la pression et le prestige royaux toujours grandissants dans cette vieille province d'Arvernie, seront puisés dans la collection des *Ordonnances du Louvre*. A cette collection royale, vient s'ajouter comme autre source importante, le *Catalogue des Actes de François I^{er}* qui marque très souvent l'intention du Roi de France de consolider son prestige dans une province affaiblie par la Guerre de Cent ans et déjà convulsée par les troubles de la Réforme.

Si les apports de ces quelques ouvrages imprimés nous

ont été d'une aide si précieuse, peut-être les sources manuscrites alimentent-elles davantage encore ces quelques pages.

En premier lieu la collection Le Nain qui, par son choix judicieux d'arrêts, se trouve être sans nul doute un des principaux ouvrages auxquels se sont reportés les rédacteurs du Code de 1804, nous a fourni des textes capitaux quant à notre institution. Au fonds du Parlement, que ce soit sous la cote des Registres X^{ia} ou celles des Minutes X^{ib}, nous avons emprunté la plupart des décisions que nous rapportons; toutefois nous en avons extraites des séries K, J et JJ.

Pour le xvii^e et le xviii^e siècle, outre les *Mémoires* dressés par les intendants d'Auvergne, nous nous référons très souvent aux nombreux cartons qui, relatifs à leur correspondance — notamment dans leurs rapports avec le Présidial d'Aurillac —, vont étayer la partie administrative de notre ouvrage.

Enfin, la Bibilothèque Nationale nous a fourni certaines de nos plus précieuses références : tandis que le fonds Moreau, le fonds Français et le fonds Clairambault constituent pour nos premières pages des sources d'emprunt fréquent, la collection des Cinq Cents de Colbert, le fonds Thoisy et le fonds Joly de Fleury se partagent entre autres la documentation de la seconde et de la troisième partie de notre ouvrage.

**

Nous tenons à remercier respectueusement M. le Professeur Petot, dont la paternelle bienveillance et les conseils si éclairés nous ont été d'un si précieux secours, et qui a bien voulu accepter de présider cette thèse : tribut d'affection et de reconnaissance qu'un descendant de plusieurs générations auvergnates peut témoigner à l'égard de sa petite patrie. Toute notre déférente grati-

tude va vers le jeune professeur à la Faculté libre de Droit de Paris, M. Pierre Daudet qui a su, avec son insaisissable dévouement et sa magistrale autorité, encourager les efforts de son ancien étudiant qui lui reste et restera respectueusement dévoué et reconnaissant.

INTRODUCTION

L'Auvergne, chose étonnante, si fermée aux influences du dehors, jalouse de ses traditions propres, a reçu de bonne heure la marque de l'emprise royale. Ces montagnes, « Bastion Central de la France », dressées contre ce qui de l'extérieur, viendrait ajouter — fût-ce même en bien — une « nouvellété » au bloc solide de leurs vieilles coutumes, ne résisteront pas longtemps aux entreprises opportunes de la royauté. C'est même la Haute-Auvergne qui, dans la personne du Comte Géraud, le « bon Comte » d'Aurillac, se mettra de plein gré sous la protection de Charles le Simple. Depuis la dernière décade du ix^e siècle, le roi de France a pris pied dans la capitale de la Haute-Auvergne ; seule la Révolution de 1789, par son mouvement réformateur à l'égard des institutions politiques et administratives de l'ancien régime, pourra venir à bout de ce petit siège bailliager que nous allons étudier avec quelques détails.

« La Province d'Auvergne Haute et Basse est du ressort du Parlement de Paris. Elle est divisée en deux sénéchaussées et un bailliage royal : les deux sénéchaussées sont : Riom et Clermont. Aurillac est le bailliage. Dans les trois il y a des sièges présidiaux unis aux sénéchaussées et au bailliage ». Ainsi s'exprime l'Intendant d'Auvergne d'Ormesson dans son *Mémoire* de 1698 (1).

(1) Biblioth. Nat. Ms Fr. 16756 : D'ORMESSON : *Mémoire sur l'Etat de la Province d'Auvergne pour l'année 1698*.

Antoine, François Le Fèvre d'Ormesson, chevalier, conseiller du Roi, auteur de ce *Mémoire* dressé par ordre du Duc de Bourgogne, succède pour huit ans, de 1695 à 1703, à Gilles de Maupeou, comte d'Ableiges, à la tête de la Généralité d'Auvergne.

Aurillac, depuis toujours, capitale de la Haute-Auvergne, aura à lutter pour la conservation de son titre contre Salers et surtout Saint-Flour. Aurillac, simple bourgade en 855, mise en 899 sous la protection de Charles le Simple, déclarée « bonne ville » par Louis IX (2), lieu d'assises et prévôté importante érigée définitivement en bailliage par Charles V, en présidial par Henri III, centre d'une manufacture de points de dentelles sous Colbert et d'un commerce important au centre d'une région agricole, ne semble pas avoir été méconnue par l'autorité royale. Il était dans l'ordre normal des choses qu'une ville aussi gratifiée de tant de titres par les diverses dynasties de nos rois, suscitât autour d'elle les querelles, les haines, les envies dont, victime de la jalousie, elle ne sortira pas toujours hélas, victorieuse.

Ce serait envisager les conséquences en méconnaissant les causes qui les ont fait naître, que d'étudier l'influence royale en Haute-Auvergne à la période monarchique en négligeant le rôle tenu dans ce domaine par les prédécesseurs du Roi Saint Louis. Aussi, avant de retracer l'étude de notre institution, convient-il de mettre en garde le lecteur contre une méprise qui risquerait d'entraîner de graves déceptions. Il ne s'agira pas dans les pages qui vont suivre du siège créé à Salers par Henri II (3) au moment même où le bailliage d'Aurillac est érigé par le même Roi en présidial. Le nom de « Bailliage des Montagnes d'Auvergne » qui qualifie le siège d'Aurillac, sera celui que portera le sceau du bailliage de Salers connu toutefois sous le nom de « Bailliage des Hautes Montagnes ». Ce n'est pas seulement à cette seule différence grammaticale — qui tient à un adjectif — que les sièges de Salers et d'Aurillac vont se distinguer l'un de l'autre

(2) MAZURE : *L'Auvergne au xiv^e siècle*, p. 60 : « Aurillac est une bonne ville, c'est-à-dire une des villes closes ayant une municipalité, une milice, des privilèges sous l'immédiate protection du Roi ».

(3) Arch. Nat. : AD II 4, n° 96 : *Déclaration du Roy donnée à Compiègne le 4 août 1771* : « ...Cette justice a toujours été sous le ressort de notre Sénéchaussée de Riom... ».

dans la suite de la période monarchique: c'est surtout par la manière dont la justice y sera rendue. En d'autres termes, le droit romain qui régit le Bailliage des Montagnes d'Auvergne et d'Aurillac cède le pas au droit coutumier dans le ressort du bailliage de Salers. D'ailleurs nous aurons l'occasion à maintes reprises de revenir sur ce caractère assez singulier; il n'est pas cependant inutile de mettre dès maintenant l'accent sur cette particularité dont la France ne fournit guère d'exemples, à savoir que le droit écrit et le droit coutumier, sans aucune espèce de frontières, sans ligne de démarcation précise, se trouvent être à la fois les deux régimes auxquels la Haute-Auvergne va être soumise dans les siècles qui vont suivre.

La Haute-Auvergne se régit en partie par le droit romain et en partie par la coutume qui fut rédigée en 1510 et à la rédaction de laquelle les membres du siège d'Aurillac participèrent activement (4).

L'entremêlement de ces droits y est tel qu'« une même maison se régit par la coutume pour une moitié et par le droit écrit pour l'autre, comme à Lempdes ou à Cournon » (5). Dans le même ordre d'idées, la ville de Murat qui ressortit quelque temps au siège d'Aurillac et plusieurs autres endroits : La Chapelle d'Alagon et Chastel-sous-Murat se régissent par le droit écrit, excepté quant aux actes judiciaires qui se régissent par la coutume d'Auvergne (6).

(4) Nous lisons dans le procès-verbal de rédaction de la Coutume d'Auvergne — BOURDOT DE RICHEBOURG : *Nouveau Coutumier Général*, tome IV, p. 1216 : « Le mercredi vingt sixième dudit mois de Juin comparurent ...au dit lieu (le couvent des Frères Prescheurs lez la cité de Clermont) Géraud de Saint-Mamet, Lieutenant Général, Jean Palach, Lieutenant particulier, Nicolas de Cambefort avocat et Raymond Rousselet, Procureur d'iceluy Seigneur (le Roy) audit siège et Bailliage des Montagnes ».

(5) CHABROL : *Coutumes générales et locales de la Province d'Auvergne*, tome I, p. IX.

(6) BOURDOT DE RICHEBOURG : *Nouveau Coutumier Général*, tome IV, p. 1209 : « Quant à la chatellenie de Brezons, les habitants du dit

« Si au moment même de la conquête, dit Chabrol, le vainqueur n'avait pas imposé sa loi aux vaincus, les Romains mêlés avec eux et les Gouverneurs qu'ils préposaient les auraient insensiblement introduites ».

Plus précisément encore, la diversité se fait jour dans le ressort de notre siège à la veille même de la Révolution. Les habitants de la Haute-Auvergne réclamant en 1789 la convocation par Haut et Bas pays, écrivent (7) : « Les justices dans le Haut-Pays sont tellement enchevêtrées l'une dans l'autre qu'il est très difficile pour ne pas dire impossible de fixer leurs limites respectives. Il n'y a pas dans la Haute-Auvergne et surtout dans l'élection de Saint-Flour de paroisse, peut-être même de hameau ou village qui ne relèvent partie de Riom, partie d'Aurillac et partie de Saint-Flour. Une même maison relève dans beaucoup d'endroits de Riom pour une partie, de Saint-Flour et d'Aurillac pour l'autre ».

D'ailleurs, à partir du moment où le droit de cité a été étendu à tous les habitants de l'Empire, la législation et la doctrine romaines se sont répandues partout. Les *Institutes* de Gaius et les *Sentences* de Paul demeurent les ouvrages les plus connus. L'Arvernie est régie par le Code Théodosien jusqu'à l'apparition de la « *Lex Romana Wisigothorum* » ou « Bréviaire d'Alaric » qui reste même au ^{viii}e siècle le monument le plus important du droit romain dans notre province.

La tendance des lois de Théodoric à vouloir supplanter la législation romaine s'affirme vaine. Les Goths sont

lieu et justice, maintiennent qu'elle est située en pays de droit écrit et le Seigneur dudit lieu en pays coutumier ».

« Les lieux, villages et justices Darpaghon, Jou, Tiézac, Saint Clémentiou souz Monjou, Roffiat, Ayrenc, Saint Sorny, Saint Martin sous Tournemyre, Marmanhac, Itrac, Ronesques, ils sont assis en pays de droit écrit et se régissent selon iceluy excepté le lieu de Saint Sorny, qui est en partie en droit coutumier et en partie en droit écrit ».

(7) Arch. Nat., Ba 41 : *Motifs de l'exception demandée par la Haute-Auvergne au plan général de convocation par Bailliage et Sénéchaussée pour députer aux États Généraux.*

vite chassés d'Auvergne. Après Vouillé la domination franque s'étend en Aquitaine. Plus tard Charlemagne déclarera qu'il ne prétend pas déroger aux usages de ceux qui observent le droit romain. Charles le Chauve ordonne aux provinces qui ont adopté la loi romaine de s'y conformer (8). La raison écrite, en survivant à la destruction de l'Empire, notamment là où les lois des premiers vainqueurs jetèrent les plus profondes racines, se perpétuera dans une classe de la société -- qu'il sera de bon ton d'appeler plus tard un ordre -- le clergé qui reste en Haute-Auvergne, et principalement à Aurillac, la source, l'origine du développement économique et de l'activité commerciale.

Louis le Débonnaire établit que les ecclésiastiques seraient jugés selon le droit romain : *Ut omnis ordo ecclesiarum secundum legem romanam vivat* (9). Aussi, voyons-nous tout autour de l'abbaye d'Aurillac soumise au droit écrit, les abbayes et justices de Maurs et Mauriac sous la même loi et cinq siècles environ plus tard l'évêché de Saint-Flour. C'est le cas en Basse-Auvergne pour Issoire, Sauxillanges, La Chaise-Dieu, Billom.

Ce principe est si fort en Auvergne qu'une terre qui a appartenu au clergé, fût-elle sortie de ses mains, reste soumise à la loi romaine (10). La ville de Clermont, propriété du Roi depuis 1551 et qui se régissait par le droit écrit pendant qu'elle était entre les mains de l'évêque, restera sous l'emprise de la même loi lorsque Catherine de Médicis entrera en possession de la seigneurie après Guillaume Duprat (11).

(8) CHABROL : *op. cit.*, tome I, p. XII. Cf. BORETIUS et KRAUSE : *Capitularia Regum Francorum* (*Monumenta Germaniæ Historica, Leges sectio II*) tome II, p. 315 et s.

(9) BORETIUS et KRAUSE : *Capitularia Regum Francorum* (*Monumenta Germaniæ Historica, Leges sectio II*), t. I, p. 335.

(10) En ce sens cf. : CHABROL, *op. cit.*, tome I, p. XVI.

(11) Guillaume Duprat (1508-1560) qui, évêque de Clermont à l'âge de 21 ans, assiste au Concile de Trente et fonde des Collèges pour les Jésuites à Billom et Mauriac, est le fils d'Antoine Duprat, né à Issoire en 1463, lieutenant du bailliage de Montferrand, premier Président

En règle générale, en Haute-Auvergne toutes les terres d'église suivent le droit romain, les terres laïques, la coutume, et si nous trouvons dans le ressort de notre Présidial des terres laïques soumises au droit romain, c'est sans doute que ces domaines ont appartenu autrefois à l'abbaye de Saint-Géraud ou en ont relevé en fief. C'est notamment le cas du Carladez.

On pourra donc, la plupart du temps, reconnaître en Haute-Auvergne, une terre d'église d'une terre laïque à ce signe que celle-ci se régit communément par le droit coutumier et celle-là par le droit écrit. Si l'on donne comme critère à cette distinction le Capitulaire de Louis le Débonnaire, on ne voit pas pourquoi, pense Chabrol, les églises d'Auvergne seraient seules en France à respecter ce principe, ni le motif pour lequel « dans tout le reste du royaume sans exception les terres du clergé comme celles des laïques sont soumises indistinctement à la même loi ». Le savant commentateur de la coutume d'Auvergne a cru en trouver une raison, peu satisfaisante à notre avis, dans l'idée que le clergé de la Haute-Auvergne à la suite de son protecteur Géraud, si soumis et respectueux à l'égard des faits et gestes de la royauté, a été « plus jaloux sans doute de conserver la loi que Louis le Débonnaire a donnée à l'Eglise en général et qui était anciennement la charte du clergé d'alors » (12).

Si le vague de cette opinion peut laisser quelques doutes, on ne pourra pas ne pas admettre que l'Auvergne entourée de trois côtés de provinces qui suivent sans partage le droit écrit : Forez, Velay, Gévaudan, Rouergue, Quercy, Limousin, puisse chapper à l'emprise du droit écrit.

du Parlement de Paris, Chancelier de France sous François I^{er}, négociateur du Concordat de 1516, entré dans les ordres la même année après quelques mois de veuvage. Nommé archevêque de Sens en 1525 et cardinal en 1527, il meurt en 1535 non sans avoir songé à ceindre la tiare.

(12) CHABROL, *op. cit.*, tome I, page XV.

D'ailleurs la sauvegarde royale, sur laquelle nous aurons si souvent l'occasion de revenir, maintient l'abbaye d'Aurillac sous la loi écrite. Le Bailliage des Exempts de la Haute-Auvergne qui se développera à la période monarchique sous le nom de « siège Présidial d'Aurillac », est le tribunal qui gardera pour lui en les soustrayant à la juridiction coutumière du tribunal ducal de l'apanagé, les procès des églises de fondation royale de la Haute-Auvergne qui restent et resteront « *sub lege romana* ».

Mais entre cette époque et celle où vivait Saint Géraud, se place pour la Haute-Auvergne un régime politique et administratif qui, objet d'une réprobation universelle, est resté odieux aux populations de notre ressort. Au moment où s'organise sur notre sol cette confédération de petits despotes inégaux entre eux, investis dans leur propre domaine sur leurs sujets personnels et directs d'un pouvoir arbitraire et absolu, nous voyons le droit germanique et le droit romain céder quelque peu le pas devant une nouvelle loi : la loi du seigneur. Les usages préexistants, les traditions vont régir dans chaque terre les personnes soumises par le fait de l'habitation à la souveraineté de celui qui s'en dit le maître. De personnel, le droit devient local, réel, territorial.

En Auvergne, les grandes familles seigneuriales assez puissantes pour contrebalancer l'autorité royale possèdent sous deux formes. A titre de patrimoine naturel ou de conquête et en conséquence ne devant à personne ni tribut ni hommage (13) : c'est le franc-allevu dont la terre d'Aurillac sera un exemple. A titre de bénéfice, c'est le deuxième mode, — et en conséquence liés par le devoir féodal — : alleutiers, suzerains, vassaux, arrière-vassaux forment donc après le trône le premier échelon de la dignité féodale en Auvergne, comme d'ailleurs dans

(13) Rivière fait cependant remarquer que Charlemagne aurait exigé de tous les possesseurs d'alleux, la prestation de l'hommage comme envers leur chef militaire.

le reste de la France. Avec l'application toujours croissante du Capitulaire de Kiersy-sur-Oise, la tendance toujours plus marquée de rendre — et ce n'est pas particulier à notre région — les fiefs héréditaires, il en résulte une multiplication telle, que les populations se trouvent plus ou moins servies. Les ecclésiastiques et les nobles sont les seuls qui soient libres. Les petits propriétaires, les ouvriers et les serfs doivent à leur maître sinon leur travail, du moins le fruit de leur travail. Le serf ou le manant gît là comme ailleurs, dans un état de servitude à ce point douloureux, qu'il ne peut ni sortir du domaine, ni passer un contrat, ni se marier sans autorisation, qu'il est obligé, en outre, à un service militaire personnel de 18 à 60 ans. Saint Géraud pénétré des principes chrétiens de liberté de la personne humaine et réprouvant en conséquence un tel asservissement, procède à l'affranchissement de ses serfs comme le fera cinq siècles plus tard le roi de France pour l'ensemble du territoire. Il ne parviendra qu'assez difficilement à conduire cette œuvre à bonne fin tant était grande l'emprise du droit romain en Haute-Auvergne.

Peu après sa mort, il ne reste plus aucun serf sur les terres de l'abbaye. Dans le même ordre d'idées, nous démontrerons au chapitre suivant que c'est à ce seigneur qu'il faut faire remonter l'origine des franchises et du gouvernement consulaire, la naissance et le développement économique de la capitale de la Haute-Auvergne. Il est assez paradoxal à première vue, de voir le Comte fondateur placer son monastère dans les mains du Roi, au moment où les désordres sociaux de toutes sortes préludent en Haute-Auvergne à l'effondrement de la dynastie carolingienne. C'est qu'en Auvergne les convoitises des seigneurs en lutte les uns contre les autres, risquent d'être fatales aux terres du monastère enviées déjà par l'évêque de Clermont. Le Roi de France qui doit lutter contre la coalition féodale et auquel — même avant le sacre de Reims — s'est rallié Saint Géraud, se trouvait

donc être le protecteur tout indiqué du monastère. D'ailleurs notre abbaye sera placée au préalable — c'est ce que nous verrons aussi au chapitre suivant — sous une autre puissance tutélaire : le souverain Pontife, qui l'affranchit de toute domination séculaire et lui accorde un privilège, de juridiction, selon lequel le monastère ne relèvera que de Rome.

A la question de savoir si c'est Saint Géraud qui se jette dans les bras de la royauté, dans la crainte de voisins trop envieux ou si c'est le Roi qui pour contrebalancer les ambitions de ses rivaux, se promet l'assistance de Saint Géraud en le gratifiant dès son sacre royal du titre de Comte, il faut répondre que, quelque parti que l'on prenne, c'est contre la puissance féodale que se dressent le fondateur d'Aurillac et la royauté. Nous verrons qu'après une éclipse de deux siècles, le roi de France sera assez fort pour confirmer en faveur de notre ville des franchises et des privilèges dont l'inspiration se trouve en opposition formelle avec les règles de la féodalité.

Quoi qu'il en soit, soutenu par le bras royal et placé d'autre part sous la protection pontificale, le monastère bénédictin d'Aurillac, source de vie de notre cité, sort de la période féodale qui l'a vu naître, plus grand et tout chargé des plus légitimes espoirs de prospérité pour lui-même et pour les populations qui vont s'organiser sous sa tutelle à l'ombre de ses murs.

Tel est le milieu dans lequel nous avons mené notre enquête et où l'influence royale s'infiltrera chaque jour davantage. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, ce n'est pas le Bailli des Montagnes qui est l'agent introducteur de l'idée royale en Haute-Auvergne. Ce titre revient à celui qui le premier s'est mis sous la protection de Charles le Simple dont il était l'ami.

C'est sur cette liaison intime que s'ouvrira la première partie de notre ouvrage consacrée au BAILLI DES MONTAGNES, AGENT ROYAL. Les historiens locaux n'insisterons

jamais assez sur le rôle de catalyseur joué à Aurillac par Saint Géraud. Ce n'est pas la royauté qui édifie Aurillac, c'est le seigneur du lieu qui sollicite pour le « *pagus Alvernicus, cognominè Aureliacus* » qu'il construit et embellit, la sauvegarde du roi. Le Bailli des Montagnes ne sera qu'un élément continuateur et de renforcement de la politique royale en Haute-Auvergne.

L'intervention de l'envoyé du roi, après la débâcle carolingienne, permettra de régler les différends qui s'élèvent dans notre ville entre les deux autorités qui la dirigent. C'est le plus souvent d'un commun accord que l'Abbaye et le Consulat demanderont la médiation de l'agent royal pour les départager.

Nous aurons l'occasion de montrer avec quelle fidélité et quel désintéressement les baillis royaux, tels qu'Eustache de Beaumarchais, Guillaume des Achilloux, ou Guillaume de Chaberroc, contribueront par leurs efforts et leur perspicacité, à servir fidèlement la cause de leurs souverains maîtres. Les envoyés du pouvoir central devant la féodalité décadente saisiront l'occasion qui leur est donnée, de mettre la main sur le pays pour le compte du roi. Complétant cette action arbitrale où se joue l'influence de la royauté qui sortira de la lutte de ses rivaux, grandie et renforcée, s'opèreront simultanément, les confirmations réitérées des franchises municipales par Philippe le Bel et ses successeurs et le développement des cas royaux.

Au rôle d'agent de la « paix publique », au rôle d'arbitre dans les différends des deux pouvoirs locaux et qui ont servi de motif d'introduction au préposé du roi en Haute-Auvergne pour faire triompher l'autorité et le prestige du Prince, vient s'ajouter le rôle de juge. Le Bailliage des Montagnes sera, au milieu du *xiv^e* siècle dans le ressort du Parlement de Paris, le tribunal des Exempts de la Haute-Auvergne, c'est-à-dire le tribunal royal qui *ratione materiæ* sera compétent pour toutes les causes intéressant les églises qui ont — comme c'est le cas

pour celle d'Aurillac — le roi pour protecteur et qui en conséquence, ne doivent pas être soumises à la juridiction du prince apanagé d'Auvergne : Jean II de Berry, troisième fils de Jean le Bon.

LE PRÉSIDIAL D'AURILLAC qui fera l'objet de notre seconde partie, sera envisagé lui aussi sous l'angle administratif et politique. Cette préoccupation nous amènera à démontrer la force d'extension qu'il recèle et dont il usera souvent avec succès pour le plus grand profit de la ville.

Avant de retracer pour notre siège l'histoire de son accroissement, consommé par la cession au Roi par l'abbé de ses droits de justice et leur attribution par celui-là au Présidial d'Aurillac, nous tiendrons à souligner particulièrement l'action envahissante de notre siège sur d'autres charges, notamment sur les fonctions consulaires et de finance, de même que nous montrerons comment le Présidial d'Aurillac tentera d'une part d'absorber le siège d'appeaux de Vic et d'autre part de s'opposer à la création du bailliage de Saint-Flour : tribunaux qui l'un et l'autre relèvent d'Aurillac pour la présidialité.

Auréolé d'un prestige indéniable, secondé par son efficace influence, notre Présidial va sur le terrain administratif se consacrer au bonheur de ses justiciables : nous verrons ses officiers se faire à Aurillac tout à la fois les porte-parole des nouvelles doctrines économiques de Colbert et de Louis XIV et les ravitailleurs en céréales, qui atténueront à la fin du ^{xvii}e siècle et au début du ^{xviii}e une disette et une famine qui, sans son impulsion, eussent été plus cruelles. Les bienfaits de notre siège s'étendront même au domaine municipal et financier.

La renommée de notre Présidial qui fixe l'empreinte de l'autorité royale sur toutes les matières administratives et politiques qu'il abordera, aura à pâtir de ses luttes intérieures. Si au surplus nous faisons remarquer le dépérissement des offices de judicature, l'esprit égoïste et improbe de notre tribunal, nous aurons décelé les

causes principales qui précipitèrent notre siège VERS SA SUPPRESSION. C'est dans ces vues que seront construits les développements de notre troisième partie que nous terminerons par l'analyse des vains efforts fournis par le Présidial d'Aurillac à la veille des Etats Généraux pour députer directement à Versailles.

En bref, nous dirons que l'autorité royale dans notre ville doit sa NAISSANCE à une demande de sauvegarde, que son EXTENSION est fonction de l'ampleur des conflits qui déchirent les deux pouvoirs locaux — Abbaye et Consulat — sous la féodalité décadente, et que sa DOMINATION lui est assurée par la vaste compétence qu'elle s'y attribue dans les différents domaines par l'entremise de ses agents.

PREMIÈRE PARTIE

LE BAILLI DES MONTAGNES AGENT ROYAL

CHAPITRE PREMIER

HISTOIRE DE LA PÉNÉTRATION ROYALE

Au ^x^e siècle, la puissance royale ne s'exerce directement que sur une très faible partie de notre sol : dans le pays compris entre la Seine et la Loire (1). Sous un régime où la souveraineté s'émiette en autant de morceaux qu'il y a de seigneurs assez favorisés par les circonstances, par leur énergie pour usurper les droits régaliens, il semble que ni Hugues Capet, ni ses successeurs n'ont aucun droit de justice hors de leur domaine particulier et que sous ce rapport tous les autres seigneurs justiciers sont leurs égaux (2). Restée à ce stade, comment expliquer que la puissance royale ait pu si brusquement s'infiltrer, s'immiscer, s'établir à Aurillac. Il y a à cela deux raisons principales.

La première — que nous allons éluder pour la reprendre plus tard — est qu'Aurillac, sur la route des pèlerinages, est un nœud de communications, un passage naturel aisé à la jonction des vallées de Jordanne et de

(1) A. LUCHAIRE : *Histoire des Institutions Monarchiques*, tome II, page 54.

(2) En ce sens, J. CALMETTE : *Le Monde féodal*, page 176.

Cère ; cette dernière, par sa large coupure entre les montagnes, mettant notre ville en liaison avec la Basse-Auvergne.

La deuxième explication que l'on peut donner à la pénétration royale à Aurillac constitue la meilleure réponse à cet intéressant problème. En faisant commencer aux premiers Capétiens l'œuvre centralisatrice de la royauté en notre région, certains auteurs, et non des moindres, attribuent à Philippe Auguste le mérite d'avoir fait de l'Auvergne un nouveau fleuron de la Couronne. C'est là une vue qui nous semble trop étroite, un coup d'œil d'ensemble, qui peut sans doute se concevoir si l'on envisage l'histoire de la formation de l'unité française du point de vue général, mais qui, dans le développement administratif et politique de notre ressort, semble manquer de sens précis. Il faut, par delà les premiers représentants de la dynastie capétienne, remonter à travers la période trouble de la féodalité et s'arrêter sur l'un des derniers rois de la deuxième race, dont le nom est déjà venu sous notre plume : Charles le Simple.

Comment un roi de France tel que lui, qui eut tant de mal à se hisser au pouvoir, put-il réserver un attachement qui ne se démentira jamais à un monastère si éloigné du *Placitum Palatii* et hier encore à l'état de projet ?

De l'origine de l'amitié fidèle et réciproque existant entre Saint Géraud et la dynastie carolingienne

L'intérêt que Charles le Simple portera au monastère d'Aurillac n'est que la conséquence de l'estime qu'il a d'abord témoignée à celui qui a conçu cette œuvre magnifique : le Roi ne fera en cela que répondre par un sentiment de reconnaissance à des marques d'indéfectible loyalisme. Voici :

C'est sous le règne de Charles le Chauve, aïeul de Charles le Simple, qu'en 855 naît Saint Géraud, ce n'est pas

sans importance. Louis le Bègue, proclamé roi après la mort de Charles le Chauve en 877 est suivi sur le trône après ses deux années de règne — mais pour cinq ans seulement — par ses deux fils : Louis III, roi de Neustrie et Carloman, roi d'Aquitaine, si bien qu'en 884 le trône est vide. Il ne reste de la branche de Charles le Chauve que le fils posthume de Louis le Bègue : le prince Charles, futur protecteur royal de notre ville. En raison de sa main trop faible pour défendre le sol de France, on lui préfère Charles le Gros, son oncle, qui veut reconstituer l'empire de Charlemagne. Au siège de Paris, la vigueur farouche du fils de Robert le Fort qui défend sa capitale contre les assauts des Normands, fait ressortir davantage l'incapacité du souverain en titre qui meurt quatre ans après son accession au pouvoir. C'est en cette même année 888 que le Comte Eudes se fait choisir par les grands du royaume et sacrer à Compiègne. Mais pourquoi ce choix ? N'y a-t-il pas pour monter sur le trône de France le jeune prince Charles ? Il se trouve auprès de Ramnulphe II, comte de Poitiers, roi d'Aquitaine, qui centralise autour de lui la résistance au Roi usurpateur.

Mêlé à ce groupe de princes hostiles, se trouve un jeune seigneur du nom de Géraud, né sur le territoire que possédait en Haute-Auvergne, le Comte Gérard, son père. Le protecteur d'Aurillac est — nous allons y revenir — issu de Charlemagne, comme le futur roi de France. Un degré seulement les sépare de l'auteur commun. Le bisaïeul de Charles le Simple, l'Empereur d'Occident n'en est pas moins le trisaïeul de Saint Géraud.

La haine inassouvie du Roi fait empoisonner Ramnulphe qui, avant d'exhaler son dernier soupir, tout en recommandant à Géraud d'Aurillac son propre fils Ebles, lui fait promettre de veiller sur le jeune Charles (3). Le roi d'Aquitaine ne tardera pas à trouver des

(3) Pour plus de détails, cf. DOM CL. DEVIC et DOM J. VAISSETE : *Histoire Générale du Languedoc*, tome II, p. 50 et s.

vengeurs dont l'ancien Comte de Paris essaiera de brimer l'insurrection avec autant de force qu'en 855 il en déployait devant les Normands pour défendre sa capitale. Ce sera en vain : il se heurtera à une coalition d'autant plus opiniâtre qu'elle sera animée par la soif de la vengeance. Les partisans du prince Charles le font sacrer à Reims : c'est à quatorze ans qu'il monte sur le trône de France.

Géraud voit ses nobles ambitions satisfaites. Non oublieux de son origine et comme ses aïeux, notamment son grand-père Gérard qui « perdit la vie l'an 841 pour le service de Charles (Charles le Chauve) à la bataille de Fontenai (25 juin 841) » (4), il reste et restera dévoué à la cause de la dynastie qui l'a vu naître. Le « Bon Comte » d'Aurillac qui n'a cessé d'embrasser le parti du jeune prince Charles — maintenant Charles III — peut exiger du nouveau Roi de France des sentiments de particulière et réciproque estime. Ils ne mirent pas longtemps à se faire jour. Charles III heureux de le compter parmi ses amis « de toujours », s'empresse de le revêtir de la dignité de comte : « *Illuster vir ac dilectus comes Geraldus* » écrira-t-il dans les Lettres de sauvegarde de 899 (5).

Le privilège royal de 899.

Saint Géraud, noble descendant de l'Empereur Constantin (6), de Saint Yrieix et de Saint Césaire (7), apparenté à la famille de Clovis (8) et à celle de Pépin le

(4) *Art de vérifier les dates*, tome II, p. 349.

(5) MABILLON : *Acta sanctorum ordinis S. Benedicti, Sæculum quintum : De Sancto Geraldo, Comite Aureliacensi*, p. 8.

(6) R. P. DOMINIQUE DE JÉSUS : *Histoire de la Vie et des Vertus, des Miracles et de la Mort glorieuse de Saint Gérauld, comte et protecteur de la ville d'Aurillac en Auvergne*, p. 450.

(7) SAINT ODON : *Vie de Saint Géraud*, livre I^{er}, chapitre I^{er}.

(8) Cette généalogie est esquissée très indirectement par le Chanoine Chaume retraçant celles des grandes familles comtales de la Bourgogne Carolingienne dans son livre sur *Les Origines du Duché de*

Bref (9) est un chrétien fervent tout préoccupé du bonheur de ses sujets. Après avoir choisi le célibat, il projette de fonder un monastère qui réponde à ses aspirations religieuses et sociales. A cette fin il fait plusieurs voyages à Rome; en 894 il soumet son projet au Pape Formose qui l'accueille favorablement. C'est alors que par testament Saint Géraud fonde à Aurillac une abbaye offerte au prince des apôtres « *in honorem apostolorum principis Petri et beati Clementis* » (10).

En droit commun les églises et abbayes situées dans un diocèse sont soumises à la juridiction épiscopale de l'évêque; c'est la juridiction de l'ordinaire. Saint Géraud, en exemptant son monastère de la juridiction épiscopale, le fait relever immédiatement du Saint Siège en compensation du versement annuel au tombeau de Saint Pierre d'un cens de 10 sous d'or (11).

Usant du privilège que le Pape a accordé à son abbaye, Saint Géraud délègue vers le Roi de France l'abbé et

Bourgogne, tome I, pages 531 et 551, qui fait descendre le protecteur d'Aurillac de Géraud I^{er} dont le père est gendre de Thierry, fils de Clovis.

(9) *Art de vérifier les dates*, tome II, page 349 : « Gérard (qui est mort à Fontenai) avait été marié deux fois : il épouse en secondes noces Mathilde, fille de Pépin I^{er}, roi d'Aquitaine, qui lui donne Gérard ou Giraud, comte de Limosin et père de Saint Géraud, comte d'Aurillac ».

(10) MABILLON, *op. cit.*, *Sæculum quintum*, p. 8.

(11) D'ailleurs Aurillac saura toujours faire respecter son privilège de juridiction. En 1313 déjà, les consuls en exercice Etienne Daisse, Hugues d'Auzole et Durand de Saint-Ilde protestent contre tout ce qui pourrait être fait ou dit au préjudice du privilège qu'ont les habitants de la dite ville de n'être soumis à aucune juridiction épiscopale, mais seulement à l'autorité immédiate du Saint-Siège. Arch. Comm. d'Aurillac : FF 12.

Le 23 avril 1551 Charles de Saint Nectaire, abbé d'Aurillac et les consuls protesteront auprès de l'évêque de Saint Flour qu'ils n'entendent pas le recevoir à Aurillac en sa qualité d'évêque ni souffrir qu'il y exerce juridiction ou fonction épiscopale, attendu que par privilège du Pape Urbain II par qui le monastère fut autrefois consacré, l'abbaye et la ville furent exemptes de toute juridiction diocésaine et soumises à celle du Saint-Siège. « Les Rois de France exemptaient très souvent par privilège les abbayes de la juridiction épiscopale ». A. LUCHAIRE : *Histoire des Institutions Monarchiques*, tome II, p. 90.

quelques religieux pour obtenir la confirmation des titres et privilèges de l'abbaye : il lui tarde de mettre au plus tôt son œuvre sous la sauvegarde de l'autorité royale (12). Charles le Simple reconnaissant de la fidélité et du généreux loyalisme que ce seigneur lui a réservés avant que la France l'eût reconnu unanimement pour son souverain, s'empresse d'octroyer à l'œuvre de son ami le « privilège » de 899 (13).

Par cet acte, le Roi de France acquiesce à la demande du Comte Géraud de placer le monastère sous la sauvegarde royale (14). L'abbé et les religieux sous ladite sauvegarde seront exempts de toute juridiction sauf celle du Comte ou de sa sœur (15).

En conséquence, aucun juge ne devra se livrer à quelque acte d'autorité que ce soit tant dans l'enceinte du monastère que sur les lieux en dépendant. L'abbaye se trouve exempte de toute juridiction séculière. Aucun juge royal ou autre officier ne pourra en effet exercer quelque droit juridictionnel tant en matière financière que militaire ou autre (16). Le Roi, par ses Lettres, dé-

(12) NOËL DIDIER : *La garde des églises*, page 95 : « Les chartes de protection étaient d'autant plus recherchées qu'elles émanaient de personnages plus puissants. Elles répondaient au pressant besoin d'ordre et de paix qui obsédait les églises menacées souvent des pires calamités et se trouvant dans l'impossibilité d'y échapper par leurs propres moyens ».

(13) Charles le Simple a cette époque (mai 899) résidait dans sa propriété du Torn aujourd'hui Lethour près de Château-Porcien dans le département des Ardennes. DOM CL. DEVIC et DOM J. VAISSETE, *op. cit.*, tome II, p. 64.

(14) MABILLON, *op. cit.*, p. 8 : « hanc nostram auctoritatem erga prædictum monasterium, vel rectores illius, sub plenissima immunitatis nostræ defensione fieri decrevimus ».

(15) Id. : « per quam (immunitatem) præcipimus atque jubemus ut ipse abbas ac Monachi ibidem degentes, sine illius judicis potestate nisi ipsius Geraldî, vel sororis suæ, sub nostro mundeburdo securi permaneant ».

(16) Id. : « nullus judex publicus, vel quislibet ex judiciaria potestate ...ad causas audiendas, vel freda exigenda, aut mansionaticos vel paratas faciendas, aut fidejussores tollendos, seu homines ipsius monasterii, tam ingenuos quam alios super terram ipsius commanentes, distringendos nec ullas redhibitiones aut inlicitas occasiones requiendas, nostris futurisque temporibus ingredi audeat vel ea quæ supra memorata sunt penitus exigere præsumat ».

sire qu'il soit loisible à l'abbé du monastère de posséder en paix tout ce qui est soumis à sa gestion (17).

Certes, en renonçant même à l'hommage, la royauté fait de l'abbaye d'Aurillac une seigneurie indépendante, mais il ne faudrait pas croire qu'il s'agit là d'une simple abdication de la part de Charles le Simple. Cela est si vrai qu'au ^{xiv}^e siècle la royauté ne craindra pas sur cette terre de convertir sa suzeraineté en une domination de fait. La place occupée par notre abbaye dans la liste des églises de protection royale n'a-t-elle pas contribué à donner libre jeu à la dynastie capétienne pour briser d'abord et étouffer ensuite le droit juridictionnel de l'abbé. L'apogée de la puissance monarchique sera atteinte à Aurillac — mais nous y reviendrons plus longuement — lorsqu'un des successeurs de Saint Géraud, Mgr de Barral, finira par jouer la carte royale en 1749; en d'autres termes nous verrons, à cette époque, l'abbé faire abandon de ses droits de justice entre les mains du Roi qui les remettra au propagateur et à l'ordonnateur de l'autorité souveraine dans les montagnes d'Auvergne : le Présidial d'Aurillac.

SECTION I.

Aurillac sans le Roi

A la mort de Charles le Simple s'accélère pour la France la douloureuse période de la décadence monarchique devant le développement de la féodalité. L'unité de la France est rompue, le roi est incapable de défendre ses sujets. Les règles du régime féodal sont trop rigides pour que la royauté, si faible alors, puisse songer, hors de l'Île de France, à réprimer les luttes que s'enta-

(17) *Id.* : « *Liceat præfato abbati ejusque successoribus ac monachis res sæpe dicti monasterii sub nostræ immunitatis tuitione quieto ordine possidere* ».

ment les seigneurs les uns contre les autres. Il fallait donc que l'abbaye et ses domaines — ne dépendant plus de son fondateur qui s'était réservé la suzeraineté féodale — ne comptent plus, temporairement, que sur leurs premières forces naissantes. C'est en effet en dehors de la protection royale que se développent à Aurillac le consulat et l'abbaye : les deux autorités que la royauté capétienne aura plus tard à départager avant de les réduire.

§ I. — LE CONSULAT.

Il ne s'agit pas ici de relater même brièvement l'organisation du consulat : il s'agit simplement, pour rester dans les limites que nous nous sommes tracé, de montrer que ce n'est pas à l'influence royale qu'Aurillac doit cette institution.

Il ne faut pas en effet penser que l'affranchissement d'Aurillac date de Louis le Gros, car le Roi lui-même affirmera que ce n'est pas de lui que les Aurillacois tiennent leurs franchises.

D'aucuns prétendent que le régime municipal romain survécut à la conquête et se conserva sous la domination des Francs (18). Il vaut mieux voir dans l'organisation municipale d'Aurillac l'application du triple principe de l'association, de l'élection et de la délibération en commun, principe déjà relaté par César. « Il y a des factions dans la Gaule, non seulement dans chaque cité, dans chaque canton, dans chaque village, mais presque dans chaque maison. Les hommes les plus généralement considérés sont les chefs de ces factions » (19). Mais si ce triple droit fait défaut, il ne peut y avoir ces factions. Ce droit est préexistant : il ne faut pas faire découler du droit romain les bases de l'organisation municipale

(18) En ce sens, RIVIÈRE : *Institutions de l'Auvergne*, tome I, p. 194.

(19) En ce sens, DE RIBIER : *Dictionnaire statistique du Cantal*, tome I, p. 170.

de notre ville; en Arvernne comme dans les Gaules elles existaient déjà. « Si nous trouvons à Rome quelque chose de semblable n'oublions pas que les premiers habitants d'Italie, étaient des Celtes comme nos pères et que leur constitution et leur langue primitive étaient les mêmes qu'au delà du Rubicon » (20).

Cette objection n'est pas unique; s'il n'y a pas de ville d'Aurillac avant la construction de l'abbaye — c'est une hypothèse raisonnable — et si d'autre part les Arvernes ont conservé certaines de leurs habitudes celtiques, il faut abandonner l'hypothèse de considérer Aurillac comme une cité romaine qui porterait orgueilleusement le nom de Marc-Aurèle.

Reconnaissons sans plus d'ambages que c'est à Saint Géraud, et à Saint Géraud seul, qu'Aurillac doit son consulat. Nous avons vu dans notre introduction avec quel esprit novateur ce seigneur, en affranchissant ses serfs, voulait améliorer la classe de ses serviteurs vers qui allait toute sa compassion, administrant lui-même les affaires communes, partageant les terres cultivables, apaisant les différends. Ce comte est à l'origine de l'émancipation communale d'Aurillac (21). On peut voir imitant en cela les peuples primitifs (22) les premières familles d'Aurillac « s'associer, se régir suivant l'usage du pays, se choisir des chefs et composer un conseil pour maintenir entre elles le bon ordre, la paix et régler ce qui devait être fait dans l'intérêt de tous ». Rien d'étonnant, tant est grande la force de ces principes que

(20) DE RIBIER, *op. cit.*, p. 231.

(21) CH. J. RAULHAC : *Annotations sur l'histoire d'Aurillac*, p. 52 : « Il (Saint Géraud) sut reconnaître la dignité de l'homme dans un siècle où l'on méconnaissait le plus les droits naturels... Il crut devoir tirer de l'abjection l'état du vasselage en associant à l'exercice de sa puissance, dans le chef-lieu de sa domination, des citoyens désignés par un vote public ».

(22) Chez les indigènes de notre Afrique Noire par exemple, nous retrouvons l'instinct de ne concevoir la vie en société que sous la forme d'associations par groupes et du libre choix de l'élection du chef.

l'on trouve des consuls non seulement à Aurillac, mais dans beaucoup de communes du Cantal : qui dit association ou groupement dit nécessairement administration. La ville d'Aurillac a eu la chance d'avoir comme protecteur Saint Géraud qui, tout en émancipant les populations de ses domaines adapte pour elles le principe inné de l'association au régime social qu'il veut modifier — nous l'avons déjà dit — selon les principes chrétiens de la dignité de la personne humaine. Son génie organisateur va également laisser sa trace dans l'administration du monastère qu'il a conçu pour la gloire de Dieu et le service de ses frères.

§ 2. — L'ABBAYE.

Le monastère bénédictin de Vabres dans le Rouergue, est le modèle choisi par Saint Géraud pour sa nouvelle abbaye (23); il rassemble quelques gentilshommes qu'il croit appelés à la vie monastique et les envoie près de l'abbé de Vabres, Aigon, pour qu'il les forme à la sainteté.

L'abbé, première autorité du monastère après le souverain Pontife, est élu parmi les religieux et les profès réunis en chapitre (24). Plus tard il va à Rome recevoir sa consécration (25). Sans son autorisation, aucune inspection épiscopale n'est possible, aucun règlement ou aucune réforme applicable ou exécutoire. Sa juridiction

(23) DOM CL. DEVIC et DOM J. VAISSETE, *op. cit.*, tome II, p. 25, 40. Ce monastère est déjà sous la protection de Charles le Chauve « *Caroli regis, cognomine Calvi* », ainsi qu'il est rapporté dans les *Acta sanctorum ordinis S. Benedicti sæculum quintum*, p. 10 ; cf. aussi *Gallia Christiana*, tome I, p. 274.

(24) CHAIX DE LAVARÈNE : *Monumenta Pontificia Arvernica*, page 39. Bulle de Nicolas II à l'abbé Emile (16 mai 1061) : « *Post vero obitum abbatis, nemo ibidem abbatem constituat, nisi quem consensus et communis voluntas fratrum ex ipsa congregatione secundum regulam beati patri Benedicti eligerint* ».

(25) CHAIX DE LAVARÈNE : *Monumenta Pontificia Arvernica*, p. 109. Bulle de Pascal II à l'abbé Pierre (17 mai 1103) : « *Electus a Romano pontifice consecratur* ».

croîtra constamment jusqu'à s'étendre sur dix-sept diocèses, depuis Embrun dans les Alpes jusqu'aux Pyrénées, depuis Poitiers jusqu'à Saint Jacques de Compostelle en Galice (26). L'abbé porte la crosse et la mitre ; il reçoit le titre de Comte d'Aurillac ; il en est le seigneur « spirituel et temporel » (27) ; les consuls dès leur nomination lui rendent à ce titre foi et hommage. Mais, l'influence royale grandissante, ce sera au lieutenant général du Bailliage de recevoir le serment des représentants du corps municipal.

C'est le grand prieur qui seconde l'abbé, en particulier dans les questions administratives ; les officiers sont en effet sous ses ordres ; parmi eux un vicaire — le prieur mineur —, l'aumônier, le camérier, le cellerier aidé du vice-cellier, le grainetier, le gardien du vin, le réfectoier, le jardinier, l'infirmier et le chantre auquel était adjoint le maître de chant. Quarante était le nombre de religieux fixé par Saint Géraud (28).

(26) Arch. Comm. d'Aurillac : 1555 FF 20 : *Instruction secrète de 1555 faite par le lieutenant général de Rivo à la requête des consuls contre l'abbé d'Aurillac* : « ...Duquel monastère dépendent quatre-vingt ou cent beaux bénéfices appartenant à la collation dudit abbé : la plupart conventuels et de grands revenus ».

(27) Ce titre est maintes fois confirmé au cours des siècles, notamment par Louis XI dans ses Lettres du 3 Mai 1469 publiées par J.-B. Bouillet : *Tablettes Historiques*, tome III, p. 278, et par un acte de François I^{er} du 30 octobre 1516 relatif à un *Règlement* concernant l'élection des consuls et publié également par J.-B. Bouillet, *op. cit.*, tome I, p. 266. Au xvii^e siècle, de Mesrigny, intendant d'Auvergne, y revient par deux fois dans sa *Relation sur l'état de la province d'Auvergne pour l'année 1637* (Bibl. Nat. Ms Fr. 18678, fol. 5 et suivants). A ce sujet, un document des Archives Nationales du 25 janvier 1690 (Arch. Nat. G 7, 103), réitère la même affirmation. Au xviii^e siècle les *Lettres patentes sur Arrest données à Versailles le 10 septembre 1748 qui acceptent la cession et abandon faits au Roi, par le sieur de Barral, Abbé, Comte d'Aurillac, de son droit de justice* (Arch. Nat. : AD 1, 26), confirment cette situation.

(28) Arch. Comm. d'Aurillac : FF 20 : *Instruction secrète de 1555...* : « ...disent lesdits consuls et syndics un beau monastère en ladite ville d'Aurillac et y a ordonné quarante religieux au plus, lesquels il a voulu qu'ils véussent selon la règle dudit Saint Benoît : lequel monastère il a doté de 60.000 livres de rente et pour l'entretienement dudit abbé et religieux et autrement sur ce fonds qu'il en a fait pour l'entretienement des pauvres ».

Cette minutieuse organisation ne tarde pas à être remarquée, et l'abbaye devient bientôt le modèle de celles qui sont restées les plus célèbres dans les annales bénédictines de France. Saint Odon, troisième abbé d'Aurillac, biographe de Saint Géraud, est choisi pour réorganiser l'abbaye de Cluny, fondée en 910 par Guillaume le Pieux. Cette mission confiée à Saint Odon, moins de trente ans après la fondation du monastère, montre à quel point et avec quelle rapidité était devenue célèbre l'abbaye de Saint Géraud. Vis-à-vis de Cluny, Aurillac pourra toujours se prévaloir du privilège de l'ancienneté. Arnulphe, Adralde, Géraud de Saint Céré, les trois premiers successeurs de Saint Odon, fonderont des monastères bénédictins respectivement à Saint-Flour, Capdenac et Souillac. Si donc le bras royal vers lequel s'était tendu Aurillac, n'était plus assez fort pour pouvoir soutenir la ville et le monastère dans leurs premières années, comment expliquer autrement que par les seules qualités des fondateurs et de ceux qui les suivirent, le rapide développement de notre abbaye ?

Il faudrait être dénué de tout sens historique pour vouloir en expliquer la prospérité en passant sous silence l'idée selon laquelle dans l'imagination populaire l'an 1000 verrait l'accomplissement des prophéties apocalyptiques et la date du jugement dernier. Cette croyance fait le jeu du clergé qui invite chacun à la prière, au repentir, à l'accomplissement d'œuvres charitables pour le repos de son âme.

Nous ne voulons pas davantage insister sur cette organisation qui ne se relie à notre sujet que par un fil ténu. Ces quelques remarques veulent simplement prouver qu'il faudra que la royauté soit bien forte pour battre en brèche cette œuvre solidement bâtie, dont les fondements reposent — ne l'oublions pas — sur cette autre « moitié de Dieu » : l'autorité pontificale.

§ 3. — LES CONFLITS AVANT L'INTERVENTION ROYALE.

Dès cette date fatidique passée, les passions reprennent leur cours, mais les donations qu'ont reçues les églises et les communautés religieuses, leurs restent acquises : ce qui contribue à consolider leur position dans la période troublée qui précède ou qui suit l'avènement de la dynastie capétienne.

Notre monastère conserve son esprit de corps au milieu du morcellement de la souveraineté; il se développe en pleine féodalité et dans les remous qui précèdent les premiers règnes de la troisième race, il fait monter un de ses enfants sur le trône de Saint Pierre. Par Gerbert, le premier pape français, son influence gagne l'Europe. Mais si son rayonnement fait à l'extérieur l'admiration du monde, il va susciter autour de lui des haines partisans.

Au développement de la ville, dû en partie aux affranchissements de Saint Géraud, correspond une aisance indéniable. Les bénéficiaires des bontés du saint protecteur ou leurs descendants sont peu à peu conscients de la puissance qu'ils doivent à leurs richesses et pendant plusieurs siècles on va assister à un douloureux spectacle : l'entrée en lutte des habitants et de l'embryon de leur régime municipal contre le seigneur, comte d'Aurillac, qui les a tirés de leur condition servile pour les mener, par la voie de l'affranchissement vers l'émancipation de leur cité dont l'abbé restera envers et contre tous — sauf devant l'autorité royale — seigneur temporel et spirituel, exempt de toute autre juridiction.

Le conflit qui va se dérouler à Aurillac n'a pas tant pour motif la lutte du suzerain abbé contre ses vassaux peu respectueux du contrat féodal, que l'opulente richesse du monastère exposée aux regards d'affranchis de fraîche date. D'ailleurs, aussi violente que soit la lutte des vassaux contre l'abbaye, elle ne durera que ce que durera le régime féodal : nous constaterons que

la royauté ne pose pas encore son arbitrage. La seule marque qui intervient non pas « en », mais « pour » la Haute-Auvergne, avant Saint Louis, est la confirmation des Lettres de Charles le Simple que l'abbé Pierre V jaloué de tous ses vassaux, se hâte d'obtenir dans l'espoir de les réduire au silence. Louis VII assiégeant le château de Nonette, en Basse-Auvergne en 1169, l'abbé d'Aurillac vole à ses devants pour avoir ce qu'il demandait (29). Il obtient satisfaction (30). Vain espoir !

A cette époque de décadence, dans la crainte des puissants seigneurs qui ne connaissent « d'autre règle de conduite que leurs passions et d'autre droit que celui de leur épée », l'abbé Géraud de Saint Céré juge prudent d'obtenir de ses proches voisins tous les services que sa situation convoitée demande. Il passe avec Gilbert I^{er}, vicomte de Carlat, un contrat de fief qui, par suite de l'inexécution de ses clauses — notamment du versement régulier des redevances prévues —, deviendra lettre morte.

Béranger, autre vicomte de Carlat, possède avec le seigneur d'Aurillac un contrat féodal relativement à une terre du monastère habitée par des voleurs, couverte de neige, qu'il donnera à un solitaire du Lot, Gausbert, qui y édifiera plus tard un couvent : telle est l'origine de Montsalvy (*Mons Salutis*). Ce seigneur de Carlat semble ignorer comme son prédécesseur, l'obligation de la foi et de l'hommage. Son attitude est condamnée par Grégoire VII (31). En 1078, il refuse de prêter hommage

(29) NOËL DIDIER : *La Garde des Eglises*, page 95 : « L'abbé comparissant devant le prince lui rappelait les rapports que ses ancêtres avaient entretenus de longue date avec le monastère et exhibait quand il le pouvait les privilèges octroyés par eux ».

(30) MABILLON : *Acta Sanctorum ordinis S. Benedicti Sæculum quintum*, p. 9. Arch. Comm. d'Aurillac 1169 : FF 2. Confirmation du *Mundeburdium* de 899 par Louis VII en 1169.

(31) CHAIX DE LAVARÈNE, *op. cit.*, page 54. Bulle de Grégoire VII, du 12 avril 1080 : « *Præcipue conqueritur super Berengario Carlatensi vice comite, qui, propria cupiditate ductus, debitum servitium et fidelitatem abbati exhibere negat, nisi beneficium quod immerito detinet adhuc etiam de jure ecclesiæ augeatur* ».

à l'abbé d'Aurillac Pierre II, jusqu'à ce que ce dernier cède en fief d'autres propriétés (32).

A la fin du ^{xr} siècle, Richard, vicomte de Carlat, achète au comte de Toulouse le comté de Rodez. L'abbaye qui a maille à partir avec son voisin, ne voit pas son extension, d'un œil favorable; les luttes reprennent. L'abbé d'Aurillac, Géraud de Cardaillac, trouve un protecteur en l'évêque d'Albi qui, moyennant échange, intervient pacifiquement dans le conflit (33). Les détails de cette médiation, eu égard à notre sujet, ne nous intéressent que de très loin : aussi ne nous y attardons-nous pas.

C'est de l'autre source de conflits, qui celle-là sera plus abondante en raison de la survivance des institutions municipales au droit féodal, que nous allons dès maintenant nous entretenir. Si le pouvoir royal ne peut pour le moment apporter aucune aide au monastère qu'il a sous sa protection, l'abbé compte sur des armes spirituelles pour voir s'aplanir tous les différends. En vertu de bulles multiples que les abbés d'Aurillac obtiennent du Pape, défense est faite à tout seigneur ou évêque, sous peine d'excommunication, d'exercer quelque droit sur les personnes soumises à l'obédience de l'abbé (34). N'est-ce pas là sanctionner des privilèges antérieurs provenant de concession royale ?

Pascal II, dont les prédécesseurs avaient eu jusqu'ici recours à l'excommunication, promet le châtiment divin aux transgresseurs de ses dispositions. Il est décevant de constater que les adjurations de l'abbé d'Aurillac ne réussissent guère à toucher le cœur des coalisés : en restant vaines elles obligent l'abbé à recourir à l'autorité

(32 et 33) CHAIX DE LAVARÈNE, *op. cit.*, pages 54 et 55.

(34) CHAIX DE LAVARÈNE, *op. cit.* : Bulle de Nicolas II à l'abbé Emile d'Aurillac (1061) page 25. Bulle d'Alexandre II au même (1068), p. 42. Bulle d'Urbain II à l'abbé Pierre de Cisières (1096), p. 97. Bulle de Pascal II au même (1103) p. 109. Cf. aussi JAFFÉ : *Regesta Pontificum Romanorum*, t. I, n° 5919.

du souverain Pontife (35). Une bulle, quoi qu'elle contienne par ses exhortations, ses menaces ou ses châtiements, n'est pas de nature à pouvoir efficacement rétablir seule, sur de justes bases, une situation que domine la seule force de l'épée (36).

Dès 1176, l'abbé Pierre V, constatant que ni les bulles pontificales, ni la confirmation des Lettres de Charles le Simple, n'opéraient aucun résultat apaisant, demande au comte de Toulouse d'être le protecteur de la cité. Quatre ans après, le même abbé doit revenir devant ce puissant seigneur, Raymond V, à la suite d'une insurrection des bourgeois d'Aurillac. L'entrevue relatée dans les *Olim*, a lieu à Capdenac en octobre 1190 en présence de l'abbé de Conques et de Hugues, évêque de Rodez. Le comte de Toulouse s'érige en gardien de l'abbaye et promet de la défendre (37). L'abbé, en conséquence, supporte les frais de défense du monastère, et de plus cède à son protecteur, avec le cens de la chatellenie de Puy-celsi en Albigeois, le doyenné de Toznac dans le diocèse de Nîmes et tous les droits honorifiques que notre abbaye y exerçait déjà (38).

Les bourgeois d'Aurillac, descendants directs des affranchis de Saint Géraud par la loi Fufia Caninia et les bontés du « *dilecti comitis* » d'Aurillac voient dans le

(35) CHAIX DE LAVARÈNE, p. 54. Bref de Grégoire VII (12 avril 1080) « *Clamor abbatis Aureliacensis Coenobii... auribus nostris insonit* ».

(36) Ceci nous fait penser à ce mot de Pascal : « La justice sans la force est impuissante, la force sans la justice est tyrannique ». PASCAL : *Pensées*, section V, 298.

(37) *Layettes du Trésor des Chartes* J. 309, tome I, n° 374 : *Pactum initum inter Raimundum V, comitem Tolosanum et Petrum Aureliacensem abbatem adversus Aureliacenses*. Le comte se dressera « *contra omnes homines...* », « *et specialiter de guerra quam in presenti cum burgensibus Aureliacensibus habetis, propriis vestris expensis quosque guerra ista ad honorem Dei et vestri finiatur* ».

(38) Cet accord devait être suivi en mai 1233 d'une sentence arbitrale de Raymond VII, comte de Toulouse, qui confirmait la décision de 1190. *Layettes du Trésor de Chartes* J. 309, tome III, n° 2241 : *Raimundus VII comes Tolose pactum confirmat olim inter Raimundus V et Petrum Aureliacensem abbatem contra Aureliacenses initum* et Fonds Dupuy, 823, folio 113.

comte de Toulouse, non pas un protecteur de la cité, mais un « profiteur » du régime féodal dont les principes pouvaient — ce n'est pas douteux — heurter les idées nouvelles d'émancipation communale.

La lutte continue plus ou moins ouverte, entrecoupée de pillages, de trêves et d'incendies. Les principes de la sagesse, les menaces pontificales, la force armée cessent d'être les moyens — ou plus vraisemblablement les pis-aller — envisagés par le seigneur comte de notre ville, lorsqu'une tierce puissance interviendra à Aurillac dans un premier rôle médiateur : la royauté capétienne du XIII^e siècle.

SECTION II

Le développement de l'autorité royale à Aurillac

§ 1. — PREMIÈRES INTERVENTIONS ROYALES : LES ENQUÊTES ET LES RECOURS A LA *Curia Regis*.

A la fin du XI^e siècle, les aspirations populaires se manifestent déjà pleinement; les anciens serfs et les vilains sortis peu à peu de leur situation misérable et désormais libres dans les terres du monastère, forment en face des seigneurs et du clergé une troisième classe : celle du tiers-état comme on dira plus tard. Alors qu'au XII^e siècle, la société d'Aurillac, livrée aux plus grands désordres, répond aux bienfaits de Saint Géraud par des cris de haine et d'indépendance, la royauté restée jusque là impuissante comprend au XIII^e siècle le sens de sa mission capitale : arbitrer les rivalités des classes, être « le mainteneur entre les ordres d'une union constamment menacée » (39).

L'accomplissement de cette vocation est en grande partie fonction de l'influence dont est capable l'autorité

(39) OLIVIER MARTIN : *Le roi et la nation organisée*, p. 221.

qui en est investie. La royauté qui ressuscite à Bouvines en écrasant la coalition étrangère et la coalition féodale peut, à la politique consécutive de l'annexion, prétendre par son prestige nouveau s'assurer dans la nation la place qui lui revient. Conquérant « rassembleur de terres » Philippe Auguste va organiser fortement l'autorité royale dans le domaine qui s'étend par delà son herceau de l'Île de France à la Normandie, à la Touraine, à l'Anjou, à une partie du Poitou, à l'Artois, au pays d'Amiens, au Vermandois, à l'Auvergne. C'est lui qui va l'étendre progressivement à tout le royaume au détriment de la féodalité. Son petit-fils « le bon roi droiturier », comme l'appelle Joinville, avait un sens beaucoup trop marqué de la justice pour faillir au conseil de son ancêtre Louis le Gros « *jus suum unicuique custodire* » (40).

A Aurillac, sans s'appuyer sur l'un pour résister à l'autre, Saint Louis ne tarde pas à se poser en arbitre entre le clergé et les bourgeois (41). C'est vers la paix publique, sa principale préoccupation, que tend, à côté de l'institution des baillis et des sénéchaux, le développement des enquêteurs royaux institués en prévision d'abus possibles des premiers (42). Par suite du développement de son administration, le souverain ou son représentant peut, après de sérieuses enquêtes, arbitrer avec quelque chance d'autorité — sinon de succès — les conflits d'Aurillac qui, sans son intervention d'abord sporadique, mo-

(40) A. LUCHAIRE : *Histoire des Institutions monarchiques*, tome I, page 41.

(41) O. TIXIER : *Essai sur les baillis et les sénéchaux royaux*, page 102 : « Les cas d'intervention (du roi) sont légitimés par les deux principes suivants : d'une part le roi peut s'occuper des luttes entre communes ou entre les parties dans la même commune, parce qu'il est le gardien de la paix publique ; d'autre part, il est le tuteur naturel des villes qu'il doit donc surveiller et aider ».

(42) MOLINIER : *Correspondance administrative d'Alphonse de Poitiers*, p. XXXV : « En 1247 avant de partir pour la Croisade, Saint Louis avait envoyé dans les différentes provinces du domaine royal des clercs chargés de réparer les injustices commises par les officiers locaux, de recevoir les plaintes des justiciables et enfin de faire enquête sur les faits graves qui viendraient à leur connaissance ».

mentanée, risquaient d'être, pour la Haute-Auvergne, le prélude de guerre sans cesse renaissantes dans nos montagnes. C'est à l'autorité et à la médiation du souverain, qu'Aurillac doit de ne pas avoir sombré dans les désordres qui l'ont agité depuis la période transitoire du XII^e siècle .

Au milieu du XIII^e siècle, l'abbé Aldemar, deux ans après sa nomination à la tête de notre monastère, se fait le confident des plaintes des habitants contre les consuls. L'abbé d'Aurillac ne peut pas en effet ne pas compatir à leurs doléances qui résident, comme ce le sera bien souvent par la suite, dans une taxation exagérée d'impôts. On décide de déposer les consuls, le parti est pris, d'accord avec l'abbé, d'en élire d'autres avant que le mandat des premiers soit expiré (43). Mais la nouvelle élection provoque un tolle général dans le corps municipal destitué qui demande justice. Mais à qui ? Ce ne peut pas être au comte de Toulouse, à Raymond V ou à ses successeurs, car ce ne sont pas les édiles d'Aurillac qui ont déjà réclamé son intervention, mais l'abbé lui-même avec qui ils étaient déjà en lutte comme ils le sont aujourd'hui. Au surplus, la royauté renaissante qui, depuis quarante-cinq ans, a fait passer l'Auvergne dans le domaine de la Couronne, verrait-elle d'un bon œil, sinon la médiation du comte de Toulouse, du moins l'arbitrage apaisant d'un autre feudataire ? Non, il n'y faut pas penser; l'Auvergne tourne ses regards ailleurs, autour d'elle; elle regarde le Louvre et Vincennes où le père de Philippe III écrit pour son fils des principes d'équité qui ont, par delà l'Île de France, leur écho en Auvergne.

Saint Louis leur semble tout indiqué pour agréer leurs doléances. Plutôt que le « dispositif » de la sentence

(43) Nous lisons dans une des *Inqueste terminate Parisius, in Parlamento Octobarum Candelose Anno Domini MCCLVII* : Olim p. 74 : « *Probatum est quod abbas ejusdem villæ huic conjuracioni (sic) seu confederacioni consensit, auxilium et consilium prebuit.* »

rendue qui ordonne le maintien des anciens usages et notamment la non interruption du mandat consulaire annuel (44), retenons, pour l'instant, le fait que les consuls d'Aurillac saisissent le Parlement.

Neuf ans se sont à peine écoulés que les consuls, se sentant forts de la sentence de la *Curia Regis in Parlamento*, ourdissent contre l'abbé le projet d'affaiblir son droit de justice consacré par les Lettres de 899 confirmées depuis. Sans vouloir ostensiblement ériger un tribunal en face de celui de l'abbé, ils forment le dessein, non pas de vouloir empiéter sur la connaissance des procès dont l'abbé a seul le droit d'en connaître, mais d'essayer un moyen d'arrangement, de conciliation entre les plaideurs; autrement dit d'instaurer près du tribunal abbatial une petite cour arbitrale, comme le sont nos justices de paix à côté des tribunaux civils qui ont la plénitude de juridiction. Le « tribunal de paix », comme on dira au *xix^e* siècle, qui connaît aujourd'hui de certaines de nos demandes peut juger définitivement et par cela même, — pour le plus grand bien de la justice — filtrer, retenir par devers lui les procès de modique importance. A Aurillac à cette époque il en va autrement, le rôle des consuls n'est pas de vouloir désencombrer l'accès du tribunal abbatial, mais au contraire de saper son autorité en engageant les plaideurs dans un but pacifique, à recourir à leur nouveau tribunal arbitral et ainsi faire avorter une instance quant à laquelle l'abbé pouvait légalement exciper de sa compétence.

Cette nouvelle justice qui a l'avantage d'être près des plaideurs entraîne la désertion du tribunal tenu pour légitime. L'abbé a bon droit hausse le ton, mais pour rechercher quelqu'un qui puisse l'écouter, l'abbé Guillaume implore le secours du Prince. Comme dans le précé-

(44) *Olim*, t. I, p. 74 : « *Preterea probatum est quod consules, postquam fuerant in consulatu per annum et diem, in eodem aliquociens remanserunt ultra annum et diem* ».

dent procès, le recours à quelque grand seigneur n'est pas envisagé; une seule autorité s'affirme : celle du petit-fils de Philippe Auguste qui a ajouté au début de l'autre siècle l'Auvergne à la Couronne. Saint Louis désigne le sénéchal de Périgord Raoul de Trappes aux fins d'enquêter sur le fait des « pacificateurs » d'Aurillac qui règlent procès, contestations et disputes au préjudice de l'abbé (45).

Les parties comparaissent devant l'officier royal qui, sur information, constate que les consuls, feignant l'hypocrisie, n'ont pas voulu soustraire des procès au tribunal de l'abbé qu'ils reconnaissent toujours comme seigneur temporel et spirituel d'Aurillac (46).

Peu de temps après le gardien du roi pour l'abbaye : Gilon, est injurié par les consuls. La *Curia Regis in Parlamento* rétablit la justice en les condamnant à 600 livres d'amende. L'abbé en reçoit 200, 400 entrent dans le Trésor (47) : les finances royales ne seront jamais trop opulentes !

(45) Arch. Comm. d'Aurillac : FF 12.

(46) E. LAVISSE : *Histoire de France*, tome III, page 234 : « L'action de la justice royale se fortifie encore par un emploi plus général de l'enquête décrétée par un mandement du Roi et poursuivie sur place par des commissions de son choix. La procédure de l'enquête équivalait à une sorte de prolongement de la Cour rendue ainsi présente jusque dans les localités les plus éloignées. Elle devait faciliter singulièrement l'appel du Roi qui deviendra fréquent à l'époque de Saint Louis ».

(47) Cette décision est rapportée dans les : *Inqueste Expedite et Terminata Parisius in Parlamento Octabarum Omnium Sanctorum, Anno Domini MCCLXXI. Olim*, tome I, page 384. BOUTARIC : *Actes du Parlement de Paris*, tome I, n° 1771.

Denunciatum fuit domino Regi quod in villa Aureliaci clauserat quidam homo unam plateam quam dicebat se tenere in emphiteosim ab abbate dicti loci, et illud idem dicebat dictus abbas, quod si quidem platea clausa erat quadam sepe. Item denunciatum fuit quod consules et commune dicte ville diruerunt illam sepem, autoritate propria. Item quod abbas fecit sepem refici, et precepit consulibus et communi quod sepem ipsam non diruerent, et sub pena centum marcharum argenti. Item quod Gilo, qui custodiebat, ex parte Regis, ipsam abbaciam et bona ipsius, inhibuit ipsis consulibus ne diruerent dictam sepem, de novo refectionem per dictum abbatem, et sub pena centum marcharum. Item quod, sprete inhibitione, tam abbatibus quam dicti servientis domini Regis, consules diruerunt dictam sepem, et

Nous pouvons observer qu'à partir du milieu du ^{xiii}^e siècle, c'est-à-dire au moment où la Couronne agrandit son domaine et précise son administration, les recours à la *Curia Regis* sont à Aurillac le seul mode normal et instinctif (si l'on peut ainsi dire) pour pouvoir obtenir la satisfaction d'un droit. Aussi voyons-nous sous Saint Louis la Cour du Roi acceptée comme tribunal suprême tant par l'abbé que par les consuls. L'abbaye n'avait-elle pas depuis Charles le Simple une charte d'immunité confirmée par Louis VII, ne se trouvait-elle pas exempte de quelque juridiction que ce soit (48). Si à cette objection l'affirmative n'est pas douteuse, elle ne donne pas le motif qui a fait intervenir ce tribunal plutôt qu'un autre dans la solution des différends d'Aurillac.

Il ne faut pas vouloir trouver la réponse dans le seul prestige de la royauté, car un bailli royal qui représente son maître partout où il se trouve aurait pu remplir le même office. Il faut surtout faire rentrer en ligne de compte d'une part les vieilles idées romaines toujours vivaces à Aurillac et d'autre part les principes nouveaux, ces idées-force de concentration et de souveraineté absolue, théorie de base, concomitante à l'épanouissement royal du ^{xiii}^e siècle.

L'influence de Placentin dépasse Montpellier, les post-glossateurs français du ^{xiii}^e siècle aidés des légistes trouvent dans les idées romaines renouvelées, la théorie de la souveraineté royale. La concentration qu'ils dégagent des textes romains leur inspire pour la France un chef d'Etat tout puissant. A l'image de l'empereur romain, ils

conbusserunt. Item quod verba injuriosa et opprobria dicta fuerunt dicto servienti a consulibus et aliquibus de communi. Mandavit dominus Rex, super hiis inquiri veritatem : Qua inquesta relata, et diligenter visa, quia inventum est eos premissa fecisse, prout denunciatum fuit, pronunciatum fuit quod dicti consules et homines propter hoc solvant sexcentas libras Turonenses pro emenda, de quibus dominus Rex habebit quadringentas libras, et dictus abbas ducentas, et sepem predictam reficient consules et homines antedicti.

(48) MABILLON : *Acta Sanctorum ordinis S. Benedicti, Sæculum quintum*, p. 8. Cf. *supra*, p. 22 et 23.

proclament le roi de France « empereur en son royaume ». De suzerain, ils transforment le roi en souverain absolu. D'ailleurs cette théorie nouvelle, émanation en France de l'*imperium* romain, n'a pas de mal à être comprise des autorités d'Aurillac qui — comme nous le disions plus haut — connaissent depuis longtemps l'emprise du droit écrit. Le roi étant source de tous les biens, l'idée d'une délégation par lui de ses pouvoirs de justice, expliquée par une concession, n'eut pas de mal à conduire vers le Prince ceux qui s'en réclamaient. Puisque le roi est source de toute justice, pourquoi hésiter à recourir à lui pour obtenir satisfaction ? On espère à Aurillac qu'il pourra « maintenir entre la puissance temporelle et la spiritualité l'union qui doit y régner pour le bien commun de l'Eglise et de l'Etat » (49). C'est ce qui explique à notre sens l'intervention de la *Curia Regis in Parlamento* dans les nombreux différends qui se sont fait jour à Aurillac depuis le milieu du xiii^e siècle.

Saisissant la *Curia Regis in Parlamento*, consuls ou abbés, voient dans ce tribunal tout aussi bien la suprême concrétisation du rôle souverain de la puissance royale dans son rôle de justice, qu'une voie de recours extraordinaire ouverte à quiconque réclame la satisfaction de son droit.

L'on ne peut s'empêcher de conclure qu'une province qui, comprenant Aurillac dans son ressort, formant l'apanage d'Alphonse de Poitiers, peut recourir, non pas à l'intervention du frère de Saint Louis, mais au roi lui-même. L'anomalie semble évidente. Elle n'existe que pour qui méconnaît l'histoire de l'administration d'Aurillac sous l'apanage d'Alphonse de Poitiers.

Par testament établi le 8 juin 1225, au château de Montpensier, Louis VIII donnait la terre d'Auvergne en apanage à son jeune fils Alphonse. Cette disposition fut confirmée par Saint Louis dans un Parlement tenu à

(49) OLIVIER MARTIN : *op. cit.*, page 221.

Saumur le 24 juin 1241. Comment ce roi de France, symbole de la justice, canonisé moins de trente ans après sa mort, aurait-il pu être à ce point oublieux des formules sacramentelles. Il est dans les traditions du sacre de jurer la protection de l'Eglise catholique (50) ; avant de prêter serment au peuple, le roi prête serment aux évêques et promet de conserver les privilèges de leur église : à plus forte raison ceux des églises, abbayes ou monastères qui ont été placés — c'est le cas pour Aurillac — sous la sauvegarde de ses prédécesseurs. Ainsi « le roi très chrétien » fait-il échapper à la juridiction de son frère les églises de fondation royale sur les terres d'apanage. C'est la matière de la sauvegarde qui sera remise en question en 1360 à propos de l'apanage du troisième fils de Jean le Bon. Pour ne pas morceler la question, nous reviendrons plus longuement à la fin de cette première partie sur cette notion de sauvegarde qui, très intimement reliée à la théorie des cas royaux dont elle est un pivot, donne matière à la compétence originelle du Bailli Royal des Montagnes d'Auvergne dans son rôle de juge après un rôle d'arbitre.

§ 2. — TENTATIVE DE L'INSTALLATION DU BAILLI ROYAL DES MONTAGNES A AURILLAC.

A. — *Le Bailliage des Montagnes dans le ressort de la « baillie » d'Auvergne. Sa nécessité.*

L'établissement des bailliages est la conséquence normale de l'obligation où se trouve la dynastie capétienne de reprendre en main l'autorité légitime de ses prédécesseurs usurpée par les feudataires. Pour l'étude qui nous occupe, il n'est pas si intéressant de savoir quand

(50) A. LUCHAIRE : *Histoire des Institutions Monarchiques*, tome II, p. 55 : « La principale fonction du Roi ne consiste-t-elle pas suivant la tradition religieuse, à défendre les domaines ecclésiastiques contre l'oppression et la violence des puissants ».

les officiers de la Couronne apparaissent sur cette nouvelle terre, que de connaître leur installation en Haute-Auvergne et les divers rôles qu'ils y tiendront sous le contrôle du pouvoir central pendant trois siècles qu'entre-couperont deux périodes d'apanage : Alphonse au ^{xiii}^e siècle, Jean frère de Charles V au ^{xiv}^e.

A quel moment l'autorité royale délèguera-t-elle en Auvergne et spécialement en Haute-Auvergne un officier de son choix pour la représenter ? Il n'est pas de question plus discutée et qui ne prête davantage à des conjectures. Les limites de notre sujet ne nous permettent pas d'étudier d'une façon approfondie les diverses théories émises sur l'apparition des baillis dans le centre de la France. Touchons-en un simple mot pour prendre parti sans discussion et entamer ce qui nous intéresse.

Aux historiens locaux (51) qui veulent voir avant l'annexion de Philippe Auguste un bailli en Auvergne du non de connétable, nous répondrons qu'il n'est guère certain que le roi de France ait pu envoyer des émissaires choisis par lui pour faire régner la justice et la sécurité sur des terres qu'il n'avait pas encore acquises au domaine de la Couronne. Si toutefois on avance la possibilité de cet exploit, il faut par cela même admettre que le Roi de France a enfreint de lui-même sa propre ordonnance de 1190 (52).

Il vaut mieux se rallier à l'opinion qui semble la plus conforme avec les faits et penser avec Chabrol (53) que l'établissement d'un bailli en Auvergne est consécutif à l'annexion. N'est-il pas normal de penser que le roi a envoyé des hommes de confiance — comme les anciens *missi dominici* — pour administrer selon ses directives les nouvelles terres de la Couronne et faire respecter

(51) En ce sens, DELALO : *Limites et divisions territoriales de la Haute Auvergne*, page 34.

(52) *Ordonnances du Louvre*, t. I, p. 19 : Ordonnance de 1190, art. II : « *In terris nostris, quæ propriis nominibus distinctæ sunt, Baillivos nostros posuimus* ».

(53) CHABROL : *op. cit.*, tome IV, page 464.

partout, comme leur modèle carolingien le faisait dans ses tournées d'inspection, le nom, le prestige, la puissance de celui qui les a envoyés.

Quatorze ans après son annexion à la Couronne, l'Auvergne constitue l'apanage du plus jeune des fils de Louis VIII qui succède pour trois ans seulement aux quarante-trois années de règne de Philippe Auguste son père. En raison de la minorité des successibles, cette mort donne ouverture d'une part à la régence de Blanche de Castille sur le trône de France et d'autre part à l'administration d'un connétable sur la terre apanagée d'Auvergne.

« *Conestabulus Arvernien* » (54) dans un hommage rendu au roi en 1237, Béraud de Mercœur est appelé bailli d'Auvergne (55) dans des lettres datées de l'octave des fêtes de Saint Pierre et de Saint Paul (56). Ce titre semble adopté pour l'avenir, puisqu'Amaury de Courcelles rend des comptes de sa « baillye » au roi (57). C'est donc que le bailliage d'Auvergne est antérieur à la confirmation de l'apanage par Saint Louis en 1240.

Ce bailliage dont le siège est à Riom, se trouve au point de vue administratif et politique, morcelé en « Baillyes » ou prévôtés sous l'autorité du bailli ou du connétable. La Haute-Auvergne, pays de montagnes au climat rigoureux, aux chemins difficiles et aux communications peu commodes en raison des chutes de neige, forme un bailliage à part qui relève de Riom.

Le bailli de cette contrée reçoit le titre particulier de « *Custos Montanarum Arvernien* » (58). Deux raisons au-

(54) A. CHASSAING : *Spicilegium Brivatense*, n° 24, février 1237.

(55) MOLINIER : *Correspondance administrative d'Alphonse de Poitiers*, page XXXI : « A la tête de la circonscription d'Auvergne nous trouvons un officier qualifié du titre de Connétable il est appelé parfois Bailli ». Cf. aussi BOUTARIC : *Saint Louis et Alphonse de Poitiers*, pages 136 et suivantes.

(56) Arch. Nat., J. 271.

(57) Trésor des Chartes J. 271, n° 3.

(58) Trésor des Chartes J. 272.

raient suffi pour inciter le roi capétien, quoiqu'en pense Chabrol (59), à installer dès qu'il lui aurait été possible, au lendemain du désastre carolingien, une main capable de faire assurer l'autorité souveraine : la distance qui sépare ces montagnes sauvages du lieu reposant de la future capitale judiciaire de l'Auvergne, et d'autre part l'obligation pour les rois de la troisième race de restaurer l'ordre et la sécurité troublés dans ce pays par des malfaiteurs et des pillards que favorise un relief aux formes accentuées et aux immenses solitudes. Aussi peut-on penser, contrairement à l'opinion de Chabrol, que la royauté n'a pas attendu 1286 pour purger les montagnes d'Auvergne du brigandage qui y sévissait et assurer ainsi à nos populations, une tranquillité et une paix que garantissait l'autorité royale reconstituée en Auvergne depuis le début du siècle.

B. — *La résidence du Bailli royal des Montagnes à Crèvecœur.*

Comme ses collègues du Bas Pays, notre Bailli des Montagnes ressortit directement au connétable de Riom pour les causes d'appel. C'est là l'aspect judiciaire de notre institution que nous nous sommes délibérément proposé de ne pas envisager.

A la mort d'Alphonse de Poitiers, selon la loi fondamentale du royaume relative aux apanages dont les titulaires décèdent sans enfants, l'Auvergne fait retour à la Couronne (60) ; mais l'organisation administrative qui y avait été suivie par le frère de Saint Louis sur le mo-

(59) CHABROL, tome I, page LXXIX.

(60) IMBERDIS : *L'Auvergne depuis l'ère gallique*, p. 249 : « Alphonse étant mort en 1271, sans postérité, à Gênes, un jour avant sa femme, la comtesse Jeanne, la terre d'Auvergne fit retour. Philippe le Hardi en jouissait depuis plus de dix ans, lorsque Charles d'Anjou, roi de Sicile, éleva des prétentions à la succession d'Alphonse, son frère. Le Parlement de Paris décida que la Terre appartenait au roi par droit de réversion. Cet arrêt de 1283 fixa la jurisprudence féodale sur la question des apanages ».

dèle de celle qui régissait le Poitou, subsiste dans nos montagnes. Le roi de France donnera à son représentant le titre de Bailli tout en lui maintenant, dans notre ressort, son qualificatif de « *Custos Montanarum Arvernie* » (61) : comme sous le régime de l'apanage, il reste soumis à l'autorité et à la surveillance du bailli d'Auvergne. Ainsi, il est bailli tout en restant *custos*. Ce détail souligne la prudence du roi qui ne veut pas enfreindre apparemment les usages contractés.

L'étendue sur laquelle nous avons mis l'accent et le laborieux rétablissement de l'ordre par les agents du Prince, nécessitent pour la royauté une solide administration et pour les populations, la répression des méfaits dévastateurs.

Il semblerait que la monarchie de la fin du XIII^e siècle, qui a été revigorée par le passage d'un Philippe Auguste ou d'un Saint Louis, n'ait pas dû avoir maille à partir avec les autorités d'Aurillac : abbaye et consulat, pour s'installer dans cette localité ; la royauté en conquérant son prestige, ne peut-elle pas prétendre, quatre ans après la mort de Louis IX, prendre pied définitivement dans la capitale de la Haute-Auvergne ? Serait-ce vraiment le consulat qui, constitué à la faveur du régime féodal décadent (et dont les membres se seraient avoués « Bourgeois du roi »), qui pourra opposer la moindre résistance à l'établissement d'un officier royal ? Non, ce sera l'abbaye. L'abbé, qui n'avait pas élevé le ton sur la présence du représentant du roi sur ses terres (62), de-

(61) *Spicilegium Brivatense* n° 85, p. 217. — Arch. Nat. : K 496 n° 4. *Compotus Johannes de Trya, Baillivi Arvernie, de termino Ascensionis Domini anno ejusdem M° CC° Nonagesimo quarto.*

(62) Le roi de France durant l'apanage possédait à Aurillac un représentant. Nous avons déjà mis en lumière les procédés peu scrupuleux dont Gilon « *qui custodiebat ex parte Regis, ipsam abbaciam et bona ipsius* » a été la victime. Ceci n'est pas unique. Dans les *Inqueste Terminale Parisius, in Pallamento Octabarum Nativitatis Beate Marie Virginis Anno Domini MCCLXI — Olim.*, t. I, page 140, nous trouvons une enquête sur des actes et propos injurieux à l'adresse du « *bajuli domini regis in villa Aureliacensi* ». « *Inquesta facta per Radulphum de Trapis super saisina domus quondam Poncii de villa*

vient subitement jaloux de cette autorité lorsque l'Auvergne passe à la Couronne. Son émoi ne tarde pas à se faire sentir : il invoque trois ans après, en 1274, le principe établi par ses prédécesseurs selon lequel toute puissance à Aurillac appartient à l'abbé non seulement dans la ville, mais sur les possessions qui relèvent du monastère (63).

En admettant que les représentants de la Couronne aient pu exercer légitimement ce droit, ce n'aurait été qu'en l'absence de domaine royal dans le voisinage. En vertu de ce principe, la faible distance séparant Aurillac de l'unique propriété du Roi en Haute-Auvergne aurait pu éviter les empiètements de l'officier royal sur les terres de Saint Géraud. Néanmoins, l'agent royal demeurera sur les terres ecclésiastiques de la ville d'Aurillac jusqu'au moment où l'abbé — nous venons de le relater — fait défense au roi de siéger à Aurillac ou sur les terres de l'abbaye. Ce n'est qu'à l'obligance de l'abbé que le roi doit de ne pas quitter notre ville aussitôt l'arrêt rendu. Si Aurillac, dès 1274, n'est pas encore le siège du Bailliage des Montagnes, il en sera un lieu d'assises.

Il faudra donc que le roi se plie aux dispositions de l'article 2 de l'ordonnance de 1190 (déjà citée) et ne cherche pas ailleurs que sur ses terres propres, le lieu d'installation de celui qu'il enverra en Haute-Auvergne pour le représenter.

Il ne dut pas aller très loin, car en 1287 nous le voyons rendre la justice à neuf lieues d'Aurillac : à Saint-Martin-Valmeroux, dans une maison louée à cet effet pendant le temps nécessaire à la terminaison du château royal

et super emenda domini Regis et super violenciis factis et dictis Galtero, bajulo domini Regis in villa Aureliacensi, occasione ipsius emende ; Probatum est quod Bernardus de Villa fregit saisinam quam fecerat serviens domini Regis predictus, de predicta domo Poncii ; emendet hoc. Item probatum est quod Philippus Cacabou et Guillelmus Hernaudi interfuerunt, cum descendere ad mandatum dicti servientis ». Cf. aussi BOUTARIC : op. cit., tome I, n° 600.

(63) *Olim* I, folio 24 v°.

de Crèvecœur. Ce château situé à deux kilomètres de Saint Martin et dont on voit encore quelques ruines, est la seule propriété royale en Haute-Auvergne. Il n'est pas douteux que Philippe III y ait envoyé ses représentants contre son gré : par rapport aux commodités d'Aurillac, le déplacement vers ces solitudes, au pied du roc des Ombres et du Puy Mary, à l'entrée des gorges sauvages et tourmentées de la Maronne « *fluminis Maronæ* », faisait figure de bannissement. Il fallait faire contre mauvaise fortune bon cœur; toujours est-il que le château royal qui s'édifiait, n'a pas dû faire l'objet de grosses dépenses et qu'il n'a rien de comparable à l'allure de forteresse massive et solide de sa voisine la citadelle de Carlat. Ce n'était qu'une gentilhommière peu confortable, éloignée de toute agglomération importante, bâtie dans le dessein d'être à la fois le lieu d'assises de notre Bailli et le cachot des malfaiteurs.

Entouré d'escarpements, il était bâti au bord de pentes rapides, sur une élévation de terrain en un endroit difficile d'accès pour rendre assez vaine, sinon impossible, toute tentative d'évasion. Sans nous attarder sur les détails de la construction (64), disons seulement que l'édification du château royal fut loin d'être la demeure féodale classique capable de résister au temps et qui après des siècles peut subsister encore debout au milieu de ses voisins en ruines, puisque seulement quelques années avant la fin du siècle une partie s'effondra. Nous en trouvons la preuve dans le compte de Géraud de Paray pour le terme de l'Ascension 1299 (65).

(64) *Spicilegium Brivatense* — *Compotus Johannes de Trya*, 1294, n° 85, p. 217. Nous voyons d'après le chapitre des dépenses présentant le caractère de finances extraordinaires, auxquelles pourvoit notre Bailli dans un intérêt général que le château est encore en 1294 l'objet de quelques frais de construction; il ne doit s'agir que de travaux de dernière main qui s'élèvent à 24 l. 16 s. 9 d.

(65) *Spicilegium Brivatense* : n° 90, p. 257 et Arch. Nat. : K 496 n° 3. — *Compotus Domini Geraldii de Paredo, Militis, Ballivi Arvernii de Terminio Ascensionis Domini Anno ejusdem M° CC° Nonagesimo Nono*.

« *Opera Montanarum : Pro quodam domo castri de Crebacor que*

C. — *Le Bailli des Montagnes, réorganisateur de l'ordre.*

L'œuvre de notre Bailli au château de Crèvecœur consiste moins dans l'application des règles de droit privé que dans la mise en vigueur des principes de droit public qui touchent à l'ordre et à la sécurité. Les comptes des baillifs en sont une attestation irrécusable. Dans ces pays secoués par les fréquentes révoltes des populations contre les tyrannies du régime féodal, où la classe — qu'on appellera plus tard le Tiers-Etat — revendique ses droits par de terribles réactions, il n'est pas rare de voir des bandes de paysans se livrer aux pires cruautés. Dans ces vallées de Jordanne, de Maronne et de Cère, la forêt jusqu'à flanc de côteau alterne avec les grands pâturages qui constituent la seule richesse des paysans d'alentour. Saint-Martin et Crèvecœur mettant en relation par la jonction de leurs vallées Aurillac, Fontanges, Salers, se trouvent être sur les chemins qui, dès la fin mai, conduisent pour l'été les troupeaux vers les hauteurs et sur l'itinéraire des lieux de foire et de marché (dont le moins important n'est pas Aurillac) où le fromage, le seigle, l'avoine et le bétail donnent déjà lieu à quelques transactions.

Le relief accidenté, où les fissures et les défilés succèdent aux solitudes désertiques des « plombs et des puys » et qui permet le passage de caravanes de pèlerins et de marchands, donne libre jeu à la ruse des détrousseurs et des pillards. Le pouvoir s'ément. Des patrouilles sous le commandement du Bailli doivent aller très souvent en reconnaissance dans les secteurs les plus infestés. Ce service est évalué à 12 l. 15 s. (66). Ces malfaiteurs de

ceciderat, pro ea refficienda et pro palissa dicti castri reparanda, VIII l. XV s. »

(66) *Spicilegium Brivatense*, n° 85, p. 220 et Arch. Nat., K 496 n° 4 : *Comptus Johannis de Trya Baillivi Arvernix, de termino Ascensionis, Domini anno ejusdem MCC Nonagesimo quarto (27 mai 1294) : « ...Ballivo Montanarum Arvernix, pro fugandis malefactoribus in Montana cum gentibus armatis ».*

nos montagnes soumis à la rudesse sans merci de l'agent royal, emplissent bien vite les cachots de cette petite citadelle. Composé non seulement de paysans que révolte un régime défaillant, le milieu de Crèvecœur est fourni de « bannis » de Basse-Auvergne condamnés déjà par le Parlement (67) et qui élisent domicile dans les gorges et forêts d'alentour. Non seulement le banni sera puni, mais encore le receleur : c'est ce que confirmera la sentence arbitrale rendue en 1298 par Guillaume des Achiloux, Bailli des Montagnes, dans le conflit entre l'abbé d'Aurillac et le consulat : « qu'aucun homme n'ait l'audace de le recevoir : qui fera le contraire sera puni sans miséricorde. La Cour le condamnera aux peines de droit et lui fera l'amende imposée aux receleurs de criminels et de bannis » (68).

Plus tard le seigneur de Pierrefort, pour avoir donné asile à des bannis, est condamné par le Bailli des Montagnes à trois cents livres d'amende qu'un arrêt du « Parlement de la Saint Martin d'hiver de l'An 1322 » réduit à deux cents livres (69).

Dans ces bandes se trouve un grand nombre de « faidits » : sectaires et hérétiques qui pullulent dans cette région soumise à l'influence de l'Albigeois par le Rouergue. Ce fléau de la province force, en 1268, le prieur de Saint-Flour à s'occuper de défendre l'entrée de la prévôté en érigeant des forts sur la Planèze. C'est dans ce dessein que les ressources des habitants de Saint-Flour contribuent à édifier le château de Montréal au-dessus de Brezons au pied du Plomb du Cantal « sur l'ancienne voie romaine qui franchit la chaîne en ce point et pénètre en Carladéz ». Quelques mois plus tard, Pierre de

(67) *Olim*, tome I, p. 379, n° 9.

(68) Sentence arbitrale du Bailli des Montagnes dite 2^e paix rendue en 1298 : « *E que negus homo sio arditz que auzo receptar, e qui faria lo contrari, la cortz lo punirio ses tota merca aitant quand seria de dreh, elevaria la pena establida contrals recepta dors dome criminals e banit* ».

(69) *Jugés* : I, folio 257 r°.

Brezons promet à son suzerain le prieur de Saint-Flour de construire à Cezens une autre forteresse et pour laquelle il rendra foi et hommage à lui et à ses successeurs (70).

En d'autres termes, « pour des princes aussi pieux que le frère et le fils aîné de Saint Louis, préserver l'Auvergne de l'hérésie, ne pas laisser les faidits s'implanter sur son sol, était une cause à la fois religieuse et politique de nature à intéresser très vivement les esprits » (71).

Toute la province se dresse en vue d'une réaction sévère et rapide, en conséquence de laquelle le Bailli se verra gratifié de 23 livres (72).

Le Bailli seul est souvent impuissant à arrêter tous les malfaiteurs : il se fait aider de plusieurs sergents qu'il lance à leur poursuite et qu'il rémunère après la « râfle » : il leur est alloué 15 livres (73). Mais très souvent hélas ils sont victimes de leur devoir (74).

Dès que la capture est opérée, les brigands sont amenés devant le Bailli des Montagnes et confiés par lui, en attendant sa sanction, à la garde de sergents : deux ou trois, souvent un nombre supérieur, en général proportionnel au nombre des prisonniers ou à leur triste renommée d'alentour (75). D'ordinaire deux gardiens suf-

(70) M. BOUDET : *Eustache de Beaumarchais*, p. 56.

(71) CHARLES, V. LANGLOIS : *op. cit.*, page 242.

(72) *Spicilegium Brivatense*, n° 90, page 258 et Arch. Nat. : K 496 n° 3. — *Compotus Domini Geraldii de Parado, Militis, Ballivi Arvenie de termino Ascensionis Domini anno ejusdem M° CC° Nonagesimo nono* (28 mai 1299) : « Cum plures malefactores intrassent bailliviam Montanarum inter quos erat Guillelmus Jorues et dictus Cornut, ballivus persecutus fuit eos cum magna societate armatorum per longum tempus et expendidit in dicta persecutione, extra bailliviam et infra ».

(73) Id. : « Pro servientibus qui persecuti fuerunt per totam estatem banitos et malefactores domini regis : 16 L. ».

(74) Id., p. 257 : « Ceperunt et percusserunt G. Baufet, servientem domini Regis ».

(75) Id. : « Cum ballivus timeretur quod Guillelmus Jorues et ejus socii intrassent castrum de Crebacor et extraherent inde prisiones et insidiebantur dicto castro ut dicitur, ballivus posuit in dicto castro duos, aliquando tres, aliquando plures servientes ultra numerum consuetum, ad custodiendum castrum ».

fisent à la surveillance des voleurs : leur salaire individuel est de 8 deniers par jour (76).

Le Bailli des Montagnes, habituellement, ne tarde pas à rendre sa sentence : il a trop peur que ses accusés trompent la surveillance de leurs gardiens. D'après les documents que nous avons pu recueillir à ce sujet, le Bailli ne semble guère faire de subtiles discriminations dans l'échelle des peines. La terreur que ces bandits répandent dans son ressort ne permet d'envisager aucun geste de clémence. A ces brigandages outranciers doit répondre une justice sans merci : aussi, le châtiment prononcé sera-t-il très souvent la pendaison (77).

La sentence de mort prononcée peut être immédiatement suivie de son exécution. De la maison de Saint Martin, où se tiennent temporairement les assises avant la terminaison de la construction de Crèvecœur (78), le ou les condamnés sont dirigés non loin de là vers le roc des Pendus pour expier leurs nombreux méfaits (79).

(76) *Id.*, p. 253 : « *Duobus servientibus qui custodiunt latrones apud Crebacor cuilibet VIII d. per diem* ».

(77) *Id.*, p. 258 : « *Matheus Ganhos captus fuit et suspensus... Baillivus persecutus fuit malefactores... et expendit* ».

(78) Malgré qu'il s'agisse encore dans le compte de Jean de Trye de quelques travaux en 1294, il semble qu'à cette époque le *Castrum Crebicatoris* soit terminé car à cette époque dans le compte de ce bailli d'Auvergne pour le terme de l'Ascension, nous apprenons qu'un bœuf après avoir été acheté pour travailler aux derniers travaux du château, fut mis en vente quand la construction fut terminée. — *Compotus Johannis de Trya. Baillivi Arvenie, de termino Ascensionis, Domini anno ejusdem M° CC° nonagesimo quarto* (27 mai 1294) ». *Spicilegium Brivatense*, n° 85, p. 222. — Arch. Nat. : K 496, n° 4 et cf. aussi le compte de Jean de Trye pour l'année 1277 qui accuse une « dépense de 77 sols 6 deniers pour la réparation de la maison dans laquelle se tiennent les assises de Saint Martin ».

(79) Ce roc des Pendus n'est pas unique dans la région. Nous en trouvons un autre à quelques lieues près du siège d'appeaux de Carladez ressortissant au Présidial d'Aurillac sur l'itinéraire allant de Carlat à Vic sur Cère. Plus rude que celui de Crèvecœur était le chemin d'accès de ce rocher des Pendus qui domine de 300 mètres la riche vallée de la Cère : on voit encore l'anneau de fer scellé dans le basalte, la tradition veut qu'il ait été encore en usage aux jours pénibles de la Révolution.

La mission du Bailli se résume en ces termes : « Prendre et pendre » (80).

Le seul nom de Crèvecœur suffirait en l'absence de tout texte à donner une idée de la force avec laquelle la répression royale s'est manifestée (81). Pour nous, cette appellation n'est que l'expression imagée de l'inflexibilité du pouvoir souverain en ces régions. Ce n'est pas l'opinion adoptée par certains auteurs qui prétendent qu'il n'est que la traduction du mécontentement des seigneurs voisins quand Philippe Auguste en confisquant l'Auvergne achète ce mamelon imprenable dans l'espoir d'y bâtir une défense. Si cette opinion se soutient d'elle-même, celle qui la précède et que nous faisons nôtre, a du moins l'avantage d'être corroborée par des faits postérieurs.

Nous nous refusons également à voir dans le château de Crèvecœur la résidence, même passagère, de Marguerite de Valois (82) et voici pourquoi. En 1565, Crèvecœur est en ruines (83); comment donc la première femme d'Henri IV, alors âgée de 12 ans (84), eût-elle pu séjourner dans un fort délabré ? Le Louvre, par ses favoris et ses fêtes fournissait à Marguerite des plaisirs si variés qu'il est peu probable qu'elle en eût goûté de semblables dans ce site solitaire (85). En admettant même qu'elle

(80) M. BOUDET : *Eustache de Baumarchais*, page 43.

(81) Ces noms à la sinistre consonnance qui doivent leur origine aux pillages dont était victime notre région, sont nombreux dans le ressort du Présidial d'Aurillac : n'y a-t-il pas en effet près du rocher des Pendus le site de Curebourse (Cure Bourse) au col qui porte son nom et qui fait communiquer les deux vallées de la Cère et du Goul.

(82) En ce sens, DE RIBIER DU CHATELET, 1^{re} édition du *Dict. Statist. du Cantal*, page 325.

(83) M. DELALO, *op. cit.*, p. 55, rapporte d'après le Registre Criminel du Bailliage de Salers qu'en 1565 en raison de la ruine de Crèvecœur, le capitaine Legrand demande qu'il soit « baillié maison et prisons es dépens du Roy pour la réception et la garde des prisonniers ».

(84) Marguerite de France, reine de Navarre est née à Saint-Germain-en-Laye en 1553.

(85) Ce n'est pas à Crèvecœur mais à Carlat où elle fut enfermée

s'y soit arrêtée, ce n'aurait pu être qu'un instant, par curiosité et non pour y établir une résidence si écourtée qu'elle ait pu être.

D. — *Une illustration du « Parfait Bailli » en Haute-Auvergne : Eustache de Beaumarchais.*

Parmi les premiers baillis qui assurent les destinées de la Haute-Auvergne, il s'en trouve un qui par ses qualités et la droiture de son esprit correspond au modèle retracé par Beaumanoir dans ses « Coutumes de Beauvaisis » : Eustache de Beaumarchais, sénéchal de Poitou (86). En avril 1268, ce rude justicier est envoyé dans les montagnes d'Auvergne muni de pouvoirs dictatoriaux pour y faire établir promptement la sécurité et l'ordre. Mission temporaire peut-être mais qui s'imposait en raison de l'ampleur du fléau. Le chroniqueur, Guillaume d'Anelier, dans son « Histoire de la guerre de Navarre » nous dépeint Eustache de Beaumarchais, Bailli des Montagnes, en mettant dans la bouche du chancelier de France et connétable de Champagne, Erard de Valery, le compliment suivant (87) :

« Franc roi de France, puisque vous demandez conseil,
« Et en fait de Gouverneur, si c'est votre volonté
« Que vous en vouliez envoyer un (gouverneur)
« Ne soyez pas embarrassé

après sa brouille avec Henri IV que la reine Margot vit danser la bourrée qu'elle introduisit bientôt après à la Cour de la France.

(86) PH. DE BEAUMANOIR : *Coutumes de Beauvaisis* (Ed. Beugnot, t. I, p. 17 et suivantes).

(87) *Histoire de la Guerre de Navarre*, par GUILLAUME D'ANELIER, fol. 36 r^o et 37 r^o, couplet XXXVII dans les *Documents inédits sur l'Histoire de France*, page 84 et suivantes :

« Franc rey de França, puis conseil demandatz,
« E de Governador, si es vostra voluntatz
« Que lor vuillatz trametre, non siatz embargatz
« Qu'un cavalier avetz que z ans non fon rei natz.
« Ni Carles ni Alexandre, que foron molt nompuat
« Que n'aguessan plus savi nos fos millor armatz
« E dirai vos son nom, per tal que l'entendatz
« Seynnor, el es Estache de Beu Marche clamatz.

« Vu que vous avez un chevalier tel qu'aucques ne
[fut roi né
« Ni Charles ni Alexandre, qui furent bien renommés,
« Qui en eussent un plus sage, ni qui fut meilleur
[armé
« Et je vous dirai son nom afin que vous l'entendiez,
« Seigneur, il est appelé : Eustache de Beaumarchais. »

La Haute-Auvergne n'est pas pour ce vaillant chevalier le théâtre de ses premières armes : il a déjà eu en Poitou à se livrer à la même besogne d'assainissement et, comme il a à Calvinet une petite seigneurie, il se trouve tout désigné par ce double motif pour répondre, les armes à la main, aux vœux des habitants. La chronique d'Anelier fait de notre Bailli des Montagnes d'Auvergne un éloge au style empoulé, mais d'où émane l'impression que les qualités qu'Eustache de Beaumarchais met au service de ses maîtres, le font passer pour « le Duguesclin » du règne.

Et puis en Auvergne par le Comte il fut envoyé
Parce que les marchands n'étaient pas en sûreté,
Ni nul ne passait qui ne fût dépouillé
Et ne fût pris ou mis à mort ou tourmenté ou volé
Et quand il fut dans la terre installé comme sénéchal
Il vit que par des voleurs les chemins étaient infestés
Et il fit armer ses hommes et tous ceux qui étaient
[sous ses ordres

Et chevaucher par monts et par vaux et par prés,
Pour chasser les voleurs qui passaient les bornes
Et là où il les trouvait, jugement était donné
Vu qu'il les faisait pendre où ils étaient démembrés
Et dans l'espace de trois ans il y en eut tant de ré-
[duits

De pendus et de morts et tant de percés à coups de
[lance

Qu'au lieu où l'on disait « Beaumarchais est rentré »
Il n'y avait si fort qui ne fut abattu.

Et les laboureurs du dehors qui étaient malmenés
 Et les marchands, s'écrièrent : Dieu nous a exaucés
 Et nous a envoyé tel homme par qui la justice est
 [aimée.

Deux ans avant la mort d'Alphonse de Poitiers, il passe ses pouvoirs de Bailli des Montagnes à Geoffroy de Montirel dans le seul but de préparer son départ pour la Croisade. Mais avant de quitter l'Auvergne, il trouve moyen de récupérer sur la richesse mobilière des juifs qui s'y trouvent la somme de 2.000 livres qu'il affecte à l'œuvre de la croisade (88). Puisque les juifs ne contribuent pas par le don de leur personne à la délivrance du tombeau du Christ, qu'à tout le moins par leur fortune plus ou moins bien honnêtement acquise, ils aident — qu'importe leur réticence — à sauver le Saint Sépulcre des mains des infidèles. Beaumarchais ne fait là que répondre à la décision d'Alphonse de Poitiers (89) qui veut faire contribuer les avoirs mobiliers juifs à l'œuvre que la « *Nobilissima Gallorum gens* », continuant la tradition des « *gesta Dei per Francos* » entreprend partout en France au cri de « Dieu le veult ».

Au retour de cette huitième Croisade, le fils de Saint Louis, dès son avènement, maintient en place les conseillers de son père qu'il consulte sur les affaires d'Etat et qu'il délègue à l'administration de la chose publique. Philippe III en héritant les domaines de son oncle, hérite aussi le personnel administratif qu'Alphonse a formé (90). Ce n'est pas dans l'entourage de son père que Philippe III trouve le plus valeureux des sénéchaux de

(88) Arch. Nat., J. 319, n° 4 bis.

(89) MOLINIER : *Documents inédits sur l'Histoire de France : Correspondance administrative d'Alphonse de Poitiers*, n° 658 (1^{er} déc. 1268).

(90) MOLINIER : *Correspondance administrative d'Alphonse de Poitiers*, p. XXIV : « Les sénéchaux d'Alphonse détiennent et exercent dans leurs circonscriptions les mêmes pouvoirs que leurs similaires les Baillis royaux : ils administrent le domaine, rendent la justice, assurent la paix publique et commandent les forces militaires ».

son temps, c'est sur une récente terre d'apanage : les montagnes d'Auvergne. Lorsque le prédécesseur de Philippe le Bel, un an après sa montée sur le trône, place un homme à la tête de la sénéchaussée de Toulouse, c'est dans notre ressort qu'il viendra le chercher, au moment où, au cours d'une deuxième expédition à la fin de 1271, Beaumarchais pourchasse encore en Haute-Auvergne les bannis du roi (91).

Eustache ne tardera pas à faire rayonner comme en Auvergne le prestige de son nouveau maître, en fondant dans le comté de Toulouse la bastide de Montrejeau (*Mons Regalis*). C'est ainsi qu'un baron en s'adressant au roi, nous dit la chronique d'Anelier, s'exprimait en ces termes (92) :

- « De seigneur Eustache je vous puis dire qu'il est
[preux et hardi
« Et doit être par vous (le Roi) aimé et honoré
« Vu qu'il maintient la Couronne avec un courage
[parfait.
« Pour défendre la fleur de lys, il n'est pas endor-
[mi ».

D'ailleurs, la reconnaissance royale pour Eustache de Beaumarchais se fera jour d'une façon toute concrète, car les comptes de Jean de Trye de 1289 et 1294 nous attestent que le Roi le gratifie de 400 livres sur les revenus du bailliage d'Auvergne.

(91) *Histoire de la guerre de Navarre*, par GUILLAUME D'ANELIER, couplet XXXVIII — *Doc. inéd. sur l'Histoire de France*, page 89.

« Vu qu'en val de Rivière maint homme était détruit

« Et en val de Foillole volé et insulté

« Et en rive de Jordain maint homme avait péri

« Et en rive de Vollerte maint homme avait reçu la mort

« Et en rive de Portus (étaient) ôtés pieds et poings et doigts

« Et en rive de Malrui était maint homme pendu

« Et en rive de Maronne les marchands étaient trahis

« Et en rive de Fulgos était maint homme frappé

.....

« Et quand il y fut envoyé et par vous (le Roi) choisi...

(92) *Documents inédits — Hist. de la Guerre de Navarre*, par GUILLAUME D'ANELIER, fol. 38 r°, page 89.

Comme à Crèvecœur, il déploie son zèle accoutumé qui va le faire choisir pour gouverner la Navarre et défendre Girone. C'est à ce sujet qu'Anelier nous rapporte l'écho de la renommée d'Eustache par delà les Pyrénées (93) :

« Le bruit courut par toute la Navarre

« Qu'un bon gouverneur était venu de France ».

(93) *Id.*, folio 43 r°, couplet XLI, p. 101.

CHAPITRE II

ORGANISATION DU BAILLIAGE DES MONTAGNES

Entre l'œuvre centralisatrice de Saint Louis et le début du xiv^e siècle où notre pays prend figure d'état moderne, se place un règne qui agrandit dans nos montagnes la voie des nouveaux principes administratifs et judiciaires déjà tracés. Dès son arrivée au pouvoir, Philippe III comprend que la Haute-Auvergne a toujours besoin d'une autorité très ferme, dans les mains de laquelle les différends pouvoirs se trouvent réunis. L'organisation établie par son oncle dans un but pacificateur a donné d'excellents résultats : pourquoi risquer de les compromettre par l'établissement de mesures administratives différentes et qui ne pourraient que faire le jeu des insurgés que les baillis d'Alphonse n'ont pas encore réduits au silence ? Aussi, le nouveau roi laisse-t-il en fonction le représentant du prince apanagé d'Auvergne, qui joindra simplement à son titre le qualificatif de royal.

C'est dans son domaine que le roi Philippe III fait tenir par son bailli des assises hebdomadaires le mardi de chaque semaine. Mais que ce soit à Crèvecœur ou à Saint-Martin, l'officier royal ne peut pas toujours siéger dans ces montagnes où la vie ne semble guère se révéler que chez deux catégories d'individus : les brigands et leurs victimes. Le Bailli des Montagnes ne peut oublier Aurillac, sa résidence antérieurement à l'apanage, Aurillac qui constitue la seule ville importante de son

ressort et qui reste toujours un foyer de dissensions. Le consulat et l'abbaye ne peuvent entretenir entre eux — ne serait-ce que quelques années — des rapports de bon voisinage.

Le Bailli des Montagnes qui ne peut à cause de la défense de l'abbé élire domicile à Aurillac sur les terres de Saint Géraud, fera de cette ville un lieu d'assises qui se trouve déjà plus important que son siège dans les montagnes. Cela ne va pas sans heurts ni discussions. Les bourgeois et l'abbaye se plaignent au roi de ce que le Bailli des Montagnes tient ses assises à Aurillac (1). Ce geste suffira à exaspérer la patience de Philippe III qui, très respectueux cependant des Lettres de 899, ne comprend pas pourquoi Aurillac fait obstacle à la tenue des assises du Bailli royal. La sagesse exigeait qu'au milieu de ces troubles le bras royal se fît constamment sentir : aussi le Bailliage des Montagnes sera-t-il ambulatoire pendant près d'un siècle et le Bailli suppléera-t-il à l'impossibilité d'exercer constamment son autorité à Aurillac par la délégation de ses pouvoirs à un lieutenant. D'ailleurs le travail énorme qui accaparait notre Bailli des Montagnes à Saint-Martin et à Crèvecœur ne lui aurait pas donné la faculté de pouvoir seul rendre sagement la justice comme le doit tout bon bailli. Nous y reviendrons au moment opportun.

Quoique bien souvent les lois orographiques en matière d'institutions administratives ne soient pas entourées du respect qu'elles devraient bien souvent imposer, le relief n'est pas quelquefois sans avoir une influence notable sur la dénomination de quelques sièges bailliaagers au moyen âge. Aussi sont-ils rares en France les bailliages dont l'appellation est fonction du relief de leur ressort : celui de la Haute-Auvergne en est un exemple. Après le Bailliage des Montagnes, il faut mentionner, dans cet ordre d'idées, le bailliage dauphinois du

(1) Arch. Comm. d'Aurillac : FF 58.

Plat Pays, le bailliage dauphinois du Haut Pays et enfin le bailliage de la Montagne qui englobe notre département de la Côte d'Or.

Etant donné le relief si accentué, si varié de la Haute-Auvergne, il n'est pas surprenant de constater que le Bailliage d'Aurillac ait porté à ses débuts le nom de Bailliage des Montagnes auquel on ajoutera bientôt le nom de son principal lieu d'assises : Aurillac.

L'accroissement du prestige royal en Haute-Auvergne et d'autre part la réapparition d'une économie monétaire (2) et d'une monnaie royale au large champ d'échange, donnèrent à la royauté la possibilité d'avoir des agents salariés bien en mains, instruments actifs de ses volontés. Or, il est un principe que nous avons déjà énoncé, selon lequel le roi, quand ses fiefs reviennent à la Couronne, ne change rien à l'administration établie par l'apanagiste si elle s'est avérée bonne : aussi trouvons-nous sur tous les domaines annexés des « *præpositi* » aux noms bien différents : des « vicomtes » en Normandie, des « petits baillis » dans le Nord et dans le Midi des « viguiers » (3). A quel moment apparaissent-ils dans les montagnes d'Auvergne ? Nous n'avons malheureusement pas la chance de pouvoir répondre aussi affirmativement qu'on le fait pour Etampes par exemple, de pouvoir citer une date *ne varietur*.

« L'Evêché de Clermont, un des premiers et des plus anciens des Gaules, suffragant de la métropole de Bourges, tient le premier lieu entre les suffragants, suivant la bulle d'Urbain II donnée à Guillaume Evêque de Clermont sur la fin du x^e siècle » (4). Cet évêché comprend toute la Haute-Auvergne et l'évêque de Clermont se fait représenter sur ses terres par des agents employés par lui qui administrent ça et là son diocèse. Celui-ci est

(2) Ernest PERROT : *Institutions du droit public et du droit privé dans l'ancienne France jusqu'en 1789*, page 283.

(3) A. LUCHAIRE : *Manuel des Institutions françaises*, p. 543.

(4) Biblioth. Nat. Ms Fr. 16756. D'ORMESSON : *Mémoire*, de 1698.

divisé en archiprêtres à la tête de chacun desquels se trouve le « *præpositus* » ecclésiastique, sorte de gérant muni de pouvoirs aucunement précis. Trois prévôtés forment la criconscription diocésaine de la Haute-Auvergne : Aurillac, Mauriac et Saint-Flour. Quelle a été l'action du représentant de l'évêque à Aurillac ? C'est une question que notre sujet ne nous permet pas d'envisager; rappelons seulement que Saint Géraud s'est soustrait à la juridiction de l'ordinaire en se réclamant de l'autorité du pape. Quoiqu'il en soit, ces divisions ecclésiastiques seront les cadres administratifs de notre bailliage : ce sont d'ailleurs ces trois prévôtés qui figurent au compte de Jean de Trye pour le terme de l'Ascension 1294 (5).

Lorsque le Bailli arrive aux « *Expleta Ballivie Montanarum Arvernïe de Anno Domini M° CC° Nonagesimo Tercio* », il communique certains détails financiers (6).

Les registres consulaires de Saint Flour contiennent un acte du début du xv^e siècle où Jean de la Roche se qualifie de prévôt royal pour l'archiprêtré de Saint-Flour.

Ce sont ces prévôtés qui se trouvent sous l'autorité du Bailli des Montagnes. D'ailleurs cela sera officiellement reconnu par Philippe le Long dans une ordonnance de 1319 (7) qui fixe à quinze ans dans la baillie d'Auvergne

(5) *Spicilegium Brivatense*, n° 85, page 222 — Arch. Nat. : K 496, n° 4. *Compotus Johannis de Trya, Ballivi Arvernïe, de termino Ascensionis, Domini anno ejusdem M° CC° Nonagesimo Quarto* (27 mai 1294).

(6) *Id.* : « *De adensa archipresbiteratus Sancti Flori de toto anno, XIxxL.*

« *De adensa archipresbiteratus Aureliaci, pro toto anno, LXI.*

« *De adensa archipresbiteratus Mauriaci, pro toto anno, LXXI.* ».

(7) Ordonnances du Louvre, tome I, p. 688 : Ordonnance de Philippe V dit le Long donnée au bois de Vincennes au mois de Juin 1319, article 8 : « *...Item volumus et concedimus quod ex nunc in antea sit duntaxat in dicta Ballivia et ressorto, servientium numerus infrascriptus videlicet quindecim servientes generales tantum in Ballivia Arvernïe ...In Ballivia vero Montanarum Arvernïe erunt tantummodo viginti et sex servientes, videlicet duo generales. In prepositura Aureliaci decem, in prepositura Sancti Flori septem, in*

le nombre des sergents et aux termes de laquelle notre bailliage se trouve divisé en trois prévôtés comme il l'est dans le compte de Jean de Trye de 1294 (8). Au titre « *archipresbiteratus* » de ce document est substituée dans l'acte royal l'indication de notre circonscription : *Prepositura Aureliaci, Sancti Flori, Mauriaci*. François II à son tour nous dit dans son édit « donné à Amboise au mois de mars mil cinq cens cinquante neuf et de nostre règne le premier » : « le bailliage et le siège royal... est composé des prévôtés de Saint Flour, Maurs, Moriac (*sic*), outre celle dudit Aurillac » (8 bis).

Il serait injuste de ne pas faire mention de l'opinion émise par Chabrol et qui a été reprise par Rivière et par E. Amé, d'après laquelle il ne faut voir dans les prévôtés de la Haute-Auvergne formant l'ensemble du Bailliage des Montagnes, que des districts et des divisions de pays, mais non pas des ressorts de juridiction royale. Aurillac, Mauriac, Saint Flour et plus tard Maurs (après son démembrement de la prévôté royale d'Aurillac à raison de son éloignement) ne sont pas considérées par ces auteurs comme des sièges de prévôté royale, puisque terres d'église. Que l'on admette, suivant l'époque considérée, trois ou quatre prévôtés en Haute-Auvergne (9), il n'y aurait dans leur ressort aucun agent du roi. Ces historiens ajoutent : la tradition est que dans les temps où l'évêché de Clermont comprenait toute la Haute-Auvergne et avant l'établissement de l'évêché de Saint-Flour, les évêques divisaient cette partie de la province en prévôtés où ils faisaient résider les archidiacres ou

prepositura de Mauriaco septem et isti iidem erunt servientes Cellarie Montanarum ». Ces dispositions se trouvent confirmées dans des termes identiques par une autre ordonnance de Philippe V de juin 1319, article 8, concernant plus spécialement la Haute-Auvergne et sur laquelle nous reviendrons au moment opportun. BALUZE : *Histoire généalogique de la maison d'Auvergne*, tome II, p. 151.

(8) *Spicilegium Brivatense*, n° 85, p. 222.

(8 bis) Arch. Nat. : X 1a 8623, folio 228 r°.

Une difficulté typographique nous empêche de faire figurer le Fonds du Parlement sous la cote habituelle ; nous citerons désormais : X 1a.

(9) Ce nombre de quatre existe pour les bailliages de Blois, Mâcon, Melun, Orléans, qui ont chacun quatre prévôts.

grands vicaires. En d'autres termes, la circonscription existerait sans la fonction. L'opinion de Chabrol et de ceux qui invoquent le principe de la non immixtion d'un prévôt royal sur une terre d'église ne serait pas si singulière puisque, quoique ce fait soit assez rare en France, nous trouvons dans le bailliage de Blois des prévôtés sans prévôts (10). Mais faut-il pour les prévôtés de Blois comme pour celles de la Haute-Auvergne, trouver l'explication de l'absence de prévôts royaux dans la seule application de la sauvegarde ? Si Aurillac peut se réclamer de l'immunité et des Lettres de 899, en va-t-il de même pour le bailliage de Blois, et ne faudrait-il pas voir ailleurs que dans la sauvegarde, la carence des prévôts royaux dans ce même bailliage ?

Le Bailli des Montagnes et son office.

La royauté choisit avec beaucoup de soin ceux qu'elle envoie à la tête des bailliages pour administrer ces circonscriptions en son nom. Il lui faut des administrateurs sages, disciplinés et vraiment forts à une époque où tant de pouvoirs s'enchevêtrent et où dans nos montagnes les officiers du roi font face à de redoutables obstacles. Les documents nous font défaut pour assurer de façon très précise, si le Bailli des Montagnes a dû pour rendre valable son entrée en fonction, se rendre à Paris pour prêter serment devant le roi ou le Parlement, comme le veut l'ordonnance de 1251 (11) ou devant la Chambre des Comptes. De cette façon, en se faisant connaître dans ces milieux, il pouvait se risquer à demander conseil ou service à quelque parlementaire, sans crainte de voir sa requête échouer, parce qu'émanée d'expéditeur inconnu.

Toutefois, notre bailli est nommé par lettre de chan-

(10) DUPONT-FERRIER : *Les officiers royaux des bailliages et sénéchaussées et les institutions monarchiques locales en France à la fin du Moyen Âge*, page 37.

(11) *Ordonnances du Louvre*, tome I, page 68 : *Ordonnance de Louis IX donnée à Paris en décembre 1254*.

cellerie ordonnant à toutes les personnes du bailliage de lui obéir et non à un autre « pour quelconques lettres qui soient monstrées d'ores et advent ». Muni de ces lettres, il prête serment publiquement dans son bailliage « en pleine assise » de rendre justice à chacun au pauvre comme au riche, de garder loyalement les rentes et droits royaux, de respecter les privilèges établis sur les terres de notre abbaye et de ne rien dire qui tourne « en dépit Dieu, Notre Dame Sainte Marie et tous les Saints et Saintes » (12).

Dans le Bailliage des Montagnes comme ailleurs (13), le bailli doit prêter serment qu'il n'a pas acheté sa charge (14), ni promis, ni fait aucun don pour l'obtenir. Reçu à l'office de Bailli des Montagnes, « Jehan de Brillac, escuier, objet de lettres patentes octroyées par le roi le deuxième jour de septembre, l'an de grâce mil cinq cens et trois... a fait serment en tel cas accoustumé, après ce qu'il a juré qu'il n'a par luy ne par autre promis ne doné aucune chose pour obtenir ledit office ». De Brillac étant mort, l'office de Bailli des Montagnes passe à Rigault d'Oreille, selon les lettres patentes octroyées à Blois par le roi quelques mois auparavant; un acte du 26 novembre 1510 précise que « le procureur général du roi a consenty que Rigaut d'Oreille soit reçu audit office en faisant le serment accoustumé. Ce que ledit Oreille a affirmé par serment qu'il n'a par luy ou par autre donné ne promis or, argent ne aultre chose, ne espère donner pour avoir obtenu ledit office, la court a reçu et reçoit ledit Oreille audit office de Bailly des Montagnes d'Auvergne et a fait ledit Oreille le serment accoustumé » (15).

(12) *Ordonnances du Louvre*, t. I, p. 79. *Ordonnance de Louis IX pour l'unité du Royaume donnée à Paris en 1256*, art. 9. *Ordonnance de 1254*, art. 12, p. 70.

(13) ISAMBERT : XI, p. 238 : *Ordonnance de juillet 1493*, art. 68.

(14) Arch. Nat. : X 1a 4845, fol. 347 r° ; Bailliage des Montagnes d'Auvergne, 26 juillet 1504.

(15) Arch. Nat. : X 1a 4852, f° 25 r°, 26 novembre 1510.

De même, le seigneur de Torcy, nommé titulaire du même office, « a affirmé par serment qu'il n'a par luy ne par aultre promis ne donné ne espère donner or, argent, ne aultre chose aquipolent pour avoir obtenu ledit office de Bailli des Montagnes d'Auvergne..., ledit Torcy a fait le serment en tel cas accoustumé » (16).

Nous ne voulons pas reprendre ici l'histoire si intéressante de la vénalité des offices; qu'il nous suffise de dire que, voulant atténuer le mal si étendu de la vente ouverte ou déguisée des offices de judicature, la monarchie opérait moins par conviction personnelle que dans un but d'apaisement général. Si vraiment l'ordonnance de Blois n'était pas lettre morte, Louis XII n'aurait pas besoin de rappeler l'existence et la nécessité de son article 40. C'est à ce point vrai que dix ans environ après la promulgation de cette ordonnance, en 1510 et en 1513, nous retrouvons la vénalité se perpétuer encore dans la charge de Bailli des Montagnes (17). Celui-ci ne craint pas de « commencer sa carrière par un parjure ». Cette vénalité qui rend le serment du bailli illusoire ne prendra le caractère d'institution d'Etat qu'en 1522, lorsque François I^{er} en érigeant le Bureau des Parties Casuelles « tiendra boutique de cette marchandise ». C'est une des multiples applications de ce principe qui, né avec les Capétiens, mourra avec eux et selon lequel, les besoins de l'Etat étant illimités, tout moyen est bon pour se procurer la finance nécessaire.

Pour stimuler le zèle des administrateurs, la royauté use de moyens divers dont le plus apprécié est l'avancement : d'un Bailli des Montagnes, elle fait un sénéchal d'Agen (18). Ainsi, les membres de ce haut personnel

(16) Arch. Nat. : X 1a 4856, f° 52 r°, 1^{er} décembre 1513. Bibl. Nat. : Fonds Clairambault XII 888, folio 265.

(17) Arch. Nat. : X 1a 4852, f° 25 r°, 26 novembre 1510 ; X 1a 4856, f° 52, 1^{er} décembre 1513.

(18) L'acte du 1^{er} décembre 1513 (Arch. Nat. : X 1a 4856, f° 52) nous dit que « sur lettres patentes octroyées par le roi à Corbye le xxiii^e jour d'Octobre derrenier » l'office de Bailli des Montagnes d'Au-

administratif peuvent se persuader que les autres provinces du reste du royaume et la leur, se régissent d'une même façon par des fonctionnaires similaires. Chacun doit se pénétrer de cette idée qu'une province, en gardant ses coutumes et ses traditions particulières, fait, au point de vue administratif et politique, partie d'un tout : la France.

Les offices de bailli sont déclarés vacants à chaque changement de règne en vertu du principe que la volonté d'un roi qui a nommé aux offices de judicature, ne lie pas du même coup la volonté de celui qui le remplace (19). Il faut requérir auprès du souverain des lettres de confirmation : cette ratification de l'office entraîne la permanence de la fonction. Peu de temps après la mort de Charles VIII, le Parlement, sur l'ordre du nouveau roi Louis XII, fait réformer les lettres de provision de Josselin Dubois, Bailli des Montagnes, pour y insérer la clause : « c'est assaveoir vacant à présent parce que depuis nostre nouvel avènement à la Couronne ny a est par Nous pourveu » (20). D'ailleurs, à la mort de Louis XI, le jeune Charles VIII avait conservé Josselin Dubois dans son office de Bailli des Montagnes, « lequel il tenait du vivant du feu roy derrenier trépassé... et a icelui Josselin fait le serement en tel cas accoustumé » (21). L'entière discrétion du nouveau roi à l'égard de ses serviteurs ajoute au caractère personnel de la monarchie.

Les services que rendent au monarque les officiers

vergne est « vacant par la démission d'iceluy faite par Rigault d'Oreille et promotion à l'office de Seneschal d'Agenois ». Il est donné au chevalier Jehan de Torcy, seigneur du Deffend. — Fonds Clairambault XII 888, f° 265.

(19) *Guidon des Finances*, édition 1694, cité par DUPONT FERRIER, *op. cit.*, p. 102. « A l'advènement de chacun Roy tous les offices de ce royaume sont tenus prendre lettres du roy nouveau contenant confirmation de leurs estats et offices et pour les avoir et obtenir sont tenus payer finances à Sa Majesté ».

(20) Arch. Nat. : X 1a 4839, f° 304 r°, 9 juillet 1498.

(21) Arch. Nat. : X 1a 4825, f° 229 v°, 3 juin 1484.

qu'il délègue dans les provinces sont l'objet de rémunérations aux tarifs les plus divers. Alors que les prévôtés ou « baillies » de la Basse-Auvergne sont affermées et que le connétable ou le bailli reçoit le prix de la ferme octroyée, dans la « Baillye » des Montagnes d'Auvergne au contraire, c'est le représentant du roi, le « *Custos Montanarum* », qui reçoit du bailli d'Auvergne un traitement journalier. C'est ainsi que dans le compte fourni à l'administration royale par Evrard de Mieschamp, Geoffroy de Montirel, successeur d'Eustache de Beaumarchais dans le Bailliage des Montagnes, reçoit 5 sols par jour des mains du bailli d'Auvergne (22). M. Dupont Ferrier donne le tarif alloué à l'agent royal dans nos montagnes par rapport à celui de quelques officiers similaires à la fin du moyen âge : « Ces gages touchés par le bailli tous les trois mois sauf par faveur spéciale du roi, ne partent pas de la date des lettres de provision, mais du jour où le serment a été prêté. Ils sont fort inégaux : ...100 livres pour le Bailli des Montagnes » (23). Ce chiffre est le même pour le bailli de Mantes. Ailleurs cependant, il est parfois plus faible : ainsi le Bailli du Velay reçoit 75 livres tandis que 50 livres seulement sont attribuées à ceux de Bar-sur-Seine et de Gévaudan. Par contre, le traitement de notre officier royal est dépassé de 40 livres par ceux des baillis de Châlon et de la Montagne. Les gains des baillis de Troyes, de Caen et de Caux avec un traitement d'une livre par jour surpassent d'un chiffre peu supérieur la moitié de celui du bailli d'Auxois qui se voit gratifié de 600 livres. Mais aucun n'atteint (peut-être le cas est-il unique) le chiffre de celui du Bailli de Dijon : 1.000 livres, en d'autres termes un chiffre dix fois supérieur à celui qui rémunère le Bailli des Montagnes d'Auvergne. C'est pourquoi il ne faut pas être surpris de voir le Parlement de Paris s'élever contre

(22) Bibl. Nat. Ms Fr. n° 9019.

(23) DUPONT FERRIER : *op. cit.*, page 87.

l'abus des pots de vins, des épices et de certaines exactions de la part du Bailli et des officiers du Bailliage d'Aurillac (24). L'arrêt « faict inhibition et défense tant audit bailly qu'à ses dits lieutenants général, particulier, greffier, son commis et autres officiers dudit siège d'Orilhac de prendre aucune chose extraordinaire sur les parties soubz quelque couleur, nom ou moyen que ce soit, si n'est pour les salaires et les vacations raisonnables selon leur labeur et es cas esquelz l'on en peult et a l'on accoustumé prendre es autres sièges de ce ressort. ...Pareillement enjoinct audit Bailly et ses dits lieutenants de faire mettre au doz des sentences les espices qu'ils prendront pour la visitation des procès qu'ils jugeront et audit greffier et son commis de les y mettre sous peine d'amende arbitraire... Et aussy défend audit greffier son commis et clercs de faire aucunes exactions extraordinaires et de prendre ou exiger des parties aucunes choses outre ce qui est permis par le temps ancien sur les peines que dessus » ; à savoir pour le premier avertissement, la « suspension » et en cas de récidive, la « permutation ».

Aussi n'est-il pas étonnant de voir notre Bailli aux petits honoraires se faire le réceptacle de cadeaux plus ou moins importants, dans le but de suppléer à de si faibles gages (25). Il ne s'agit pas de cadeaux en espèces, mais bien de dons en nature. Les pièces de gibier et les volailles sont fréquemment l'objet d'envois à la Baillive. Ces présents émanent ou bien des prévôts et des seigneurs voisins ou bien des municipalités et des abbayes. En Haute-Auvergne, aussi bien qu'en d'autres provinces, on sait se faire apprécier auprès de son bien-

(24) LE NAIN : *Plaidoiries Apresdinées*, tome XX, page 485 — X 1a 8351, f° 150 v°, 16 juillet 1538.

(25) Ceci n'est pas particulier au Bailli des Montagnes car Eustache Deschamps, bailli de Senlis, se plaint de sa maigre rétribution dans une de ses ballades : « il n'en a rien ». — Cf. H. WAQUET : *Le Bailliage de Vermandois*, page 30.

fauteur ou le remercier profondément et cela non pas seulement en lui exprimant directement une reconnaissance indéfectible, mais surtout en touchant le cœur de sa femme par l'envoi de présents rares et de choix qui, bien accommodés et servis comme il se doit, la rehausseront dans son prestige de maîtresse de maison accomplie à la table de laquelle on fait toujours honneur (26).

Il faut, du point de vue administratif et politique, expliquer cette pratique d'après M. Dupont Ferrier, par l'idée selon laquelle (27) « quand les villes ne chargeaient pas les fonctionnaires royaux d'un office proprement dit, elles leur demandaient de les servir pour les foires, les tailles, le passage des gens de guerre auprès du roi ou de l'entourage royal, des gens de finances, du chancelier et de la chancellerie ». C'est ainsi que le Bailliage des Montagnes est bien souvent bénéficiaire de ces « gracieusetés » et « courtoisies » (28).

Les ordonnances réglementent à la fois et la nature et la valeur des dons recevables, telles l'ordonnance de 1256 qui, renouvelant les prescriptions de celle de 1254, défend d'offrir au bailli de l'or ou de l'argent (29) et celle

(26) Comme son prédécesseur, le seigneur de Miremont, Bailli des Montagnes d'Aurillac reçoit à Aurillac deux barriques de vin, l'une de claret et l'autre de vin blanc, deux boîtes de dragées de sucre, torches et hypocras et deux setiers d'avoine. (Arch. Comm. d'Aurillac — Conseil particulier 8 juin 1557 : BB 8). Les consuls décident de donner au Bailli des Montagnes, Seigneur de Montal, deux pièces (l'une de vin blanc, l'autre de vin claret), douze flambeaux, deux pains de sucre, deux boîtes de dragées et deux fioles d'hypocras. (Arch. Comm. d'Aurillac, 20 mai 1569 : BB 11).

(27) DUPONT FERRIER : *op. cit.*, page 824.

(28) Arch. Comm. de Lyon : CC 440. Cf. DUPONT FERRIER : *op. cit.*, p. 824 : Il est décidé à Aurillac que « pour qu'il ayt la ville en meilleure recommandation », le gouverneur M. de Saint Hérem, sera gratifié par Aurillac d'une pièce de vin blanc et d'une autre de vin claret. Approbation sera donnée le 20 mars 1667 au lieutenant criminel du Bailliage d'Aurillac M. de Cèbié d'avoir fait un cadeau de perdrix à M. de Fortia qui depuis son intendance a toujours marqué pour Aurillac des signes de singulière protection. Arch. Comm. d'Aurillac : BB 17.

(29) *Ordonnances du Louvre*, tome I, page 78 : Ordonnance de 1256, art. 3. *Ordonnances du Louvre*, tome I, page 68 : Ordonnance de 1254, art. 4.

de 1362 qui permet l'envoi de fruits, de viande ou de vin (30). Si cette manière d'agir, qui confine de bien près à la corruption, peut seule expliquer l'offrande de cadeaux au bailli, à côté de la perception de ses gages réduits, on ne peut pas ne pas être surpris de voir s'indigner cet homme si intègre qui a brossé du bailli modèle un portrait si connu et pour la perfection duquel il recommande la loyauté « la meilleure de toutes les vertus » (31).

Parmi les causes qui peuvent faire sortir un bailli de son office, nous n'avons pas trouvé relativement à deux d'entre elles : la forfaiture et le bon plaisir du roi, d'exemple dans notre Bailliage. Mais les cas ne sont pas rares de voir soit le Bailli des Montagnes surpris par la mort dans sa charge (32), soit le Bailli des Montagnes qui trouve dans la résignation librement consentie un avantage certain (33).

Les cumuls du Bailli des Montagnes.

En Haute-Auvergne le Bailli des Montagnes se prête très facilement au cumul de plusieurs fonctions. D'ailleurs l'usage du cumul semble s'imposer par suite des missions particulières qui lui sont confiées. Tout comme ses collègues des autres bailliages et sénéchaussées, notre représentant du roi peut avoir l'occasion d'exercer les mêmes fonctions dans des régions fort différentes. N'a-t-on pas vu Eustache de Beaumarchais, sénéchal de Poitou, envoyé en Haute-Auvergne avec les pouvoirs de

(30) *Ordonnances du Louvre*, tome IV, page 411 : Ordonnance de 1362, art. 15.

(31) Ph. DE BEAUMANOIR : *Coutumes de Beauvaisis*, édition Salmon, t. I, page 16.

(32) Ainsi de Brilhac remplace de Lespinace décédé dans sa charge de Bailli des Montagnes (Arch. Nat. : X 1a 4845, fol. 347 r°, 26 juillet 1504) ; de même que Rigault d'Oreille remplace le bailli de Brilhac (Arch. Nat. : X 1a 4852, folio 25, 26 novembre 1510).

(33) *Catalogue des Actes de François I*, V, 17267, 14 juin 1520. Cité par DUPONT FERRIER : *op. cit.*, p. 106.

Bailli joindre à son titre celui de « *Baillivus Montanarum Arvernix* » ? Après la huitième croisade, ne fut-il pas envoyé après son passage dans nos montagnes à la tête de la sénéchaussée de Toulouse ? (34) A cette pratique, non seulement les mêmes principes d'organisation administrative et politique tendent à s'établir uniformément dans l'ensemble du royaume en vue du prospère accomplissement de l'unité française, mais encore les administrateurs affinent leur formation au brassage des affaires différentes dans différentes régions. Remarquons que notre Bailli, s'il garde le titre de sa fonction ordinaire, en conserve également les appointements. On ne pourrait pas mieux comparer Eustache de Beaumarchais dans ses nouvelles attributions de Bailli royal des Montagnes, qu'à ce que nous appellerions aujourd'hui un « chargé de mission ». Ce cumul de fonctions sur la tête de l'agent du roi se retrouve dans notre province au siècle suivant : nous verrons bientôt que le bailli royal de Saint-Pierre-le-Moutier, au début de l'apanage fixé par le roi Jean, est à la fois bailli et juge des Exempts de la Basse- et de la Haute-Auvergne. Nous verrons aussi que l'ordonnance de 1319, article 7, prescrit la résidence du Bailli des Montagnes ; mais pour la rendre plus efficace, il eut fallu interdire notamment le cumul de plusieurs offices. C'est ce que demande l'ordonnance cabochienne dans ses articles 175 et 217. L'article 26 de l'ordonnance de mars 1356 (35) stipule : « nous défendons et ordonnons que doresnavant aucuns Seneschauts, Baillifs ou autres officiers de notre très cher Seigneur et Père et de nous,

(34) Achille LUCHAIRE : *Manuel des Institutions Monarchiques*, page 548 : « Non seulement le roi se réservait le pouvoir de nommer les Baillis, de les transférer et de les révoquer à sa guise, mais il avait pour politique de ne les laisser que peu de temps en fonction dans la même province, deux ou trois ans au plus. Il les envoyait du Nord au Midi, des bailliages dans les sénéchaussées et réciproquement avec la même facilité dont use aujourd'hui notre ministre de l'Intérieur pour déplacer ses préfets ».

(35) *Ordonnances du Louvre*, tome III, page 136 : Ordonnance de mars 1356, art. 26.

n'ait ou exercé ou face exereer par autre à son proffit, par vertu de quelconques dons, lettres ou mandemens qu'il ait sur cet office de sénéchal, de Baillif ou de Tabellionage ou autre office semblable ensemble, mais soit chacun contenu d'un office tant seulement ». La royauté ne semble pas combattre bien énergiquement cette tendance de ses agents : elle va même jusqu'à l'encourager, en réunissant sur la même tête une charge administrative et politique et une fonction de la domesticité royale. C'est ainsi que le Bailli des Montagnes Josselin Dubois est aussi « panetier » de son maître le roi de France (36).

La fonction domestique n'est pas la seule compatible avec l'office de Bailli des Montagnes, d'autres charges peuvent également être exercées par ce même agent : c'est notamment le cas pour un emploi militaire, celui de maréchal des logis du roi (37).

Dans la deuxième partie de notre ouvrage, nous trouverons le Bailli et les officiers du Bailliage et du Présidial s'emparer des fonctions municipales au mépris des ordonnances de 1499 et de 1543 (38), au point de trouver parfois dans le cours du XVIII^e siècle la municipalité d'Aurillac uniquement composée d'officiers de judicature.

Les pouvoirs judiciaires du Bailli des Montagnes d'après l'Ordonnance de 1319.

Bien que notre sujet se limite aux rôles administratif et politique, il n'est pas possible de passer entièrement

(36) Arch. Nat. : K 1146, n° 36 : « *Josselinus Duboys miles Dominus de Chabaneto et de Montmorilhon panatarius domini nostri Francie regis ejusque baillivus ac Judex sigilli regii in Baillivia Montanarum Arvernæ... Datum die decima mensis aprilis, anno Domini millesimo quarto centesimo septuagesimo octavo* ».

(37) Bailliage des Montagnes, 16 avril 1465, biblioth. de La Rochelle : ms. 634, f° II ; cit. par DUPONT FERRIER : *op. cit.*, page 95.

(38) Également en ce sens : Arrêt de Parlement, 8 août 1553, dans BRILLON : *Dictionnaire des Arrêts ou Jurisprudence universelle des Parlements de France et autres tribunaux* (Consulat).

sous silence la fameuse charte de Philippe V le Long, relative au Bailliage des Montagnes et que relate Baluze dans ses « extraits de chancellerie » (39).

Dès son entrée en charge le Bailli des Montagnes, comme les officiers du roi, est tenu de jurer aux assises (art. 15). Il prononce et taxe les amendes (art. 2) (40). Il veille à ce que l'incarcération d'un prétendu criminel n'ait lieu que si le dénonciateur a juré sur les saints évangiles que sa dénonciation a été faite sans fraude et de bonne foi (art. 3) (41). Il pourra saisir les biens meubles ou immeubles, les placer dans la main du roi pour quelque cause que ce soit ; la garde en sera alors confiée à une personne solvable qui puisse rendre compte des fruits et revenus qu'ils auront produits. Les motifs de cette saisie seront donnés par écrit à toute réquisition (art. 6) (42).

Dans sa tâche de police, l'ordonnance prescrit qu'il se fera aider de sergents. Philippe V en fixe le nombre à vingt-six dont dix dans la prévôté d'Aurillac, sept dans la prévôté de Saint-Flour et sept dans la prévôté de Mauriac (art. 8). Interdiction est faite au Bailli d'en aug-

(39) BALUZE : *Histoire généalogique de la Maison d'Auvergne*, t. II, page 151.

(40) Art. 2 : « *Item volumus et concedimus... quod Præpositi nostri, firmarii, seu censarii non judicent neque taxent amendas quas petent a subditis suis, immo eas petent coram prædicto Ballivo ; qui eas taxabit ac etiam judicabit* ».

(41) Art. 3 : « *Item volumus et concedimus... quod si aliquis denuntiaverit contra aliquem Baronum, nobilium, aut habitantium prædictorum crimen tale propter quod denunciatus in prisione debeat detineri, dictus denuntiatus in dicta prisione nullatenus intrudatur donec denunciator ad sancta Dei Evangelia juraverit quod ad denuntiationem hujusmodi ex fraude et malitia non procedit* ».

(42) Art. 6 : « *Item volumus et concedimus... quod dum manus nostra in bonis aliquibus mobilibus sivi immobilibus alicujus quavis ex causa apponetur, dicta bona sufficienti personæ et locupleti commendentur, quæ de eis et fructibus ac emolumentis ex eis provenientibus possit et debeat reddere rationem. Et tenebitur Ballivus et ceteri officarii nostri Balliviæ prædictæ Montanarum illi vel illæ auctoritate cujus vel quorum manus hujusmodi apponetur litteras concedere requirendi continentes casum propter quem manus fuerit apposta in prædictis* ».

menter le nombre, il lui est seulement permis de remplacer les sergents dont les charges deviendront vancantes, pour quelque cause que ce soit (art. 8) (43).

Le Bailli des Montagnes ne confiera à d'autres qu'au sergent lui-même aucune commission de garde, de saisie ou autre qui lui appartient (art. 9) (44).

Pourvu que ce soit dans son domaine, le Bailli et ses officiers sur l'étendue du Bailliage pourront arrêter les criminels et les détenir où ils voudront (art. 7 (45). Défense lui est faite de juger en matière civile ou criminel le hors de sa résidence.

Il s'entourera pour siéger de l'assistance et du conseil de chevaliers, de sages et de bonnes gens du pays (art. 13) (46).

L'amende de fol appel à la suite d'un recours devant le bailli d'Auvergne pour faux jugement est évaluée aux termes de l'ordonnance à soixante sols tournois (art. 5) (47).

(43) Art. 8 : « *Item volumus et concedimus... quod ex nunc inantea sit duntaxat in dictis ballivia et ressorta montanarum servientium numerus infrascriptus, videlicet viginti sex servientes, duo scilicet generales in præpositura Aureliaci decem, item in præpositura Sancti Flori septem, item in præpositura de Mauriaco septem. Et isti iidem erunt servientes Cancellariæ Montanarum. Volentes et concedentes quod servientes prædicti et numerus eorumdem non possint amodo per dictum Ballivum Montanarum aut per alium quomodolibet augmentari sed altero eorum sublato de medio, vel alias amoto ex quavis causa alia, dictus Ballivus Montanarum alium loco illius instituet servientem* ».

(44) Art. 9 : « *Item volumus et concedimus... quod nulla Commissio gardiæ, saisinæ aut aliquod aliud officium servientis quivis personæ committatur præterquam servientibus memoratis* ».

(45) Art. 7 : « *Item volumus et concedimus... quod de cetero nullus dictorum Baronum, nobilium sive habitantium pro quavis causa civili vel criminali extra suas residentias ad iudicium evocetur seu etiam extrabatur coram dicto Ballivo Montanarum aut alii officiales nostri balliviæ et ressorti prædictorum capere ac detinere possint in Ballivia Montanarum prædicta et ejus ressorto ubilibet, in domino tamen regio, criminosos* ».

(46) Art. 13 : « *Item volumus et concedimus... quod Ballivus prædictus et sui successores faciant sua judicia de concilio militum, sapientium et bonarum gentium patriæ memoratæ* ».

(47) Art. 5 : « *Item volumus et concedimus... quod ex nunc quicumque appellerit a falso iudicio a quovis officialium nostrorum ad*

Les pouvoirs du Bailli des Montagnes en matière militaire.

Les fonctions de notre Bailli en matière de police sur lesquelles nous nous sommes assez longuement entretenu aboutissent à des fonctions militaires. L'agent royal doit savoir manier l'épée : c'est un soldat, un chevalier généralement. Ses attributions en cette matière sont surtout celles d'un agent de mobilisation. Le Bailli des Montagnes convoque le ban et l'arrière-ban chaque fois que les circonstances l'exigent. Plusieurs rôles nous le montrent en effet en possession de lettres du roi, procédant à ces opérations, appelant les nobles de son ressort au service de son souverain : « l'an mil cinq cens trente troys et le docziesme jour du moys de Febvrier (48) nous Gabriel de Nozières, baron de Mallemort reçumes les lectres patentes du Roy nostre sire données... à noz comme Bailly des Montagnes d'Auvergne pour ledit seigneur adressans et ce pour faire publyer et notiffier à tous les nobles et aultres tenans fiefz et arrière fiefz tenuz à servir ledit seigneur à son ban et arrière-ban ».

Notre Bailli convoque les nobles à jour fixe et à un lieu commode qu'il désigne. « Assignâmes par icelle proclamation tous les subgeetz audict ban et arrière-ban de eulx trouver audict jour quinziesme may en la ville d'Orilhac, lieu que nous a semblé plus commode et aysé pour faire et recepvoir la dicte monstre, lieu esleu par l'advis et conseil par nous Lieutenant général, particulier, advocat et procureur pour ledict seigneur audict bailliage ».

Le lieu du rendez-vous précisé par le Bailli est à Aurillac, « le Gravier », connu encore aujourd'hui sous ce même nom : « Et advenu ledict quinziesme May en la

Ballivum nostrum Montanarum Arvernæ et ab eodem Ballivo ad Ballivum Arvernæ et succumbat in causa appellationis prædictæ, non solvat pro emenda nisi sexaginta solidos Turonenses duntaxat ».

(48) Arch. Nat. J. 382.

ville d'Aurilhac et assistans avec nous lesdits officiers pour vacquer au faict et reception d'icelle monstre et une place et lieu appelé le Gravier en ladite ville d'Orilhac... »

Cette première réunion ou « Monstre » en présence des officiers du Bailliage, permet au vu de la liste de convocation des nobles de s'assurer du nombre d'hommes disponibles et de l'état de leur équipement. Les absents au rendez-vous se voient condamnés par défaut sauf excuse valable et en ce cas représentation par un membre de la famille : « avec Maistre Pierre Clavières Procureur dudit Seigneur audit Bailliage assistant avec luy Maitre Nicolas Cambefort advocat... (pouvant prononcer)... contre les non comparants deffault ».

Le ban et l'arrière-ban se composent de deux classes : les nobles qui, « tenus de servir le roi en hommes d'armes » doivent fournir, avec un équipement complet : écuyers, valets, arbalétriers, archers. Dans le « rôle » que nous étudions nous en trouvons dix-sept pour la prévôté d'Aurillac, quatorze pour la prévôté de Mauriac et dix-huit pour la prévôté de Saint-Flour.

Quant à la deuxième classe, la plus nombreuse, elle se compose de nobles « tenus de servir le roi en brigandiniers » (49). C'est la cavalerie légère ou cheveu-légers. Parmi ces brigandiniers, nous trouvons entre autres « appelés et qui ont juré servir en l'estat connu dessus » les seigneurs de Viescamp, de Comblat, de Barriac, de Nove Esglize (Nenvéglise), de la Volpilière, de Vixouze, de Lescure, de Quézac. Les brigandiniers, seigneurs de Chazelle, d'Oradour, de Faverolles qui eux ne se sont pas présentés, ont été en conséquence condamnés par défaut par le Bailli des Montagnes.

La Bibliothèque Nationale nous fournit pour l'année 1503 (50) un extrait du ban et arrière-ban de la noblesse

(49) Le nom brigandinier tire son origine de l'armure légère constituée essentiellement par une cotte de mailles.

(50) Bibl. Nat. Ms Fr. 21540, folio 5.

d'Auvergne fait par « Jean, chevalier, seigneur de Brillac et de Villemoissan, premier escuier tranchant du roi, Bailly des Montagnes d'Auvergne et commissaire nommé pour recevoir les aveux et dénombrements des nobles tenans fiefs ». Sont convoqués entre autres, le « Juge du Sceau royal estably au Bailliage des Montagnes, Guillaume Fromental, licencié es-loix et Maistre Jean Palach, licencié en droit, lieutenant particulier au Bailliage des Montagnes d'Auvergne et Amalry du Trieuf, avocat du Roy au Bailliage des Montaignes » (51).

Aperçu général sur les auxiliaires du Bailli des Montaignes.

Notre sujet comporte en première partie l'étude du Bailli des Montagnes seul, du point de vue administratif, mais pour la bonne intelligence de notre sujet, il convient de ne pas laisser délibérément dans l'ombre ses auxiliaires qui contribuent avec lui à rétablir sur des bases solides le prestige de la Couronne.

Le nombre des lieutenants particuliers si variable sui-

(51) Ces fonctions militaires continueront à être exercées par le Bailli des Montagnes après l'érection du Bailliage en siège Présidial, la preuve en est dans une pièce conservée aux Archives Nationales concernant « la monstre et Roole des nobles qui ont accoustumé servir le Roy notre Sire au ban et arrière-ban du Bailliage du hault pays des Montaignes d'Auvergne... par devant François de Senectaire... consul du Roy notre Sire escuyer d'escuyerie dudit seigneur cappitaine (*sic*) de cent chevaulx legiers et Bailly des Montaignes d'Auvergne, commissaire royal en ceste partie, depputé en la ville d'Aurillac et siège principal dudit Bailliage, le samedy dernier jour de Mars l'an mil cins cens cinquante quatre... » Arch. Nat : R 2 14 n° 62.

« Amable Delors, seigneur de Brozelles, conseiller du Roy en ses conseils, lieutenant général du Bailliage et siège Présidial de la province du Haut-Auvergne en la ville d'Aurillac... enjoint a tous Nobles, barons, chevaliers, escuyers, vassaux et autres demeurans et tenans des fiefs et arrière-fiefs dans l'estendue de nostre juridiction, de se rendre et comparoir en ladite ville d'Aurillac au quatorziesme et quinziésme du présent mois de Septembre a l'heure de midy avec l'équipage armes et chevaux que chacun d'eux doit avoir selon leur qualité et l'obligation des fiefs par eux possédés pour recevoir les ordres de sa Majesté ». (Rôle de l'année 1674, cité par SARTIGES d'ANGLES : *Le Ban et l'arrière-ban dans la province d'Auvergne*, page 86).

vant les différentes circonscriptions du royaume, est de deux pour notre ressort (52) : l'un à Aurillac, l'autre à Saint-Flour. Ce nombre est celui fixé par l'ordonnance de 1493 (53). Déjà près de deux siècles auparavant une ordonnance de 1302 que réédite l'article 2 de l'ordonnance de 1362 — confirmée en cela par l'ordonnance de février 1388 (54) — recommandait aux baillis d'exercer leurs fonctions en personne sauf « en cas de nécessité » à recourir à l'auxiliaire de lieutenants ou de substituts (55). Déjà dès le XIII^e siècle à Toulouse, le bailli ou le sénéchal a un remplaçant pour présider les assises judiciaires. Mais eu égard à l'importance prise par les juridictions royales, la présence d'un lieutenant devient indispensable. En raison aussi de la difficulté des communications, de l'éloignement d'Aurillac et de l'extension du brigandage, le Bailli royal des Montagnes est au XIV^e siècle, dans l'impossibilité de faire face à toutes les attributions de sa charge dans les divers lieux d'assises de son ressort. Au-delà comme en deçà des montagnes, le

(52) Arch. Nat. : X 1a 1494, fol. 23 v^o, 1496. L'affaire pendante en Parlement entre Jehan et Grivault Fréghatz d'une part et Jehan de Lagarde « avoit esté renvoyée par devant le Bailli des Montagnes ou son lieutenant à son siège de Saint Flour ».

Arch. Nat. : X 1a 1495, fol. 188 r^o. Katherine Berthomée « appelle du Bailli des Montagnes d'Auvergne ou son lieutenant à son siège d'Orilhac contre Jehan Dullaurens escolier estudiant en l'Université de Paris ».

Arch. Nat. : X 1a 1496, fol. 39 r^o. Le Parlement renvoie Pierre Dufrost et Pierre Albanet devant « le Bailli des Montagnes d'Auvergne ou son lieutenant à son siège d'Orilhac » ; de même X 1a 1498, fol. 120 r^o ; X 1a 1494, fol. 23 v^o.

(53) *Ordonnances du Louvre*, tome XI, page 239, *Ordonnance de juillet 1493*.

(54) *Ordonnances du Louvre*, tome VI, page 646, *Ordonnance du 5 février 1388*, art. V.

(55) *Ordonnances du Louvre*, tome I, page 361, *Ordonnance pour le bien, l'unité et la réformation du Royaume donnée à Paris par Philippe le Bel le lundi après la Mi-Caresme 25 Mars 1302* : « Officia sibi commissa per se ipsos et personaliter exerçant, nec sibi substitutos aut locum tenentes facere presumant, ni in casu necessitatis ut pote valetudinis vel consilii..., cessante causa necessitatis ad commissas sibi redeant officia ». Confirmée par Jean II en octobre 1351, *Ordonnances du Louvre*, tome I, page 457, art. XXII.

rôle d'un seul agent royal ne sera que mieux rempli si on lui adjoint des collaborateurs qui par cela même, ajouteront en Haute-Auvergne au prestige de la Royauté. C'est dans ces vues que dès la fin du ^{xiii}e siècle, l'agent royal qui résidait à Aurillac durant l'apanage, se voit secondé dans sa tâche judiciaire par deux lieutenants. Pour le district de la Haute-Auvergne situé en deçà des montagnes, le siège est à Saint-Flour : « Quant au reste de la prévosté de Saint Flour y a esté ung siège royal et ung lieutenant du Bailli des Montaignes » (56). Quant à la région située au-delà du Cantal et qui — outre Aurillac — comprend à raison de son relief les principaux repaires de malfaiteurs, elle devait devenir le centre névralgique, la partie où sans faillir, l'autorité du Prince allait s'exercer dans toute sa rigueur et toute son équité (57).

Nous ne pouvons répondre, faute de documents, à la question de savoir si le lieutenant de notre Bailli a dû demander « espécial congé », c'est-à-dire la permission spéciale du roi pour exercer, comme le prescrit l'Ordonnance du 16 novembre 1318 (58), l'office de Bailli des Montagnes à Aurillac.

Les principaux Baillis des Montagnes : de Villemignon, des Achilloux, de Nêrestang, de Beaumarchais, confirment en cela la règle selon laquelle les baillis et les sé-

(56) Arch. Nat. : X 1a 1494, fol. 23 v°, 12 décembre 1486.

(57) Mêmes références que renvoi (52) page précédente et JJ 231, fol. 172 v° : *Lettres de Louis XII données à Chinon l'an de grâce mil CCCC quatre vingts dix huit*. A la suite de la supplique adressée par « Durand Johan pauvre homme laboureur de bras, chargé de femme et de sept enfants, de la paroisse de la Loge et du lieu de Novialle... de bonne cré et homme de bonne vie » qui a tué son frère Jehan Johan à la suite d'un duel dont l'acte donne force détails, le roi Louis XII renvoie « ledit suppliant qui, doutant rigueur de justice s'est absenté hors du pays... devant le Bailly des Montagnes d'Auvergne où son lieutenant a son siège d'Orilhac... ». Suit la lettre de rémission pour Jehan Johan : « Sy donnons... au Bailly des Montagnes d'Auvergne ou à son lieutenant à son siège d'Orilhac... ». Arch. Nat. : JJ 231, fol. 130 v°, 131 r°. De même Arch. Nat. : X 1a 4840, fol. 310 r°, 26 mai 1498.

(58) *Ordonnances du Louvre*, tome I, page 671 : *Ordonnance du 16 novembre 1318 donné à Bourges par Philippe V le Long*, art. VIII.

néchaux sont en général des nobles, des hommes d'épée, des chevaliers, mais à qui bien souvent, une bonne culture juridique, théorique et pratique fait défaut. Aussi la monarchie juge-t-elle utile d'exiger des lieutenants généraux une connaissance approfondie du Droit. L'ordonnance de Blois demande pour les candidats à ces fonctions le doctorat ou la licence « in altero iurium in Université fameuse ». En vertu de cette ordonnance, nous voyons un « docteur en loix et licencié en décrets » (59) auprès du Bailli des Montagnes d'Auvergne.

Très souvent à côté du Bailli ou de ses lieutenants se trouvent des juges mages (*judices majores*) destinés à les suppléer. La royauté voit de très mauvais œil ces délégations de pouvoir (60). Prohibées en 1302 et en 1389, elles le sont aussi en 1356 (61) sous l'influence des Etats Généraux. L'insistance de la royauté est si marquée et la crainte de voir la justice assez mal rendue par suite d'une cascade de délégations, est si forte, que les juges mages que nous rencontrons dans les sénéchaussées du Languedoc, d'Agenais et de Rouergue, resteront ignorés — du moins à notre connaissance — dans le Bailliage des Montagnes.

Le Ministère public a aussi sa place auprès de notre siège. Dans une convocation de ban par « Jean de Brillac, premier Escuier tranchant du roi et Bailli des Montagnes d'Auvergne », nous remarquons la présence d'« Amalry du Trieuf, advocat du Roi au Bailliage des Montagnes » (62). Comme dans la plupart des tribunaux bailliagers, il n'y a à Aurillac qu'un seul avocat du roi. En général,

(59) Arch. Nat. P. 1357 I, cote 318, fol. 1 : Nous lisons : « Guillaume de La Sale... docteur en loix et licencié en décrets lieutenant général de noble et puissant seigneur messire Jouselin Duboys conseiller du Roy nostre sire et Bailly des Montagnes », 1495.

(60) Em. CHÉNON : *Histoire Générale du Droit Français public et privé*, tome I, page 845.

(61) *Ordonnances du Louvre*, tome I, page 361 : Ordonnance du 25 mars 1302, art. 22 ; Ordonnance du 13 novembre 1318, art. 8, page 671 ; tome III, p. 136 : Ordonnance du 3 mars 1356, art. 26.

(62) Bibl. Nat. — Ms Fr. 21540, folio 5.

il a de solides connaissances juridiques : il est licencié en droit; nous en trouvons aussi « bacheliers en lois » (63). Les gages de ces officiers royaux en Haute-Auvergne dépassent rarement vingt livres (64). Ce chiffre est loin d'être celui adopté dans la sénéchaussée de Beaucaire qui atteint cent livres, mais ce traitement égal à celui qui est en vigueur dans les bailliages de Senlis et de Troyes est cependant double de celui attribué à l'avocat du roi dans les bailliages de Cotentin ou d'Evreux (65). C'est l'usage constant qu'en fin d'année le receveur du bailliage dresse l'état de ses recettes et de ses dépenses; parmi les recettes formant deux chapitres : domaine non muable dont la redevance reste fixe quel que soit le propriétaire et domaine muable dont la valeur change périodiquement, nous trouvons que le greffe de notre bailliage est affermé (66) à côté d'autres droits, tels les champarts, la garde des prisonniers ou geollage, les droits de sceaux. Ce n'est qu'après 1521 que les greffes seront érigés en offices (67).

En vue de la répartition des recettes et des dépenses inscrites dans « l'état général » que nous appellerions aujourd'hui le budget, notre Bailliage des Montagnes est compris dans une « Trésorerie » qui, à la fin du xiv^e siè-

(63) Bibl. Nat. — Ms Fr. 26109, n° 592.

(64) Bibl. Nat. — Ms Fr. 26109, n° 592 : « Amalry du Trieuf, bachelier en loix, avocat du roy au Bailliaige des Montagnes d'Auvergne confesse avoir eu et reçu de Hugues Serreys, commis à la recepte ordinaire dudit Seigneur audict Bailliaige, la somme de dix livres tournoys à lui deues à cause des gaiges pour raison dudit office d'advocat, ...pour le terme échu à Noël dernier le 9 janvier 1504 ».

« Pour le terme escheu à la feste Saint Jean Baptiste », le même « Amalry du Trieuf reçoit également la somme de dix livres tournoys pour son office » : Bibl. Nat. — Ms Fr. 26109, n° 620.

(65) DUPONT FERRIER : *op. cit.*, page 158.

(66) Bibl. Nat. — Ms Fr. 26108, n° 447 : « L'office de greffe de la court dudit bailliage a été délivré à maistre Jehan Manhal, Notaire, comme plus offrant et dernier enchérisseur pour trois années commençant à ladite feste pour chaque année à neuf vingt et dix livres tournoys... Le droit des sceaux royault des Prévostez d'Orilhac, Mauriac et Maurs est délivré à Jehan de Talon pour trois années pour le pris chacune année de quatre vingts livres tournoys ».

(67) DUPONT FERRIER : *op. cit.*, page 547.

cle portait le nom de Languedoil-Guyenne, à laquelle ressortissent aussi entre autres les bailliages de Montferand, Saint-Pierre-le-Moutier, Blois, Orléans, les sénéchaussées de Saintonge, Poitou, Périgord, Limousin, Armagnac, Agenais, Rouergue, Maine et Anjou.

Ce sont là des aspects généraux rapidement esquissés, puissent-ils être vus d'un peu plus près pour donner matière, à l'aide d'autres documents — malheureusement pour l'instant hors de notre portée — à une étude du Bailliage des Montagnes dans sa sphère strictement judiciaire.

CHAPITRE III

ACTION DU BAILLI DES MONTAGNES

L'attitude de la royauté à la fin du ^{xiii}^e siècle et au début du ^{xiv}^e en face des diverses classes de la société, est celle qu'elle adopte à l'Assemblée de Vincennes de 1329. Le roi, principalement à Aurillac, en vue du bien public — sa préoccupation principale — base sa politique sur la concorde entre les autorités spirituelles et le pouvoir temporel. Nous avons vu comment, jusqu'au retour de l'Auvergne à la Couronne, les officiers du roi ont d'une façon sporadique et momentanée, contribué par le moyen de l'enquête à installer l'autorité de leur Maître à Aurillac. Ce sera à leurs successeurs de consolider ce prestige : le but sera atteint dans notre ressort par le Bailli dans son rôle d'arbitre d'abord, dans son rôle de juge ensuite.

SECTION I

Le Bailli arbitre ou la politique royale de médiation dans les conflits des deux autorités préexistantes.

La Monarchie, dès qu'elle a compté l'Auvergne au nombre de ses terres, n'a pas tardé à arbitrer les conflits qui s'étaient ourdis et développés à Aurillac entre les deux autorités préexistantes : l'abbaye et le consulat. N'allons pas croire cependant qu'elle a mis rapidement un terme à leurs dissensions et à leurs rivalités.

C'est à l'enquête que l'arbitrage royal en Haute-Auvergne doit sa naissance; nulle occupation n'absorbe davantage le Bailli, il n'est rien qui n'en puisse occasionner une. En 1278, l'abbé se plaint d'être troublé dans son droit de justice, Pierre de Villemignon « *custos montanarum Arverniæ* » est mandé de faire connaître les résultats de son enquête à ce sujet (1). Au début du x^v^e siècle, les entreprises et les exactions de l'abbé suscitent les plaintes des habitants d'Aurillac : Charles VI enjoint au Bailli des Montagnes de faire une enquête (2). Des gerbes de blé, mises à la réquisition des consuls dans la main du roi par le sergent royal Symonet, ont été volées : des doutes pèsent sur les « gens de l'Abbé » ; que le bailli fasse enquête (3). Les consuls ont-ils eu raison d'incarcérer Bernard Delolm et Yves Gautier pour leurs excès contre eux ? Charles VII tient à savoir les faits qui ont motivé cette incarcération des plaignants : enquête encore (4). Le Bailli, cela va sans dire, n'agit pas toujours en personne dans les cas de ce genre, il peut charger de l'exécution du mandement royal un de ses subordonnés. C'est ainsi que le Bailli Henri de Grandevilliers mande à Géraud Duverger, sergent royal, d'assister à sa place aux enquêtes qui doivent être faites sur les forfaits et maléfices commis dans la ville d'Aurillac et sur le procès mû en Parlement entre l'abbé et les consuls (5).

§ 1. — LE RÔLE ARBITRAL DU BAILLI DES MONTAGNES DANS LES DÉMÊLÉS.

Tout en réglant le sort de l'abbaye et du consulat, la royauté va intervenir également en médiatrice, tantôt

(1) Arch. Comm. d'Aurillac, 14 sept. 1278 : FF 2.

(2) Arch. Comm. d'Aurillac, 20 juil. 1407 : FF 15.

(3) Arch. Comm. d'Aurillac : FF 7.

(4) Arch. Comm. d'Aurillac, 30 juil., 27 sept. 1445 : FF 49.

(5) Arch. Comm. d'Aurillac, 8 janvier 1278 : FF 2.

entre les consuls et les prêtres de la communauté d'Aurillac, tantôt entre les consuls et les habitants.

A. — Abbaye. Consulat.

Nous avons vu comment dans les dernières années de l'apanage d'Alphonse de Poitiers, la Cour du Roi saisie par les parties en cause à la suite de l'enquête faite par le sénéchal royal de Périgord a rétabli le droit entre l'abbaye et les consuls sur le fait des « pacificateurs ». Ce n'est que le prélude d'une longue suite d'enquêtes, de recours, d'accords, de procès auxquels la royauté essaie de mettre fin par les « Sentences Arbitrales » connues à Aurillac sous le nom de « Paix ».

Peu de temps après la mort d'Alphonse, l'abbé Guillaume, fort des Lettres de 899, déjà confirmées, et de la sentence qu'il vient d'obtenir contre les consuls qui veulent affaiblir son droit de justice, tient à anéantir l'influence du consulat et couper court à toute obtention de franchises. Les consuls, conscients de leur déloyauté et dont les visées peu scrupuleuses n'ont pas échappé au Roi qui avait déjà condamné nos édiles, considèrent que devant cette singulière prétention du seigneur d'Aurillac, le Prince souverain justicier saura en toute équité redresser les torts et condamner l'abbé qui leur refuse ce droit fondamental. Dans ce but, les consuls d'Aurillac se déclarent vassaux du Roi. Jusqu'ici, nous avons vu que le roi n'est appelé à trancher que sur la demande expresse d'un des plaignants en cause; ici les deux autorités d'Aurillac implorent la justice souveraine : après les consuls, l'abbé recourt à son tour à la médiation royale qui lui a déjà donné raison. Le Parlement ordonne que le Bailli royal Henri de Grandevilliers et le chantre de Clermont Aymar de Cros, procèdent à une enquête qu'ils rapporteront « au Pallament de Saint Martin d'Yver au jour de la baillie ». A cette fin, le bailli annonce le 27 septembre 1277 son arrivée à Aurillac pour la mi-

octobre (6), mais sur ces entrefaites le roi Philippe III commet Hélie Gautier, chanoine de Périgueux, et Guillaume Roux, clerc de Clermont, comme auditeurs et enquêteurs (7) pour faire comparaître les parties et les témoins, procéder à l'enquête et renvoyer procès verbal du tout au Parlement (8). L'enquête à propos de laquelle nous ne pouvons entrer dans tous les détails, retient pendant trois séances consécutives l'attention de la Cour suprême du royaume dans la quinzaine de la Toussaint 1277 (9).

A l'abbé et au monastère qui invoquent avec leur juridiction complète et immémoriale leur suzeraineté sur les habitants, la ville, les murs et les fossés, symbolisée par la remise des clefs d'Aurillac, le consulat répond qu'en application du droit écrit, il est permis même sans privilège antérieur, d'avoir des consuls et une administration consulaire : d'ailleurs un certain laps de temps nécessaire pour la possession de bonne foi de ce privilège, suffirait à prescrire le droit dont le consulat se réclame (10). A la suite de ces allégations, les parties

(6) Arch. Comm. d'Aurillac : FF I.

(7) Achille LUCHAIRE : *Manuel des Inst. françaises*, p. 554 : « Les enquêteurs examinateurs furent pris d'abord presque exclusivement parmi les Dominicains et les Franciscains et ce n'est que plus tard qu'on leur adjoignit les membres du Clergé séculier et des Chevaliers ».

(8) Arch. Comm. d'Aurillac, 30 août 1277 : FF 2.

(9) Arch. Comm. d'Aurillac, nov. 1277 : FF 2 : « *Quod ipsi, nomine et ratione ejusdem monasterii sunt domini ville Aureliacensis, pertinentiarum et districtus ejusdem et habent ibidem altam et bassam justiciam et totalem jurisdictionem, habuerunt et exercuerunt, tam per se quam per alios, ibi premissa a tempore de quo non exstat memoria. Item quod sunt domini soli et in solidum dicte ville et beatus Geraldus de quo ipsi causam habuerunt erat plene dominus ejusdem ville et non alius* ».

(10) Arch. Comm. d'Aurillac, 17 nov. 1277 : FF 2. Cf. RIVAIN : *op. cit.*, page 48 : « *Item quod publice, paciffice, continue et bona fide usi sunt predictis per dictum tempus* ».

« *Et de jure scripto licet et competit hominibus et municipio de Aurillaco, nullo etiam privilegio precedente et cuilibet alio municipio quod regitur jure scripto, habere et tenere consules seu administratores seu commutatis sigillum commune, archam communem, domum communum alia que ad jura commutatis, municipiis de jure spectant* ».

d'un commun accord se désignent un arbitre et de cette façon il n'y eut pas procès, mais arbitrage par un agent royal, Eustache de Beaumarchais, qui connaissait déjà les monts d'Auvergne pour en avoir été bailli pour le compte d'Alphonse et dont la capitale Aurillac lui avait procuré la compagne de sa vie (11). Ce libre choix qui se porte sur l'agent royal dans les montagnes d'Auvergne n'est que le témoignage de l'autorité morale incontestable dont jouissait Eustache de Beaumarchais. Si c'est un honneur d'être bailli royal, c'est aussi — nous le voyons par cet arbitrage — une marque de la confiance publique.

Eustache de Beaumarchais, « cavalier de nostre senhor le Roy de Fransa, coma arbytrayre arbitrador, amicable composidor e dictator de la dicha patz » (12), pose un principe général : « la seigneurie de ladite ville d'Aurillac appartient de plein droit à Monseigneur l'Abbé au nom du Monastère » (13). C'est aux abbés successifs que les consuls devront remettre les clefs de la ville « une fois seulement à chaque mutation en signe de seigneurie » (14).

En revanche, le Bailli des Montagnes proclame officiellement pour Aurillac le droit d'avoir un consulat, des consuls, des conseillers, des armes, un trésor et un sceau. « Que la commune de ladite ville et les consuls au nom de ladite commune, poursuit Eustache de Beaumarchais, aient les autres droits, franchises et libertés

(11) Eustache de Beaumarchais a épousé la veuve d'un commerçant d'Aurillac, Pons de Ville : Marine de Beaumarchais fera en 1280 un testament aux termes duquel elle lègue à la Congrégation des Frères Mineurs qui s'installe à Aurillac une somme destinée à pourvoir au vestiaire de vingt d'entre eux.

(12) Bibl. Nat. — Collect. Moreau, 209, 138 v°. Publ. par DELZONS : *Sentence arbitrale d'Eustache de Beaumarchais entre Mgr l'Abbé et les Consuls d'Aurillac dite 1^{re} Paix du lundi avant la fête de Sainte Madeleine, 1280.*

Arch. Nat. S 3224 I.

(13) Id. : « *Lo Senhoria de la dicha vila a Mosenhor labat per nom del mostier sapar tenho per plenier dreh...* ».

(14) Id. : « *...Item volam mai quellh cossol las clanes des pertals de la vila de Orlhac als abats... una vetz... e signe de senhoria...* ».

qu'il convient qu'une commune possède » (15). Il y a ici ce que nous appellerions une « personnalité morale ».

Le Bailli des Montagnes établit un article dont les consuls auront tendance à s'affranchir et par lequel ils devront reconnaître « tenir de Monseigneur Saint Géraud et de l'Abbé les murs, les fossés, le Consulat avec toutes les libertés, usages et franchises obtenus ». Cette reconnaissance se fera à chaque mutation d'abbé (16).

Le Bailli exige la présence des consuls aux enquêtes abbatiales, mais l'avis qu'ils pourront émettre ne liera pas l'abbé qui pourra statuer comme il l'entendra : l'avis n'est que consultatif (17). Eustache de Beaumarchais prévoit de plus qu'en cas litigieux le droit romain sera seul appliqué (18).

Le zèle de notre médiateur pour son maître souverain ne manque pas de se faire jour dans cette sentence. En faisant tenir de Saint Géraud et de l'abbé la propriété du consulat, des murs, des franchises, notre Bailli royal évite par cela même pour l'avenir une discussion possible sur l'origine de ces biens. Il pense que, quoi qu'il ar-

(15) *Id.* : « ...Item comandant mai e dizem et en arbitiour pronunciam que la comunaltatz de la vila da Orlhac aïo cossolat per aoras e per los temps, e franquiamen, e cossols, e quelh cossol aïo cosselhs, e arcia comuna, e tot aïso aïo per nom de la comunaltatz, e sagel comu, e armas comunas e que la comuna de la dicha vila, elh cossol, tel nom de la dicha comuna aïo al tres drechs et franquesas e libertatz que comuna cove que aia, e aquo que es ancianamen gardat... ».

(16) *Id.* : « ...Item volem mai e prononciam et arbitram establen quelh cossol de la dicha vila da Orlhac e lor successor que serau cossol per temps de la dicha vila da Orlhac, reconosco simplanem lor tener e tener dever de mosenkor Saint Gérauld et de mesenhor Labat e del mostier da Orlhac e de lor successors franquamen e empatz los murs, els valats, el cossolat de la dicha vila et totas lor libertatz els uzatges, e las franquesas que ilh au.. E la dicha reconnoissansa fera si tan solamen una vetz e muda dabat ».

(17) *Id.* : « ...Dizem et en arbitram pronunciam, que quant alcus cas ses deveura e la dicha vila da Orlhac, del qual per dreh eschrihs o per costuma general o per especial, hom deia enquera, Mosenhor Labas o sa cortz apelerau los cossols de la dicha vila... Mosenhor Labas a sa cortis si no is vol non creira lo lor cosselh e le sentensa o en altre loc de l'enquesta ».

(18) *Id.* : « ...Item volem mai dizem et aordenem... Mosenhor Labas o sa cortz quant se serau requirih siau teguh de far e rendre dreh escrih ».

rive par la faute des consuls ou de leurs conseillers, le consulat ne pourra ni périr ni tomber en déshérence, mais si cela arrivait, « on plaiderait pour la propriété du consulat, des autres franchises et droits qui appartiennent à la ville afin que les droits de ladite commune ne puissent périr ». « Et nous voulons, poursuit l'agent royal, que sur toutes ces choses et sur chacune d'elles, on aille plaider devant la Cour du Roi, souverain Seigneur, et non par devant la Cour de Monseigneur l'Abbé ou de tout autre » (19). En outre, en faisant rayonner le prestige royal non seulement par l'épée, mais encore par le libre choix que les parties ont fait de sa personne, Eustache de Beaumarchais saisit l'occasion qui lui est offerte dans cette sentence, pour élargir le domaine d'influence, la compétence d'attribution du tribunal du Prince. C'est ainsi qu'il réserve un article particulièrement important au « pouvoir que Monseigneur Eustache retient pour lui et pour le Roi » et qui se termine ainsi : « outre les susdits sujets de discorde, sur lesquels il n'a pas été par nous prononcé, voulons, disons et entendons, que toutes les choses susdites soient décidées et jugées sauf la volonté de notre Seigneur le Roi de France et sous réserve pour lui de ses droits en toutes choses et pour toutes choses » (20).

En travaillant à consolider la position du roi, Eustache de Beaumarchais peut se ranger à côté des Pierre de Fontaines, des Beaumanoir, des Belleperche et des Nogaret. Par la propagation de l'idée selon laquelle le Prince chargé des intérêts généraux de la nation est le « souverain fiefieux du Royaume », notre Bailli en

(19) Id. : « ...*Volem que sobre totas a questas causas e sobre cascuna hom plaidege devan lo sobreira Senher e non pas davan mosenhor Labat o devan alcun altre* ».

(20) Id. : « ...*Outre les disches partidas de discordia sobrels quals no sia per nos prononciat. E volem e dizem et entendem totas las causas sobre dichas, e cascuna que so desus pronunciadas per nos esser dischas e pronunciadas sol la voluntat de nostre senhor lo rey de Fransa, e sol a lui sos drehs en totas causas e per totas* ».

ébranlant le régime féodal au profit de la royauté, prépare en Haute-Auvergne la voie de l'établissement de l'absolutisme royal. Comme le Vermandois ou le Beauvaisis, les monts d'Auvergne auront en Beaumarchais, tant par l'épée que par la plume, un parfait bailli dévoué sans mesure à la cause de la Couronne (21).

Il semblerait qu'une fois l'arbitrage rendu, Philippe III dût le rendre exécutoire ; or Philippe le Bel, en février 1288, nous dit dans ses Lettres patentes confirmatives de la sentence d'Eustache de Beaumarchais (22) que son père n'a pas cru devoir en ordonner l'exécution : « *Non placuisse sententiam observari* ». En effet la sentence oubliait de mentionner qu'Aurillac avait fait par la voix des consuls hommage au Roi ; Philippe III froissé, ne la rend pas exécutoire. Philippe le Bel déclare que cette sentence arbitrale devra à l'avenir être observée par les parties (23).

Cette médiation de l'agent royal, suivie de la confirmation de 1288, n'empêche pas les deux autorités d'Aurillac d'observer des rapports de mauvais voisinage. Les troubles continuels suscitent dans l'intervalle une nouvelle enquête (24). Les parties recourent comme en 1277 à la médiation d'un homme sage et impartial. C'est le Bailli des Montagnes, Guillaume des Achilloux qui, d'un commun accord, est pris pour arbitre (25). Il s'entoure de

(21) O. TIXIER : *op. cit.*, p. 105 : « Les baillis furent pour la royauté des agents actifs et énergiques, parfois même audacieux et contribuant plus que n'importe quels fonctionnaires à rendre possible l'établissement de la Monarchie absolue ».

(22) Bibl. Nat. — Collect. Moreau 209, fol. 137 : *Lettres patentes données par Ph. Le Bel en Février 1288 confirmant la sentence d'Eustache de Beaumarchais*.

(23) *Id.* : « *Partibus auditis fuit per arrestum nostræ curiæ iterum judicatum ipsam sententiam arbitralem, debere firman et illibatam de cetero ab ipsis partibus custodiri* ».

(24) Arch. Comm. d'Aurillac : FF 2. Cette enquête donne lieu à l'audition de 51 témoins dont un centenaire ; parmi eux se trouvent Guillaume de Rivière, bailli d'Auvergne et Yves son chapelain, chanoine de Clermont.

(25) *Sentence arbitrale de Guillaume des Archilloux, Bailli des Montagnes entre Mgr l'Abbé et les Consuls d'Aurillac, dite 2^e Paix*.

trois légistes de l'époque : « *els discretz baros mosenhor Hue de Cambarat et E. de Remuzat doctors es lois, e maestro B. Bastide savi en dreh* » (26).

En traitant dans sa sentence des privilèges de la ville et du droit de justice de l'abbé (27), Guillaume des Achilloux reprend les dispositions fournies par les témoins à l'enquête qui précède son arbitrage et qui établissent par leur uniformité les principes déjà exprimés par Beaumarchais : « Toute justice appartient à l'Abbé... les jugements sont rendus en présence des Consuls ». Ce sont ces derniers qui ont la garde des clefs et doivent assurer la réparation des murs et l'entretien des fossés. En bref, quant à la question des privilèges d'Aurillac, la décision de Guillaume des Achilloux n'apporte rien de neuf, elle n'est que la confirmation de la sentence arbitrale d'Eustache de Beaumarchais augmentée de quelques remarques intéressant l'entrée de denrées déterminées ou l'établissement de certaines mesures sur les actions possessoires. Ces accords, dont les dispositions sont souvent violées font l'objet de lettres royaux. C'est ainsi qu'en 1338 Philippe VI recommande au Bailli des Montagnes de faire observer les traités conclus autrefois, auxquels l'abbé a contrevenu en emprisonnant ou en relâchant les prisonniers en l'absence des consuls (28). En effet, aux termes d'une sentence arbitrale rendue par Etienne de Nerestang (*Stephanus de Nigrostangro*), Bailli des Montagnes, le 10 janvier 1309, entre l'abbé et les consuls d'Aurillac : Etienne Doysse, Pierre Borzès, Rai-

(26) Régulant différentes questions relatives au banissement, à la taxe du pain, du vin (nous ne pouvons hélas entrer dans tous les détails), le Bailli des Montagnes décide qu'en matière de dénonciation de nouvel œuvre, le plaignant devra faire preuve de son droit dans les huit jours de la dénonciation fondée sur un motif raisonnable et non par un motif de haine, colère ou calomnie. Le Bailli rend l'abbé responsable de l'établissement du poids et de son usage et attribue à l'universalité des habitants la co-propriété de la maison commune. A l'abbé aussi, appartiennent les droits de dods et ventes et la surveillance du commerce.

(27) Arch. Nat. : S 3224 1.

(28) Arch. Comm. d'Aurillac : FF II

mond Géraud, Guillaume de Boussac, Guillaume Cazal et Géraud de Salniac, il est décidé que les consuls seront appelés conjointement avec l'abbé à l'élargissement et à la « coertion » des prisonniers (29), mais de son côté celui-ci se plaint que le consulat ne contribue pas à l'entretien des murs et des fossés de la ville ainsi qu'il s'y est engagé. En conséquence, le lieutenant du Bailli des Montagnes assigne les consuls « au jeudi avant la prochaine Toussaint » et Pierre de Vernhols, procureur de l'abbé, souligne à nouveau l'engagement pris par les édiles — qui ne l'ont pas encore mis à exécution — d'entretenir les murs et les fossés de la ville sous peine d'une amende de vingt marcs payable à l'abbé et au couvent (30). Ce climat de haine et de dissensions prédispose à une nouvelle intervention arbitrale. Les procureurs nommés par les consuls et les habitants, réclament selon le procès verbal rédigé sous le sceau de Guillaume de Chaberroc, Bailli des Montagnes, la médiation d'un arbitre et la confirmation par le Roi des anciens traités (31).

Un an après, Guillaume de Chaberroc prononce contre l'abbé Aymeric et les consuls la sentence arbitrale du 8 mai 1347, sur certaines contestations touchant le poids du blé, de la farine, du pain, la réparation des murs et fossés, la mesure du sel, de l'huile et de la chaux (32). Remarquons, sans pouvoir pénétrer dans le détail, l'analogie entre cette décision et celle rendue une cinquantaine d'années plus tôt par l'agent royal en Haute-Auvergne.

Les consuls acquièrent une maison qu'ils déclareront tenir de Saint Géraud, du monastère et de l'abbé, destinée à abriter le « poids » et le peseur dans laquelle ils ne pourront faire ni créneaux, ni tours, ni tourelles, ni fortifications : c'est là que le blé de tous les habitants

(29) Arch. Comm. d'Aurillac : AA 9.

(30) Arch. Comm. d'Aurillac : FF 9.

(31) Arch. Comm. d'Aurillac : 25 juin 1346 : FF 13.

(32) Arch. Comm. d'Aurillac, 8 mai 1347 : FF 16

devra être pesé et moulu à l'exception de celui de l'abbé, du couvent, des doyens et des personnes exemptes de taille. L'abbé percevra des consuls le cens qu'ils lui doivent, faute de paiement duquel, il pourra saisir la maison et les revenus du poids. Sur ces bénéfices, l'abbé percevra à Noël vingt livres tournois. Notre Bailli réitère les conclusions de ses prédécesseurs en attribuant aux seuls consuls la réparation et l'entretien des murs (33). Cette sentence dont les détails ne pourraient pas enrichir notre exposé de façon profitable, est confirmée par Philippe VI à Vincennes trois ans plus tard : le 3 mai 1350 (34).

C'est encore le Bailli des Montagnes qui, en 1407, sur l'ordre de Charles VI, entreprendra une enquête sur les entreprises et les exactions de l'abbé d'Aurillac contre les habitants de la ville (35), de même qu'il accordera des lettres de sauvegarde aux habitants d'Aurillac que l'abbé trouble dans la jouissance de leurs franchises et de leurs libertés (36).

Si l'abbé perçoit des droits exagérés sur les jugements par lui rendus, c'est notre Bailli royal qui interviendra sur l'invitation des consuls, pour faire respecter le principe que selon le droit écrit les jugements doivent être rendus gratuitement (37).

(33) De Chaberroc édicte qu'il sera procédé à la création des mesures pour la chaux égales à celles de l'avoine, à l'établissement de moules à briques, de mesures pour l'huile dont chaque setier devra contenir 52 coupes et le sel dont la quarte devra contenir autant que la mesure de blé appelée « èmine ». La sentence bailliagère règle la fabrication des torches et chandelles : quatre parties de cire pour une partie de jonc, de lichen ou de coton. Toute cette réglementation est assortie d'amende pour les contraventions ou de confiscation notamment quant à la fabrication de balances sur le modèle du poids commun « *lo pes comu* ».

(34) Arch. Comm. d'Aurillac, 3 mai 1350 : AA 7.

(35) Arch. Comm. d'Aurillac : FF 15. *Lettres patentes de Charles VI au Bailli des Montagnes*, 20 juillet 1407.

(36) Arch. Comm. d'Aurillac, 1409 : AA 13. *Lettres de sauvegarde accordées par le Bailli des Montagnes en faveur des consuls et des habitants d'Aurillac*.

(37) Arch. Comm. d'Aurillac : FF 6.

C'est encore le représentant du roi dans nos montagnes qui règle le différend survenu entre les consuls et l'abbé dont les gens sont accusés d'avoir volé des gerbes de blé déjà « mises dans la main du Roi ». Puisque le différend ne peut pas être résolu pacifiquement, le consul Guillaume Roland partie à la cause, se plaçant sous la sauvegarde du Roi, en réfère à Guillaume de Rivière, Bailli des Montagnes (38).

B. — *Consulat. Communauté des Prêtres.*

La primitive église Sainte Marie qui se dressait autrefois dans les faubourgs adossés aux murs du monastère et dont les consuls étaient les patrons, est au début desservie par des prêtres séculiers nés et baptisés à Aurillac « *natis et renatis* ». Cette communauté prend le nom de « Communauté des fils de Notre Dame », « du nom de l'Eglise parrochelle construite et édifée au milieu de ladite ville et par le moyen des Consuls » (39). Elle paie aux abbés de Saint Géraud le « message de Mars » ou « le pain du matin », c'est-à-dire une redevance annuelle de 80 setiers de froment. Mais ce sont les consuls qui nomment à ses bénéfices, sauf en ce qui concerne le curé, dont la nomination appartient à l'abbé.

Les chapellenies ou fondations faites en faveur de cette communauté sont sans charge d'âmes ; le petit nombre d'obligations auxquelles les desservants sont astreints, à part la célébration de la messe à tel autel pour les intentions des fondateurs (40), assorties de pieuses fonctions à l'église paroissiale laisse trop de temps à ces prêtres et engendre un désœuvrement quasi total qui sera

(38) Arch. Comm. d'Aurillac : FF 7.

(39) Arch. Comm. d'Aurillac : FF 41. *Instruction secrète* faite par le Bailli des Montagnes, fév. 1548.

(40) *Id.* : « Tant pour les âmes des trépassés que pour le salut des vivants, lesquelles fondations et services ont esté accoustumées estre deservies et administrées par les prebstres d'icelle Esglize parachelle ».

la cause première de procès multiples où nous voyons apparaître à nouveau le Bailli des Montagnes.

C'est ainsi qu'une lettre de Charles VII commet notre Bailli à l'exécution d'un règlement fait autrefois par l'abbé d'Aurillac et approuvé par les consuls et les prêtres de la présente ville pour réprimer les festins somptueux et les dépenses considérables qui se faisaient à la réception de chaque prêtre dans la communauté de l'église paroissiale. Il s'agit du règlement du 18 septembre 1399 édicté par l'abbé Pierre, aux termes duquel le prêtre de la communauté remplacera les orgies scandaleuses, « les danses aux sons du tambourin » qui suivaient la célébration de sa première messe, par l'offrande aux autres prêtres qui l'auront assisté à l'office divin (41), « d'un pain conventuel de froment, d'un carton et demi de bon vin pur et d'un quartier de mouton ».

Les archives d'Aurillac possèdent la copie faite par le lieutenant du Bailli des Montagnes, d'un arrêt de Parlement homologuant un accord entre consuls et prêtres (42). Ceux-ci, d'après cet acte, devront garder ou faire garder la ville en temps de guerre, de jour et de nuit comme les autres habitants. Ils sont tenus de contribuer aux dépenses nécessaires pour l'entretien de fortifications et la défense des privilèges et libertés d'Aurillac. Ce sera en présence des bailes de la communauté que les consuls procéderont à l'imposition des taxes sur l'entrée dans la ville de certaines marchandises que les prêtres achètent pour revendre. Cette sentence laisse la porte ouverte à toute intervention royale au cas où les contributions imposées aux parties ne s'effectueraient pas dans les termes prescrits (43). L'obligation pour les consuls d'appeler les bailes existait déjà en 1438 puisqu'à cette date nous trouvons une lettre de Charles VII (44) au Bailli des Montagnes à la suite d'une plainte des

(41) Arch. Comm. d'Aurillac, 16 mai 1444 : FF 39.

(42) Arch. Conim. d'Aurillac : FF 22.

(43) Arch. Comm. d'Aurillac : FF 22.

(44) Arch. Comm. d'Aurillac, 1^{er} déc. 1438 : FF 33.

prêtres contre les consuls qui ont manqué à cette prescription et qui de plus ont fait enlever par leurs serviteurs, les portes de leurs maisons.

Le Bailliage des Montagnes procède à une information secrète en la personne de Jehan Vidal « commissaire-deputé (*sic*) par la souverayne Court de Parlement pour le Roy nostre sire en son Palays à Parys, à la réquisition et de la partie de Messieurs les Consuls, manans et habitans de la ville d'Aurillac au nom de la Communauté et république de ladite ville, patrons et fondateurs de l'Eglise parrochelle nostre Dame d'icelle ville... à l'encontre des curés et prebstres se dysant de l'Eglise parochielle Nostre Dame d'Aurillac ». Les prêtres se désintéressant de l'entretien de leur église, les consuls pensent qu'il serait bon que la communauté d'Aurillac y apporte un secours pécuniaire. Ce dont surtout se plaint le consulat au représentant du Roi, c'est surtout des mœurs licencieuses de certains prêtres qui heurtent la morale publique, par leurs scandales répétés. « Me Jehan Cortès, licencié, prebstre des serviteurs de la Maison d'Avetz (45) est un homme mal vivant tenant vye lubrique, lequel a entretenu par longtemps à ladite meyson collégiale d'Avetz.... une ribaulde femme de meschante vie nommée Jehanne Dayral du lieu de Polminhac en sa chambre de ladite meyson d'Avetz a poct et feu » (46). Un autre prêtre : « ledit Saletz desserviteur de ladite Maison d'Avetz est diffamé d'entretenir femmes de vye lubriques et dissolues ». De plus, il se livre à des spéculations : « merchant traphicquant... en acheptant et vendant bestialz à laine. Il vend es foeres et prend le prouffit ou partie d'iceluy comme est cause notoire en la ville d'Aurillac ».

(45) Il y avait à Aurillac certaines maisons collégiales ordonnées par les fondateurs dans le but d'entretenir, de loger, de nourrir les prêtres de la communauté : la maison d'Avetz particulièrement avait à Aurillac, la réputation d'une maison de débauche.

(46) Arch. Comm. d'Aurillac : FF 41.

Quant à Mes François Dugour et Hugues de Serieys prêtres de ladite Maison d'Avetz, ils sont diffamés « d'avoir entretenues (*sic*) et entrettenyr femme de dissolue vye et lubricque tellement que ledict Dugour n'a procréées deux ou troys enfans et a de filles mariées en ladite ville que sont repputées des filles naturelles » (46 *bis*).

C'est encore le Bailli royal qui reçoit les doléances suscitées par le caprice de certains prêtres Guillaume Las Martres et Guillaume Fabre de ne porter à l'enterrement de Marguerite de Bonhore les chapes noires accoutumées que si la famille leur verse une somme de sept livres dix sols et d'autre part la croix d'argent que contre rémunération préalable de quinze sols (47).

C. — *Consulat. Habitants.*

Les consuls peuvent lever les tailles sur les habitants, mais ce droit va dégénérer en abus et les victimes de ces exactions voulant se faire justice eux-mêmes, maltraitent bien souvent les consuls, ce qui amènera des conflits certains où encore une fois, le Bailli des Montagnes va jouer son rôle d'arbitre. Sur la plainte des consuls et à la suite des excès opérés contre eux par Jean Payri, Bernard Delolm, son fils Pierre et son frère, une information est ouverte par la cour du Bailliage royal des Montagnes à la requête de « Me Gaillard Picatière, Procureur du Roi audit siège » (48). Peu de temps après, c'est un mandement du roi Charles VII qui ordonne d'ajourner en Parlement le Bailli des Montagnes à la requête de B. Delolm et de ses complices appelant d'une sentence du Bailli et d'informer sur les faits qui ont motivé l'incarcération des plaignants dans le château de Saint Etienne (49).

Le 10 janvier 1446 Amaury de Montal, Bailli des Mon-

(46 *bis*) Arch. Comm. d'Aurillac : FF 41.

(47) Enquête secrète, Arch. Comm. d'Aurillac : FF 41.

(48) et (49) Arch. Comm. d'Aurillac, 1445 : FF 49.

tagnes, reçoit de Charles VII un mandement ordonnant d'ajourner en Parlement son lieutenant Louis de Montal et Ph. de Vily, sergent royal, qui ont refusé de montrer aux plaignants les lettres de commission les envoyant prisonniers à la Conciergerie à Paris, faisant ainsi de cette captivité une détention sans cause au château de Saint-Etienne où ils ont souffert « moult de maux en haine de ce qu'ils ne voulaient paier certaines sommes d'argent aux consuls d'Orliac qu'ils voulaient exiger d'eulx, induement et sans cause par puissance et de leur autorité privée » (50).

C'est dans cet ordre d'idées, qu'en 1450, 268 habitants d'Aurillac intentent en la cour du Bailliage des Montagnes un procès aux consuls : Pierre Vernines, Géraud de Servières, Jacques de Saint Paul, Raymond Cabrol, Jean Dumonteil et Pierre de Donne. L'ajournement en Parlement des consuls, appelant du Bailli des Montagnes, suit deux mois après, sur mandement royal de Charles VII (51) dont Louis XII se fera l'écho par les lettres du 16 avril 1498. Aux termes de ces lettres publiées sous le sceau du Bailliage des Montagnes, le Roi enjoint à son Bailli de faire cesser par n'importe quel moyen les exactions qui sont ou pourront être exercées à l'avenir contre les habitants dudit bailliage (52).

§ 2. — COUP D'ŒIL D'ENSEMBLE SUR L'UNIVERSALITÉ DU BAILLI DES MONTAGNES EN MATIÈRE ARBITRALE.

L'autorité du roi ou plutôt de son agent réclamée sur les matières les plus diverses permet d'esquisser l'évolution du rôle d'arbitre tenu trois siècles durant par le Bailli des Montagnes.

Guillaume des Achilloux, Bailli des Montagnes, qui, le 23 août 1298, traite la manière de procéder vis-à-vis

(50) Arch. Comm. d'Aurillac, mars 1450 : FF 49.

(51) Arch. Comm. d'Aurillac, 7 mai 1450 : FF 49.

(52) Arch. Comm. d'Aurillac, 10 août 1498 : AA 13.

des suspects de lèpre, des bigames et des clercs accusés de crimes (53), rend quinze jours après une sentence arbitrale sur la taxation de la viande, pour mettre fin aux différends entre l'hôtelier du monastère, les consuls et la communauté des bouchers de la ville. L'agent royal établit (54) que l'hôtelier d'une part, continuerait à recevoir un « morceau de la chair de tout animal écorché » dans les boucheries d'Aurillac, et d'autre part recevrait des consuls, dans un délai de sept ans, une somme de 140 livres assortie d'une rente payable chaque année, sauf aux bouchers à leur payer — pour chaque bête écorchée — jusqu'à complet paiement des 140 livres : douze deniers pour chaque bœuf, quatre deniers pour chaque mouton et deux deniers pour chaque chèvre ou bouc.

Sept ans se sont à peine écoulés, que la dépréciation de la monnaie — nous sommes sous le règne de Philippe le Bel — est motif d'intervention pour le Bailli des Montagnes Etienne de Nerestang, qui oblige l'hôtelier à accepter l'argent des consuls, sauf à se pourvoir devant le Roi (55). Le 3 mai 1437, sous le sceau du Bailli des Montagnes : nouvel accord sur les mêmes questions, mais sur de nouvelles bases (56).

Durant tout le cours du xiv^e siècle, les consuls demanderont au roi que la connaissance des procès pendants entre eux et le cellerier du monastère soit toujours réservée au Bailli des Montagnes. Une lettre de ce dernier au Bailli d'Auvergne, datée du 4 septembre 1327, nous apprend que cette connaissance a été enlevée au Bailli des Montagnes pour des raisons personnelles et attribuée au Bailli d'Auvergne (57). Ces mêmes lettres sont adjointes à celles que donne le Roi Philippe VI le 12 juil-

(53) Arch. Comm. d'Aurillac, 23 août 1298 : FF 4.

(54) Arch. Comm. d'Aurillac, 9 sept. 1298 : FF 22.

(55) Arch. Comm. d'Aurillac, 1^{er} oct. 1305 : FF 22.

(56) Arch. Comm. d'Aurillac, 3 mai 1347 : FF 22. Confirmation du 20 avril 1387 : FF 23.

(57) Arch. Comm. d'Aurillac, 4 sept. 1327 : FF 24.

let 1327 (58) et qui rendent au Bailli des Montagnes la connaissance des causes mûes entre le cellerier du monastère et les habitants d'Aurillac. Le 3 janvier 1331, Philippe VI, après le mandement qu'il a donné à Nonette un mois plus tôt (59) à l'effet d'ajourner à Riom consuls, communauté et bouchers d'Aurillac, attribue à nouveau au Bailli des Montagnes la connaissance de ces procès (60) satisfaisant ainsi à la requête que le consulat d'Aurillac lui avait adressée (61). D'ailleurs un arrêt de Parlement annule une enquête faite pour le cellerier contre les consuls et les bouchers d'Aurillac par les lieutenants du bailli d'Auvergne, alors que la connaissance des procès en devait appartenir au seul Bailli des Montagnes, en vertu des nombreuses lettres qui le confirmaient dans ce droit (62).

Un arrêt de Parlement du 22 mars 1548 (63) qui reprend sur certains points la décision déjà citée de 1441 (64) ordonne que deux conseillers du siège royal d'Aurillac assisteront l'abbé dans l'examen des revenus de la communauté de l'église Notre-Dame et avec lui fixeront un nombre de prêtres tel, que leurs frais d'entretien ne dépassent pas le montant considéré. Outre cette attribution administrative, le Bailli d'Aurillac procédera à l'expulsion des femmes suspectes qui se trouveraient dans les maisons de prêtres. En cas de négligence de l'abbé, le Bailli est commis de procéder à une enquête contre les prêtres qui auraient « fait assemblée illicite, porté espée ou autres bastons invasibles ou vaguer de nuicts par les rues » (65).

(58) Arch. Comm. d'Aurillac, 12 juillet 1327 : FF 24.

(59) Arch. Comm. d'Aurillac, 13 déc. 1330 : FF 25.

(60) Arch. Comm. d'Aurillac, 3 janv. 1331 : FF 25.

(61) Arch. Comm. d'Aurillac : FF 24.

(62) Arch. Comm. d'Aurillac, 11 avril 1331 : FF 26.

(63) Arch. Comm. d'Aurillac, 22 mars 1548 : FF 42.

(64) Cf. : *supra*, note 41, p. 94.

(65) Cet arrêt est aussi cité dans PAPON : *Recueil d'arrêts notables*, livre 1^{er}, titre III, arrêt 8.

Cette influence que gagnait l'autorité royale sur les domaines administratif et politique, ne devait que s'accroître et s'affermir (66). Le roi de France, choisi par des parties dont les discussions émoussent l'autorité, peut répondre en maître à toute tentative d'abus de quelque côté qu'elle perce et rétablir l'ordre s'il vient à être rompu par l'abbé, les consuls et les prêtres. Le Prince peut tout aussi bien enjoindre au Bailli des Montagnes de réprimer les usurpations que l'abbé commet sur les libertés et franchises de la ville (67) et réitérer ses ordres d'une façon aussi catégorique (68) que faire imposer silence — vu son autorité en Haute-Auvergne — à l'autre puissance : le consulat qui à l'origine se dressait devant lui, mais dut par la suite s'avouer du roi et demander encore pour les privilèges de la ville, de successives confirmations royales (69).

(66) Arch. Comm. d'Aurillac : FF 40. — Le Bailli des Montagnes, en la personne de son lieutenant Géraud de St Mamet a dit son mot lors de la délibération que ce dernier préside le 11 janv. 1542 sur la nouvelle intention qu'ont les prêtres de l'église Notre-Dame de fixer pour l'avenir le nombre de ceux à admettre dans leur communauté jusqu'à présent ouverte à tous les prêtres nés et baptisés à Aurillac « *natis et renatis* ».

(67) Arch. Comm. d'Aurillac : AA 10, 3 oct. 1345, 15 juil. 1350. Lettres de Philippe de Valois au Bailli des Montagnes.

(68) Arch. Comm. d'Aurillac : AA 10. Lettres du Roi Jean au Bailli des Montagnes, juin 1355.

(69) Nous avons tenu à les rassembler sous une même rubrique. La confirmation du *mundeburdium* de Charles le Simple donnée à Nonette en 1169 par Louis VII (Arch. Comm. d'Aurillac : FF 2) est suivie près de cent ans plus tard, de lettres confirmatives de l'acte de 899, émanant de Philippe III, données à Paris le 7 mars 1277 et adressées à Etienne de Nerestang, Bailli des Montagnes (Arch. Comm. d'Aurillac, 1299 : AA 3). En 1551 des lettres royaux approuvant la sauvegarde du monastère « fondé par le Comte Géraud à Aurillac en l'honneur de St Pierre et de St Clément », sont lues à l'audience du Bailliage des Montagnes en présence du procureur du roi et du lieutenant du bailli Géraud de St Mamet (Arch. Comm. d'Aurillac, 1551 : AA 3). Elles ne sont que la réédition de lettres confirmatives données par Charles V et dont une publication se fera à notre Bailliage en 1458 (Arch. Comm. d'Aurillac, 1458 : AA 3).

Non seulement les rois confirment la sauvegarde, mais ils ratifient les privilèges, les franchises, les paix, les sentences arbitrales données par leurs agents dans nos montagnes. Ainsi Philippe le Bel en fév. 1288 (Arch. Comm. d'Aurillac : AA 5). Charles V qui approuvait

§ 3. — LA POLITIQUE ROYALE D'OPPORTUNISME A AURILLAC DEVANT LE DÉCLIN DE LA FÉODALITÉ.

L'influence qu'exerce déjà Eustache de Beaumarchais, émule de Beaumanoir, au profit du prestige de la Couronne, se cristallise autour de cette idée principale que « toute laïe Juridiction est tenue du Roy en fief » (70). Cette formule à l'allure féodale, mais élaborée au profit du monarque dans le but de souveraineté absolue, dévoile la double volonté du roi de défendre ses droits et de respecter ceux d'autrui. En reconnaissant les situations acquises à Aurillac par les deux autorités qui se réclament de lui, le roi de France fixe à jamais la sienne. Comme l'avenir va, en Haute-Auvergne, appartenir au pouvoir royal, les juridictions particulières, dès qu'elles ne peuvent plus ni étendre leur domination ni s'agrandir, devront nécessairement glisser sur la pente de la décadence. L'autorité considérable que possède la Couronne en Haute-Auvergne existe en présence du pouvoir féodal qui n'est pas encore abattu, mais qui plus tard finira par se briser contre la volonté irrésistible et la domination toujours croissante de la royauté.

Au milieu du ^{xiv}^e siècle, ce n'est plus en souverain féo-

la sauvegarde établissait que : abbé, consuls et habitants d'Aurillac « lesquels ressortissent de la Couronne de France » seront par lui « maintenus en leurs droiz, usages, franchises, libertés, possessions et saisines contre toutes inquiétations et nouvelletés indues » (Arch. Comm. d'Aurillac, 8 mars 1371 : AA 13). Charles VII en juil. 1442 (Arch. Comm. d'Aurillac : AA 1) agira de même. Quarante-cinq ans plus tard Charles VIII (Arch. Nat. : JJ 215) approuvait après Louis XI (Arch. Nat. : JJ 198) les dispositions de ses prédécesseurs par des lettres de juillet 1487 (Arch. Comm. d'Aurillac : AA 10). Des lettres patentes ayant même teneur sont adressées par François I^{er} à Géraud de St Mamet en mars 1514 et lues à Aurillac en présence des officiers du Bailliage et des consuls : Rigaud Trémolet, Géraud Dulaurens, Géraud de Cinqualbres, Pierre Hot et Jean Julien (Arch. Comm. d'Aurillac, 12 avril 1515 : AA 10). Au ^{xvii}^e siècle, Louis XIV adressera un mandement à la Cour des aides de Clermont aux fins d'enregistrement de lettres patentes données par lui en fév. 1658 en confirmation des privilèges de la ville (Arch. Comm. d'Aurillac, 31 mars 1659 : AA 10).

(70) Ph. DE BEAUMANOIR : *Coutumes de Beauvaisis*, tome I, page 53,

dal que le roi exerce son autorité, c'est en tant que souverain absolu. Le développement de cette autorité représentée en Haute-Auvergne par un officier royal, se fait nettement jour dans une décision du roi Charles VI datée du 19 novembre 1380 (71) qui, en nommant le duc de Berry lieutenant général pour l'Auvergne et le Languedoc, lui donne entre autres pouvoirs ceux de « destituer tous les officiers de justice et de finance, d'en établir d'autres à leur place, de créer de nouveaux offices ordinaires et extraordinaires, de donner lettres de justice, d'état, de délai, de sauvegarde, de sauf-conduit, d'infliger les peines corporelles, commuer les peines, accorder lettres de grâce, de rémission, de donner lettres de noblesse, de légitimation... de lever les subsides, conférer des bénéfices... enfin de faire tout ce que le Roi lui-même pourrait faire s'il était présent avec tout son Conseil ».

L'abbaye d'Aurillac, qui n'a pas pu imposer au consulat toutes ses exigences en vue de le réduire à ce qu'il était lorsque Saint Géraud par ses affranchissements et l'application si neuve de ses idées sociales, en jetait les premières bases, obtient en compensation la reconnaissance expresse par le monarque de ses prérogatives essentielles. C'est là l'objet de ces nombreuses confirmations de privilèges. Si d'un autre côté les consuls, malgré tous leurs efforts n'ont pas obtenu de l'autorité royale tout ce qu'ils demandaient, ils doivent cependant au « bon plaisir » du roi la reconnaissance officielle par let-

(71) *Ordonnances du Louvre*, tome VI, p. 529. *Lettres par lesquelles le Roi établit le Duc de Berry, son frère, son lieutenant dans le Languedoc et l'Auvergne avec un pouvoir très ample données à Paris par Charles VI le 19 nov. 1380* : « ...Destituendi, deponendi et eciam revocandi vel de altero officio ad alterum transmittendi, novos officiaros ordinarios extraordinarios, ac reformatores creandi vel ordinandi... vadia officiarum servitorum et aliorum diminuendi vel augmentendi... litteras universas gracie et justicie ...Salve gardie... dandi confirmandi roborandi et statuendi... ; et generaliter omnia alia quecumque faciendi que Nos faceremus vel facere possemus cum toto Consilio nostro ».

res royaux des franchises de la ville, du consulat, de sa maison, de son sceau, de son trésor. Pour la partie qui a obtenu satisfaction, cette expression « bon plaisir » sur laquelle se terminent les arrêts du Conseil est peut-être opportune, mais d'un point de vue objectif, elle n'explique pas clairement les desseins du roi. Sans prendre le mot plaisir dans le sens qu'il a aujourd'hui, il faut l'assortir ici d'un autre terme : celui de sagesse ou d'opportunité. L'intervention de l'agent royal en faveur du consulat ou de l'abbaye n'a pas pour but en effet de rendre service au bénéficiaire, mais s'explique bien plutôt par l'habileté du roi. N'est-ce pas par habileté en effet, que le monarque s'appuie tantôt sur un consulat qui prouve à tort ou à raison son origine par le droit écrit, tantôt sur une abbaye qui, conformément aux traditions de l'Eglise « *vivit sub lege romana* », n'est-ce pas par habileté que, se basant lui aussi sur les principes du droit romain, le pouvoir royal aidé surtout par les légistes, dont Beaumarchais est le représentant en Haute-Auvergne, tirera de l'*imperator* et de l'*imperium* romains le modèle du souverain absolu qui, à Aurillac ne tarde pas à s'imposer et à se faire respecter ?

Déposés en 1464 pour ne pas avoir rendu compte de leurs charges et de leur gestion, les consuls d'Aurillac sont l'objet d'une plainte des habitants, à la suite de laquelle le Roi, après une enquête de son conseiller Jean Cabu, tout en donnant raison aux plaignants qui ont déjà nommé des syndics et désigné d'autres fonctionnaires municipaux, s'arroge le droit de nommer le corps consulaire (72). Jean Labroa et de Tourdes sont parmi les nouveaux édiles. Cette usurpation de la part de la royauté ne soulève aucune objection. Cette violation des antiques franchises de la ville qui ne doit sa raison d'être qu'au besoin qu'on avait à Aurillac de sentir une autorité forte, se perpétue cinq années durant. Le Roi, usant

(72) Arch. Comm. d'Aurillac, 1461 : AA 1

d'opportunisme, réintègre le 3 mai 1469 (73), par Lettres patentes données à Montils-les-Tours, les habitants d'Aurillac dans le droit d'élire eux-mêmes comme autrefois, leurs consuls. Louis XI qui a été assez fort pour confisquer le consulat et pour garder la ville en son nom par Guillaume de Ferrières, à la suite du double recours en Parlement des habitants d'une part, de l'abbé qui a choisi ses officiers parmi les consuls destitués d'autre part, se trouve en mesure un lustre plus tard, de pouvoir s'ériger à Aurillac comme le bienfaiteur et le sauveur de la cité en redonnant à la ville ses anciennes franchises et en confirmant par ces mêmes lettres de 1469 les anciens privilèges de la cité. Devant la « bonne constance » des habitants « désappointés de leur dit consulat... lequel avait été autrefois grandement et notablement gouverné par bon nombre et convenable de notables hommes anciens saiges et experts, c'est assavoir six consuls et quarante conseillers », le Roi remet à la communauté des habitants la possession de son consulat (74).

C'est à la faveur du concordat de Bologne, que le roi en Haute-Auvergne saura tirer parti de la tiède piété qui se fait jour dans le monastère et de la décadence des mœurs qui s'avère de plus en plus profonde chez les prêtres de la communauté, ainsi que nous l'avons déjà remarqué. Le roi de France, par le droit qu'il s'arroge de présenter au souverain Pontife les évêques, les abbés, les prieurs, place sur le siège ecclésiastique vacant un homme tout dévoué à sa cause, qui n'est, au point de vue administratif et politique, que le servile agent d'exécution de ses volontés. Si à cet empiètement royal nous ajoutons l'affaiblissement des mœurs, le refroidissement de la piété, le relâchement de la discipline, les relations des moines et des prêtres avec les personnes des deux sexes, nous voyons que tous ces mobiles réunis contri-

(73) Arch. Comm. d'Aurillac, 2 août 1469 : AA 1.

(74) Arch. Comm. d'Aurillac, 2 août 1469 : AA 1.

buent à hâter vers sa fin prochaine l'ère prospère de l'abbaye de Saint Géraud. C'est sur ces faiblesses que la royauté va pouvoir compter pour consolider sa force. Pie IV sécularise notre abbaye (75) : ce n'est plus un religieux du monastère qui portera la mitre abbatiale dans le souci de la conservation de la maison qu'il affectionne et dans laquelle il sacrifie sa vie pour l'amour de son Dieu, ce sera un séculier, un étranger qui n'enviera même plus le titre d'abbé d'Aurillac, tels : Jean de Lorraine ou Spinola.

Les consuls auront le champ libre : à quoi bon l'abbé les inquiéterait-il pour assurer à l'abbaye d'Aurillac des prérogatives dont il ne peut comprendre l'importance vitale ?

Cette sécularisation qui coïncide à quelques années près, avec la création du Présidial d'Aurillac, n'est que la suite logique des procédés amoraux de l'abbaye et des prêtres qui ont fait, en grande partie, le jeu de l'emprise royale à Aurillac.

Le Roi ne cherchait-il pas, trois siècles auparavant, à étendre son domaine d'influence ? Eustache de Beaumarchais ne se réservait-il pas déjà les droits du roi dans la sentence qu'il a fait approuver par les consuls et par l'abbé en 1280 ? La preuve plus récente en est dans la fameuse charte de 1319 que relate Baluze dans des « extraits des Registres de la Chancellerie de France ». Quant à la connaissance des causes touchant les lettres scellées du sceau royal et qui peuvent être arguées de faux, soit à cause de la falsification de l'écriture ou de la falsification du sceau, elle est, dit Philippe VI, réservée au Roi ou à ses successeurs, de même le bailli a tout pouvoir en matière de prononciation et de taxation d'amende (76).

(75) Bulle de Pie IV « *Ex supernæ majestatis Providentia* » du 13 mai 1561 publiée par Mgr BOUANGE : *op. cit.*, t. II, p. 595.

(76) BALUZE : *Histoire généalogique de la Maison d'Auvergne*, t. II, page 151.

D'ailleurs la théorie des cas royaux volontiers considérés comme l'un des plus subtils moyens utilisés par la monarchie pour ressaisir les éléments du pouvoir qu'elle avait laissés échapper de ses mains lors du désastre carolingien, constitue en Haute-Auvergne, un appoint capital pour l'extension de la Couronne et l'emprise de son autorité. Au nom de l'ordre public dont elle s'avoue la gardienne, nous verrons la royauté s'installer définitivement en maître à Aurillac, en retenant par devers elle tout ce qui pourrait troubler cet ordre.

La royauté tire parti de toute occasion favorable pour consolider au ^{xiv}^e et au ^{xv}^e siècles son autorité à Aurillac. En Haute-Auvergne, les cas royaux élaborés par les baillis du ^{xiii}^e et du ^{xiv}^e siècle, ne risquent pas de se trouver inclus dans une liste limitative, ce qui aurait contraint le Roi — à Aurillac comme ailleurs — à s'enfermer dans un cercle restreint en perdant toute espérance de l'élargir : opportunisme. C'est au milieu du ^{xiv}^e siècle, qu'à la faveur de dissensions qui jusqu'ici ont fourni à la royauté l'occasion de prendre progressivement le pas sur les autorités préexistantes d'Aurillac, que Charles V, par lettres patentes, en reconnaissant notre ville pour « principal siège du Bailliage des Montagnes », rend premièrement notre Bailli fixe à Aurillac et en second lieu l'institue « juge des exempts » : nous arrivons ainsi à l'objet de notre prochaine section.

SECTION II

Le Bailli Juge

Ce n'est pas tant sur l'aspect judiciaire que nous avons déjà brossé à larges traits, que nous voulons nous appesantir, mais bien plutôt sur le côté politique qui doit retenir notre attention. C'est dans ce dessein qu'après avoir exposé comment le problème de la sauvegarde se

pose au ^{xiv}^e siècle dans notre ville, nous montrerons comment et pourquoi Aurillac est choisi par la monarchie pour devenir dans le ressort du Parlement de Paris le siège principal de l'agent royal en Haute-Auvergne : nous terminerons enfin cette première partie en relatant les nombreux démêlés auxquels la protection royale sur Aurillac va donner lieu entre le Bailli des Montagnes et le duc de Berry.

§ 1. — LA SAUVEGARDE ROYALE ET L'INSTALLATION DÉFINITIVE
DU BAILLI A AURILLAC.

Dès les premiers siècles de notre histoire, les rois de France se sont montrés fondateurs, puis protecteurs d'églises et de monastères (77). Les droits ainsi acquis par la Couronne ne furent pas cédés en apanage — nous en avons déjà fait mention pour Alphonse de Poitiers —. De plus, le roi, dès son retour du sacre de Reims (78), renouvelait sa promesse de protéger églises et évêques. En maintenant ainsi le *privilegium canonicum* pour l'ensemble des églises, il devra s'attacher surtout à celles qui se sont mises délibérément — c'est le cas pour celle d'Aurillac — sous la protection de ses prédécesseurs.

Le honteux traité de Brétigny qui, sans pacifier le royaume, libère le Roi de France prisonnier des Anglais depuis le désastre de Poitiers, risque par les troubles intérieurs qui s'ensuivent sous le gouvernement du jeune Dauphin discrédité par les Etats de 1356, d'être fatal pour la dynastie capétienne. Le père de Charles V, qui

(77) En ce sens : RIGORD : *Vie de Philippe Auguste*, page 44.

(78) C'est à Notre-Dame de Paris qu'à la suite de la présentation de la requête établie au nom de toutes les églises qui lui sont sujettes, le roi déclarait : « Je vous promets et octroie que je vous consacrerai en vos privilèges canoniques comme aussi vos Eglises, et que je vous donnerai de bonnes lois et ferai justice et vous défendrai, aidant Dieu par sa grâce selon mon pouvoir, ainsi qu'un Roi en son royaume doit faire par droit et raison à l'endroit des évêques et de leur Eglise ». En ce sens, O. MARTIN : *op. cit.*, page 118.

vient de payer une partie de sa rançon, érige en octobre 1360 le Berry et l'Auvergne en duché qu'il donne à son troisième fils Jean pour le dédommager de la perte du Poitou qu'il doit céder à l'Angleterre (79). Comme deux de ses frères, le nouveau duc, qui rentre en France à la fin de 1363, avait servi d'otage au paiement de la rançon imposée par Edouard III. Par l'accession de leur aîné à la Couronne, en 1364, ils seront tous en possession d'apanages. A cette époque, comme en 1241, le Roi spécifie qu'il se réserve pour lui-même la protection et la sauvegarde des églises de fondation royale qui font partie de cette aliénation temporaire au profit des puînés.

En mettant sous sa protection l'abbaye d'Aurillac, le Roi observe un de ses droits que rappellent les *Instructiones abbreviatæ* de Dumoulin (80) : « *Item rex est garandiator Ecclesiarum quæ sunt de fundatione regali* ». Le Roi limite ainsi sa protection aux églises qu'il a fondées ou qui sont, comme celle d'Aurillac, assimilées à celles-ci. D'ailleurs une ordonnance du 8 mai 1372, article 1, stipule : « *Icelles Eglises demeureront et demeurent sous le Roy et ce pour tout... et seront exemptes et tous leurs membres et subgès de toute juridiction d'autre juge au seigneur temporel* » (81). L'officier royal doit maintenir l'abbaye en question, indemne de tous troubles et violences (82), la garder dans ses droits et possessions comme tout officier royal doit le faire pour le bien du roi, ainsi que les lettres de Saint Louis le lui ordonnent (83).

(79) Jean de France, troisième fils de Jean le Bon, est né au château de Vincennes en 1340. Ami et protecteur des lettres et des arts, c'est en son honneur qu'est illustré le fameux livre d'heures conservé à Chantilly et connu sous le nom des « *Très riches heures du Duc de Berry* ».

(80) DUMOULIN : *Opera*, éd. 1681, tome II, page 471, cit. par E. PERROT : *Les cas royaux*, page 122.

(81) *Ordonnances du Louvre*, tome V, p. 479. Ordonnance du 8 mai 1372.

(82) E. PERROT : *op. cit.*, p. 143 et Le Bret : *De la Souveraineté du Roi*, livre III, chap. 3, p. 519.

(83) *Ordonnances du Louvre*, tome VIII, p. 433. *Lettres de Saint Louis*, juillet 1231 : « *unde vobis mandamus... qua tenus ejus sicut nostras proprias custodiat* ».

Quant aux difficultés soulevées relativement aux biens du roi, les tribunaux royaux seuls sont compétents : les violences commises contre les établissements ecclésiastiques qu'il a fondés ou qu'il a agréés sous sa protection, le touchent aussi violemment que toute atteinte à son propre patrimoine (84). Ainsi s'explique la compétence non seulement à raison de l'infraction de sauvegarde, mais encore pour tous les procès civils ou criminels où est impliquée l'abbaye d'Aurillac (85).

Le droit de sauvegarde qu'a le roi de France sur l'abbaye d'Aurillac se trouve déjà, avec d'autres cas royaux, simultanément sanctionné par ses officiers, d'une part les délits commis sur les chemins, d'autre part la sauvegarde du bailli lui-même. Nous avons vu combien l'ordre public si troublé dans nos montagnes au ^{xiii}^e siècle a donné libre jeu à l'influence royale pour développer sa force sous l'influence d'Eustache de Beaumarchais si dévoué à la cause de ses maîtres et imposer partout une justice aussi sévère que bienfaisante comme l'exigeait la situation; nous n'y reviendrons pas (86).

(84) *Ordonnances du Louvre*, tome V, page 428. Ordonnance du 8 octobre 1371. Comme l'apanagiste d'Anjou, le Duc de Berry n'a aucun droit de juridiction sur les églises royales d'Auvergne ainsi que le montre un arrêt du Parlement du 14 août 1380 : Arch. Nat. X la 29, fol. 217. Aux prétentions du monastère qui refuse toute compétence aux officiers du duc par suite de la sauvegarde du Roi, le frère de Charles V répond que dans l'acte constitutif d'apanage, le Roi ne s'est réservé ses pouvoirs juridictionnels que vis-à-vis des églises, des cathédrales et autres de fondation royale. Du moment que Issoire, la Chaise Dieu ou Aurillac se sont placées sous la protection du roi, il est normal que toute cause intéressant notre abbaye quoique non fondée par lui, mais fictivement considérée comme royale, relève de sa compétence.

(85) Noël DIDIER : *La Garde des Eglises au ^{xiii}^e siècle*, page 301. L'intervention du roi « reposait sur ce principe qu'il lui appartenait de faire cesser les troubles et violences concernant la possession des biens situés dans le Royaume. Son intervention était spécialement motivée lorsque le bénéfice litigieux était en sa garde et que celle-ci se trouvait enfreinte. Examinée en elle-même, la compétence du roi dans le cas d'infraction de sa garde offre une particularité notoire : quelle que soit l'étendue de la juridiction concédée à un noble ou à une commune, la connaissance de ce délit demeure au roi ».

(86) Les baillis, principalement Eustache de Beaumarchais, se sont fait en Haute-Auvergne, les propagateurs de l'idée selon laquelle

L'extension de la puissance royale en raison de la sauvegarde devait se manifester à Aurillac à propos d'un des multiples procès entre l'abbé et les consuls. Les mœurs licencieuses des prêtres de l'Eglise Notre-Dame provoquent l'excommunication de la part de l'abbé Pier-

les agressions sur les vois publiques doivent être considérées comme des crimes particulièrement graves et portant atteinte à la majesté du roi. Boutillier reconnaît dans sa *Somme rurale*, (t. I, LXXXV, page 497, éd. Charondas Le Caron), un droit de justice au roi sur tous les grands chemins du royaume. De même Le Bret dans son ouvrage *De la souveraineté du Roy*, (livre II, chap. XIII, p. 291 et 293). E. Perrot (*Les cas royaux*, page 207) n'hésite pas à penser que la simple agression sur un chemin, accomplie même par un seul individu sans arme, soit devenue sinon un cas royal, du moins un cas de prévention. Prévention ou cas royal, toujours est-il que nos baillis font tous leurs efforts pour étendre dans nos montagnes l'influence de la justice royale. Nous ne voulons pas insister plus longuement sur le développement de ces cas royaux qui sont, en Haute-Auvergne avec celui si important de la sauvegarde, un facteur indéniable d'influence royale du point de vue politique que nous envisageons dans ces quelques pages. Qu'on nous permette de signaler cependant que le cas royal de sauvegarde intéressant l'officier du roi en fonctions ne tarde pas à recevoir son application dans un pays aussi tourmenté que le nôtre. Le roi sait protéger ses officiers. L'injure au bailli participe du développement de l'emprise de la royauté dans les juridictions. L'offense faite à un fonctionnaire déclarée cas royal sous Philippe III (en ce sens WAQUET : *op. cit.*, page 32, et E. PERROT : *op. cit.*, page 104) ne pouvait pas dans notre siècle ne pas être motif d'intervention du roi. C'est là l'objet d'une requête des consuls d'Aurillac du 26 mars 1326 (Arch. Comm. d'Aurillac : FF 5) contre les « nommés Borie et Valon qui nuitamment ont blessé le nommé Moine, Géraud de Cadole, damoiseau, et ses gens qui s'étaient répandus pendant la nuit dans la ville frappant plusieurs habitants paisibles et tranquilles et qui ont injurié gravement le Bailli, les consuls et gardes de la ville en criant : « *Que malaventuria lhi pouria al cors* ».

De tout temps la monarchie a considéré comme éminemment grave l'injure faite à la personne du roi. Sans reprendre l'histoire générale, citons une lettre de l'intendant d'Auvergne qui après s'être excusé du papier sur lequel il écrit, précise que des paroles déplacées à l'adresse du Roi de la part d'un gentilhomme d'Aurillac, ont nécessité son déplacement dans notre ville : « On vient de m'apporter une lettre d'Aurillac par laquelle on me marque qu'un gentilhomme nommé le sieur de Montamat accusé d'avoir mal parlé du Roi a été arrêté hier ; comme il est de mon devoir d'y aller en diligence tant pour l'y interroger que pour mettre ordre à la sûreté de sa personne, je pars prestement, cela ne me détournera que de quatre jours de ma marche pour achever les frais en suspens ».

Arch. Nat. : G 7 101. Lettre du 6 juin 1683. Corresp. de l'Intendant M. de Bercy.

Louis Jules de Malou, chevalier, seigneur de Bercy, conseiller du roi, maître des requêtes ordinaires de l'hôtel, commissaire départi, reste de 1682 à 1683 à la tête de la Généralité d'Auvergne.

re; les consuls ne cherchant qu'un motif supplémentaire pour saper le droit de justice de l'abbé, se basant sur la bulle de Nicolas II attribuant au souverain Pontife seul, le droit de prononcer une telle peine, appellent de cet abus de pouvoir au pape Innocent VI. Pierre de Saint Exupéry fait entre temps amende honorable et fait rétracter le 18 novembre 1362 l'excommunication qu'il a fulminée (87). Quatre jours après, intervient un acte de Jean le Bon adressé à l'abbé d'Aurillac dans lequel il rappelle que de tout temps, l'abbaye a été sous la protection des rois de France, acte qui devait être suivi quelques années plus tard de lettres de sauvegarde publiées au Bailliage des Montagnes et d'Aurillac et adressées par Charles V aux autorités de notre ville. Par ces lettres (88), abbés, consuls et habitants d'Aurillac « lesquels ressortissent à la Couronne de France », seront maintenus par le Roi de France « en leurs droiz, usages, franchises, libertés, possessions et saisines, contre toute inquiétude et nouvelletés indues ». En conséquence, l'Eglise abbatiale dont le Roi se réserve la garde, refuse de ressortir au duché et de reconnaître l'autorité du bailli ducal d'Auvergne et de Berry. Ces dispositions soulèvent de la part du duc quelques protestations qui, sans aboutir à une solution favorable pour lui, devaient s'envenimer le jour où à sa demande, Charles V lui permet de « percevoir un demi-franc par chaque feu de plat pays et un franc par chaque feu de ville close ». Les habitants, uniquement désireux du maintien de la protection royale qui les a si souvent garantis contre des exactions et des abus, refusent le paiement, chassent les encaisseurs ducaux et proclament qu'ils ne ressortissent pas au duché d'Auvergne et en se réclamant du Roi en appellent au Parlement. C'est sur ces entrefaites que Charles V, profitant de toute circonstance favorable à l'agrandissement de l'autorité royale, ordonne par lettres patentes

(87) DELZONS : *Annales d'Aurillac*.

(88) Arch. Comm. d'Aurillac : AA 13.

du 25 juillet 1366, l'évocation au Conseil des différends entre le duc de Berry et l'abbaye d'Aurillac. Cette mesure qui répond à un besoin pressant, suscite la nécessité d'établir des tribunaux de privilèges pour connaître des causes de ceux à l'égard desquels les officiers du duc ne peuvent exciper de leur compétence.

Or, le tribunal royal le plus rapproché d'Aurillac est le bailliage de Saint-Pierre-le-Moutier, qui a établi sur l'ordre du Roi Jean une lieutenance à Cusset d'où relèvent toutes les causes des Exempts de la juridiction du duc. C'est ainsi que des lettres établies par Charles V stipulent que plusieurs églises d'Auvergne ressortiront au bailliage de Saint-Pierre-le-Moutier, notamment Aurillac (89).

Bien que la distance entre la Haute-Auvergne et Cusset soit inférieure à celle qui sépare Aurillac du bailliage de Saint-Pierre, ne serait-il pas opportun d'établir dans nos montagnes un tribunal des Exempts de la Haute-Auvergne (90), notamment dans notre ville qui, soumise

(89) *Ordonnances du Louvre*, t. IV, p. 660-665. Lettres de Charles V données à Paris en juillet 1366 « ...*Notum itaque facimus universis tam presentibus quam futuris, quod Nos, audita fideli relatione de et super præmissis, per easdem gentes nostras nobis facta, attentis specialiter, ac visis et intellectis privilegiis et Cartis eisdem consulariis nostris exhibitis per dilectos nostros Abbatem et conventum Monasterii Aureliaci, Diocesis Sancti Flori, in Baillivia Montanarum Arvernie situati, qui, tam in capite quam in membris a tempore fundacionis ejusdem Monasterii, sunt et semper fuerunt in et sub predecessorum nostrorum Regum Francie, protectione et Gardia speciali, ac semper in omnibus casibus superioritatis et ressorti, coram nostriis iudicibus Regiis et non alibi, immediatum habuerunt ressortum, prout tam per Litteras dicti Genitoris nostri, quam per alias Litteras et privilegia antiqua predecessorum nostrorum Regum Francie, eisdem religiosis concessa poterat et potest latius apparere hiisque consideratis...* ».

(90) Bibl. Nat. — Ms Fr. 16756. D'ORMESSON : *Mémoire*, de 1698 : « La connaissance (des procès intéressant les églises de fondation royale) fut d'abord attribuée au bailli royal de Saint Pierre le Moutier en Bourbonnais, mais comme l'éloignement en était trop grand, le roi établit dans la suite deux baillis royaux depuis appelés bailliages des Exempts : un pour la Basse-Auvergne à Cusset transféré depuis à Montferrand et l'autre pour la Haute-Auvergne à Aurillac ».

Un édit de novembre 1466 transfère à Montferrand — que Charles VI s'était réservé pour la Couronne avec Usson et Carlat à la mort du duc de Berry — le siège de Cusset. Ceci est confirmé par Lettres patentes du 21 novembre 1467.

depuis bientôt cinq siècles à la protection royale, connaît par son commerce et ses transactions une activité intense. Le Roi comprenant cette nécessité et agréant leurs demandes, adresse à l'évêque de Saint-Flour, à l'abbé d'Aurillac et à plusieurs localités de la Haute-Auvergne, des Lettres patentes qui attribuent les procès ne relevant pas de la compétence du duc au Bailliage d'Aurillac (91). Sollicité par ces autorités à consentir à l'attribution de leurs procès au Bailli d'Aurillac en appel desquels le bailliage de Saint-Pierre-le-Moutier serait déclaré compétent pour en connaître — puisque le bailliage d'Auvergne séant à Riom a cessé d'être royal — le Roi, dans ses lettres du 18 septembre 1366 accorde son consentement (92).

Le Roi acquiesce aux principes encore en vigueur de nos jours selon lesquels le pouvoir central doit s'efforcer de mettre la justice le plus près possible des justiciables. Charles V, comme Philippe III — avec non moins d'opportunité mais plus de succès — croit le moment venu d'accroître son autorité sur une ville et un monastère à propos desquels la royauté n'a aucun droit, si ce n'est le maintien de la sauvegarde; ainsi Aurillac devient ville de bailliage.

Le Roi satisfait ainsi aux prescriptions de l'ordonnance de Philippe le Bel du 23 mars 1302, qui veut que le siège du bailliage soit une ville ou au moins une agglomération importante (93).

(91) *Ordonnances du Louvre*, t. IV, p. 685 : *Lettres du 18 septembre 1366 portant que les églises de la Haute-Auvergne... ressortiront au Bailliage d'Aurillac, ensuite par appel devant le bailli de Saint-Pierre-le-Moutier et en dernier ressort au Parlement : « Coram Baillivo nostro Montanarum Alverniæ qui tunc erat, apud regalem sedem villæ Aurellyaci, ad baillivum nostrum Alverniæ sine medio... »*

(92) *Id.* : « ...Et propter hoc, nobis supplicarunt ut iis attentis, de alio loco et de sede eis propinquiore in casu ressorti, quam dicta sedes de Sancti Petri Monasterio ; scilicet in villa Aurellyaco... Igitur præmissis consideratis, eorum supplicationi tanquam rationi consonæ, favorabiliter annuentes, sedem nostram regalem ressorti, ubi certum baillivum ex parte nostra, prout hactenus consuevimus, constitutum, facimus et creamus per præsentis, de certa scientia et gratia speciali... ».

(93) *Ordonnances du Louvre*, t. I, p. 362, art. 26. Ordonnance pour

Deux cents ans après la mort du premier seigneur d'Aurillac des faubourgs s'étendent tout autour des croix limitant la première cité de Saint Géraud (94) au point de former trois quartiers élisant chacun deux consuls et huit conseillers par an. Au nord s'étend le quartier des Ponts, au sud-ouest le quartier d'Aurinques et le troisième bordant la rivière en aval, prend le nom de quartier d'Olmet, à cause d'un ormeau (*ulmus*) dressé le long de la Jordanne (95). Les habitants de ces circonscriptions consulaires sont au début répartis en corporations : corporations de Saint Eloi, Saint Simon, Saint Crépin, Saint Géraud et autres qui élisent chacune deux bailes qui, à leur tour éliront dix-huit conseillers, c'est-à-dire le collège électoral consulaire. Ces trois quartiers dépendant de l'église Sainte Marie et qui forment une seconde cité sous les murs mêmes de l'abbaye se trouveront bientôt entourés de six portes : la porte Saint Etienne, la porte d'Aurinques, la porte des Frères, la porte des Fargues, la porte du Buys et la porte Saint Marcel (96). Ces portes

le bien, l'utilité et la réforme du Royaume donnée à Paris par Philippe IV le Bel le Lundy après la Mi-Caresme le 25 mars 1302 : « Præcipimus quod Senescalli et Ballivi nostri teneant assisias suas in... terris, ...villis aut locis Prelatorum, Baronum, Vassalorum nostrorum... nec teneant eas in locis in quibus non est villa nec habitatio gentium populosa ».

(94) CHAIX DE LAVARÈNE : *Monumenta pontificia Arvernæ*. Bulle d'Urbain II à l'abbé Pierre de Cisières (1096), page 97 : « *Ecclesiæ omnes, cimeteria, monachi, clerici et laici universi infra cruces habitantes quæ salvitatis causa in utrisque partibus villæ Aureliaci positæ sunt* ».

(95) Arch. Comm. d'Aurillac : BB 8.

(96) Le nom d'Aurinques peut s'expliquer étymologiquement par la quantité de personnes riches qui habitaient ce quartier (*Aurum cuique*). La porte des Fargues aurait été ainsi appelée en raison du nombre de poutres, de planches et de madriers qui défendaient son pont-levis. Le terme « fargues » est encore conservé dans la marine. De l'intérieur de la ville, la porte des Frères conduit aux deux couvents voisins des Frères Cordeliers et Carmes (d'où son nom), situés hors les murs. La porte Saint-Etienne et la porte du Buys correspondent toutes les deux l'une au château-fort, l'autre au couvent qui portaient ces noms. Une petite chapelle dédiée à Saint Marcel explique l'appellation de la porte voisine. — Pour plus de détails, cf. H. DURAF : *Notice sur une pierre trouvée au château de Mazic, commune de Saint Simon* et MIRANDE : *Notice historique sur la ville d'Aurillac*, dans les *Ta-blettes Historiques*, tomes I et II.

sont surmontées de tour rondes servant d'observatoires et de défenses : la tour de Malras sur l'emplacement du Palais de Justice actuel, la tour de Seyrac, protégeant la porte d'Aurinquès défendue aussi comme la porte des Frères, par la tour de Veyre. Cet ensemble n'a plus rien de comparable à la bourgade qui s'abritait autrefois derrière le château seigneurial de Saint Etienne. Le monastère « *Monasterium quod est in pago Alvernico situm, cognomine Aureliacus* » (97), a été la richesse de la terre d'alentour sur laquelle les populations n'ont cessé de se développer. C'est maintenant une ville « dont les dehors sont agréables » (98), qui s'est bâtie contre ses murs et dont le rayonnement ne tardera pas, sous l'influence du monastère et des abbés (tels Gerbert et plusieurs autres, nous l'avons déjà remarqué) à dépasser le cercle de nos montagnes.

Entre Le Puy, Rocamadour et Conques, la ville d'Aurillac se prête aussi au passage des pèlerins qui, les uns du Puy, les autres de Vezelay ou de Cluny saluent au passage notre monastère. A Aurillac se renforcent ces pieuses caravanes qui partent par delà les Pyrénées jusqu'à la cure de Saint Jacques de Compostelle mouvante de l'abbaye de Saint Géraud : les armes de la ville en sont une attestation notoire : « de gueules à 3 *coquilles* d'argent posées 2 et 1, au chef d'azur et à trois fleurs de lys d'or » (99). Dès le XII^e siècle, l'abbaye possède sur le Mont Escobar, dans le diocèse de Compostelle, une église, un prieuré, un hospice de pèlerins, dédiés à la Sainte

(97) MABILLON : *Acta Sanctorum ordinis S. Benedicti, Sæculum quintum* : *De Sancto Gera'do Comite Aureliacensi*, p. 8. Lettres de Sauvegarde de 899.

(98) Bibl. Nat. — Ms Fr., 16756. D'ORMESSON : *Mémoire*, de 1698.

(99) Les consuls fournirent en 1429 un contingent de 200 hommes armés et équipés qui, sous la conduite de Jeanne d'Arc, participèrent à la défense d'Orléans ; le Roi très touché alla remercier en personne la ville d'Aurillac le 25 août 1434 : il y resta trois jours ; il logea au château de Saint-Etienne, assista à la représentation d'un mystère dans la cour de l'Abbaye et autorisa la ville d'Aurillac à porter en chef de son écu « les trois fleurs de lys d'or ».

Vierge. La confrérie de Saint Jacques d'Aurillac, qui avait ses chapelles dans l'Eglise abbatiale et dans l'église Notre-Dame, et dont les bailes procédaient annuellement à l'élection des consuls, n'avait-elle pas été fondée par ces pieux pèlerins pétris de foi chrétienne, qui d'Aurillac partaient au chant de la complainte du voyage en Galice jusqu'au tombeau de l'apôtre des Celtibères. Transformées par la suite en rapports amis, les relations commerciales nées du pèlerinage de Compostelle entre Aurillac et les villes d'Espagne ne se sont jamais démenties (100). Les pèlerins de Saint Jacques et du Puy, en livrant par leur itinéraire la Haute-Auvergne aux influences du Nord et du Midi, contribuent à faire d'Aurillac — le prestige du monastère aidant — une ville de passage commandant par sa situation géographique plusieurs vallées empruntées par les caravanes de pèlerins et un lieu important de transactions qui prédispose Aurillac à devenir tout aussi bien un entrepôt local qu'un centre de commerce important ouvert sur le Midi et par delà les Pyrénées sur l'Espagne.

Comment le roi de France, qui est intervenu si souvent jusqu'ici, manquerait-il de satisfaire à la demande de l'abbaye d'établir pour ceux qui, en Haute-Auvergne, se réclament de lui, un siège à leur portée ? Le fait est posé : le « Bailliage des Montagnes d'Auvergne et d'Aurillac » est solidement établi; la Révolution seule pourra y mettre fin.

§ 2. — LE BAILLIAGE D'AURILLAC DANS LE RESSORT DU PARLEMENT DE PARIS.

Par l'établissement à Aurillac du siège royal des Montagnes, Charles V permet l'appel des sentences au bailli de Saint-Pierre-le-Moutier et de celui-ci au Parlement

(100) N'est-ce pas au pieux voyage de Saint Jacques qu'il faut faire remonter les transactions et le commerce de la toile qui s'opère entre Saint-Bonnet-de-Condât et les villes de l'Espagne ?

de Paris. En effet, l'érection de la terre d'Auvergne en apanage au profit du duc de Berry dédommagé ainsi de la perte du comté de Poitou cédé à Eouard III, ne permet plus les appels au bailli d'Auvergne qui cesse d'être royal. C'est là l'objet des Lettres patentes de Charles V du 18 septembre 1366 que nous avons déjà relatées (101).

Les justiciables du roi, qui, à raison de la distance et de la difficulté des communications, ont obtenu de lui quelques mois auparavant de ne pas porter leurs doléances devant le lieutenant du bailli de Saint Pierre, établi à Cusset, mais au siège même d'Aurillac (102), trouveront petit à petit le moyen de s'affranchir de cet intermédiaire, — *le mémoire sur le projet d'arrondissement des juridictions d'Auvergne* fait remarquer qu'Aurillac a secoué le joug de la dépendance (103) — et *omisso medio* appelleront au Parlement de Paris. Par Lettres patentes données le 1^{er} juillet 1455 au Bois Sire Amé, Charles VII ordonne que les habitants des montagnes d'Auvergne et d'Aurillac ressortiront au Parlement de Paris ». « ... Décernons et déclarons, est-il décrété, par ces présentes, que nos subgietz habitans audit Bailliage des Montagnes d'Auvergne et en la ville d'Orilhac qui en est le principal siège.... et le principal lieu dudit Bailliage sont et seront doresenavent et à tousjours de la limitation et ressort souverain en nostre diete Court de Parlement, à Paris... » (104). D'ailleurs, tendait à s'instaurer en Haute-Auvergne, l'usage contre lequel s'élève l'ordonnance royale et selon lequel l'appel se portait très sou-

(101) *Ordonnances du Louvre*, t. IV, p. 685 : *Lettres du 18 septembre 1366 portant que les églises de la Haute-Auvergne... ressortiront au Bailliage d'Aurillac, ensuite par appel devant le bailli de Saint-Pierre-le-Moutier et en dernier ressort au Parlement.*

(102) Cf. *supra*, p. 113.

(103) Bibl. Nat. — Ms Joly de Fleury 215, fol. 209 v^o : *Mémoire sur le projet d'arrondissement des juridictions d'Auvergne* : « ...Les rois établirent (en Auvergne) deux bailliages pour connaître des causes réservées à leurs officiers... ils ressortissaient à celui de Saint-Pierre-le-Moutier, mais peu à peu ils secouèrent le joug de la dépendance... ».

(104) *Ordonnances du Louvre*, tome XIV, p. 364. *Ordonnance de Charles VII donnée au Bois Sire Amé le 18 juillet 1455.*

vent devant le Parlement de Toulouse, Charles VII rétablit au profit du Parlement de Paris l'appel des sentences du « Bailliage des Montagnes situé au pays de Languedoïl et non en nostre pays de Languedoc où siet notre dit Parlement de Tholouse » (105). Ce texte, qui nous donne une idée de l'immense étendue du ressort du Parlement de Paris, après avoir stipulé nettement que les Aurillacois dépendront du tribunal suprême du royaume, poursuit : « ... sans que plus ilz soient ne doivent estre traiz en nostre dit Parlement de Tholouse ores ne pour le temps à venir en aucune manière... »

Cela n'empêche cependant pas que postérieurement à l'ordonnance du Bois Sire Amé, nous trouvons un mandement du Roi Louis XI (106) ordonnant d'ajourner en Parlement de Toulouse le Bailli des Montagnes à la requête du syndic de la ville d'Aurillac et des gens commis par le roi pour « régir et gouverner le Consulat de la dite ville ». Mais ce n'est là qu'une exception qui ne peut battre en brèche la règle selon laquelle le Parlement de Paris reste le second degré de juridiction pour les habitants du Bailliage des Montagnes, ainsi que le veut l'ordonnance du Bois Sire Amé qui sera publiée en la cour du Bailliage des Montagnes le 10 juillet 1457 (107).

§ 3. — LES DÉMÊLÉS D'AURILLAC AVEC LE DUC DE BERRY.

Il semblerait que cette consécration de l'opportunisme royal au moyen âge dans notre ville d'Aurillac dût couper court à toute tentative d'empiètement de quelque puissance voisine. Il n'en est rien.

Le duc de Berry ne voit pas d'un œil favorable les baillis de son frère sur la terre d'apanage (107 bis). Il ob-

(105) *Ordonnances du Louvre*, tome XIV, p. 364. *Ordonnance de Charles VII donnée au Bois Sire Amé le 18 juillet 1455.*

(106) Arch. Comm. d'Aurillac, 20 avril 1469 : FF 41.

(107) Arch. Comm. d'Aurillac, 10 juillet 1457 : AA 8.

(107 bis) Cf. RAYNAL : *Histoire du Berry*, tome II, p. 404.

tient même de Charles V quelques mois seulement après l'érection du Bailliage des Montagnes à Aurillac comme siège des Exempts de la Haute-Auvergne, la destitution du Bailli royal de notre cité et à ce que « le baillif de Velay qui est au Puy, gouverne par main souveraine la ville et la terre d'Orilhac jusqu'à tant que autrement en soit ordonné » (108). Nos habitants ne durent pas attendre longtemps à retourner à l'état de choses qu'ils avaient eu tant de mal à obtenir, car peu après nous voyons le duc essayer à prix d'argent d'avoir entière satisfaction. Le duc de Berry qui a convenu avec l'abbé d'Aurillac de l'achat de la justice de ce dernier contre la remise de 5.000 livres d'or, voit s'élever une protestation générale dont le résultat sera, grâce aux consuls, le maintien des privilèges existants (109). Les Aurillacois ont une âme trop procédurière et sont trop jaloux et trop fiers de leur héritage de franchises pour balancer longtemps entre les avances du duc de Berry et la conservation de leurs anciens privilèges. Les moines eux-mêmes ne partagent pas l'avis de Clément VII de faire participer le duc de Berry à la justice abbatiale, ce qui n'empêche pas l'abbé Pierre de Saint Exupéry de signer avec le duc le traité

(108) Arch. Nat., J 185 A, n° 12, fév. 1366 (a. s.) : « Charles par la grâce de Dieu, Roy de France, savoir faisons... que oye la requeste de notre cher et très amé frère Jehan Duc de Berry et d'Auvergne... qui pour accomplir la paix du dit royaume... bailla la conté de Poitiers... et la conté de Mascon, lesquelles contées estoient de grans proffiz et revenues ; en récompensacion desquelles notre dit seigneur et père ly bailla depuis les duchiez de Berry et d'Auvergne, lesquelles sont de telle et si petite valeur que notre dit frère n'en pourrait tenir son estat... désirant à nostre dit frère et à son bon estat pourvoir comme de raison est oultre les dites duchés de Berry et d'Auvergne... donnons octroyons et transportons... six mille livrées de terre... et pour ce que esdites duchiez de Berry et d'Auvergne avons accordé et accordons à notre dit frère que le baillif d'Orilhac sera osté et par ces lettres le ostons et voulons que dès maintenant le baillif de Velay, qui est au Puy, gouverne par main souveraine la ville et terre d'Orilhac jusques à temps que autrement soit ordonné... Et pour que ce soit ferme chose et estable à toujours, nous avons fait sceller ces lettres de nostre grand scel... ce fut fait et donné en nostre chastel du Louvre les Paris, l'an de grâce mil trois cent soixante six et de nostre règne le tiers, au moys de Février... ».

(109) DE RIBIER : *Dict. statist. du Cantal*, tome II, p. 516.

de Villeneuve près Avignon, le 16 février 1385. Clément VII averti des convoitises ducales prend la défense du monastère dans sa bulle de 1388 (110). Le duc, par ses tentatives corruptrices, aurait pu — si elles avaient été efficaces — s'établir à Aurillac; il entame avec les consuls et l'abbé une longue suite de procès où l'on voit la royauté prendre la défense de ceux qui se réclament d'elle. L'assignation en Parlement (111) donnée par Charles V à son frère le duc de Berry et aux consuls d'Aurillac, en lutte les uns contre les autres, est suivie moins d'un an et demi après d'une décision générale des abbés, religieux, consuls et habitants de notre ville (112). Ceux-ci désirant terminer les procès pendants entre eux et le duc de Berry au sujet de la juridiction qu'il veut s'attribuer et dont ils se déclarent exempts en vertu des anciens privilèges accordés, offrent au Roi de s'en rapporter à la médiation et « jugements des avocats dudit Seigneur Duc conjointement avec leurs propres avocats et défenseurs ». Ils demandent également au duc de Berry de faire cesser les troubles et dommages exercés contre eux en son nom : cette décision paraît trouver écho chez ce dernier qui semble regretter les abus excessifs de ses agents, puisque le 14 juillet 1374 — quatre mois plus tard — le duc de Berry fait défense d'inquiéter les habitants d'Aurillac dans leurs personnes et dans leurs biens « jusques au jour de la fête Saint Martin d'Yver prochain venant » (113).

Le Roi ne reste pas insensible et dans ses lettres du 8 août 1382 qu'il adresse aux habitants d'Aurillac, il leur défend « d'obéir aucunement aux gens du Duc » (114), vu dit-il « les griefs, oppressions et dommages que vous ont faits et font de jour en jour les gens de nostre frère de

(110) DE RIBIER : *Dict. statist. du Cantal*, tome II, page 518.

(111) Arch. Comm. d'Aurillac, 21 déc. 1372 : FF 45.

(112) Arch. Comm. d'Aurillac, 10 fév. 1374 : AA 15.

(113) Arch. Comm. d'Aurillac, 15 juin 1374 : AA 15.

(114) Arch. Comm. d'Aurillac, 8 août 1382 : AA 15.

Berry dont il nous déplait ». Ces lettres ne sont que la répétition de celles envoyées par lui au bailli de Saint-Pierre-le-Moutier un an plus tôt, presque jour pour jour, le 17 août 1381 où il déclare à nouveau que le Bailliage des Montagnes, le monastère et la ville d'Aurillac doivent être exemptés de la juridiction de son frère (115). Ces prescriptions royales sont réitérées dans une instruction datée du ^{xv}^e siècle à l'adresse du duc de Berry où il est à nouveau démontré que lors de la création du duché d'Auvergne, les églises cathédrales et de fondation royale, furent réservées et que la souveraineté en demeura au roi (116).

Les lettres royaux et supplications de l'abbé et des consuls ne produisent pas l'effet qu'on en attendait, car même à la fin du ^{xv}^e siècle, nous voyons de la part de Jean Brunicard, syndic de la ville d'Aurillac, s'élever des protestations à l'occasion de la levée de certaines tailles sur la terre de Saint Géraud et sur la ville d'Aurillac, « quoique ces terres fussent sujettes du Roi et exemptes du Duché d'Auvergne » ; les consuls en voulant intervenir, s'étaient vus incarcérés au château de Saint Etienne par Jean Thioust, lieutenant des élus et commissaire pour le duc de Bourbonnais et d'Auvergne (117). D'ailleurs un arrêt de la Cour des Aides consécutif à ces différends, défend au duc de Bourbonnais de ne rien « attempter contre les habitants de la Haute-Auvergne » durant le procès pendant entre eux et lui (118). Les consuls faisant, en face du péril, cause commune avec l'abbaye dans la campagne engagée pour la sauvegarde des privilèges et des franchises, suscitent en la cour du Bailliage des Montagnes, une instruction par laquelle les jurés de Polminhac devront se joindre aux habitants d'Aurillac dans les procès avec le duc (119). Ce n'est pas

(115) Arch. Comm. d'Aurillac, 17 août 1381 : AA 15.

(116) Arch. Comm. d'Aurillac, ^{xv}^e siècle : AA 16.

(117) Arch. Comm. d'Aurillac, 21 juin 1484 : AA 16.

(118) Arch. Comm. d'Aurillac, 21 juin 1484 : AA 16.

(119) Arch. Comm. d'Aurillac, 18 fév. 1489 : AA 16.

là motif d'apaisement dans les relations ducales avec le consulat dont les luttes ne prendront fin qu'au xvi^e siècle en 1531, quand l'Auvergne repassera définitivement à la Couronne.

L'acharnement du duc de Berry en face des défenses de son frère aîné sur le territoire d'Aurillac ne peut s'expliquer que par une cause générale : l'occupation de la France, son démembrement, les ruines accumulées par une guerre malheureuse, la dette non éteinte malgré la paix si chèrement achetée, l'effondrement d'un pays exsangue que finissent d'abattre des troubles intérieurs. Tout cela sert le jeu de convoitises et prête à tractations ou spoliations. « Le règne des scrupules » dont on a pu qualifier le passage d'un Alphonse de Poitiers en Auvergne ou d'un Saint Louis sur le trône de France, fait place à la domination de la force et de la ruse. Comme il est curieux de constater qu'Aurillac ne rayonne qu'autant que le roi de France y a d'autorité ! Rappelons-nous les difficultés qu'eurent les premiers abbés d'Aurillac dans la débâcle carolingienne et dans les premières années de la dynastie moderne, pour faire respecter en l'absence de l'intervention royale des lettres que plus tard Philippe le Bel, Charles VIII et François I^{er} confirmeront. Observons qu'au moment où débute le règne du frère et chétif Charles V, que les Etats veulent soumettre à leurs prétentions, la sauvegarde royale à Aurillac est mise en péril comme aux plus beaux jours de la féodalité. Que ce soit sous les successeurs de Charlemagne, sous le gouvernement du dauphin Charles ou aux jours funestes que connaît notre pays sous le « petit Roi de Bourges », la ville d'Aurillac, le monastère, les privilèges seront toujours menacés quand la monarchie risquera de sombrer.

Si nous voulions employer une formule qui fait image, nous dirions : la richesse et l'activité d'Aurillac sont en raison proportionnelle du prestige royal dans la mesure où celui-ci sait s'y faire respecter.

DEUXIÈME PARTIE

LE PRÉSIDIAL D'AURILLAC

CHAPITRE PREMIER

LA MAINMISE ROYALE

SECTION I

L'Erection du Présidial et son Ressort.

Dans la première partie de cet ouvrage, nous avons vu le Bailli royal, centre de la justice dans les montagnes d'Auvergne, substituer petit à petit son action à l'influence des autorités locales, notamment par la voie de l'appel et l'accroissement de sa juridiction. Du point de vue général, l'abus de l'appel, son caractère suspensif l'incommodité des routes ou l'éloignement des tribunaux du second degré rendant tout déplacement ruineux ou impossible, l'encombrement du Parlement, sont les principales causes de l'établissement des présidiaux. Or, en consultant les Archives Nationales, on s'aperçoit du grand nombre d'affaires du Bailliage des Montagnes pendantes au Parlement de Paris, affaires qui, par leur modicité ou leur peu d'importance, auraient pu facilement être ju-

gées en dernier ressort par le Bailliage d'Aurillac (1). La majeure partie des causes sont relatives aux démêlés entre le consulat d'Aurillac et l'abbaye. Aussi, sans revenir sur un sujet dont nous nous sommes longuement entretenu, il semble qu'à l'égard de si multiples dissensions aux motifs le plus souvent futiles, la royauté ait compris la nécessité de désencombrer le tribunal suprême du royaume. Le but immédiat a été atteint : ériger les principaux sièges du domaine de la Couronne en tribunaux de dernier ressort pouvant juger souverainement les procès de modique importance et ne revêtant qu'un caractère local (2). Cette réforme aboutit à deux heureux résultats : en supprimant un degré de juridiction pour les causes peu importantes, elle met la justice plus à la por-

(1) Arch. Nat. : X 1a 8844, fol. 30, mercredi après la Chandeleur 1320 (n. s.).

X 1a 8845, fol. 48, 1^{er} mars 1329 — fol. 112, 9 mars 1330 — fol. 181 v^o, 10 avril 1331 — fol. 253 v^o, 17 mars 1332 — fol. 318 r^o, 22 mars 1333 — fol. 387 r^o, 9 mars 1334.

X 1a 8846, fol. 61, 3 mars 1334.

X 1a 8847, fol. 55, 3 juillet 1338 — fol. 237, 4 juin 1351 — fol. 337 v^o, 2 juillet 1352.

X 1a 8848, fol. 70, 20 avril 1334 — fol. 303 v^o, 26 avril 1346 — fol. 307, 18 juin 1346.

Outre ces affaires pendantes et relatives à Aurillac, où sont mêlés tantôt le consulat, tantôt l'abbaye, citons aussi, à titre indicatif d'autres affaires de moindre intérêt et qui, cependant, encombrant les rôles du Parlement de Paris.

X 1a 8845, fol. 48, 1^{er} mars 1329 — fol. 113, 9 mars 1330 — fol. 180, 2 mars 1331 — fol. 182 v^o, 18 mai 1331.

X 1a 8847, fol. 55, 26 juin 1338 — fol. 57, 21 juin 1358 — fol. 237, 5 juin 1531 — fol. 337 v^o, 2 juillet 1352.

X 1a 8848, fol. 175 v^o, 19 mars 1345.

(2) Tous les espoirs qui pouvaient légitimement naître de la nouvelle institution ne seront pas comblés, du moins dans notre province. Les intendants d'Auvergne demandent pour les présidiaux qui sont sous leur surveillance une extension de compétence d'attribution relativement à certaines matières qu'ils pourraient légitimement juger. M. de Bérulle, intendant d'Auvergne, écrit dans une lettre du 10 décembre 1686 (Arch. Nat. G 7 102. Correspondance de M. de Bérulle) : « Je vois aussi tous les jours des exécutoires de sommes considérables pour la conduite des prisonniers sur l'appel par eux interjeté d'une condamnation ou de fouet ou de quelque légère peine afflictive, ce qui consomme la plus grande partie des fonds du domaine. Je crois qu'on pourroit épargner cette dépense au roy en permettant aux présidiaux de juger présidialement toutes les affaires dans lesquelles il n'y aura ni condamnation à mort ni de galère ».

L'intendant Pierre de Bérulle, chevalier, seigneur et vicomte de

tée des plaideurs. C'est ainsi que selon l'édit de janvier 1551, le Bailliage d'Aurillac prend le titre de siège Présidial et devient dans la limite des deux chefs, le tribunal souverain pour les deux bailliages de Vic et de Saint-Flour (3) qui forment son ressort (4). L'intendant d'Ormesson nous dit dans son *Mémoire* pour l'année 1698 : « Les bailliages royaux de Vic en Carladès et Saint-Flour ressortissent nuement au Parlement de Paris à l'exception des cas présidiaux pour lesquels ils relèvent du Présidial d'Aurillac » (5).

Le Carladès, compris entre la rivière de Brezons, la Truyère, le Lot et la Cère, qui s'étend depuis le Plomb du Cantal jusqu'au delà de Maurs, comprend cinq prévôtés : Boisset, Mur de Barrez, Calvinet, Murat et Vic. « Carlat est le chef-lieu d'une ancienne et grande seigneurie de Haute-Auvergne qui a donné son nom au Carladès... Vic en est la capitale, c'est la résidence d'un bailli royal » (6). Le bailliage se compose d'un lieutenant général, un lieutenant particulier, un assesseur, un procureur du roi et un conseiller du roi qui est en même temps avocat du roi (7).

Le bailliage royal de Saint-Flour n'est qu'une émanation de celui d'Aurillac : nous nous expliquerons sur ce siège dans une section suivante où nous essaierons de montrer les tentatives d'expansion et la reconnaissance officielle du Présidial d'Aurillac comme centre d'attraction de l'autorité royale en Haute-Auvergne.

Guyencourt, conseiller du roi, demeure à Riom le double de temps de son prédécesseur M. de la Berchère, c'est-à-dire de 1685 à 1686.

(3) Comme celui d'Aurillac, le bailliage de Vic et le bailliage de Saint-Flour sont soumis au droit écrit : BOURDOT DE RICHEBOURG : *Nouveau Coutumier Général*, t. IV, p. 209.

(4) Bibl. Nat. — Ms Fr. 16756. D'ORMESSON : *Mémoire* de 1698 : « Le Présidial d'Aurillac fut érigé dans le même temps de l'établissement des présidiaux et uny au bailliage royal qui y estoit estably ».

(5) *Idem*.

(6) CHABROL : *Coutumes d'Auvergne*, tome I, page C.

(7) *Mémoire* de Rossignol. Cf. EVERAT : *op. cit.*, p. 19. Une des plus longues intendances d'Auvergne après celle de Chazerat est probablement celle de Bonaventure Robert Rossignol, chevalier seigneur de Balagny, qui succède pour treize ans, de 1735 à 1748, à M. de Trudaine.

D'après un *Mémoire* de Rossignol, intendant d'Auvergne, daté de 1743 (8), notre siège se composerait de cent vingt-deux paroisses. Nous avons trouvé une lettre du lieutenant général d'Aurillac datée du 26 avril 1789, adressée au garde des sceaux qui lui demandait le nombre des feux de la ville et des paroisses du ressort (9). « Quant à la ville d'Aurillac, répond le lieutenant général Lacarrière, on s'accorde à penser qu'il y a environ 5.700 feux ». Suit « l'état des villes, paroisses et communautés dépendantes » de notre siège. En marge se trouve l'apostille suivante : « Bailliage d'Aurillac : ville et paroisses 95. Nombre des feux : 16.977 ». Or si nous comparons ce manuscrit avec un « état des paroisses situées dans le ressort du Présidial d'Aurillac et dépendant de la généralité de Riom » (10), nous trouvons un total de cent douze paroisses. De plus, des localités comme Saint-Christophe, Feyliers de Cornet, Verrières qui figurent sur l'état de 1789 ne sont pas au nombre de celles qui composent les cent douze paroisses de l'autre manuscrit. Par contre Saint-Saturnin, Dauzat, Seriès, Rozières, Teissières de Comès, Sainte-Eulalie qui figurent sur ce document ne paraissent pas sur l'état de 1789. En outre il faut rechercher Sanzac, Veinazès, Saint-Simon, Balinargues et Mandailles non pas dans le ressort d'Aurillac comme le prétend le document de 1789, mais dans celui de Vic qui figure à la suite de l'autre état que nous discutons. Ajoutons à cela que des localités comme : Boisset, Raulhac, Ronesques, Roussy dépendant à la fois d'Aurillac et de Vic, figurent dans ces deux ressorts sur l'état de la série des Archives Nationales D IV bis 46. alors qu'elles ne composent pas les paroisses du document de 1789.

(8) *Mémoire et avis de M. Rossignol, intendant, sur l'arrondissement général des sièges royaux de la province d'Auvergne, 1742*, cité par EVERAT : *op. cit.*, p. 18.

(9) Arch. Nat. : Ba 41. *Lettre du lieutenant général d'Aurillac Lacarrière du 26 avril 1789*.

(10) Arch. Nat. : D IV bis 46. *Etat des paroisses situées dans le ressort du Présidial d'Aurillac et dépendant de la généralité de Riom*.

Comment expliquer cette omission étant donné que d'autres paroisses qui relèvent des deux sièges, telles entre autres : Giou de Mamou, Junhac, Labesserette, La Capelle del Fraysse, Marcolès, Prunet, Saint-Cernin, Saint-Mamet, Saint-Paul des Landes paraissent sur les deux états envisagés ? Pourquoi d'une part cette omission et d'autre part ce double emploi ? Puisque nous sommes au chapitre des omissions, comment expliquer que la ville de Thiézac, située à une lieue de Vic, ne se trouve mentionnée ni sur l'acte de 1789, ni sur l'autre document : soit dans la partie réservée au bailliage de Vic, soit dans celle réservée au bailliage d'Aurillac. On la trouverait en vain — et cela se comprend en raison de l'éloignement du siège — dans la partie que réserve cet état à la liste des paroisses du bailliage de Saint-Flour. De même des localités dépendant à la fois d'Aurillac et de Riom comme : Senezergues, Champagnac, Menet, Saint-Cirgues de Malbert, ou d'Aurillac et de Clermont telles : Moussages et Saint Bonnet, ou d'Aurillac, de Clermont et de Riom comme : Riom ès-Montagnes, ne sont pas comptées au nombre des quatre vingt-quinze de l'état de 1789, mais figurent dans l'autre.

Dans un terrain aussi mouvant, si peu sûr, il semble bien osé de poser un chiffre *ne varietur* comme semble le faire Rossignol qui avance : « quatre-vingt-six paroisses pour Vic et... trente-trois pour Saint-Flour » (11). Ces chiffres sont sensiblement différents de ceux qui figurent sur l'état de la série des Archives Nationales D IV bis 46 qui accuse pour Saint-Flour vingt-quatre paroisses dont Chaudesaigues, Brezons, Cezens, Oradour, Paulhac, Faverolles et pour le bailliage de Vic en Carladès quarante-sept paroisses dont La Capelle-Barrez, Malbo, Paulhenc, Jou-sous-Monjou, Mandailles, Saint-Clément, Vézac, Yolet.

La Haute-Auvergne ne semble-t-elle pas illustrer cette

(11) *Mémoire* de Rossignol. Cf. : EVERAT : *op. cit.*, page 18.

phrase du prologue des *Coutumes de Beauvaisis* où Beaumanoir atteste qu' « on ne pourrait pas trouver el Royaume de France deux chastellenies ni de toz usassent d'une mesme coustume ». Ce mélange de juridiction dans notre ressort constaté par Brette (12) se trouve déploré par les divers intendants d'Auvergne. Dans sa *Correspondance des Contrôleurs Généraux*, Boislisle (13) nous apprend qu'avant de quitter l'intendance d'Auvergne, M. de la Berchère envoyait le 29 novembre 1684 à Paris, un mémoire dans lequel il insistait particulièrement sur l'administration de la justice : travail qui avait été préparé par l'abbé Le Peletier au temps des Grands Jours.

Moins de quinze ans plus tard, c'est l'intendant d'Ormesson qui, dans son *Mémoire* de 1698 (14), s'exprime ainsi : « Le ressort des Sénéchaussées et Bailliages d'Auvergne sont extrêmement mêlés; on projette plusieurs fois de les réformer en faisant des échanges, mais la guerre et différentes propositions faites au Conseil pour la création d'un présidial à Brioude l'ont empêché » (15).

(12) A. BRETTE : *Atlas des Bailliages ou Juridictions assimilées ayant formé unité électorale en 1789 d'après les actes de la convocation conservés aux Archives Nationales* (Collect. des Documents Inédits sur l'Histoire de France) 1904.

(13) BOISLISLE : *Correspondance des Contrôleurs Généraux*, tome I, n° 245.

(14) Bibl. Nat. — Ms Fr. 16756. D'ORMESSON : *Mémoire*, de 1698.

(15) A la demande des habitants profitant des embarras financiers du régime, Louis XIII, par un édit de 1635 crée un présidial à Brioude ; mais le chapitre des Chanoines - Comtes, fondé au ix^e siècle par Béranger, ayant droit de haute, basse et moyenne justice, qui s'était déjà défendu contre l'ingérence royale au xiv^e siècle ainsi que le montre l'Histoire de l'Eglise Saint-Julien par de Combe de Laurie de Bressoles (manuscrit du chapitre 1775), se concerta avec le siège de Riom pour essayer d'éviter une atteinte à ses prérogatives. M. Dillaye dans son livre sur *l'Administration de la Justice à Brioude* rapporte un arrêt de mars 1636, grâce auquel Riom obtint la suppression du présidial nouvellement créé l'année précédente : arrêt visiblement dicté par l'humeur querelleuse, l'esprit égoïste et le seul intérêt de la sénéchaussée d'Auvergne. « La création d'une sénéchaussée et siège présidial en la ville de Brioude était préjudiciable à notre service au bien de la justice, aux repos et tranquillité du pays et causait la ruine et la désolation générale tant des officiers audit siège que du corps et communauté de la ville de Riom laquelle n'ayant ni

« Sur plus de 400 bailliages qui ont formé circonscription électorale en 1789, il n'en est peut-être pas un seul, nous dit A. Brette, qui n'ait avec les bailliages voisins des paroisses mi-parties indécises ou contestées ». Et de suite pour illustrer sa pensée, en déplorant l'imbroglia de notre ressort, il poursuit (16) : « L'état des villes et paroisses du bailliage de Vic en Carladès dressé lors de l'assemblée préliminaire des Etats Généraux établit quatre séries de villes ou paroisses dans leur rapport avec le bailliage. En effet : 1° villes et paroisses du ressort immédiat de Carladès à Vic dont les députés ont comparu à l'Assemblée du 16 mars 1789; 2° villes et paroisses qui ressortissent en entier au bailliage de Vic, dont les députés n'ont pas comparu à ladite assemblée et contre lesquels il a été donné défaut; 3° villes et paroisses dont le chef-lieu est contesté au dépend de la sénéchaussée de Riom et des Bailliages d'Aurillac et de Saint-Flour et de la majeure partie des villages de celui de Carladès à Vic; 4° villes et paroisses dans le ressort desquelles il y a procès en Parlement de Paris entre le Bailliage d'Aurillac et celui de Carladès » (17).

La demande de celui-là n'était-elle pas légitime qui voulait que le bailliage de Calvinet, qui confinait à la Généralité de Montauban et dont le siège est situé à moins de dix kilomètres de ce que nous appellerions aujourd'hui le département de l'Aveyron, ressortît d'Aurillac et non pas de Riom, pour la présidialité. Le Présidial d'Aurillac essaiera d'ailleurs à chaque occasion, mais sans succès, de l'incorporer à son ressort (18).

rivière, ni trafic, ni commerce, ne subsiste que par l'abord du peuple et profit que le Bureau des Finances et le ressort du siège causent aux habitants d'icelle ». Nous retrouverons cette même haine dans les pages suivantes, lorsque nous constaterons les efforts du Présidial d'Aurillac pour éviter son démembrement lors de la création ou du développement des sièges royaux de son ressort.

(16) A. BRETTE : *op. cit.*, p. XXIV.

(17) Cet état auquel Brette fait allusion est aux Arch. Nat. sous la cote Ba 41.

(18) Bibl. Nat. — Ms Joly de Fleury 205, fol. 270. — Ms Joly de Fleury 380, fol. 380.

Ces exemples d'extrême mélange des villes, paroisses et juridictions dans le ressort de notre Présidial justifient cette phrase que Laurain écrit dans l'introduction de son *Essai sur les Présidiaux* : « Telle ville, voisine d'un siège d'une justice royale, n'y ressortit pas : elle dépend d'une autre fort éloignée et les habitants sont obligés de traverser le premier pour aller trouver leurs juges dans le second ».

SECTION II

Le Présidial d'Aurillac et ses offices.

Un document de la *Collection des Cinq Cents de Colbert* (19) nous apprend que le Présidial d'Aurillac se compose d'abord d'un bailli. Comme ailleurs, l'influence que ce dernier, noble, chevalier et soldat a exercée dans notre ressort jusqu'au début du xvr^e siècle, décline au profit de personnages de robe longue, issus de la bourgeoisie et plus disciplinés par éducation et par goût que la noblesse aux études juridiques : les lieutenants du bailli. A Aurillac, nous voyons un lieutenant général civil (20) assurant aussi les fonctions de commissaire examinateur, un lieutenant général criminel, un lieutenant particulier en compagnie d'un assesseur civil et criminel. Le Présidial d'Aurillac a — ne serait-ce qu'un temps — deux présidents, puisque M. de Marle, intendant d'Auvergne, écrit le 11 août 1679 : « Le sieur Fortet, second président au Présidial d'Aurillac, est mort sans avoir payé la Paulette » (21).

(19) Bibl. Nat. Collection des Cinq Cents de Colbert Ms 260, folio 128 : *Etat et évaluation par généralité de tous les offices de judicature et de finance. Généralité de Riom, 1665.*

(20) Arch. Nat. : X 1a 5180, fol. 359 v^o, 19 déc. 1595. LE NAIN : *Plaidoiries*, tome XXXVII, page 4.

(21) Arch. Nat. : G 7 101. Correspondance de M. de Marle, intendant d'Auvergne.

Bernard Hector de Marle, chevalier seigneur de Versigny, conseiller du roi en ses conseils, maître des requêtes ordinaires de son hôtel, commissaire départi, reste neuf ans à Riom de 1672 à 1681.

Les conseillers, qui d'après l'édit de 1551 ne doivent pas être plus de sept, atteignent un siècle plus tard, le nombre de treize, ainsi que l'indique ce document de la Bibliothèque Nationale. Ils sont en général « licenciés es-lois », du moins au début comme le prouvent les « lettres de nomination de Me Michel Gazars, licencié es-lois comme conseiller au Présidial » (22).

Le parquet de notre tribunal royal se compose de deux avocats du roi, un procureur du roi et un substitut du procureur. Ce siège, toujours d'après ce même manuscrit, possède en outre un garde des sceaux, un enquêteur. Quant aux gérances des épices, elles sont confiées à un receveur des épices et à trois payeurs de gages.

Les greffiers, qui ne figurent pas au manuscrit de la Bibliothèque Nationale, font cependant l'objet d'un *Règlement* (23). Ce manuscrit des *Cinq Cents* mentionne au surplus trois receveurs des consignations (24) et vingt procureurs par estimation. M. de Vaubourg nous apprend que « la réception des consignations du Présidial d'Aurillac appartient à des officiers titulaires... j'auray une grande attention, dit-il, à ce qu'ils ne fassent rien contre les intérêts publics » (25). Si le document de 1665, conservé à la Bibliothèque Nationale, ne mentionne encore ni l'office de « receveur des émoluments du sceau

(22) Arch. Comm. d'Aurillac, 2 juil. 1552 : FF 59.

(23) Arch. Nat. : X 1a 5180, fol. 360. *Règlement entre les greffiers d'appelaux et les greffiers du Bailliage et du Présidial d'Aurillac*. C'est le greffier principal qui a été chargé par arrêt du Parlement (X 1a 8351, fol. 149 v°, 15 juil. 1538) de « louer quelque honneste chambre en la ville d'Orilhac jusqu'à ce que l'on en y ayt édifié une » qui devait tenir lieu de Chambre du Conseil.

(24) Arch. Nat. : T 1528-29. Au xviii^e siècle cet office est rempli par Basile Delort qui exerce simultanément au Présidial la fonction de conseiller du roi.

(25) Arch. Nat. : G 7 103. — Corresp. de l'intendant de Vaubourg, 28 mars 1689. M. de Vaubourg signale par ailleurs en marge d'une lettre relativement aux commissaires aux saisies réelles qu'« il y en a un pourvueu à Aurillac, tandis que dans les deux bailliages de Saint Flour et... de Vicq en Carladois ressortissant à Aurillac pour les cas de l'Edit et dans les autres cas au Parlement..., il n'y en a point ». Jean-Baptiste Desmaretz de Vaubourg, chevalier, seigneur de Vaubourg, baron de Cramaille, est intendant d'Auvergne de 1687 à 1691.

de la chancellerie présidiale d'Aurillac » ni celui de « receveur des droits d'octroi et patrimoniaux », la nomination à ces charges est cependant approuvée en 1750 par l'intendant d'Auvergne (26).

D'après le même manuscrit, le Présidial d'Aurillac se complète par cinq huissiers dont trois audiençiers, quinze notaires et vingt sergents. L'intendant de Mesrigny déplore ce nombre exagéré qu'il constate aussi ailleurs qu'à Aurillac. Il propose de les réduire à un nombre nécessaire et suffisant (27).

Sur ce nombre imposant, « il n'y a dans la province, dit l'intendant d'Auvergne, M. de Bercy, aucun officier de justice faisant profession de la R. P. R.... Si par la suite, dit-il, j'en découvrerais quelqu'un, j'auray l'honneur, Monsieur, de vous en rendre compte aussitôt » (28).

(26) Arch. Comm. d'Aurillac, 25 juillet 26 septembre 1750 : BB 22.

(27) Bibl. Nat. — Ms Fr. 18678, folio 5 et suivants. *Relation sur l'état de la province d'Auvergne, 1637*, par l'intendant de Mesrigny. « Les notaires et quelques sergents disent leurs offices héréditaires et les transportent par simples contrats entre particuliers qui prêtent par après serment, et se font recevoir par les juges, à quoi j'apportoïis de la difficulté et je soutenois qu'ils devoient avoir lettres de provision du Grand Sceau, mais les officiers des présidiaux m'assuroient que de tout temps cela se pratiquait. Il se commet dans l'Auvergne quantité de faussetés par les notaires et les sergents à cause de la prescription qui est fort rigoureuse... et pour empêcher lesdites faussetés, je crois que le meilleur moyen serait de réduire le nombre de notaires et sergents royaux et de les supprimer par mort jusqu'à ce qu'ils fussent un nombre suffisant et non excessif, suivant les lieux et de défendre à tous les juges royaux, de quelque qualité qu'ils soient, donner aucune commission pour exercer l'office de notaire ou sergent sans titre légitime car il arrive bien souvent qu'un sergent ou notaire par commission, après avoir exercé longtemps passe contrat de vente à un autre qui prête serment et se fait recevoir sans rapporter l'origine de son titre et ainsi le nombre s'en multiplie à l'infini ».

De Mesrigny, « conseiller du Roy en Conseil d'Etat et maistre des requêtes ordinaires de son hôtel » demeure deux ans à Riom, de 1635 à 1637.

(28) Arch. Nat. : G 7 101. Corresp. de M. de Bercy, intendant d'Auvergne, Riom, 1^{er} juil. 1683. Cette allégation est confirmée quinze ans plus tard par l'intendant d'Ormesson dans son *Mémoire* de 1698. « Il n'y a pas d'hérétiques dans Aurillac et Saint Flour : il y en a eu autrefois ».

En 1570, alors qu'Aurillac est ravagé par les Huguenots qui y sont entrés par surprise, le Président du Présidial : le protestant Lamire, condamne à mort les consuls qui ont essayé de favoriser l'entrée de

§ 1. — DE L'INCOMPATIBILITÉ APPARENTE
DES OFFICES ROYAUX DU SIÈCLE D'AURILLAC AVEC D'AUTRES
FONCTIONS.

Jusqu'à présent nous avons constaté que tous les agents du roi en Haute-Auvergne ont mis toutes leurs forces au service de leur maître, en développant à Aurillac son influence et sa juridiction. La continuelle immixtion des officiers royaux dans l'organisation consulaire par exemple, ne sera que plus accentuée par l'extension considérable que reçoit par l'Edit d'Henri II, l'ancien Bailliage des Exempts, successeur du « *Custos Montanarum Arvernæ* ». Cette idée principale qui se fait jour dans l'organisation royale en Haute-Auvergne se caractérise, à partir du xvi^e siècle, par l'appropriation de la part des membres du siège d'Aurillac, tant des fonctions municipales que d'autres offices royaux.

A. — *Du cumul des offices présidiaux avec les charges consulaires d'Aurillac.*

Lors d'une assemblée générale, Géraud Viguier, conseiller du consulat, et Pierre Fonrouge rappellent qu'aux termes d'un édit royal, aucun homme de robe longue ne pourra être nommé consul (29). Le maintien de cette incompatibilité est réitéré deux ans plus tard (30). Bien qu'aucun officier du roi, avocat ou procureur, lieutenant ou conseiller, ne doive embrasser une fonction consulaire, nous voyons à la fin du xvi^e siècle la moitié du consu-

Montmorin de Saint-Hérem, gouverneur de la province. IMBERDIS : *Histoire des guerres religieuses en Auvergne*, tome I, p. 78 : « Les consuls Amaulry de Fraissy, Géraud Bobési, Antoine Fortet, Géraud de Veyre se prêtèrent à seconder les projets du gouverneur ; ils devaient lui remettre les clefs de la ville. Mais le succès ne couronna pas leurs efforts. La conspiration fut découverte. Le lieutenant criminel Lamire qui prenait le titre de Président du Présidial civil et criminel d'Aurillac, superintendant des finances des princes de Navarre et de Condé, les condamna à avoir la tête tranchée ».

(29) Arch. Comm. d'Aurillac, Ass. Gén., 30 août 1566 : BB 10.

(30) Arch. Comm. d'Aurillac, Ass. Gén., 3 sept. 1568 : BB 11.

lat occupé par les officiers royaux (31) : le conseiller au Présidial, Jacques Lacarrière, le garde des sceaux Pierre Castel, le notaire Guillaume Daguzon. C'est le lieutenant particulier Jean de Cébié (32) qui, l'année suivante, se trouve au nombre des consuls. Etienne d'Arches, sieur de Niossel, qui prête le serment consulaire le 1^{er} janvier 1685, a le titre de président du Présidial (33). Dans une requête adressée « au Roy et à Nosseigneurs de son Conseil par les habitants de la ville d'Aurillac, principale du hault pais d'Auvergne » (34), ceux-ci demandent au souverain de ne pas élever à plus de trois le nombre de leurs consuls; cette mesure permettra de n'appeler au consulat que des hommes dignes et cultivés.

Au début du xvii^e siècle, le commissaire examinateur pour le roi, Jean Brolhat, fait également partie du consulat (35). Parmi les trois consuls de l'année 1617 se trouve le conseiller du roi Antoine Dulaurens qui succède, à deux années d'intervalle, à François Textoris, également conseiller du roi (36). Dès 1621, où le Roi permet comme auparavant l'élection de six consuls, nous consta-

(31) Arch. Comm. d'Aurillac, Ass. Gén. 18 mai 1594 : BB 12.

(32) Arch. Comm. d'Aurillac, Ass. Gén., 27 janvier 1594 : BB 12.

(33) Arch. Comm. d'Aurillac, Ass. Gén., 1^{er} janvier 1685 : BB 18.

(34) Bibl. Nat. — Ms Fr. 18166, fol. 158 v^o, 1^{er} janv. 1685 : BB 18 : « On a accoustumé de créer tous les ans six consulz à l'occasion duquel nombre excessif la ville n'ayant pas assez de bourgeois ny d'autres notables habitants capables de ladite charge, on est contraint d'y appeler des gens de peu qui villissent la compagnie d'icelle. Il y a toujours des contentions entre ceulx qui sont nommés pour la difficulté qui s'y rencontre de leur bailler le rang et séance, dont s'ensuit la division tellement qu'ilz s'entre empeschent les uns les autres de bien faire, et les affaires communes cependant en vont très mal. D'ailleurs la ville n'est pas si grande que trois consulz ne soient plus que suffisans pour la direction des affaires communes d'icelle, et par ainsi plus grand nombre n'apporte que confusion despense inutile. A ces causes, Sire, plaise à Vostre Majesté ordonner que doresnavant il y aura seulement trois consulz qui seront crez chacun en ladite ville ». Agréant cette demande, le Roi, dans son Conseil tenu à Paris « le trentième jour de mars 1602... accorde que la création de six consulz soit réduite à trois puis qu'ilz peuvent suffire pour le maniemet et administration des affaires de ladite ville ».

(35) Arch. Comm. d'Aurillac, Ass. Gén., 2 janv. 1608 : BB 13.

(36) Arch. Comm. d'Aurillac, Ass. Gén., 26 juin 1615 : BB 13.

tons une ruée des membres du Présidial vers les charges consulaires : nous apprenons que les confrères du Saint Esprit ont refusé de sonner les cloches pour l'inhumation d'Anne Duluguet « fille du consul et magistrat au Bailiage » (37). Cette immixtion ne fera que s'accroître tout au long du *xvii^e* et du *xviii^e* siècle. Rares seront les années où le Présidial n'élira pas quelque édile, surtout dans le quartier d'Aurillac dont le titulaire est le premier consul (38).

Est-ce à la probité de certains hommes ou simplement à leur suffisante fortune personnelle qu'il faut attribuer leur souci de se conformer à l'édit royal et de ne pas empiéter sur les charges municipales ? Question embarrassante et à laquelle il ne nous est guère possible de répondre catégoriquement. Toujours est-il que le 28 septembre 1618 (39), le nouvel élu pour le quartier d'Aurillac : le sieur de Senezergues déclare faire opposition à son élection, qu'il estime incompatible avec sa qualité de procureur du roi. Le lieutenant général lui défère le serment. Ceci devait se représenter trois ans plus tard à l'égard des sieurs Savy et Dumas qui, nouvellement élus, prétextent être en contradiction avec l'Edit ; obligés au serment par le lieutenant général, ils refuseront cette nouvelle fonction qu'ils estiment irrégulière (40).

Comment alors ne pas être frappé de l'attitude que prend l'intendant de Vaubourg dans les élections consulaires d'Aurillac ? Dans un compte rendu d'une de ses

(37) Arch. Comm. d'Aurillac, 2 juin 1627 : BB 14.

(38) Nous ne pouvons pas mentionner ici toutes les années pour lesquelles les mandats consulaires — voire même la charge de premier consul — sont tenus par un officier du Présidial. Citons entre autres : Arch. Comm. d'Aurillac : BB 14 : Ass. Générales du 29 déc. 1623, 27 déc. 1624, 3 janv. 1625, 2 janv. 1633, 28 déc. 1640, 4 janv. 1642, 29 déc. 1645, 7 janv. 1650, 15 janv. 1655, 27 déc. 1670, 11 oct. 1689 où les trois consuls sont trois officiers royaux, 6 février 1700, 28 décembre 1718, 26 septembre 1739, 30 septembre 1747, 27 sept. 1749, 26 sept. 1750 où sont élus le président du siège présidial Ph. Fortet déjà nommé en 1736 et l'avocat Hébrard.

(39) Arch. Comm. d'Aurillac, Ass. Gén. 28 décembre 1618 : BB 14.

(40) Arch. Comm. d'Aurillac, Ass. Gén. 1^{er} janv. 1622 : BB 14,

visites de sa généralité (41), il a remarqué plusieurs abus à Aurillac. « Le principal et le plus sûr remède serait de faire nommer des consuls d'une probité connue et indépendants de deux cabales qui se partagent le consulat depuis quelques années ». A cet effet, il propose : « trois particuliers qu'il connaît pour honnestes gens... pour établir un bon ordre et l'égalité dans ce qui regarde la distribution du logement des gens de guerre et mesme dans la répartition des tailles... ». Suivent « les noms des particuliers qu'on propose pour être consuls d'Aurillac pour l'année 1690. Le premier est un magistrat au Présidial : le sieur de Senezergues, procureur du roi au Bailliage et siège Présidial, premier consul, le sieur Cippière, avocat au Parlement, deuxième consul, Léonard Lagarrigue, notaire, troisième consul ». Le même jour, notre intendant demande une lettre de cachet pour s'en servir au cas où les notables d'Aurillac ne voudraient point selon ses ordres élire ces personnalités dignes de considération (42).

La Royauté n'essaie même plus d'enrayer l'accès de ses officiers vers les charges consulaires. Elle se contente seulement de les réglementer (43), c'est ainsi que selon un « extrait des registres du Conseil d'Etat » (44), le Roi « jugeant à propos pour le bien de son service que la place de premier consul de la ville d'Aurillac soit alternativement remplie par un officier du Présidial et un avocat... ordonne que lorsqu'il sera procédé à l'élection desdits consuls, il sera nommé un avocat pour premier

(41) Arch. Nat. : G 7 103. Corresp. de M. de Vaubourg, 28 sept. 1689.

(42) E. GODART : *Les Pouvoirs des intendants sous Louis XIV de 1661 à 1715*, p. 182. — BOISLILE : *op. cit.*, t. I, n° 758.

(43) Bibl. Nat. — Ms Joly de Fleury 1250, fol. 211 r°. Ce document daté du 20 janvier 1708 nous apprend que « Me Izaac Delort a versé la somme de 1053 livres pour le droit de marc d'or, savoir 648 livres pour l'office de conseiller du roi, lieutenant général de la Sénéchaussée et siège Présidial d'Aurillac et auxquels sont unis les offices de maire et lieutenant général de police de ladite ville d'Aurillac ».

(44) Arch. Comm. d'Aurillac : BB 23. Extrait des registres du Conseil d'Etat, 22 novembre 1759.

consul en 1761, un officier du Présidial en 1762 et qu'à l'avenir ces nominations seront ainsi faites, voulant que les second et troisième consuls soient pris parmi les bourgeois, notaires, procureurs et marchands suivant l'usage ordinaire ». Cette décision royale ne devait pas rester longtemps en application, puisque malgré l'arrêt du 22 novembre 1759 ordonnant que pour l'année 1765 la charge de premier consul serait occupée par un officier du Présidial, des voix se portent sur des particuliers. Les officiers du Présidial, est-il rapporté, sortent de la salle en signe de protestation et « l'assemblée est rompue » (45). Sept ans plus tard, en août 1773, nous voyons le lieutenant général de notre siège : Géraud Gabriel Verdier du Barrat élu maire d'Aurillac avec, comme lieutenant : Pagès de Vixouse, lieutenant particulier au Présidial. En mai 1781, Jean Claux, du même siège, exerçant les fonctions de premier échevin à l'hôtel de ville, est secondé par M. Crozet, procureur du roi, élu conseiller échevin de la ville d'Aurillac (46). En 1789, la charge de lieutenant du maire sera exercée par Carrière, conseiller au Présidial (47).

B. — *De l'occupation des offices de finance par les membres du Présidial d'Aurillac.*

Ce n'est pas seulement l'organisation municipale aurillacoise seule, qui se ressent de cet empiétement continu des officiers royaux. Les charges financières retiennent même les membres du Présidial d'Aurillac. Pierre de Cambefort, « conseiller du roi et lieutenant en l'élection » (48) gratifie les Pères Jésuites d'un legs qu'ils sont autorisés à accepter. La correspondance de M. de Bérulle, intendant d'Auvergne, prouve cette ingérance. La charge de Président de l'élection d'Aurillac est vacante, de Bé-

(45) Arch. Comm. d'Aurillac, Ass. Gén. 18 mai 1765 : BB 23.

(46) Arch. Comm. d'Aurillac, Ass. Gén. 28 mai 1781 : BB 28.

(47) Arch. Comm. d'Aurillac, Ass. Gén. 7 fév. 1789 : BB 28.

(48) Arch. Comm. d'Aurillac, Ass. Gén. 6 avr. 1629 : BB 14.

rulle adresse au Contrôleur général des finances une lettre (49) aux termes de laquelle il propose à l'agrément de son supérieur « le sieur des Fargues, avocat du Roy au Présidial de ladite ville... homme riche de 150.000 livres, de probité, âgé de cinquante ans, et très estimé dans la Province ». Une lettre du même intendant du 16 janvier 1686 (50) nous informe que « M. le Contrôleur général a accordé au sieur des Fargues l'agrément pour la charge de président en l'élection d'Aurillac, que M. le Contrôleur général a taxée à quinze livres ». Sur ce, « il apprend qu'un jeune avocat veut y mettre enchère », mais il reste « assuré que ledit des Fargues, avocat du Roy au Présidial d'Aurillac a du bien, du mérite, de la probité et que l'avocat nommé Cibier est un jeune homme qu'il ne connaît point ». Cette ingérance de notre siège est manifeste encore dans le dernier quart du xviii^e siècle et les procureurs du roi eux-mêmes se plaignent d'un cumul dont les justiciables auront peut-être à souffrir, surtout lorsque c'est le si peu scrupuleux de Brunon — dont nous reparlerons — qui accaparera à la fois et le greffe civil et criminel du Présidial d'Aurillac et le contrôle des actes (51).

C. — Du cumul d'offices à l'intérieur du Présidial d'Aurillac.

Cet assaut vers toutes les charges administratives pour mieux établir la prépondérance royale se fait jour à

(49) Arch. Nat. : G 7 102. Corresp. de M. de Bérulle, 21 oct. 1685.

(50) Arch. Nat. : G 7 102. Corresp. de M. de Bérulle, 16 janv. 1686.

(51) Bibl. Nat. — Ms Joly de Fleury 1900, fol. 58, mai 1776 : « ...Le greffe civil et criminel, ce dépôt sacré établi dans le sanctuaire même de la justice où doit régner le plus profond secret et dont le gardien doit rendre l'accès impénétrable est transporté entre les mains du contrôleur des actes, l'homme de la finance. Le dépôt qui intéresse l'honneur et la fortune des familles est livré à l'avidité curieuse du contrôleur, de ses commis et de ses ambulants... Tout y est vu, tout y devient public et tout y est passé à la plus sévère inquisition du financier. Souvent on ne sort d'un procès que pour entrer dans un autre et c'est le même homme qui après avoir fait les fonctions de greffier devient délateur, juge et partie... ».

l'intérieur même du Présidial. Le Bureau des Parties Casuelles, la vénalité des offices, les énormes ressources dont a sans cesse besoin le Trésor royal, auraient pu comme ailleurs favoriser la multiplication des offices royaux. Or, à Aurillac plusieurs offices qui ont été créés dans un but fiscal, se trouvent être réunis sur la même tête. C'est ainsi que des notaires royaux tels Pierre Contrastin en 1613 (52), Géraud Savy en 1618 (53), Bernard Boyer en 1626 (54) sont aussi procureurs du roi. Plus tard, en 1783, nous verrons Me Géraud Mabit, seigneur du Monteil, « notaire royal au bailliage de Vic, greffier des insinuations ecclésiastiques du diocèse de Saint-Flour au Bureau d'Aurillac et procureur au Bailliage et siège Présidial d'Aurillac » (55).

Les conseillers du roi qui, selon l'Edit, devraient être au nombre de sept et non de treize comme ils le sont dans la deuxième moitié du xviii^e siècle (56), cumulent à Aurillac leurs offices avec ceux de lieutenant général. Citons entre autres Jean Broquin en 1617 (57) et Jean Delort en 1645 (58).

Les exemples de conseillers qui sont par là même avocats du roi, ne sont pas rares à Aurillac, nous ne mentionnerons qu'Antoine de Cambefort en 1620 (59) et Pierre de Cagniac de Clavières en 1621 (60) qui se fait élire la même année avec l'avocat du roi Jean Contrastin dans le quartier d'Aurinquès ; mentionnons aussi Adrien Maurice Guitard en 1754 (61).

(52) Arch. Comm. d'Aurillac, Ass. Gén. 23 oct. 1613 : BB 13.

(53) Arch. Comm. d'Aurillac, Ass. Gén. 3 janv. 1618 : BB 14.

(54) Arch. Comm. d'Aurillac, Ass. Gén. 9 janv. 1626 : BB 14.

(55) Bibl. Nat. — Ms Joly de Fleury 1250, fol. 304.

(56) Bibl. Nat. — Collect. des Cinq Cents de Colbert, Ms 260, fol.

128. *Etat et évaluation par généralité de tous les offices de judicature et de finance — Généralité de Riom, 1665.*

(57) Arch. Comm. d'Aurillac, Ass. Gén. 5 janv. 1617 : BB 14.

(58) Arch. Comm. d'Aurillac, Ass. Gén. 2 janv. 1645 : BB 13.

(59) Arch. Comm. d'Aurillac, Ass. Gén. 29 janv. 1620 : BB 14 et 8 janv. 1627 : BB 14.

(60) Arch. Comm. d'Aurillac, Ass. Gén. 29 déc. 1621 : BB 14.

(61) Arch. Comm. d'Aurillac, Ass. Gén. 21 déc. 1754 : BB 23.

Un conseiller du roi peut être président du siège ainsi que le prouve pour Aurillac un acte du 22 décembre 1611 (62). Le cas le plus célèbre ne serait-il pas celui de « l'homme de France qui savait le mieux faire les vers » : François Maynard qui, conseiller du roi, remplit en même temps les fonctions de Président du Présidial d'Aurillac (63) ? Ces deux charges ne devaient pas occuper toutes les heures de notre officier qui trouve le moyen, en attendant la mort « sans la désirer ni la craindre », d'écrire ses poésies dans son hôtel de la rue d'Aurinques. Ni son cumul d'offices au siège d'Aurillac, ni le choix que fait de lui Richelieu pour le compter au nombre des Quarante premiers Immortels, ni sa nomination de secrétaire d'ambassade à Rome auprès de F. de Noailles, ne doivent mettre un terme à la souffrance morale qu'il éprouve à la suite de son installation à Aurillac qu'il considère comme un lieu d'exil et où la mort qu'il attend « *donec optata veniat* » (64), le trouvera à la fin de l'année 1636.

Dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle, Collinet de Niossel cumulera son office de président avec celui de lieutenant général (65). Le lieutenant général au Bailliage et maire d'Aurillac Isaac Delort, reçoit des lettres de provision pour l'office de lieutenant général de police en la même ville, qui sont enregistrées le 5 novembre 1708 (66). Nous trouvons en 1764 les « provisions de l'office de gouverneur de la ville et communauté d'Aurillac aux gages de cent livres par an sans incompatibilité d'autres offices, en faveur de Géraud Gabriel Verdier de Puycastel du Barrat, lieutenant général ». Ainsi l'incompatibilité de certaines fonctions n'existe plus.

Quant à l'office de garde des sceaux, il peut être tout

(62) Bibi. Nat. — Ms Fr. 16525, fol. 149.

(63) Arch. Comm. d'Aurillac, Ass. Gén. 20 déc. 1613 : BB 13.

(64) Ces trois mots sont gravés sur la porte d'entrée de l'hôtel que possédait rue d'Aurinques ce Président du Présidial d'Aurillac.

(65) Arch. Comm. d'Aurillac : BB 23.

(66) Arch. Comm. d'Aurillac : BB 19.

aussi bien tenu par un juge comme c'est le cas pour Jean Castel (67), que par un conseiller, ainsi Jean Daudin en 1657 ((68)).

L'intendant d'Ormesson écrira dans son *Mémoire* de 1698 : « Le feu Marquis de Noailles, lieutenant général de la Haute-Auvergne, maréchal de camp qui a laissé une illustre veuve et deux filles estoit Bailly des Montagnes d'Auvergne et d'Aurillac » (69).

§ 2. — DE LA COMPRESSION DES OFFICES AU PRÉSIDIAL D'AURILLAC.

Plongés dans la misère par les ravages qu'avaient occasionnés les Anglais et aussi par les guerres de Religion, les justiciables du Présidial d'Aurillac supportent difficilement les frais d'établissement (70) et l'imposition destinée au paiement des officiers (71). Aussi ne tardent-ils pas à réclamer la suppression de quelques sièges et le cumul de certaines fonctions, et ceci quatre ans à peine après l'érection de notre Présidial. C'est ainsi qu'à l'as-

(67) Arch. Comm. d'Aurillac : BB 15.

(68) Arch. Comm. d'Aurillac : BB 16.

(69) Bibl. Nat. — Ms Fr. 16756. D'ORMESSON : *Mémoire* de 1698.

(70) A l'assemblée générale tenue à Aurillac le 7 oct. 1555, nous apprenons que Jean Chenut, premier consul a été envoyé à Saint-Flour avec Jean Parisot, licencié, pour faire imposer la somme de 540 livres tournois « pour l'établissement du siège Présidial à Aurillac » (Arch. Comm. d'Aurillac, 7 oct. 1555 : BB 8). D'après l'assemblée du 2 sept. 1556, nous apprenons que les consuls lèvent la somme de « 500 livres tournois pour les frais d'établissement du siège (Arch. Comm. d'Aurillac, 2 sept. 1556 : BB 8). Géraud Rebier a donné une somme de 2000 écus avec un intérêt de 11 % pour l'établissement du siège Présidial d'Aurillac (Arch. Comm. d'Aurillac, 13 nov. 1556 : BB 8).

(71) Une somme de 1600 livres destinée au paiement des officiers du Présidial devait être répartie sur les villes du ressort du siège. Jacques Cornillier, licencié ès-lois, conseiller du roi, est désigné dans ce but. C'est le 29 sept. 1552 qu'avec le lieutenant général il reçoit à l'auditoire du Présidial le commissaire d'Henri II pour procéder à l'installation du siège (Arch. Comm. d'Aurillac, 29 sept. 1552 : BB 8). Cette imposition de 1600 livres tournois pour les gages des officiers sera levée, décide-t-on à l'assemblée du 17 juin 1556 (Arch. Comm. d'Aurillac : BB 8), par les consuls de la ville comme « recepveurs des deniers communs suivant commission du Roi obtenue auparavant aux gaiges de 40 livres tournois ».

semblée générale du 2 septembre 1556 (72), on poursuit non seulement la suppression des offices des greffes d'insinuation et tabellions, mais surtout celle de l'office de « payeur de gages des magistrats du Présidial d'Aurillac auquel Me Pierre de Combes s'était fait pourveoir aux gaiges de cent livres. Sera supplié le Roy que ladite recepte et charges de payer lesdicts magistrats sera remise en l'estat qu'estoit auparavant la position dudit Combes assavoir au Conseil de ladite ville d'Aurillac aux gages de quarante livres » (73). Grâce aux efforts de Jean Chenut, premier consul et Jean Brisson, licencié, la suppression de l'office de receveur et payeur de gages des magistrats au Présidial « réunis au consul dudit Aurillac » (74) est suivie de celle du greffier des insinuations des contrats.

Deux ans se passent, le roi va être sollicité sur le même sujet : le 14 avril 1559, le consul Dulaurens expose que « le roi a créé en chaque siège présidial des offices de président, de conseillers, d'un autre conseiller garde des sceaux, d'un second advocat, d'un second audiençier dont les gages montent à 1100 livres tournois » et que « le recepveur général en généralité de Guyenne, Me Jehan Vernhes a esté en ceste ville et fait semblant vouloir exposer en vente lesdits offices pour le siège Présidial de ceste ville qui seroiet une grant follie et dommaige au païs attendu le petit ressort que contient ledict siège » (75). L'assemblée décide d'obtenir du roi la suppression de ces offices.

L'intérêt de la justice exige — si elles ne sont pas superflues — le maintien de certaines charges : dans le cas contraire, la royauté n'hésite pas à supprimer, bien qu'il ne soit pas vacant aux parties casuelles, tout office au rendement médiocre, sauf à rembourser son titulaire.

(72) Arch. Comm. d'Aurillac, 2 sept. 1556 : BB 8.

(73) Arch. Comm. d'Aurillac, 2 sept. 1556 : BB 8.

(74) Arch. Comm. d'Aurillac, 10 mars 1557 : BB 8.

(75) Arch. Comm. d'Aurillac, 14 avril 1559 : BB 8.

Nous n'en donnerons comme preuve qu'un document de 1560 conservé aux Archives Nationales (76). Les habitants demandent au Roi de supprimer l'office de lieutenant criminel qui « a depuis quatre ans ou environ esté créé et establi audit siège d'Orilhac.., et icelluy unir et incorporer ausditz estats de lieutenant général et particulier comme il estoit auparavant la création dudit estat de lieutenant criminel ». François II reconnaît le bien fondé de cette supplique : « La multitude d'officiers n'apporte que foule et charge à nos subjectz, les en voulons relever et descharger le plus qu'il nous sera possible..., joignons, unissons et incorporons ausdits estatz de lieutenant général et particulier audit Orilhac pour estre la justice criminelle dudit lieu exercée par lesdits lieutenants général et particulier respectivement, ainsi qu'ell'estoit auparavant la création dudit estat de lieutenant criminel ». Cette suppression de « l'office de lieutenant criminel naguère assys au Bailliage des Montaignes d'Auvergne au siège d'Orilhac » est confirmée le 24 mai 1560 (77).

Quatre ans plus tard, le 21 août 1564, une assemblée générale propose la suppression de l'office de lieutenant particulier lui-même : ceci à la suite d'une lecture faite par Géraud de Saint Mamet, lieutenant général, de Lettres patentes ordonnant l'élection de douze notables pour diriger provisoirement les affaires de la ville (78). Ceci émeut « Jean de Cébié licencié et lieutenant particulier au Présidial » qui demande une attestation de ses

(76) Arch. Nat. : X 1a 8623, fol. 228 r°.

(77) Arch. Nat. : X 1a 4980, fol. 335 — X 1a 1594, fol. 136. Cet arrêt important est cité par LE NAIN à deux endroits : *Conseil*, tome XXVIII, p. 1 et *Plaidoiries*, tome

(78) Arch. Comm. d'Aurillac, 21 août 1564 : BB 9. Des suppressions de ce genre ne sont pas rares à cette époque. La charge supprimée est jointe soit à l'office de lieutenant civil — c'est le cas pour le présidial de Chaumont en Bassigny, pour les bailliages d'Angoumois, Fontenay-le-Comte, Chartres, St-Quentin, St-Pierre-le-Moutier — soit à l'office de lieutenant général comme à Troyes ainsi que le mentionne Le Nain dans sa collection : Collect. Le Nain, table des matières des Arch. Nat., tome LXXIII, p. 120-126-137-138.

collègues « de ce qu'il est homme de bien et qu'il a bien et deuement exercé son office de lieutenant particulier parce qu'on luy vouloir courir sus audit office » (79). L'office de lieutenant particulier n'a pas dû être supprimé, puisque de Cébié lui-même reçoit le 6 septembre 1759, en l'absence de Guy de Chaumeil, lieutenant général, le serment des consuls en l'église Notre-Dame (80).

L'office de lieutenant général de police dont nous avons vu le lieutenant général Isaac Delort, déjà maire d'Aurillac, prendre possession en 1708, est, par édit du Roi, donné à Versailles en août 1783 et enregistré au Parlement le 9 janvier 1784, réuni à l'office de lieutenant général du Bailliage et siège Présidial d'Aurillac (81). Louis XVI donne en ces termes les motifs de sa décision : « l'office de lieutenant général de police en la ville d'Aurillac est vacant depuis plusieurs années en Nos Parties Casuelles et le titulaire actuel de l'office de lieutenant général de notre Bailliage désirerait le réunir à son office de lieutenant général audit Bailliage d'Aurillac » (82). Cela oblige pour le lieutenant général, continue le Roi, « de nous payer en Nos Parties Casuelles, la finance à laquelle ledit office de lieutenant général de police se trouvera fixée ».

Louis XVI reprenant comme François II, l'idée que tout office superflu doit être supprimé, signe à Marly, en avril 1779, un édit (83) en ce sens : « informe, décrète-

(79) Arch. Comm. d'Aurillac, 27 mai 1566 : BB 10.

(80) Arch. Comm. d'Aurillac, 26 sept. 1579 : BB 12.

(81) Arch. Nat. : AD I 26 et AD II, n° 180. *Edit du Roi portant réunion de l'office de lieutenant général de police de la ville d'Aurillac à celui de lieutenant général du Bailliage et siège Présidial de la même ville. Donné à Versailles au mois d'août 1783. Enregistré en Parlement le Neuf Janvier 1784.*

(82) De telles décisions sont assez courantes : les Archives Nationales en possèdent de semblables pour les bailliages d'Etampes et de Troyes où les officiers exercent la police chacun à leur tour. Arch. Nat. : AD I 26, Etampes, 22 août 1786 — Troyes, 26 mars 1724. 2 avril 1702 et 30 mai 1781.

(83) Arch. Nat. : AD I 26, *Edit du Roi portant réduction du nombre des procureurs à Aurillac. Donné à Marly au mois d'avril 1779.*

t-il, que tous les offices de procureur qui auraient été créés en différents temps pour notre Bailliage d'Aurillac, il ne s'en trouve que vingt qui soient actuellement remplis, et comme ce nombre nous parut suffisant pour le service public, Nous nous sommes déterminé à le fixer irrévocablement à ce nombre ». L'article II précise : « avons en conséquence éteint et supprimé, éteignons et supprimons tous autres offices de procureurs qui auraient été créés pour ledit bailliage » (84).

Dans cet ordre d'idées, un autre édit royal daté également d'avril 1779 et donné comme le précédent à Marly, réduit dans son article III le nombre des notaires du Bailliage d'Aurillac à huit (85), c'est-à-dire une réduction de moitié — peu s'en faut — sur le chiffre de quinze porté sur le document des *Cinq Cents de Colbert* (86).

Il est préférable pour le roi de proclamer par édit qu'il supprimera des offices « superflus » parasites, et de taire l'idée qui est le véritable motif de sa décision, à savoir que si certains offices sont délaissés aux Parties Casuelles, c'est qu'ils n'arrivent pas à faire vivre leur titulaire ou que celui-ci, victime des spéculations royales sur le goût du peuple pour les situations honorifiques ou officielles, mourra quelquefois dans son office sans en avoir remboursé toute la finance (87).

(84) LE TROSNE : *De l'Administration provinciale*, tome II, livre IX, chap. 4 : « La multiplicité des offices, disait Sully, est la marque assurée de la décadence d'un état. Elle accroît le nombre des privilégiés et fait refouler les charges sur le peuple ».

(85) Arch. Nat. : AD I 26. *Edit du Roi portant réduction du nombre des Notaires à Aurillac. Donné à Marly au mois d'avril 1779.*

(86) Bibl. Nat. Ms 260, fol. 128. Collection des Cinq cents de Colbert : *Etat et évaluation par Généralité de tous les offices de judicature et de finance. Généralité de Riom, 1665.*

(87) Arch. Nat. : G 7 101. Correspondance de M. de Marle, intendant d'Auvergne. M. de Marle écrit le 11 août 1679 (nous en avons déjà fait part) : « Le sieur Fortet, second président au Présidial d'Aurillac est mort sans avoir payé la Paulette ». En vertu de cette idée, le roi se trouve contraint dans différents sièges de supprimer certains offices. Les Archives Nationales fourmillent d'exemples : citons seulement, outre le cas d'Etampes et de Troyes, la suppression du lieutenant de police du présidial de Chatillon-sur-Indre (Arch. Nat. :

§ 3. — LE PRÉSIDIAL D'AURILLAC ET SON AUDITOIRE.

Le Présidial d'Aurillac siège dans une maison différente de celle du bailli. Une assemblée décide en effet qu' « on louera à Demoiselle Isabeau de Lavassor sa maison pour le logis du Bailli » (88), maison qui devait servir de logis au gouverneur, notamment à M. de Saint Herem (89). Un manuscrit de la Bibliothèque Nationale nous apprend que les habitants trouvant lourde — n'en tirant aucun profit personnel — la charge de la maison qui sert d'auditoire au Présidial, demandent au Roi d'en régler le paiement au sieur de Yolet, son propriétaire (90). Les habitants, dit cette requête, « ont été ci-devant contrainctz de s'endepter pour paier une maison que le sieur de Yolet avoit dans la ville d'Aurillac achep-tée pour servir de palais et auditoire du Bailiage et siège Présidial estably en ladite ville. Comme de faict vostre justice y a esté depuis et est encore exercée, et par ainsi puisque c'est chose qui revient au profit et utilité de Vostre Majesté, il est bien raisonnable que le paiement en soit faict de ses deniers. C'est pourquoy il lui playra d'assigner lesdits habitants sur le sol pour escu qui se lève au bureau dudit pays ou autre nature de denier, pour leur donner moyen d'acquitter ladite dette ».

Plus loin une requête des habitants d'Aurillac adressée « au Roy et à Nosseigneurs de son Conseil » (91), où après leurs plaintes « de se voir réduictz à faire l'exercice de leur religion dans ung grenier et maison privée du tout malséant et incommode et à cause de la ruine de

ADI 26, 27 mai 1746) ou celui du lieutenant général de police de Pontoise (Arch. Nat. : ADI 26, 5 février 1778).

(88) Arch. Comm. d'Aurillac, 20 oct. 1567 : BB 10.

(89) Arch. Comm. d'Aurillac, 20 oct. 1567 : BB 10. De Saint-Herem défendit la ville au nom du Roi contre les Réformés qui, devant attaquer Aurillac « s'estoient assemblez en armes et estoient devant la ville de Rodez ».

(90) Bibl. Nat. — Ms Fr 18166, fol. 156 r°.

(91) Bibl. Nat. — Ms Fr. 18166, fol. 158 r°.

toutes leurs Eglises advenue lors que ladite ville fut prinse par ceulx de la religion prétendue réformée l'année MV^eLXIX (1569) depuis lequel temps ils n'ont jamais eu moyen de réédifier aucune desdites Eglises, même la parrochiale », expose au Roi leurs doléances de se voir « poursuiviz par le sieur Yolet pour le paiement de la somme de II^mV^e (2500) escus et interetiz qu'il prétend luy avoir esté adjugez à cause de la vente et pour reste du prix d'une maison scise en ladite ville, laquelle lesdits habitants ne jouissent point, mais elle sert à Vostre Majesté de palais et d'auditoire pour l'exercice de la justice de Votre Bailliage et siège Présidial dudit païs. A ces causes, Sire, plaira à Vostre Majesté assigner le paiement dudit sieur de Yolet sur vos deniers, en tout cas en décharger lesdits habitans et faire défense au sieur de Yolet de ne plus faire aucune poursuite contre eulx ».

SECTION III

Les tentatives d'expansion

et la reconnaissance officielle du Présidial d'Aurillac
comme centre d'attraction de l'autorité royale
en Haute-Auvergne.

§ 1. — TENTATIVES D'ABSORPTION DU SIÈGE D'APPEAUX DE VIC.

Sans vouloir entreprendre ici une étude géographique de la Haute-Auvergne, constatons simplement que les limites du Carladès confinent aux murailles de la « *vil-læ Aureliacensis* » ; comment donc connaissant déjà le domaine d'influence exercé par les agents royaux à Aurillac même, supposer que cette influence ne s'est pas répandue par delà les trois quartiers de notre ville sur les régions avoisinantes ? Pour qui connaît Vic, sa situation au fond d'une large vallée se prête mal à repousser quelque velléité d'attaque. Aussi près d'un siècle et demi

après les vains assauts des Anglais contre Aurillac et la facile occupation du Carladès par les bandes pillardes et incendiaires du Prince Noir, notre ville et la province contiguë deviennent le théâtre d'autres malheurs : les guerres de Religion. Aurillac, nous l'avons déjà mentionné, est une ville bien fortifiée, munie de tours, enceinte de murailles, de profonds et larges fossés. Cette situation imprenable procure un sentiment de sécurité. Puisque Vic n'offre pas d'aussi sûres garanties, les magistrats du siège d'appaux de Carladès viendront à cette époque siéger, sept années durant, à l'intérieur des remparts d'Aurillac, c'est-à-dire plus à l'abri. Cette hospitalité fut loin d'être gratuite. En rehaussant le prestige du nouveau Présidial ne semble-t-elle pas démontrer par sa durée le peu d'intérêt d'un autre siège, séant à seulement « deux lieues » (92) ? Aurillac va essayer de tirer parti de cette constatation implicite : la lutte se poursuit encore à la veille de la Révolution.

L'année même où Charles IX établit à Vic de façon fixe, permanente, le « siège royal de Carladès », nous apprenons à une assemblée générale (93) qu'il est décidé qu'Aurillac fera opposition aux provisions obtenues par les officiers du Carladès pour aller tenir la cour d'appaux à Vic. Ceux d'Aurillac demandent le transfert définitif dans leur ville, « de fere expédier le Siège et la Cour d'appaulx des Viscomtés de Carlat et Murat en ceste dicte ville d'Orilhac..., ville et lieu le plus commode pour l'exercice du diet Siège estant garnye de plus de Conseils ». Cette volonté de provoquer la suppression du bailliage de Vic trouve sa force dans une déclaration royale décidant la suppression de l'office de « juge d'appaux es-viscomtés de Carlat et Murat » et à propos de laquelle (94) son titulaire, Pierre Passefont, déjà nanti

(92) Bibl. Nat. — Ms Fr. 18678, folio 5 et suivants : DE MESRIGNY : *Relation sur l'Etat de la Province d'Auvergne pour l'année 1637*.

(93) Arch. Comm. d'Aurillac, Ass. Gén. 11 mars 1561 : BB 9.

(94) Arch. Comm. d'Aurillac, 24 janvier 1550 : BB 7.

de la charge de lieutenant particulier au Bailliage d'Aurillac, demande que « ledit Siège soit continué et confirmé en ladite ville, attendu que toujours par cy-devant, a esté tenu et expédié en icelle ville, en laquelle lesdits habitans et les forains sont bien pourvez de Conseil et commodément, et à petits fraictz la justice leur est administrée, ce qu'ils ne pourraient avoir es-lieux campestres hors ladite ville mesme considérée que la plupart des biens et du commerce et trafficque des habitans de ladite ville est dans lesdites viscomtés et que comme l'on dict anciennement, ladite viscomté de Carlat estoit du bailliage et se tient en fief et hommage du Seigneur Abbé d'Orilhac... ».

Question importante que la suppression d'un bailliage au profit d'un autre qui, nouvellement revêtu de la dignité présidiale, saisit toute occasion pour supplanter ses voisins. Une commission composée du lieutenant général d'Aurillac, de « six hommes de robe longue, de six hommes de robe courte » et des consuls est chargée d'examiner la question du siège d'appeaux (95), tandis que les prévôtés du ressort donneront leur avis à ce sujet (96). La délégation d'un membre du Présidial à Paris pour poursuivre la cause de la tenue du siège d'appeaux à Vic (97), est suivie quelques années plus tard de Lettres patentes du mois de mai 1583 qui confirment les prétentions d'Aurillac, en transférant dans la ville présidiale le bailliage de Carladès. Satisfaction bien éphémère puisque sur l'opposition des habitants de Vic, un arrêt du 21 mars 1585 (98) ordonne une enquête par commissaire. En le désignant pour les représenter à cette enquête, les habitants chargent le syndic Valette d'une sorte de mandat impératif par lequel il doit réclamer l'exécution de l'Edit d'Orléans prescrivant que la justice

(95) Arch. Comm. d'Aurillac, 25 juillet 1561 : BB 9.

(96) Arch. Comm. d'Aurillac, 5 et 13 août 1561 : BB 9.

(97) Arch. Comm. d'Aurillac, 26 février 1562 : BB 9.

(98) Arch. Nat. : X 1a 5126, fol. 295.

soit rendue sur le terrain des justiciables (99). Il a gain de cause et le bailliage continuera toujours par la suite d'avoir son siège à Vic. Ce siège sera encore longtemps en activité. En 1614, il obtient du Conseil du roi la permission d'élire un député à l'Assemblée de la Haute-Auvergne, afin de résister à « l'ambitieuse envye des habitans d'Aurillac » de voir la « suppression du Siège d'appeaux séant à Vic » (100). Bien que le roi eût déclaré ne rien vouloir innover sur le fait des justices, il est question de demander aux Etats de réunir le siège d'appeaux de Vic au Bailliage d'Aurillac. Jean Teilhard est envoyé dans ce dessein à Paris pour s'opposer aux prétentions de la ville d'Aurillac et « aultre du Haut pays d'Auvergne... (101) désirant se voir partager la juridiction de Carladès et pour empêcher par importunités, surprinzes et soubz faux, donner à entendre que le Siège royal de Carladès, ressortissant nuement en la Cour du Parlement, estably audit lieu de Vic, soit transféré aux dites villes ou rayunis aux bailliages establis en icelles » (102).

Bien que le roi de France cède au prince de Monaco la vicomté de Carlat en compensation de la perte de ses seigneuries dans le royaume de Naples, l'acte de donation signé en février 1643 à Saint-Germain-en-Laye (103), prévoit que les juges d'appeaux de Vic conserveront le titre de juges royaux et la connaissance des cas royaux « à charge, dit le roi, que les officiers demeureront en exercice de leur charge » ; le roi d'ailleurs ne se cache pas d'avoir dérogé aux usages antérieurs : il signe ces lettres « non obstantz tous édicts et ordonnances prohi-

(99) Arch. Nat. : X 1a 5126, fol. 295.

(100) *Procuracion donnée par les officiers et habitants de Vic à l'effet d'obtenir du Conseil du roi la permission d'élire un député aux Assemblées de Haute-Auvergne, afin de résister aux tentatives de réunion au Bailliage d'Aurillac du Siège d'appeaux du Carladéz établi à Vic, 30 nov. 1614*, publiée dans les *Documents historiques relatifs à la Vicomté de Carlat*, SAIGE et DIENNE, tome I, page 682.

(101) C'est de Saint-Flour qu'il s'agit.

(102) SAIGE et DIENNE : *Documents historiques relatifs à la Vicomté de Carlat*, tome I, page 684.

(103) *Id.*, t. I, page 692.

bition de l'aliénation de nostre domaine, auxquelles nous avons dérogé et dérogeons par ces dictes présentes ».

Aurillac poursuit sa lutte larvée : un arrêt du 9 juillet 1660 (104) en proscrivant aux justiciables du ressort de Carladès de plaider devant le Présidial d'Aurillac, défend à ce dernier tribunal de casser pour cause d'incompétence au premier chef de l'Edit, les sentences rendues par le bailliage de Carladès et lui interdit de connaître dans les limites de l'Edit, des causes ressortissant au tribunal royal de Vic. Cette décision se trouve confirmée onze mois plus tard sous d'autres termes par un arrêt du Parlement de Paris confirmant les officiers du bailliage de Vic dans la qualité de juges d'appaux et faisant défense à ceux du Bailliage d'Aurillac de les qualifier autrement (105). En effet notre Présidial ne leur attribuait-il pas, par dérision, le qualificatif de « juges fiscaux » !

Ces tentatives d'absorption du siège de Vic par le Présidial d'Aurillac sont d'autant plus redoutables pour celui-là qu'elles correspondent d'une part à l'avis de Mesrigny et aux intentions de Daguesseau sur la réorganisation de la justice. De Mesrigny écrit dans sa *Relation sur l'état de la province d'Auvergne pour l'année 1637* : « Il y a un Siège royal d'appaux sis à Vic en Carladois à deux lieues d'Aurillac et qui ressortit au Parlement et a de grands différends avec le Siège Présidial d'Aurillac, ce qui cause beaucoup de frais et de ruines au pauvre peuple: et je crois, Monseigneur, qu'il serait expédient pour le soulagement des sujets du Roi, de réunir ledit siège d'appaux de Carladois au Présidial d'Aurillac » (106). Daguesseau veut lui aussi combattre l'émiettement des juridictions. L'intendant et le chancelier sont d'ac-

(104) Arrêt du 9 juillet 1660 cité par DE RIBIER : *op. cit.*, t. V, p. 551.

(105) Arrêt du 26 août 1661 publié par SAIGE et DIENNE : *op. cit.*, tome I, page 715.

(106) Bibl. Nat. — Ms Fr. 18678, fol. 5 et suivants. DE MESRIGNY : *Relation sur l'Etat de la province d'Auvergne pour l'année 1637*,

cord sur ce point : supprimer les petits tribunaux et les réunir aux grands. L'intendant Rossignol ne propose-t-il pas, à son tour, au XVIII^e siècle, l'incorporation du bailliage de Vic au Présidial d'Aurillac (107), en même temps qu'il préconise l'existence de deux présidiaux seulement en Auvergne : Riom et Aurillac, parce que le droit romain est en honneur dans l'étendue du ressort de ce dernier, tandis que la circonscription riomoise adopte les règles du droit coutumier. Nous aurons l'occasion d'y revenir dans notre troisième partie.

Il faut attendre l'intervention du duc de Valentinois, comte de Carladès, pour éviter la suppression du siège. Sa requête présentée au roi en 1751 (108) essaie de réfuter les arguments présentés par « les officiers jaloux ». « On ne dira pas, écrit-il, qu'en incorporant le bailliage de Vic à ceux d'Aurillac et de Saint-Four, on s'y propose d'épargner aux habitants du Carladès un degré de juridiction, puisque du bailliage de Vic, les appellations ressortissent nuement au Parlement de Paris, comme elles y ressortiraient des Bailliages d'Aurillac et de Saint-Four... Vic est infiniment bien plus à la bienséance des habitants du Carladès qui abordent de toutes parts avec moins de frais et d'incommodités, outre qu'ils ont pour la plupart à Vic des habitudes qu'un long usage d'y plaider leur a données et ils aiment mieux avoir à faire à leurs juges naturels et à leurs compatriotes qu'à des étrangers ». Si le comte de Carladès met en vedette qu'au bailliage de Vic « les affaires s'expédient plus promptement à moins de frais que dans les autres sièges où les parties languissent et se consomment », c'est probablement qu'il y en a peu; d'ailleurs il se montre fort embarrassé sur les arguments capitaux qui, tout en

(107) Cf. EVERAT : *op. cit.*, page 94.

(108) SAIGE et DIENNE : *op. cit.*, tome I, p. 737. *Requête présentée au roi par le duc de Valentinois, comte de Carladez, au sujet des projets de suppression du Bailliage de Vic provoquée par les officiers du Bailliage d'Aurillac.*

militant en faveur d'Aurillac, ne consacreront pas encore le triomphe de notre Présidial : à savoir « qu'il y a des charges vacantes et que Vic est inabordable du côté de l'orient pendant plus de six mois de l'année à cause des neiges ». Au surplus en apportant « au pied du trône les vœux des habitants du Comté de Carladès unis aux siens et à ceux des officiers du bailliage de Vic », le duc de Valentinois propose au Roi que « les choses ont subsisté de tout temps sur le pied où elles sont, et qu'il n'y aurait en conséquence nulle raison de les changer, nul motif de supprimer le Bailliage de Vic ».

En outre, les luttes intestines qui, comme celle entre Sistrières, lieutenant général, et Sobrier, lieutenant particulier, contribueront à troubler l'existence du bailliage de Vic. L'égoïsme, la soif des épices, l'appât d'honoraires dans des offices peu rétribués, nuisent essentiellement à la bonne administration de la justice. Malgré tout le bailliage de Vic demeure (109).

Sur un plan plus général, le trop grand nombre de justices inférieures, la vénalité des offices, l'inégalité des ressorts des Parlements entraînent la réforme judiciaire du chancelier Maupeou qui, le 23 février 1771, fait enregistrer l'édit instituant, dans l'étendue du Parlement de Paris, six Conseils Supérieurs qui devront connaître « en souverain et dernier ressort de toutes les matières civiles et criminelles dans l'étendue des bailliages qui formeroient leur arrondissement ». L'un d'eux fixé à Clermont « met les plaideurs d'accord en croquant l'un et l'autre », puisqu'il englobe avec Riom, Saint-Flour, Saint-

(109) BRETTE : *Recueil de documents relatifs à la Convocation des Etats Généraux*, t. II, p. 494 : « Le Bailliage de Vic possède une particularité assez singulière : le Roi en violation de l'ancien droit délègue à des juges seigneuriaux le pouvoir de connaître des cas royaux. Dans les lettres datées du 30 janvier 1760 portant provision de l'office de lieutenant particulier à Vic en faveur de Delrieux, nous voyons le roi ayant fait don à titre de propriété incommuable du comté de Carladez au Prince de Monaco avec pouvoir à ceux qui seraient par lui pourvus d'offices de judicature de connaître des cas royaux (Arch. Nat. : V 1 409).

Pierre-le-Moutier et d'autres, les deux tribunaux dont la haine l'un pour l'autre n'est pas encore après deux siècles, assouvie. Aurillac et Vic sont avec Riom les derniers à céder devant cette nouvelle réforme que reprendra, trente ans plus tard, le consulat. Aussi son échec va-t-il réveiller les vieilles rancœurs qui se sont tues à la suite de la réunion de ces deux sièges sous l'autorité d'un même tribunal : le Conseil Supérieur, à telle enseigne qu'en 1775, quelques mois après « la Saint Barthélemy des ministres », où en ce jour le Roi demande à Maupeou les sceaux et sa démission, nous voyons une nouvelle démarche des officiers d'Aurillac pour la suppression du bailliage de Vic, suivie d'une protestation des villes du Carladès relatée dans un *factum* rédigé par leurs syndics (110).

Il ne faut pas attendre la fin de ces dissensions avant les Etats Généraux auxquels nul de ces deux bailliages ne députe directement : c'est à Saint-Flour, en effet, que l'Assemblée Générale se réunit. Si Aurillac peut s'enorgueillir d'avoir envoyé à Versailles certains de ses représentants, Vic ne peut pas se prévaloir du même succès. Ne voyons pas cependant le couronnement des efforts de notre siège en 1789. Il ne s'effectue définitivement que par delà la Révolution et le Directoire, au moment où le Consulat érige Aurillac en préfecture. Le triomphe de notre Présidial est à titre posthume : ses tentatives d'expansion n'auront pas été vaines.

§ 2. — LA RÉSISTANCE D'AURILLAC ET LA CRÉATION DU BAILLIAGE ROYAL DE SAINT-FOUR, ÉMANATION DE CELUI D'AURILLAC.

Le siège d'Aurillac qui, à plusieurs reprises, fait cause commune avec le bailliage de Saint-Flour dans le but de se partager avec lui le siège de Vic ou de l'absorber

(110) SAIGE et DIENNE : *op. cit.*, tome II, p. CCCLXXXI.

à lui seul, montre les mêmes sentiments agressifs quand il s'agit de son démembrement. Avant l'érection de l'évêché de Saint-Flour, c'est-à-dire au début du ^{xiv}^e siècle, un archidiacre de l'évêque de Clermont y rend la justice au nom de son mandant, puis à partir de ce moment, s'établit un official au siège épiscopal. L'intendant d'Auvergne de Mesrigny s'exprime ainsi dans son *Mémoire* de 1637 : « Le Sieur Evêque de Saint-Flour est seul seigneur de la ville et les appellations du juge ordinaire dudit Sieur Evêque, ressortissent audit bailliage royal dudit Saint-Flour » (111). Saint-Flour ne connaît pas le privilège à propos duquel nous nous sommes entretenus et qui ne fait relever Aurillac ni de l'évêque de Clermont, ni du métropolitain de Bourges, mais du Saint-Siège seul.

Saint-Flour figure au nombre des prévôtés du Bailliage d'Aurillac (112). Nous savons que le roi Philippe V le Long fixe dans son ordonnance de juin 1319 (art. VIII) le nombre des sergents de chaque prévôté du Bailliage des Montagnes : sept est le maximum que Saint-Flour ne doit pas dépasser (113). Nous savons déjà que le Bailli des Montagnes, représenté à Saint-Flour par un lieutenant (114) « y tiendra ses assises générales ». La juridiction de ce lieutenant ne lui est pas propre et chaque fois que le bailli veut rendre la justice, les fonctions de son représentant cessent (115).

En 1360, lorsque le roi Jean érige pour le compte de son troisième fils l'Auvergne en duché-pairie, nous avons vu qu'il soustrait les églises cathédrales et abbatiales à la juridiction de son puîné. L'église de Saint-Flour comme celle d'Aurillac n'entre point dans la composition de l'apanage et ces deux villes qui dépendent : celle-ci

(111) Bibl. Nat. — Ms Fr. 18678, fol. 5 et suivants : DE MESRIGNY : *Relation sur l'état de la province d'Auvergne*, 1637.

(112) et (113) BALUZE : *op. cit.*, tome II, p. 152. *Ordonnance de Philippe V le Long de juin 1319* (art. 8). Cf., *supra*, p. 72 et 73.

(114) Arch. Nat. : X 1a 4922, fol. 215 v°. LE NAIN : *Plaidoiries*, tome XXII, p. 815, 29 mai 1544.

(115) Arch. Nat. : Compte du 3 mai 1444. K 68, n° 2.

de son église abbatiale, celle-là de son église cathédrale, se trouvent exemptes l'une et l'autre du tribunal du duc. L'appel des causes de la ville de Saint-Flour — comme celles d'Aurillac — doit être porté en vertu des lettres de Charles V du 18 septembre 1366 auprès du bailliage royal le plus rapproché, c'est-à-dire Saint-Pierre-le-Moutier en Nivernais (116). Les habitants de Saint-Flour, justiciables du Bailliage des Montagnes, sollicitent de François I^{er} une mesure qui leur éviterait des difficultés, et des frais coûteux de déplacement. Par un édit donné à Lyon en Novembre 1523 (117), le Roi de France, faisant droit à la demande des sanflorains, « fait, crée, érige et établit un siège royal permanent qui sera un des sièges royaux des montagnes d'Auvergne ». C'est au principe toujours respecté selon lequel il faut rapprocher la justice du justiciable, que la prévôté de Saint-Flour doit d'être devenue siège de bailliage. « Le pays de laquelle prévôté est sciz en montagnes, pays abandonné et sujet ez neiges, rivières et ruisseaux et distant la ville de Saint-Flour dudit Aurillac de 10 ou 12 grandes lieues valant 30 lieues françaises, au moyen de quoi et de la grande distance des lieux, incommodités des chemins et passages, à cause desdites montagnes, neiges, rivières et ruisseaux, les habitants d'icelle ville et prévôté dudit Saint-Flour suppliants, ont par cy devant souffert de grandes pertes, vexations, travaux, incommodités, dommages à la poursuite de leurs appellations qui ressortissent dudit Aurillac... et cela à grands frais, pertes et dépens... Considérant que dans ladite ville de Saint-Flour il y a siège épiscopal et dans laquelle ville demeurent et habitent plusieurs bons savants qualifiés et littérés personnages faits et expérimentés aux faits de la justice... ».

Ce n'est peut-être pas là le véritable motif de la créa-

(116) *Ordonnances du Louvre*, tome IV, page 660-665. Lettres de Charles V, 25 juillet 1366 - 18 septembre 1366. Cf., *supra*, p. 112 et 113.

(117) Arch. Nat. : V 5 1046.

tion du bailliage de Saint-Flour. Ne faut-il pas voir dans ce démembrement du siège d'Aurillac, un moyen pour la monarchie du xvi^e siècle de porter remède dans une certaine mesure à ses embarras financiers ? Le Roi, qui, l'année précédente, créait le Bureau des Parties Casuelles, dote notre siège d'un nombre imposant d'officiers : « lieutenant général, lieutenant particulier, advocats, procureurs, garde des sceaux, receveur de nostre domaine, enquesteurs et greffiers, lesquels auront tels et semblables gages, honneurs et profits et émoluments à cause de leurs dits offices que nos officiers du pareil état et qualité audit Aurillac ». Ce siège « sous le souverain ressort de notre Cour de Parlement de Paris... (connaîtra) de toutes causes et matières civiles et criminelles, réelles et personnelles, mixtes, pétitoires et possessoires ».

L'érection du bailliage de Saint-Flour provoque des réclamations de la ville d'Aurillac qui s'oppose en Parlement à l'enregistrement de l'édit de 1523. Le Roi demande au Parlement de ne pas prendre en considération les oppositions d'Aurillac (118) ; la preuve en est dans une déclaration faite par François I^{er} à Blois le 8 juillet 1524 : « Le Roi par édit ayant établi et créé un siège à Saint-Flour, avec les officiers nécessaires, à la publication duquel édit se seraient opposés nos officiers habitants de la ville d'Aurillac et depuis comme l'on dit, notre amé et féal conseiller l'évêque de Saint-Flour quoique décerné par nous pour bonnes justes et raisonnables causes... voulant nos droits et autorité être gardés et observés, commandons, enjoignons que ledit édit soit publié et exécuté à Saint-Flour, qu'il y soit fait prisons, potense (*sic*), carreaux, justice patibulaire et autres choses requises et nécessaires. Et quant à ce faire et souffrir, voulons que soient contraints tous nos officiers manants et habitants d'Aurillac, l'évêque et tous autres auxquels il appartiendra ».

(118) Olivier MARTIN : *op. cit.*, page 509.

Sept ans plus tard, aux termes d'une transaction du 23 février 1531 (119), le duché d'Auvergne qui demeure dès à présent au roi, est donné en jouissance à la duchesse d'Angoulême jusqu'à sa mort. Le décès de « Madame Louise » survient la même année, avec elle s'éteint le duché d'Auvergne. Le retour à la Couronne de la terre d'Auvergne ne va-t-il pas entraîner des changements dans l'administration royale dans nos montagnes ? Puisqu'il n'y a plus de duché, il ne doit plus y avoir d'exempts du duché. C'est en vertu de cette idée que François I^{er}, par l'édit de janvier 1531 (120), réunit à la sénéchaussée royale d'Auvergne le bailliage des exempts de la Basse-Auvergne situé à Montferrand. Cette sénéchaussée qui a perdu le ressort des terres d'églises pour avoir seulement cessé d'être royale, doit ainsi reconquérir ses droits en n'étant plus ducal. Il semblerait que le même motif qui entraîne la suppression du bailliage des exempts de Montferrand, doive entraîner du même coup celle du Bailliage d'Aurillac. Ne devant leur existence qu'aux mêmes causes, ces deux bailliages, si l'un d'eux vient à disparaître, devraient simultanément s'éteindre. Montferrand, si près de Riom et de Clermont, ne devait pas tarder à être victime des jalousies de ses rivales qui, jusqu'à la Révolution, et notamment au moment de l'érection du Conseil Supérieur, entretiendront des luttes sans merci. Si le siège d'Aurillac a subsisté, c'est surtout, croyons-nous, pour le motif qu'il était établi en Haute-Auvergne dans la seule ville importante par son origine, sa situation géographique et ses activités. D'ailleurs, ses officiers sauront se prévaloir de ces arguments, lorsqu'en 1763 ils craindront d'être compris dans le *projet de suppression des Présidiaux* (121). Si le Bailliage d'Aurillac avait cessé, nous aurions à déplorer par cela même la

(119) *Transaction passée entre François I^{er} et sa mère en 1531*, relatée par Chabrol dans ses *Coutumes d'Auvergne*, tome I, p. XCI.

(120) *Id.* et Bibl. Nat. — Ms Joly de Fleury 205, fol. 269.

(121) Bibl. Nat. — Ms Joly de Fleury 380, fol. 380 v^o.

suppression de celui de Saint-Flour qui n'en est qu'une émanation (122). L'édit de 1523 ne crée ce siège que par distraction de celui d'Aurillac; aussi ne faut-il pas s'étonner de voir notre future ville présidiale s'opposer à cette érection.

En 1560, après les guerres de Religion, Saint-Flour est ravagé par la peste. La crainte des ennemis d'abord, la peur de la contagion ensuite, empêchent les habitants d'alentour d'aller suivre leurs affaires devant leur tribunal et comme par le passé, portent leurs procès au Présidial d'Aurillac, qui s'efforcera de les retenir même après la cessation de la guerre et de l'épidémie. Contre ces prétentions, Henri III se trouve obligé de promulguer à Saint-Germain-en-Laye, le 26 janvier 1584, les Lettres patentes, enregistrées au Parlement le 26 juin de la même année (123) : « et néanmoins qu'en 1573 ceux de la nouvelle opinion se seraient emparés de la ville du Malzieu et de plusieurs châteaux près de Saint-Four, qui étant les plus forts aux champs empêchaient que les personnes pussent y aller pour y porter des vivres, plaider leurs causes, ni autrement, étant irrités contre la ville pour le bon devoir que les habitants en icelle faisaient pour la conserver sous notre autorité et obéissance, lesquels ennemis auraient retenu et occupé lesdits forts pendant trois années environ pendant lesquelles nos officiers audit bailliage avaient cessé la plupart du temps de tenir la cour, tant pour obéir à ce que les parties litigantes étant rencontrées aux chemins par les ennemis ne fussent tués ou pris prisonniers, comme faisant de jour à autre : afin que ne pouvant se trouver à la poursuite de leurs cau-

(122) Bibl. Nat. — Ms Joly de Fleury 205, fol. 269 v° : « ...A l'égard du Bailliage d'Aurillac et de celui de Saint-Flour, qui en était une émanation... personne n'en demanda la suppression, ils conservèrent sous nos rois la même juridiction qu'ils avaient sous les ducs d'Auvergne ».

(123) Lettres patentes d'Henri III du 26 janvier 1584 citées par CHABROL : *op. cit.*, tome I, p. XCIII, et E. MASSÉ : *La Coutume d'Auvergne*, p. 63,

ses, ne fussent surpris par les ennemis. Laquelle Cour aussi nos officiers n'auraient tenue que bien peu les années 1581-82-83 à cause du grand danger de peste qui dura ces trois années audit Saint-Flour pendant lequel temps nul n'osait, par crainte dudit danger aussi, entrer dans la ville pour plaider ni autrement ; à l'occasion de quoi plusieurs habitants de ladite prévôté se sont eux-mêmes distraits du bailliage de Saint-Flour et retirés en autres sièges distants d'eux de plus de 25 lieues dont le syndic général du tiers et commun état du pays s'est plaint à nous avec humble requête d'y pourvoir, comme aussi a fait notre procureur pour la conservation dudit siège... ».

Ainsi donc le siège de Saint-Flour garde son indépendance, mais pas complètement, puisque Saint-Flour continuera de relever d'Aurillac pour la présidialité.

Cette sujétion entraîne Saint-Flour à réveiller au ^{xviii} siècle les vieilles querelles auxquelles les édits et lettres patentes du siècle précédent se sont vainement efforcés de mettre fin. Pourquoi Saint-Flour qui, jusqu'à présent, a obtenu satisfaction du roi contre les tentatives du Bailliage d'Aurillac, n'essaierait-il pas de se hausser au même niveau que son rival par l'adjonction à son titre du qualificatif tant envié de « siège Présidial » ? D'aussi folles prétentions sont tournées en ridicule : elles sont d'ailleurs l'objet de facéties assez inoffensives (124). Saint-Flour créée ville de bailliage au moment où Aurillac l'est encore, est satisfaite d'être mise sur le même pied d'égalité que sa voisine, mais comment assurer cette « indé-

(124) « A Saint-Flour la grande ville
 « Ils veulent avoir un Présidial ;
 « N'ayant ni sous, ni deniers,
 « Il leur faut vendre le foirail,
 « Le foirail et les Charceyres
 « Notre-Dame de Frideyre,
 « Et les ânes de Rambeau,
 « Pour avoir un Présidial.

Chanson rapportée par Louis BREHIER dans *L'Auvergne*.

pendance » du moment que l'édit de 1551 ne favorise de nos deux villes qu'Aurillac seule ? Certes Saint-Flour ne peut pas espérer, moins de trente ans après l'érection de son bailliage, devenir le siège d'un présidial, mais cette grande ambition n'est pas à tout jamais éteinte (le couplet rapporté par L. Brehier en est la confirmation) : toutefois, elle n'arrivera jamais, malgré tout, à se réaliser. Aurillac, jusqu'à la veille des Etats Généraux, maintiendra toujours Saint-Flour dans sa dépendance.

Lors d'une assemblée générale du 3 décembre 1635 (125), nous apprenons que la ville d'Aurillac « assistera de ce qu'elle pourra les officiers du Présidial dans leurs oppositions à l'établissement d'un présidial à Saint-Flour qui connaîtrait des affaires d'une partie de la prévôté d'Aurillac et au transfert du siège de Vic à Mur-de-Barrez à condition que le Présidial d'Aurillac s'accommodera avec les consuls au sujet des préséances ». Si les luttes sont vives entre les édiles d'Aurillac et le Présidial, (nous reviendrons sur ces querelles de préséances qui, si elles nous semblent assez futiles aujourd'hui, figurent au nombre des causes de décadence de notre siège), dès qu'il s'agit des intérêts vitaux de la ville, l'union se fait. On tergiverse peut-être souvent pour des questions de cérémonial, d'appareil, et de costume, mais on sait faire bloc devant le démembrement du ressort du Présidial. Le mois suivant, le consul de Vernhes (126) est député à Paris pour s'opposer à l'établissement d'un présidial à Saint-Flour. Il est décidé que s'il n'y parvient pas, il demandera que le siège d'appeaux de Carladès à Vic soit transféré à Aurillac. Le consul devait obtenir satisfaction et Saint-Flour allait continuer dans les limites des deux chefs de l'Edit, à ressortir comme par le passé, au Présidial d'Aurillac.

(125) Arch. Comm. d'Aurillac, 3 décembre 1635 : BB 14.

(126) Arch. Comm. d'Aurillac, 7 janv. 1636 : BB 14.

SECTION IV

Accroissement du Présidial d'Aurillac.

Dès l'érection du Présidial, nous voyons les agents royaux continuer la politique médiatrice de leurs prédécesseurs. En 1555 le lieutenant général de Rivo procède à « l'instruction secrète faite à la requête des consuls contre le seigneur abbé d'Aurillac » (127). Sans vouloir entrer dans les détails, nous désirons seulement montrer comment les officiers du roi vont de plus en plus étendre et affermir la domination de leur maître. Certain abbé d'Aurillac est oublieux de ce principe — toujours actuel — que l'autorité et le prestige sont fonction de la dignité morale. Inconsciemment peut-être, mais sans nul doute cependant, il fait le jeu de l'influence royale au développement de laquelle travaille le Bailli ou son représentant qui est chargé en 1555, de flétrir publiquement ses mœurs libertines : « Le dict abbé despuys douze ou treize ans en ça qu'il a esté abbé, a tenu vye fort dissolue donnant malvays exemples à tous les habitants de la dite ville, car il a suborné une pouvre fille appelée la Peyronelle qui demandoit l'aulmone,... laquelle il a defflorée et entretenu (*sic*) pour concubine publiquement... et s'étant fâché d'elle, l'a bailhée à frère Jehan Veyre, son viquère général, qui l'entretient de présent... Si a entretenu et entretient le dict abbé en sa dite maison... une nommée Floreta et aussi a entretenu et entretient Mes Géraud Labeau et Géraud de Cébier, prestres, lesquels font métier de lui conduire ordinairement femmes dissolues au grand scandale du peuple... ; ledit abbé se promène ordinairement par la ville, va voir jouer les bateleurs et les fait venir jouer publiquement dans sa

(127) Arch. Comm. d'Aurillac, 1555 : FF 20. *Instruction secrète faite à la requête des consuls contre le seigneur abbé d'Aurillac.*

Arch. Comm. d'Aurillac, 22 août 1555 : FF 20. Henri II adresse un mandement au Bailli d'Aurillac aux fins d'information.

maison, fréquente les danses et les banquets... ». D'ailleurs, sa nièce aux mœurs licencieuses fait l'objet de remontrances de la part de notre officier royal : « Ladite dame Marie de Senectaire abbesse du Buis, nièce dudit abbé d'Aurillac, tient vye fort escandalleuze et de malvès exemple à la dicte ville d'Orilhac... converse avec jeunes hommes religieux, regarde les danses publiques, va veoir jouer les batelheurs et les mène jouer à son abbaye du Buis, joue de la guitare et danse publiquement... ». De Rivo malicieusement ajoute : « Quand elle est à l'esglise ne escoute aucunement le prestre... et quand le prestre tient Dieu, ne s'agenouille aucunement... regardant çà et là, parlant aux uns et aux autres au grand escandalle de tous ceux qui la voient... ».

De pareilles allégations corroborées par le témoignage de témoins (128), ne peuvent que précipiter la décadence de l'autorité ecclésiastique à Aurillac pour le plus grand profit de cet autre pouvoir par les soins duquel l'enquête s'effectue : le pouvoir royal. L'avilissement des mœurs n'est-il pas le prélude à l'effondrement ? Cela se confirme, nous l'avons déjà mentionné, par la sécularisation. Une immixtion larvée de notre Présidial dans la justice abbatiale est consécutive. Un exemple servira de preuve. Lors de l'assemblée générale du 9 juin 1664 (129), le consul Casses, traduisant notre pensée, remontre que les officiers présidiaux « par une nouveauté extraordinaire ont entrepris de ruiner la juridiction que Monseigneur l'abbé et comte, seigneur et haut justicier de la dicte

(128) Arch. Comm. d'Aurillac, août 1555 : FF 20. Parmi les 79 témoins qui déposent à propos de cette enquête, nous relevons des noms encore très courants dans notre région et dans notre ville : Durand Perrier, laboureur, habitant Saint-Simon, 35 ans ; Géraud Lafon, prêtre de Fabrègues, 25 ans ; Helips Terisse, 35 ans ; Guillaume Molès, marchand, 55 ans ; Hector Delrieu, laboureur, 60 ans ; Jean Bastide, cordonnier d'Aurillac, 30 ans ; Antoine Tourtoulou, d'Aurillac, 24 ans ; Jacques Laparra, maçon, d'Aurillac, 60 ans ; Pierre Andrieu, procureur à Aurillac, 32 ans ; Raymond Vidal, d'Aurillac, 40 ans ; Guillaume Borie, clerc d'Aurillac, 25 ans ; Jacques Cinquarbes, marchand d'Aurillac, 40 ans.

(129) Arch. Comm. d'Aurillac, 9 juin 1664 : BB 16.

ville a dans icelle, dans l'enclos des quatre croix estans dehors de la dicte ville et dans les lieux de Belbeix, Béliac et autres, auxquelles fins ils ont depuis peu faict enlever les bancs que les dicts sieurs officiers dudit abbé avoient dans la salle basse du Palais de la dicte ville et ont inhibé aux particuliers d'Aurillac de plus postuler dans la dicte jurisdiction ordinaire ».

La monarchie, avant de recevoir le droit de justice de l'abbé d'Aurillac des mains de Monseigneur de Barral, aura beau jeu pour répartir au début du XVIII^e siècle les droits de l'abbé, des consuls et de son représentant à Aurillac. Une copie d'un arrêt du Parlement (130) établit les droits respectifs des officiers de l'abbé, du Bailliage et des consuls d'Aurillac.

« L'abbé exerce la haute, moyenne et basse justice dans l'étendue de la ville et des faubourgs d'icelle et des lieux de Béliac et de Belbeix sur tous ses justiciables. Il connaît notamment des crimes et des délits ordinaires, des différends pour la chasse, des empoisonnements et sortilèges et des profanations des choses saintes... ».

Les consuls seront compétents « en matière de police, de l'exécution des ordonnances rendues dans les assemblées générales de police et des contraventions à elles faites, de l'exécution des édits et des déclarations du roi concernant la police... ».

Quant aux officiers du Bailliage, ils auront la connaissance « de tous les appels de jugements rendus en matière de police par les officiers de l'abbé d'Aurillac, le lieutenant de police et les consuls de la ville et à l'exclusion des officiers de l'abbé des criées, décretz des immeubles et sentences d'ordre... Ils connaîtront également des cas royaux... ».

C'est sous le gouvernement du soixantième et avant-dernier abbé d'Aurillac que l'influence du Présidial va atteindre son apogée et cela, d'une façon incontestée.

(130) Arch. Comm. d'Aurillac, 28 août 1706 : AA 12.

jusqu'à la Révolution qui doit anéantir notre siège. Deux causes profondes paraissent justifier cet accroissement. Le développement que ne cesse de prendre le Présidial d'Aurillac dans tous les domaines : administratif, économique, financier, ainsi que nous le verrons au chapitre suivant, éclipse depuis longtemps le rôle restreint qu'essaye encore de tenir la justice abbatiale auprès du tribunal royal. Les conflits sans nombre que se livrent depuis plus de quatre siècles les deux puissances locales et qui donnent matière aux premières interventions royales -- nous l'avons déjà démontré -- contribuent également à émousser leur autorité première qu'affronta à Aurillac, dans les derniers soubresauts de la féodalité, le représentant des Capétiens du ^{xiii}^e siècle.

C'est à la lumière de ces deux idées qu'il nous faut retracer maintenant l'abandon au profit du roi de France, du droit de justice qui appartient aux abbés d'Aurillac depuis Saint Géraud. Par acte passé par Maîtres Hébrail et Marchand, notaires, et relaté dans les Lettres patentes du 10 septembre 1748 (131), Monseigneur de Barral « abbé, comte, seigneur spirituel et temporel de l'abbaye, ville, fauxbourgs et banlieue d'Aurillac, a fait ledit abandon... le 20 août 1748 ». Par là, l'abbé cède au Roi son « droit de justice... tant dans la ville que dans les fauxbourgs et banlieue d'Aurillac... que dans toutes les terres et fiefs de sa dépendance situés dans le ressort du Parlement de Paris ». L'abbé qui, au préalable a reçu le « consentement du Chapitre de l'Eglise collégiale et abbatiale de Saint Géraud », demande au Roi d'accepter de faire exercer le droit de justice abbatiale par ses officiers de bailliage de la même manière que ce droit

(131) Arch. Nat. : AD I 26 et aussi AD II 4, n° 6. *Lettres patentes sur Arrest données à Versailles le 10 septembre 1748 qui acceptent la Cession et Abandon faits au Roi, par le Sieur de Barral, abbé, comte d'Aurillac, du droit de justice, tant dans la ville, fauxbourgs et banlieue d'Aurillac et réunion desdites justices au Bailliage dont ils ressortissent.*

« l'a été jusqu'à présent par les officiers dudit abbé d'Aurillac ».

Louis XV, par ces Lettres patentes, accepte « de l'avis du Conseil » cette cession et réunit les justices de l'abbé aux « bailliages royaux dont elles ressortissent... pour y être dorénavant, continue l'arrêt, exercées par nos officiers ». L'abbé « sera et demeurera déchargé de toutes sortes de frais de justice... qui seront faits à l'avenir dans les lieux dont il a abandonné la justice ». Du reste, le Roi se charge lui-même de rembourser « le propriétaire ou titulaire actuel du greffe de la justice seigneuriale dudit abbé d'Aurillac ».

Si le roi est titulaire d'un droit aussi important que le droit de justice, il conserve à l'abbé par ces mêmes Lettres « son titre et qualité de comte d'Aurillac, honneurs et prérogatives y attachées de seigneur spirituel et temporel, direct et foncier de ladite ville, fauxbourgs et banlieue d'Aurillac ». Le monarque stipule que les consuls seront toujours « tenus de lui prêter l'hommage et le serment accoutumé » (132). Au surplus, le Roi ne dépouille pas entièrement l'abbé de son droit de justice : il le maintient « dans le droit de haute, moyenne et basse justice dans l'enceinte des murs du Château Saint Etienne situé hors de la ville et de l'église y attenant et dans la Chatellenie de Belbeix ». L'abbé continue d'exercer tous les droits seigneuriaux sur les terres et fiefs à propos desquels il a cédé ses droits de justice. Les Lettres patentes portent : « maintenons ledit abbé d'Aurillac pour tous les lieux, terres et fiefs dont il nous a abandonné la justice dans tous les droits de chasse, de pêche, droits seigneuriaux en cas de mutations sur les fiefs et

(132) Nous avons déjà remarqué que dès leur élection, les consuls d'Aurillac prêtent serment à l'abbé seigneur de la ville. Ce trait de dépendance dont ils ne pourront s'affranchir et qui marque le début du mandat consulaire, prédispose mal nos édiles à entretenir de bons rapports avec les successeurs de Saint Géraud. Ce serment se renouvelait entre les mains du Bailli d'Aurillac ou de son lieutenant : nous nous en entretiendrons au chapitre suivant.

rotures dépendants de ladite abbaye, droits de prélation, même des fiefs libres et honorés et autres droits seigneuriaux, pour en user à l'égard des droits ci-dessus spécifiés, comme il avait droit d'en user lorsqu'il avait la justice et dans le droit de percevoir les indemnités des acquisitions qui se font à titre lucratif ou onéreux pour les gens de mainmorte, dans l'étendue de ses directes et seigneuries, de tous les fiefs et rotures... à l'exception toutefois du dixième desdites indemnités qui nous appartiendra à raison de notre justice » (133).

Si grande que soit la part apportée par le Bailli des Montagnes à notre Présidial à la cause de la Couronne, le roi, même à la veille de la Révolution, ne pourra pas se réclamer de quelque titre de propriété à Aurillac. En effet, le 21 avril 1770, a lieu l'enregistrement à Aurillac de « la lettre de feu Monsieur Trudaine, Intendant (134), du 10 juillet 1743... qui décide clairement que le roi ne peut prétendre la propriété des murs, portes, remparts et fossés de la ville » (135).

Le domaine d'influence du roi s'établit souverainement à Aurillac sur un autre domaine : si le roi ne s'appro-

(133) Un tel abandon de justice de la part du seigneur abbé d'Aurillac entre les mains du roi n'est pas unique. Des Lettres patentes semblables à celles du 10 septembre 1748 portent réunion le 4 novembre 1744, au Bailliage de Clermont, de la justice possédée sur un faubourg de cette ville par l'abbaye de Saint Alyre (Arch. Nat. : AD II 4 n° 257). De même, des lettres du 30 novembre 1745 mentionnées par Laurain dans son *Essai sur les Présidiaux* (page 74) acceptent l'abandon fait par l'évêque et le Chapitre de Saintes, les prieurés de Saint Vivien, de Saint Macou, de Saint Eutrope, l'abbesse de Notre-Dame hors les murs de Saintes, de toutes leurs justices sises dans la ville et les faubourgs et en portent réunion à la sénéchaussée de Saintonge.

C'est à cette époque que le même Louis XV, le 31 mai 1762, attribue au Bailliage et siège Présidial d'Aurillac, par « Lettres patentes sur Arrest du Conseil », les contestations relatives aux biens de l'abbaye de Maurs. Arch. Nat. : S 3224 1.

(134) C'est durant l'intendance de Daniel, Charles Trudaine, chevalier, seigneur de Montigny qui dure quatre ans (1730-1734) que s'opère l'union des deux villes de Clermont et Montferrand et la réunion du bailliage de cette dernière à la sénéchaussée et siège présidial de Clermont.

(135) Arch. Comm. d'Aurillac, 21 avril 1770 : BB 25.

prie pas la perception des droits de poids et balance, il édicte que ce matériel sera étalonné à ses armes : petit détail sans doute, mais qui trouve son importance dans un sujet où nous efforçons de montrer la mainmise du Prince — par l'entremise de ses agents — dans tous les domaines de l'activité de notre ville d'Aurillac.

Les Lettres patentes du 10 septembre 1748 « publiées à l'issue de l'audience présidiale » (136) et « affichées dans les carrefours » d'Aurillac (137) consacrent l'influence irrésistible de notre siège qui, après quatre cents ans de luttes, arrive à réduire à peu de chose les droits d'un monastère qu'a protégé Charles le Simple et qui se trouve être le modèle de celui de Cluny (138).

(136) En apostille sur les Lettres patentes du 10 septembre 1748.

(137) Ces Lettres se trouvent aussi aux Arch. Comm. d'Aurillac, 10 septembre 1748 : AA 12. La Bibl. Nat. en possède un exemplaire, Ms Joly de Fleury 1250, fol. 186.

(138) Notre Présidial semble faire sienne la phrase de Guy Coquille dans son *Histoire de Nivernais* (éd. 1612, p. 364) et rapportée par Laurain dans l'introduction de son *Essai sur les Présidiaux* « Les gens du Roy ont pour cabale et loy non escrite d'observer et exécuter tous moyens pour abaisser l'autorité et la juridiction des seigneurs et accroistre celle du Roy ».

CHAPITRE II

LE PRÉSIDIAL D'AURILLAC « ADMINISTRATEUR » OU L'INFLUENCE EXERCÉE PAR NOTRE SIÈGE EN DEHORS DE L'ORDRE JUDICIAIRE

« La fonction royale, estime Philippe Auguste dans son testament, consiste à pourvoir par tous les moyens au bien de ses sujets, à préférer l'intérêt public à son intérêt particulier » (1). Le roi et ses agents se sont toujours réclamés de ce principe dont nous verrons l'application à Aurillac sous différents aspects : économique, municipal, financier.

SECTION I

Le Présidial d'Aurillac et l'activité commerciale.

Sous les heureuses influences de ministres entièrement dévoués au monarque et à la prospérité de son peuple, la Haute-Auvergne voit le développement de différentes activités. Une cinquantaine d'années après Sully qui relève la France abattue par les désastres des guerres de Religion, Colbert donne au pays ébranlé et affaibli un regain de vitalité. Désirant asseoir la richesse du trésor sur un accroissement de la prospérité nationale, grossir les revenus de l'Etat en augmentant la fortune privée de l'industriel, du cultivateur, du marchand, Colbert s'ef-

(1) *Ordonnances du Louvre*, t. I, p. 19. *Testament de Philippe Auguste*, 1190. « *Officium regum est subditorum commodis, modis omnibus, providere et suæ utilitati privatæ publicam antefere* ». Cette affirmation nous fait penser à cette maxime de Sénèque disant au Prince : « *Non rempublicam esse tuam, sed te reipublicæ* » (La chose publique ne t'appartient pas, c'est toi qui es à elle).

force de donner l'essor au génie de la France dans toutes les voies du progrès. C'est tout à la gloire du successeur de Mazarin au lendemain des conflits intérieurs, de la Fronde et de la disgrâce de Fouquet, d'avoir su, quelques années après la guerre de Trente Ans, et au moment de la guerre de succession d'Espagne — si épuisantes l'une et l'autre par leurs répercussions à l'intérieur — d'avoir su, en développant à la fois toutes les activités et les forces productrices du pays, protéger et rendre prospères notre industrie, notre commerce et notre agriculture.

Loin de nous la pensée de retracer ici même la politique économique et protectionniste du surintendant, mais si son nom vient sous notre plume, c'est qu'il contribue à faire étendre à Aurillac — non sans l'aide du Présidial — l'influence royale dans le domaine de l'activité commerciale.

§ 1. — LE PRÉSIDIAL ET LA MANUFACTURE DE DENTELLES DU POINT DE FRANCE A AURILLAC.

Au moment où Colbert « Ordonnateur général des bâtiments, Arts et Manufactures de France » prend la direction de l'industrie et du commerce, les dentelles de Bruxelles et de Venise continuent de satisfaire chez nous la noblesse et la finance. Avant lui, la masse énorme de numéraire passant la frontière pour l'achat de dentelles étrangères a effrayé Louis XIII, au point de donner lieu de sa part à « d'itératives défenses à toute personne de porter des fraises de dentelles, d'en faire mettre soit aux linceuls, soit aux draps de lit » (2) ; le roi de France n'arrive pas à en arrêter la consommation bien qu'il ait interdit l'entrée de ces matières sur le territoire. Colbert va perfectionner cette industrie et la rendre « nationale ».

(2) Arrêt de Parlement du 5 décembre 1639, cité par Pierre CLÉMENT : *Lettres, Instructions et Mémoires de Colbert*, tome II, page 438.

(2 bis). Louis XIV, dans un arrêt du 5 mai 1665 (3) adopte le point de vue de son ministre : « Comme le commerce est une des sources les plus fécondes qui a apporté l'abondance parmi les peuples et l'une des meilleures marques des Estats les mieux policez, aussi nous nous sommes particulièrement occupez à le faire fleurir dans notre Royaume en y établissant toutes sortes de Manufactures capables d'occuper nos subjects et d'empescher le transport des deniers dans les pays étrangers ».

Jean Plumiers, Paul et Catherine de Marc reçoivent du Roi la permission de procéder à Aurillac à l'« établissement de la Manufacture des ouvrages de fil, à la manière des points qui se font à Venise, Genmes et les pays étrangers tant à l'aiguille qu'au coussin, dans toute l'étendue de notre royaume, que l'on nomme point de France ». L'arrêt porte qu'il sera envoyé à Aurillac « trois maitresses » choisies parmi les « trente maistresses et principales ouvrières de Venise et deux cents filles ou femmes des meilleures ouvrières des Flandres » (4) chargées de procéder à l'installation des dentelières qui travailleraient dans les huit villes de manufactures des ouvrages du point de France (5).

L'établissement du « Bureau de la Manufacture des points de France en la ville d'Aurillac » soulève des questions matérielles. En effet, « les trois maistresses ou-

(2 bis) Le seul souci d'une économie essentiellement protectionniste et nationale se fait jour de singulière façon en 1670. A la suite de « l'étonnante nouvelle qui « retentit comme un coup de tonnerre », mettant en deuil la Cour de France, la mort de Madame ne semble guère suggérer à notre ministre quelque sentiment d'émotion ou de regret ; il écrit à notre ambassadeur : « Il est toujours avantageux que le deuil de Madame ayt fait discontinuer le débit des points de fil qui se font à Venise ». (*Lettre de Colbert du 17 oct. 1670 à M. de Saint André, ambassadeur de France à Venise*). P. CLÉMENT : *op. cit.*, t. II, page 570.

Henriette Anne d'Angleterre, fille de Charles I^{er}, mariée en 1661 à Philippe d'Orléans, frère de Louis XIV, est morte à Saint-Cloud le 30 juillet 1670 à l'âge de vingt-six ans.

(3) Bibl. Nat. — Collection des Cinq cents de Colbert Ms 207, fol. 107. Arrêt donné à Saint-Germain-en-Laye le 5 mai 1665.

(4) Bibl. Nat. — Collect. des 500 de Colbert Ms. 207, fol. 108 r^o. Arrêt donné à Saint-Germain-en-Laye, le 5 mai 1665.

(5) L'arrêt cite : « Quesnoy, Arras, Reims, Sedan, Chateau-Thierry, Loudun, Alençon et Aurillac en Auvergne ».

rières qui doivent travailler avec deux cents femmes ou filles que la dicte ville et le voisinage doivent fournir... comme le prescrit l'arrest (6) en forme de déclaration donnée au Conseil du Roy », doivent trouver un local : c'est la principale préoccupation de notre ville après avoir décidé « qu'on remerciera le Roi pour l'honneur qu'il a fait à Aurillac d'y établir une Manufacture » (7).

C'est tout à l'honneur du Présidial d'avoir abrité, dans la maison d'un de ses membres, le personnel de cette nouvelle et royale entreprise. En effet, en moins de quinze jours, le sieur de Cébié dont nous trouvons un ancêtre, lieutenant particulier au Présidial en 1582 (8) et divers membres de la famille, officiers au même siège : Antoine, lieutenant criminel, Pierre, avocat du roi, et Antoine, procureur, loue sa maison aux consuls pour la manufacture à raison de 280 livres (9). L'établissement d'une manufacture royale à Aurillac semble répondre à la motion de respectueux attachement exprimée déjà depuis longtemps et selon laquelle « les habitants d'Aurillac sont très humbles et très fidèles subjectz de sa dicte Majesté, à laquelle de tout leur pouvoir ils veulent obéir... pour le bien de son service et bien du pays » (10).

De semblables sentiments ne sont pas unanimement communs à toute la population aurillacoise, il se trouve des habitants, des sujets de Sa Majesté pour combattre de pied ferme ces sages dispositions. Où les trouverons-nous ? Au Présidial, voici :

De même qu'il fait défense aux ouvriers de « se servir ou imiter en quelque manière ou façon que ce puisse être les patrons et dessins des entrepreneurs étrangers sous peine de confiscation ou de punition » (11), de même

(6) Il s'agit de l'Arrêt du 5 mai 1665 déjà cité.

(7) Arch. Comm. d'Aurillac, 12 juin 1665 : BB 16.

(8) Arch. Comm. d'Aurillac, 28 avril 1585 : BB 12.

(9) Arch. Comm. d'Aurillac, 3 juillet 1665 : BB 16.

(10) Arch. Comm. d'Aurillac, 28 avril 1585 : BB 12.

(11) Bibl. Nat. — Collection des 500 de Colbert. Ms. 207, fol. 108 v°. Arrêt donné à Saint-Germain-en-Laye le 5 mai 1665.

le Roi interdit à nouveau deux ans plus tard à « toutes personnes de faire fabriquer, vendre ni débiter d'autres ouvrages de points de fil que ceux de ladite Manufacture » (12). Cette question de monopole va être battue en brèche par un membre du siège royal : « Comme les marchands de Paris et les concessionnaires sur les lieux qui, n'ayant pu empescher cet établissement dans son commencement, l'ont voulu tracasser dans la suite, le nommé Courtez, procureur au Présidial d'Aurillac et marchand de points de fil... » s'est opposé, nous dit un arrêt du Conseil d'Etat du 5 juillet 1666 (13), « plus que personne à cet établissement en haine de ce que les ouvrages qu'il faisait faire ont été saisis pour être confisqués ». Cet officier royal se targuait d'obtenir bientôt la cassation, tant de la déclaration de Sa Majesté (14) que des arrêts de son Conseil ; Courtez n'allait-il pas jusqu'à dire que « la Manufacture d'Aurillac n'était qu'un privilège estorqué » au pouvoir central sous la pression de fortes sommes d'argent (15), « qu'il y avait quantité de seigneurs à la Cour qui le feraient parler au Roi et que les marchands de Paris se joindraient à lui » (16).

Notre procureur au Présidial semble se faire l'écho du peu de crédit dont jouissent auprès de certains aurillacois les « monitrices » étrangères. A propos des bruits dont elles ont été l'objet, notamment de certains qui disaient que les ouvriers du pays « sçavaient mieux travailler qu'elles » et « qu'elles pouvaient s'en retourner », de Fortia (17) rassure Colbert que « tout cela s'évanouira,

(12) Bibl. Nat. — Collection des 500 de Colbert, Ms. 207, fol. 133 v^o. *Arrêt du Conseil d'Etat tenu à Paris le 20 octobre 1667.*

(13) Bibl. Nat. — Collection des 500 de Colbert, Ms. 207, fol. 131. *Arrêt du Conseil d'Etat du Roy tenu à Fontainebleau le 5 juillet 1666.*

(14) Il s'agit de la déclaration en forme d'arrêt du 5 mai 1665 déjà citée.

(15) Bibl. Nat. — Collection des 500 de Colbert, Ms. 207, fol. 131 v^o. *Arrêt du Conseil d'Etat du 5 juillet 1666.*

(16) Bibl. Nat. — Collection des 500 de Colbert, Ms. 207, fol. 131 v^o. *Arrêt du Conseil d'Etat du Roy tenu à Fontainebleau le 5 juillet 1666.*

(17) Bernard de Fortia, chevalier, seigneur du Plessis et de Clereau, conseiller du roi en tous ses conseils, maître des requêtes ordinaires de son hôtel, commissaire départi, reste quatre ans dans la Généralité d'Auvergne, de 1664 à 1668.

leur ayant fait connaître l'avantage que la ville recevait » des leçons de ces trois étrangères « qui, à Aurillac montraient la belle manière des ouvrages de Venize que Sa Majesté défendoit dans son royaume, pour donner à ses sujets les sommes excessives qui sortoient du royaume par ces voyes » (18).

Les allégations du procureur Courtez provoquent des troubles à Aurillac. Ses complices menaçant de « chasser les ouvriers et de venir incessamment brûler la maison servant de Bureau » (19), on constate un ralentissement dans le travail. La bande à la solde de ce magistrat dépravé fait sortir de prison le commis de Courtez emportant « les ouvrages de ce dernier qui avaient été mis en dépôt ». Le Roi prévoit dans son arrêt « que si de tels désordres sont tolérés et que si ceux qui les ont faits ne sont pas exemplairement punis, c'est le moyen de ruiner ladite Manufacture et anéantir l'arrêt du Conseil du 19 février 1666, qu'il sera informé contre ceux qui sèment des bruits et des billets qui tendent à empêcher l'établissement de la Manufacture... ». Louis XIV « fait itératives et plus expresse inhibitions et deffenses audit Courtez et à ses complices de mesfaire ny mesdire auxdits Pluimiers et de Mare préposez à la conduite et travail de ladite Manufacture ». D'ailleurs le lieutenant général et les officiers du Présidial d'Aurillac, en vertu de cet arrêt, sont chargés par le Roi de veiller à son exécution : « Enjoint Sa Majesté au lieutenant général et officiers du Présidial d'Aurillac de tenir la main à l'exécution du présent arrest et aux consuls et habitants de ladite ville, de n'y contrevenir à peine de désobéissance » (20). L'arrêt du Conseil est suivi d'une disposition du Roi : « Ordonnons au sieur de Forcia, intendant d'Auvergne, décrète-t-il, d'informer

(18) DEPPING : *Correspondance administrative sous le règne de Louis XIV*, tome III, page 735. *Lettre de l'Intendant d'Auvergne de Fortia à Colbert*, 11 juillet 1665.

(19) Bibl. Nat. — Collection des 500 de Colbert, Ms. 207, fol. 131 v°.

Arrêt du Conseil d'Etat du Roy tenu à Fontainebleau le 5 juillet 1666.

(20) Bibl. Nat. — Collection des 500 de Colbert, Ms. 207, fol. 132 r°.

Arrêt du 5 juillet 1666.

sur les circonstances relatives aux abus du sieur Courtez » (21).

Sous la protection du Présidial d'Aurillac, les commis de notre manufacture : François Collinet, Louis Dumont et Jean Quin « font la recherche et la perquisition des ouvrages deffendus qu'ils ont appris se fabriquer dans les fauxbourgs de laditte ville » (22). Or, « des marchands de Bordeaux parmi lesquels le sieur La Fitte, empeschent par violence que lesdits commis ne fassent laditte visite et les chargent d'injures et de menaces ». De là un attroupement à la faveur duquel il est permis « de sauver une valise remplie desdits points deffendus ». Le procès-verbal régulièrement dressé n'empêche pas La Fitte et ses complices de « se pourvoir devant le lieutenant général d'Aurillac où ils ont fait ouyr pour tesmoins les personnes attroupées avec eux, qui sont leurs complices et obtenu un décret d'adjournement personnel contre lesdits commis » (23). De Fortia assigne La Fitte qui fait défaut en portant son appel au Parlement de Paris où « il obtient un arrest de défense sur requeste et fait inhiber lesdits commis... ». « Le roi en son Conseil... » sans s'arrêter à l'arrêt du Parlement de Paris, ordonne que la procédure commencée par de Fortia soit continuée par lui ; le Présidial d'Aurillac lui fournira tous renseignements à ce sujet.

Lors d'une assemblée générale de décembre 1670 (24), il est fait lecture d'une lettre de l'intendant déclarant : « qu'il a appris qu'il se faisait des brigues pour l'élection des consuls, que mesmes ces brigues ne tendaient qu'à détruire la Manufacture royale du point de France établie en la ville d'Aurillac, que pour esviter icelles, il estoit bon pour le service du Roi de jeter les yeux sur le sieur des Fargues, advocat du roi au Présidial ». L'in-

(21) Bibl. Nat. — Collection des 500 de Colbert, Ms. 207, fol. 132 v°. *Id.*

(22) et (23) Bibl. Nat. — Collection des 500 de Colbert, Ms. 207, fol. 133 v°. *Arrêt du Conseil d'Etat, 20 octobre 1667.*

(24) Arch. Comm. d'Aurillac, 27 décembre 1670 : BB 17,

tendant estime que le sieur des Fargues est l'homme tout indiqué qui évitera à la manufacture de périlcliter. Il est décidé que « des Fargues, avocat du roi au Présidial... homme de probité, connu, d'honneur et de vertu, et qui a toutes les qualités requises pour remplir dignement cette charge » sera nommé consul du quartier des Ponts (25).

Le Présidial n'a pas pu se conformer strictement à l'application de la déférente recommandation que Guy de Chaumeil, président et lieutenant général du Présidial suggérait lors d'une assemblée à Aurillac (26), à savoir « d'avoir l'œil à ce que le service de Sa Majesté ne soit pas altéré » : assemblée au cours de laquelle il fut décidé pour la défense du commerce, que « tous malfaiteurs, volleurs (*sic*), assazineurs et monopoleurs et ceux qui contreviennent aux délibérations prises (*sic*) aux assemblées publiques seront poursuivis en justice ». Pendant près de dix ans, comme le dit d'Ormesson dans son *Mémoire* de 1698, aucune entreprise, aucun commerce, ne dépasseront en importance la manufacture d'Aurillac : « Les Manufactures les plus considérables de la province sont celles des points de France à Aurillac et es-environs. Il s'y consommait six à sept cent mille livres par an pour payer les ouvriers » (27). C'est ce que disait déjà près de trente ans auparavant l'intendant de Fortia : « Il n'y a dans cette province (l'Auvergne) que deux Manufactures royales du point de France : Aurillac et Riom ; la première ne peut pas mieux réussir, la dernière sera sous peu en bon état » (28).

Le 25 juin 1688, M. de Vaubourg, intendant d'Auvergne, note que « le commerce des points d'Aurillac ne se

(25) Arch. Comm. d'Aurillac, 27 décembre 1670 : BB 17.

(26) Arch. Comm. d'Aurillac, 14 décembre 1595 : AA 21.

(27) Bibl. Nat. — Ms. Fr. 16756. D'ORMESSON : *Mémoire* de 1698.

(28) DEPPING : *Correspondance administrative sous Louis XIV*, t. III, p. 740. *Lettre de l'intendant de Fortia à Colbert*, 8 juillet 1669.

P. CLÉMENT : *op. cit.*, tome II, p. 566. *Lettre de Colbert à M. Le Camus, intendant à Riom*, 31 oct. 1670 : « Je suis bien aise d'apprendre que les points d'Aurillac se perfectionnent et qu'il y a pré-

soutient pas » (29). Il précise que la fabrication des points d'Aurillac semble avoir beaucoup souffert de l'émigration des « religionnaires du Languedoc et de la Guyenne qui tiraient de l'Auvergne leurs toiles, leurs dentelles de fil ». Cette diminution vient encore, pense-t-il, de ce que la mode des dentelles a changé « puisque les hommes et les femmes portent beaucoup moins de ces points qu'ils n'en portaient autrefois ». D'ailleurs de Vaubourg est persuadé que « la Manufacture d'Alençon qu'on dit qui travaille plus que celle d'Aurillac, peut toujours donner les ouvrages à meilleur marché que celle d'Aurillac, veu que le fil dont on se sert dans toutes les deux Manufactures vient également de Flandre qui est plus proche d'Alençon que d'Aurillac, et en second lieu que ce qui va à Alençon paie seulement l'entrée des cinq grosses fermes et ce qui va à Aurillac paie l'entrée et la sortie et l'entrée lorsqu'il retourne à Paris façonné en points, ainsy les marchands qui calculent et supputent jusques à une obole de bon marché, préféreront toujours Alençon à Aurillac ».

L'année suivante il donne des chiffres : « La Manufacture des points d'Aurillac qui a produit déjà 400.000 livres dans cette eslection n'en produit pas à présent 40.000 » (30). Neuf ans plus tard, d'Ormesson constate dans son *Mémoire* qu'« aujourd'hui la Manufacture des points de France ne consomme pas plus de 10.000 écus et même moins » (31). L'année suivante, une de ses lettres explique ce qu'il croit être les véritables raisons de cette décadence (32) qui tend à renouveler l'état de

seulement huit mille ouvriers qui y travaillent. Il faut toujours s'appliquer à en reglementer le nombre, et la beauté et la bonté des ouvrages estant certain qu'il n'y a rien qui attire tant l'abondance dans les provinces que ces sortes d'establisement... ».

(29) Arch. Nat. : G 7 103. Correspondance de M. de Vaubourg, 26 juin 1688.

(30) Arch. Nat. : G 7 103. Correspondance de M. de Vaubourg, 1689.

(31) Bibl. Nat. — Ms. Fr. 16756. D'ORMESSON : *Mémoire* de 1698.

(32) Arch. Nat. : G 7 105. Correspondance de M. d'Ormesson, 21 décembre 1699. Il nous dit « qu'il y a huit ans, le nombre des ou-

choses que Louis XIII avait projeté d'anéantir : l'achat à l'étranger. « La Manufacture des points de fil de France de la ville d'Aurillac est tombée depuis qu'à la Cour on ne porte plus ses points. Les étrangers qui suivent les modes de France n'en achètent plus. La préférence que l'on donne en France aux dentelles fabriquées dans les pays étrangers, cause la ruine de cette manufacture et fait sortir des sommes considérables hors du royaume ». D'Ormesson demande « qu'il plaise à Sa Majesté de donner des ordres pour faire porter à la Cour des points d'Aurillac préférablement aux dentelles des pays étrangers » (33). Si le Roi agit, pense l'intendant, la manufacture d'Aurillac est sauvée.

A cela que pouvait faire le Présidial d'Aurillac ? On ne peut pas reprocher à un siège bailliager de province de se montrer impuissant à refreiner ou à guider la mode, surtout lorsque c'est Versailles qui la répudie ou qui la lance. Toutefois, il semble qu'il soit permis d'invectiver notre Présidial au sujet de la carence dont il fait preuve devant les abus d'ordre professionnel qui se commettent au Bureau de la Manufacture et qui font l'objet d'un double rapport daté du 30 juin et du 2 juillet 1704 (34).

Le premier abus (35) qui se soit glissé dans la fabrication, le plus grave est « que la plupart des fabricants se servent de l'alun pour blanchir les points qu'ils font faire..., le point à la vérité devient très blanc, précise le rapport, mais outre que cela aplatit entièrement la brode, que cela gaste et change le dessin, et déchire le point à la première eau, il tombe par morceaux, l'alun brûlant le fil ». Le second abus est « que la plupart des

vriers de la Manufacture des points de fil de France de la ville d'Aurillac était de 5 à 6.000 » c'est-à-dire 2.000 de moins qu'en 1670. Cf. Lettre de Colbert à l'Intendant Le Camus, 31 oct. 1670.

(33) Arch. Nat. : G 7 105. *Id.*

(34) Arch. Nat. : F 12 554 — G 7 106. *Exposé des abus de la Manufacture de dentelles des points d'Aurillac*, 30 juin 1704 — 2 juillet 1704.

(35) Arch. Nat. : G 7 106, *Rapport sur les dentelles d'Aurillac*, 2 juillet 1704.

fabricants ne s'attachent plus à faire de bel ouvrage ; ils ne font aucune dépense pour recouvrer des dessins de Paris, aucuns soins pour avoir de beaux fils et à chercher de bonnes ouvrières ».

Cependant, un conseiller du roi, Lacarrière, en prenant connaissance de ces deux rapports, « qu'il a reçus sur la route de Mauriac pendant un gros orage », nous dit qu'« on espère à Aurillac que la Manufacture va se tirer de ce mauvais pas ».

Lacarrière déplore le sort des ouvrières de la manufacture dont chacune ne gagne pas un sol par jour, « alors qu'autrefois au nombre de 8.000, elles recevaient chacune un gain journalier de trente sols... ; la prévention du public, écrit notre magistrat, est si forte qu'il suffit de présenter des points d'Aurillac pour ne pouvoir les débiter quelque beaux et bien exécutés qu'ils pussent être » (36). Pour notre conseiller au Présidial, on peut « réprimer l'abus de l'alun par la nomination d'une personne sur les lieux qui se fera présenter les produits avant l'envoi fait par les marchands... et afin de mettre les ouvrages dans un état de perfection, on pourrait faire venir quelques filles d'Alençon ou de la Salpêtrière pour instruire les ouvrières dont il se feroit bientôt un grand nombre pour peu qu'elles puissent y trouver à y gagner ». Le problème de l'exportation des dentelles au delà d'Aurillac vers les grands centres et leur succès incertain préoccupent Lacarrière. Sa solution est la suivante : « Sa Majesté n'a qu'à en porter, la Cour, le reste du Royaume et les états voisins suivront bientôt ».

L'autre exposé du 30 juin 1704 et dont s'inspire notre conseiller du roi au Présidial pour remédier à la ruine complète, propose qu'en vue de redonner à la manufacture l'éclat de ses premiers jours, « il faut chercher dans Aurillac quelque magistrat ou quelque notable bour-

(36) Arch. Nat. : G 7 106. *Mémoire de Lacarrière, conseiller du roi au Présidial d'Aurillac.*

geois qui veuille prendre le soin du rétablissement de cette manufacture et que la communauté en fasse les frais. On pourra ensuite composer des règlements pour le blanchissage de ces points et dentelles que l'on marque dans le Mémoire se blanchir si mal à Aurillac et pour les autres abus que l'on a reconnus dans cette Manufacture et commettre le soin de leur exécution au lieutenant de police ou à quelqu'autre magistrat du lieu dont la probité et le zèle sont connus... » (37).

Lorsqu'après trente ans de vie d'abord aisée, ensuite plus pénible, la manufacture est sur le point de sombrer par suite de certains abus, tous les *Mémoires* établis à cette époque sont unanimes à faire appel à quelque homme probe pour rénover l'affaire. Le choix se porte sur un magistrat au Présidial d'Aurillac ou à son lieutenant de police. Le mal est trop grand (38) et déjà d'autres préoccupations assaillent les autorités municipales et le Présidial : la disette, la misère, le chômage (39).

(37) Arch. Nat. : F 12 554, *Exposé des abus de la Manufacture de dentelles des points d'Aurillac*, 30 juin 1704.

(38) Ce n'est pas sans avoir essayé tous les palliatifs qu'Aurillac voit dépérir sa manufacture. M. de Vaubourg dans une lettre de 1689 (Arch. Nat. : G 7 103. Correspondance de M. de Vaubourg) écrit : « Il serait intéressant de rétablir la Manufacture des burats et des étamines pour la consommation des laines de la province où il y en a une grande quantité et qui n'ont point de débit dans les provinces voisines à cause qu'elles sont rudes et grossières et ne servaient qu'à faire des sortes d'étoffes qu'on nomme burats pour l'usage des paysans ».

Le projet d'établir à Aurillac « une Manufacture de cotonnades, mouchoirs et siamoises » échoue à son tour au milieu du XVIII^e siècle (Arch. Comm. d'Aurillac, 20 avril 1765 : BB 23).

(39) Bien qu'elles soient manifestement en marge de notre sujet, les remarques que nous tenons à signaler au cours de cette étude sur l'activité de notre Présidial en matière économique, n'ont d'autre but que d'intéresser le lecteur aux efforts déployés par une petite région appauvrie qui essaye sous les directives des intendants et des officiers royaux locaux, de tirer de son sol toutes les richesses qui devaient dans une certaine mesure pallier aux souffrances dont elle est victime. Chabrol semble résumer le mieux notre pensée ; il écrit (*Coutumes d'Auvergne*, tome IV, page 638) : « La ville d'Aurillac a différentes branches de commerce, on y tient des foires considérables où il se fait un grand débit de bestiaux et de fromages ; il y a des manufactures de dentelles et de papeteries, les environs abondent en miel et en châtaignes : on n'y recueille pas de vin, mais les autres productions nécessaires s'y trouvent ».

§ 2. — LA DISETTE A AURILLAC ET LES EFFORTS DU PRÉSIDIAL POUR LE RAVITAILLEMENT EN BLÉ

Continuant sa politique économique, le Présidial d'Aurillac, aux fins d'améliorer le sort matériel de ses justi-

Les papeteries d'Aurillac qui donnent trois sortes de papier à savoir le « M. S. », la « Cloche » et « le Petit Jésus » sont l'objet de longs et minutieux détails de la part de l'Intendant de Ballainvillers dans son « *Etat de l'Auvergne en 1765 présenté à M. de L'Averdy, général des Finances* » (publié par J.-B. Bouillet, *op. cit.*, tome III).

Sébastien Bernard de Ballainvillers succède pour neuf ans, de 1758 à 1767 à François de la Michodière, chevalier, comte d'Hauteville, à la tête de la Généralité d'Auvergne.

Un document de la Bibliothèque Nationale (Ms. Fr. 21773, folio 81) précise : « Le surplus de l'industrie des habitants consiste au grand nombre qui en sont pour aller travailler en Espagne, aux offices utiles que les Espagnols tiennent au-dessous d'eux comme porteurs d'eau, panser les chevaux, faucher les prés, couper les bleds, servir de maçon et autres de cette nature, on scayce que ces sortes d'offices se font en Espagne uniquement par les Français qui y passent tous les ans de l'Auvergne, du Limousin, de la Marche, d'Armagnac, de Quercy, de Rouergue, de Périgord et autres païs. D'Auvergne ou plutôt des montagnes d'Auvergne du côté d'Aurillac, Mauriac et Saint-Flour, il allait tous les ans en Espagne cinq ou six mille travailleurs qui rapportoient dans le pays par estimation sept à huit cent mille livres, mais les Espagnols les ont si mal traités depuis la dernière guerre de 1688 que ce nombre est beaucoup diminué et par conséquent l'argent qu'ils en rapportaient. Il sortait tous les ans des Montagnes d'Auvergne... du costé d'Aurillac et de Saint-Flour quantité de chaudronniers, des scieurs de long ; les travailleurs à la terre et les chaudronniers d'Auvergne vont encore dans toutes les provinces du royaume et mesme dans une partie de l'Allemagne et de l'Italie. On peut compter qu'il sortait autant de ces sortes de travailleurs pour toutes ces provinces que ceux qui allaient en Espagne et qu'ils en rapportaient autant d'argent, mais cela est beaucoup diminué depuis quelques années ».

Ces procédés industriels sont encouragés par les intendants de la province. D'Ormesson tout en faisant état de la disette des bois, conseille, vu le manque de matières grasses, la plantation du noyer (Arch. Nat. : G 7 106. Correspondance de M. d'Ormesson, intendant d'Auvergne) : « L'huile que l'on tire de ces bois (pins, sapins, chênes et hêtres) sert à beaucoup d'usages dans cette province surtout à la subsistance des habitants ». Pour la plus grande fertilité du sol, il propose le reboisement et pour remédier à une « disette de bois », « d'ordonner aux seigneurs tant laïques qu'ecclésiastiques et aux communautés de semer ou planter en bois les terres incultes... d'obliger les particuliers de planter des bois autour de leurs champs ».

L'Assemblée Provinciale d'Auvergne dans sa séance du 3 décembre 1787 (Arch. Nat. : AD I 1B, page 282) se propose de développer notamment à Aurillac le commerce des cuirs : « L'abondance des bestiaux invite l'Auvergne au commerce des cuirs ; les tanneries y sont très florissantes et quoique déchues en nombre et en richesses, il en

ciables, s'emploie à leur atténuer les souffrances nées de la famine et de la misère qui endeuillent la Haute Auvergne à la fin du XVII^e siècle (40).

M. de Vaubourg écrira — affirmation peu commune sous la plume d'un intendant d'Auvergne — le 25 juin

subsiste encore à Aurillac... Aurillac est une ville de commerce et l'on trouve dans la province autant de tanneries que les genres de commerce peuvent le permettre... (page 293). Il convient d'exciter l'émulation, d'encourager les sacrifices et provoquer les ressources de main-d'œuvre ».

La même Assemblée lors de cette séance du 3 décembre 1787 nous apprend que les « chanvres d'Auvergne sont excellents pour les cordages de la marine... Le filage au rouet doit être introduit dans les villages sans perdre cependant celui de la quenouille qui s'allie avec les travaux champêtres. Cette industrie répandue dans les campagnes inspireroit au peuple l'amour du travail et lui feroit mettre à profit les saisons perdues pour l'agriculture ». Tout doit être mis en œuvre pour réorganiser ce genre de production.

D'Ormesson nous apprend (Bibl. Nat. Ms. Fr. 16756) qu'« il se fait encore plusieurs petits commerces comme celui de la colle forte. La colle forte se faisant des rognures de cuir, quand les cuirs sont préparés, lesquelles ont fait bouillir et on les broye jusqu'à ce qu'elles soient réduites effectivement en colle ; celui des suifs et de la bourre des bœufs qu'on envoie à Nantes, à Brest et à Rochefort pour espalmer les vaisseaux et pour faire des matelas ». L'intendant ajoute que « le commerce de la cire n'est pas si peu considérable qu'il n'en coûte tous les ans pour 35 à 40.000 livres des environs d'Aurillac et de Montsalvy ».

Cette rapide esquisse nous montre les efforts industriels de notre race. On lit dans le procès-verbal de l'Assemblée Provinciale d'Auvergne, séance du 3 décembre 1787 : « Le paysan auvergnat constant par caractère et méfiant par expérience n'aime pas les nouveautés. Eclairer et encourager doit être notre devise ». (Arch. Nat. : ADI IB, page 282).

Pour d'autres détails, cf. Bibl. Nat. Ms. Fr. 16756 : D'ORMESSON : *Mémoire* de 1698. Arch. Nat. : ADI IB et Correspondance des Intendants d'Auvergne.

(40) Cette misère qui, à Aurillac, prend un ton si aigu dans les quinze dernières années du « Grand siècle » se fait déjà jour en 1602 ; n'en donnons comme preuve qu'un extrait d'une requête présentée au Roi par les habitants d'Aurillac qui se plaignent de ne pouvoir acquitter certains droits : « Les droictz de clerc, parisis, double scel, double présentation, nouvellement introduictz en vos cours et juridictions dudict pais, mesmement audit Bailliage et siège Présidial d'Aurillac, sont cause que les pauvres, comme sont presque tous les habitants du tiers estat d'iceluy, (mais) n'ayant moyen de fournir à tant de frais et subsides, il n'y a point de justice pour eulx, combien que Vostre Majesté la doibve faire administrer à tous ses subjectz mais principalement aux plus petits et infimes d'autant qu'ils en ont davantage besoin, allencontre des grands, singulièrement audit pais, le plus esloigné de tout le ressort de Vostre Parlement de Paris. Et pourtant il plaira à Vostre Majesté esteindre et supprimer... lesdits

1688 (41) : « quant à la force et à la faiblesse de chascune eslection, j'ay vérifié que celles de Saint-Flour, Aurillac et Mauriac sont plus aysées que les eslections de la Limagne... On peut dire que toute la Montagne d'Auvergne vaut mieux et paie plus facilement la taille que la Limagne ». Ceci n'empêche que l'année suivante, c'est ce même intendant qui semble donner le ton à cette pénible correspondance de lui-même et de ses successeurs, constituant ainsi le témoignage probant de l'état pitoyable du ressort de notre Présidial. N'en donnons qu'un simple aperçu pour mieux mettre en vedette les efforts des officiers royaux d'Aurillac en la matière.

M. de Vaubourg écrira en 1689 : « La disette a été si grande cette année qu'elle a fait augmenter le prix des denrées de plus des deux tiers, les trois quarts du peuple n'ayant pas de quoy achepter du pain, se sont vus réduits de vivre d'herbes et de racines pendant les trois ou quatre mois de l'année ». Bien que mis en garde sur l'emploi des mots « herbes » ou « racines » employés par La Bruyère à la même époque dans sa description du paysan français (42) dans un sens bien différent de celui qu'ils ont aujourd'hui, comment ne pas être bouleversé par cette phrase du même intendant : « ...On a trouvé des personnes brouter l'herbe des prés, d'autres manger des charrongnes, il en est mort un très grand nombre de misère et de langueur » (43). Cet état pitoyable ne semble guère s'être amélioré, puisque les Receveurs généraux des Finances d'Auvergne adressent en 1696 un *Mémoire* au Contrôleur général dans lequel après avoir précisé que « la seule eslection d'Aurillac

droictz... en remboursant les acquéreurs, lequel remboursement lesdits du tiers estat parmy toutes leurs misères supporteront plus volontiers... ». Le roi accorde cette suppression moyennant remboursement (Bibl. Nat. Ms. Fr. 18166, fol. 156, Noël VALOIS, *op. cit.*, tome II, p. 92).

(41) Arch. Nat. : G 7 103. Correspondance de M. de Vaubourg, 25 juin 1688.

(42) LA BRUYÈRE : *Les Caractères*, chap. XI, 128.

(43) Arch. Nat. : G 7 103. Correspondance de M. de Vaubourg, 1689.

doit encore plus de 94.000 livres », ils ajoutent : « Les païsans pour la plupart n'ayant pas eu de quoy achepter du bled ont esté obligez faute de ce mauvais pain, de brouter l'herbe comme les bestes. Ce qui a causé dans la campagne et ensuite dans les meilleures villes des maladies populaires suivies d'une grande mortalité qui a dépeuplé considérablement le pays... » (44).

Aussi l'intendant de Vaubourg pense-t-il que « pour secourir cette province, il serait à propos que le Roi fit achepter des bleds dans la province pour les prester aux communautés qui les distribueront aux particuliers qui n'en auraient pas pour ensemençer leurs terres » (45). Le 20 juin 1691, il écrit : « J'ay visitté les élection de Mauriac et d'Aurillac. Cette dernière souffre beaucoup depuis deux ou trois mois que les paysans ont entièrement consommé le peu de grain et autres denrées qu'ils avaient recueilly l'année dernière (46)... et, poursuit-il dans la même lettre, sans l'aumone de trois mille livres accordées par le Roi (47) et d'autres ausmones qu'on a envoyées de Paris, le mal aurait été fort grand. Ces ausmones s'emploient à distribuer une fois la semaine du pain à tous les pauvres qui se présentent en quatre villes différentes de cette élection. Il s'en trouva un si grand nombre à Aurillac à la distribution du 8 de ce mois, qu'il y en eust 11 d'estouffez dans la presse quelque ordre qu'on y pust apporter... il s'en trouve ordinairement le jour de la distribution dans cette ville plus de 6.000 et dans les autres villes à proportion. Les distributions se font dans ces quatre villes, le mesme

(44) Arch. Nat. : G 7 104.

(45) Arch. Nat. : G 7 103. Corresp. de M. de Vaubourg, 1689.

(46) Arch. Nat. : G 7 103. Corresp. de M. de Vaubourg, 20 juin 1691.

(47) BOISLISLE : *Corresp. des Contrôleurs généraux*, t. I, p. 937. Louis XIV ému par cette situation « envoya un premier secours de 30.000 livres que M. de Vaubourg employa à faire des distributions de pain régulières à l'exemple de ce qui se passait chez les Bénédictins de l'Abbaye de Saint-Alyre qui avait plus de 4.000 pauvres et dans d'autres monastères ».

jour affin que les mêmes pauvres n'aillent pas en deux endroits ». *Nil novi sub sole !*

Neuf mois après, l'intendant d'Ableiges prévoit (48) qu'« il y a tout lieu de croire que la disette de blé sera cette année beaucoup plus grande qu'elle ne fut l'année passée, puisque c'est la deuxième année de disette consécutive » (49). Aussi, propose-t-il de faire venir en Haute-Auvergne les blés du Quercy ou de Bordeaux en leur faisant remonter non pas la Dordogne jusqu'à Bergerac — comme il le pensait la veille — mais le Lot. Satisfait de son idée qui « sera d'un grand soulagement infini pour le peuple du païs d'Aurillac qui en a besoin », il la communique au Contrôleur général (50) et au lieutenant général d'Aurillac. Trois jours après (51) — le temps presse — il nous communique l'avis de ce dernier sous la forme d'un *Mémoire* qui lui « paraît très exact sur la voiture et la conduite des bleds de Bordeaux pour Aurillac ». Il poursuit : « Le lieutenant général d'Aurillac homme d'esprit, me l'a adressé » (52). Ce *Mémoire* après nous avoir mis au courant sur la qualité des différents blés et les mesures de capacité en usage dans les différentes villes qu'emprunteront les convois de blé jusqu'à

(48) Arch. Nat. : G 7 104. Corresp. de M. d'Ableiges, 15 mars 1692. Gilles de Maupeou, chevalier, comte d'Ableiges, conseiller du roi, intendant, reste trois ans dans la Généralité de Riom : de 1692 à 1695.

(49) M. de Vaubourg en 1691 a constaté que le don des « Dames de Charité de Paris » ayant encore envoyé mille livres « n'a pas suffi à rétablir la situation et qu'il faudrait encore 1800 livres pour continuer les distributions jusqu'à la moisson » et implorant respectueusement le Roi, ajoute : « si Sa Majesté avait agréable de donner 600 livres, je crois que cela suffirait ». Arch. Nat. : G 7 103.

(50) Arch. Nat. : G 7 104. Corresp. de M. d'Ableiges. Lettre du 16 mars 1692 : « D'Aurillac à Bouillac, il n'y a que six lieux, le chemin est fort bon, on remonte le Looth jusqu'à Bouillac... il y a bien plus loin d'Aurillac à Bergerac le chemin y est fort mauvais ainsi les charrois de blé remontés par la Dordogne seront très difficiles, très lents et coûteront beaucoup, au lieu que par le Looth ils seront fort faciles (*sic*) fort courts et par conséquent de peu de pente ».

(51) *Id.* : Lettre du 16 mars 1692 : « Mes lettres écrites de part et d'autre aux officiers de la province les obligent de s'informer prestement de la disette qui pourroit arriver dans les mois de May et Juin ».

(52) Arch. Nat. : G 7 104. Corresp. de M. d'Ableiges, 19 mars 1692.

Aurillac, trace un itinéraire par Langon, Aiguillon, Bouillac et Aurillac (53).

De la plume de l'intendant, « le lieutenant général qui

(53) Arch. Nat. : G 7 104. *Mémoire adressé par le lieutenant général d'Aurillac à M. d'Ableiges, intendant d'Auvergne, 1692* : « ...Il y a peu de seigle du costé de Bordeaux, les grains que le pays produit consistant presque tous en froment ou mesture, mais on y en porte ordinairement de la province de Bretagne ou mesme de Dantzic, on dit qu'il y en est arrivé depuis peu des quantités considérables.

Les plaines de la Dordogne en rapportent beaucoup aux environs de Bergerac, de Chastillon et de Sainte-Foy et ceux-là sont meilleurs que ceux de Bretagne, ceux de Dantzic sont les moindres de tous. Selon les avis que l'on a reçus il n'y en a que peu dans la province de Quercy où la dernière récolte ne s'est pas trouvée abondante et les habitants du pays auroient peine à souffrir que l'on en transportât dans l'appréhension de la disette qu'ils pourroient souffrir.

Deux boisseaux de Bordeaux sont trois septiers de la mesure d'Aurillac. Le septier d'Aurillac est du poids de soixante dix livres. Le boisseau de Bordeaux de cinq cents livres, celui de Bergerac de cent vingt-cinq livres. Ainsi le boisseau de Bordeaux excède le septier d'Aurillac d'un tiers en sus ; celui de Bergerac l'excède de onze portions, les vingt-cinq faisant le tout. On ne sçait pas présentement combien le seigle se vend à Bordeaux. On a appris qu'à Bergerac le prix courant en est de quatre livres dix sols le boisseau. Le septier à Aurillac se vend quatre livres cinq ou six sols et haussera sans doute (*sic*) avec la saison ; par conséquent le seigle y est à présent plus cher qu'à Bergerac de quarante sols par septier ou environ. A prendre le blé à Bordeaux, on peut le faire remonter par la Garonne jusqu'à Aiguillon qui en est à seize ou dix sept lieues. La marée montant jusqu'à Langon, huit lieues au-dessus de Bordeaux en facilite le transport de Langon jusqu'à Aiguillon ; on fait tirer les batteaux (*sic*) par des hommes avec des cordes, ils font le chemin en deux jours si le vent est favorable, parce qu'on s'ayde aussi de voiles.

A Aiguillon on entre dans la Garonne, dans le Lot sur lequel les bateaux remontent jusqu'à Bouillac, il y a d'Aiguillon à Bouillac par eaux 32 lieues. Les grains étant débarqués à Bouillac, le transport s'en ferait facilement à Aurillac par charroy n'y ayant que 6 à 7 lieues d'un chemin fort aisé et fort praticable. — On paie un transport à Bordeaux sur chaque boisseau. On n'a pas su à quoy va cet impôt, mais il n'y en a pas plus à payer en montant sur toute la route. Ce n'est qu'en descendant le long du Lot qu'on paie certain droit à un village appelé Larnagol à trois ou quatre lieues de Cahors.

Un bateau partant de Bordeaux pourra charger trente milliers pesant qui seroit à peu près trois cens boisseaux de seigle à la mesure de Bordeaux et quatre cens cinquante setiers d'Aurillac, il peut aller aussy chargé fort aisément jusques à Cahors, éloigné d'Aiguillon de 22 lieues et passer mesme jusques à Bouillac 10 lieues plus avant si l'eau se trouve bonne sinon on y trouve des barques à commodité pour décharger et continuer la voiture. On n'a pas pu savoir précisément ce que cousterait le transport de Bordeaux jusques à Bouillac parce que y ayant peu de commerce avec cette route, on

s'en acquittera parfaitement bien » (54) reçoit la mission, dès que les blés arriveront « d'en examiner l'état, la quantité, la qualité et d'en dresser de bons procès-verbaux afin que l'on connaisse si les voituriers ne les ont pas altérés » (55) ; d'ailleurs d'Ableiges « n'a pas pu sçavoir encore certainement par le lieutenant général d'Aurillac, quel chemin vallait mieux pour voiturier les blés ou par la Dordogne ou par le Looth » (56). Au surplus il veut avoir une opinion de source autorisée à côté de celle du lieutenant général d'Aurillac. Il écrit à M. de Bezons, intendant de Bordeaux, qui lui donnera tous les « détails sur les rivières » et à qui il va passer commande des blés.

Le lieutenant général prévient l'intendant que la grande partie des blés attendus à Aurillac sont arrivés le 23 avril (57), c'est-à-dire avec une semaine d'avance. « Les bleds devaient arriver le premier ou le deux may, cependant par une lettre du lieutenant général d'Aurillac j'apprends, dit d'Ableiges, que ces bleds sont arrivés dès le

ne peut faire aucun estat certain sur le prix des voitures. Cela dépendra des occasions et de l'habileté de ceux qui seront employés pour ce soin. On craint qu'il seroit plus avantageux de freter les bateaux que de faire marché par muids ou par milleirs. De Bouillac jusqu'à Aurillac les frais sont peu considérables.

Prenant les bleds à Bergerac et aux lieux d'alentour, on pourroit les conduire en remontant sur la Dordogne jusques à Souliac ou à Florac qui en sont éloignées de seize ou dix-huit lieues. Il n'y en a que huit ou dix de là à Aurillac où il serait ensuite aisé de les voiturier par charroy et cette route paraitroit plus courte de plus de la moitié que celle de Bordeaux à Bouillac.

(54) Arch. Nat. : G 7 104. Corresp. de l'intendant d'Ableiges. Lettre de l'intendant d'Ableiges du 22 avril 1692 : « Sans la quantité de neige qui s'est trouvée dans les montagnes, j'aurais été jusqu'à Aurillac pour donner les ordres moy-mesme pour la distribution des bleds, j'ay donné au lieutenant général d'Aurillac toutes les instructions nécessaires pour cela, c'est un homme d'esprit qui s'en acquittera parfaitement bien ».

(55) Arch. Nat. : G 7 104. Corresp. de l'intendant d'Ableiges. *Id.*

(56) *Id.* Lettre du 22 avril 1692 : « ...Il me propose les deux chemins, mais j'ay appris par des voituriers d'Aurillac que j'ay déterrés à Clermont que le Looth valait beaucoup mieux ».

(57) *Id.* Lettre du 29 avril 1692. Il précise en outre que les frais de la voiture se montent à 2.500 livres ; que le boisseau est de 25 sols.

23 avril au moins en bonne partie ». M. de Bezons en « avait fait partir 2.000 boisseaux pour Aurillac ». L'échantillon qu'adresse à l'intendant notre lieutenant général d'Aurillac (et qui est attaché encore au manuscrit des Archives Nationales) ne satisfait guère d'Ableiges qui lui recommande à nouveau de dresser procès-verbal à ce sujet (58).

L'année suivante, ce même intendant écrit qu'il est à craindre que le peuple ne puisse subsister « si le Roy n'a la bonté de faire venir des bleds vers le mois de mars comme l'année dernière. Ce recours a été fort considérable et a sauvé beaucoup de peuple » (59). En constatant qu' « outre la disette et la cessation du commerce, le nombre des habitants est diminué de plus du tiers » (60), d'Ormesson constate dans une lettre écrite à Aurillac le 25 octobre 1695 que « la récolte des bleds et autres grains a esté très petite dans l'élection d'Aurillac et que... celle des bleds noirs dont se nourrit le menu peuple a entièrement manqué » (61).

(58) Arch. Nat. : G 7 104 : Lettre de l'intendant d'Ableiges, 29 avril 1692 : « Je marque au lieutenant général d'Aurillac de faire un procès-verbal de la quantité et de la qualité de ces bleds ».

(59) Arch. Nat. : G 7 104. Corresp. de M. d'Ableiges, 31 octobre 1692.

(60) BOISLISLE : *Correspondance des Contrôleurs généraux*, tome I, n° 1475. — Arch. Nat. : G 7 105. Lettre de d'Ormesson du 25 octobre 1695.

(61) L'intendant d'Ormesson écrit le 27 juin 1696 : « Les bleds noirs qui étaient sur les lieux élevés et découverts ont été greslez entièrement le 12 de ce mois ». Remerciant le Roi qui lui a envoyé « une ordonnance de 10.000 livres pour distribuer par ausmones dans les paroisses des eslections des Montagnes (Arch. Nat. : G 7 105. Lettre du 2 novembre 1699), le même intendant dans ses lettres du 17 novembre, du 15 décembre 1698 et du 15 mai 1699 déplore toujours le manque de fourrage et nous brosse un tableau de la situation du paysan auvergnat : « Les habitants qui ont trois ou quatre bœufs ou vaches, plus ou moins, sont obligés de s'en défaire et de se restreindre à ce qu'ils en peuvent nourrir à proportion de ce qu'ils ont sauvé de mauvais fourrage à cause des pluies torrentielles de sorte que ceux qui n'ont point de fourrage sont privés du secours qu'ils retiroient d'une ou deux vaches pour leur nourriture et celle de leur famille et qui tel qui avait quelque argent ou des meubles avant 1693 a été obligé de s'en défaire aussy pour se nourrir et sa famille, ladite année et la suivante ou pour payer les taxes et les levées extraordinaires durant la guerre qui vient de finir. La plupart des gens

§ 3. — LE REMÈDE A LA MISÈRE EN HAUTE-AUVERGNE.

La solution qui avait été envisagée par le lieutenant général d'Aurillac et par les intendants de la dernière décennie du XVII^e siècle, ne pouvait être qu'éphémère. La disette, quelque peu atténuée à Aurillac par l'arrivée de grains d'autres provinces, devait, selon Versailles, se trouver enrayée par l'institution d'une « Lotterie royale ». L'intendant Le Blanc après avoir donné ordre au lieutenant général d'Aurillac de publier et afficher l'arrêt du Conseil concernant la loterie écrit : « Il ne faut pas se flatter qu'elle produise pour beaucoup de billets » (62).

Ce n'était en effet qu'une gageure. Le bon sens populaire auvergnat de cette époque (qui a perdu aujourd'hui, il faut bien le reconnaître, son caractère réfléchi — pour un peu du moins —) incite à placer des espoirs de futur bonheur non dans un gain — aussi problématique qu'inopiné —, mais bien plutôt dans la compression des dépenses, dans la parcimonieuse économie faite chaque jour à chaque occasion.

Le remède principal a dû être trouvé dans l'agriculture : les foires et marchés ont été une source nouvelle d'activité ainsi que le montre une décision de la

de la montagne sortent de la province avec toute leur famille et abandonnent leurs biens sans culture et vont demandant l'aumône. Il en est revenu qui font le même métier parce qu'on a pas voulu les recevoir dans les provinces voisines ». (Lettre de d'Ormesson au Contrôleur général, 17 novembre 1698). Dans une lettre du 15 décembre suivant, l'intendant d'Auvergne explique que les marchands du pays ne sauraient aller chercher des grains à l'étranger : « cette province, dit-il, est dénuée par le défaut de rivières navigables, du commerce qui se fait dans les autres et par conséquent de marchands pour l'entreprendre. Il n'y a ici que ceux qui vivent au jour le jour avec un petit trafic et négoce réglé, mais nous n'en avons aucuns qui aient les correspondances, l'intelligence, l'argent comptant ni le crédit qui seroient nécessaires pour cela. (Lettre de d'Ormesson au Contrôleur général, 15 décembre 1698. BOISLISLE : *op. cit.*, tome I, n° 1789).

(62) Arch. Nat. : G 7 106. Correspondance de l'intendant Le Blanc. 18 septembre 1704. Claude Le Blanc, chevalier, seigneur de Passy, Es-signy, Saint-Nicolas est intendant à Riom de 1704 à 1707.

municipalité d'Aurillac qui demande l'établissement d'une foire nouvelle. Les cinq foires déjà existantes (63) « qui ne sont établies que pour procurer aux habitants de la province le moyen de débiter leurs bestiaux et de payer les tailles et autres impositions ne suffisent plus pour la présente ville : la principale de la Haute Auvergne » (64). Il serait intéressant de voir le Présidial d'Aurillac continuer la politique du Bailli dans ce domaine ; malheureusement nous avons dû renoncer à exposer ici le rôle de notre siège en la matière, les documents manuscrits étant pour la plupart sur place.

Nos paysans, dans cette période de détresse en viennent à utiliser les « succédanés », à se nourrir « d'un pain de racines, inventé par le Docteur Retis de la pro-

(63) En octobre 1539, aux trois foires établies, François I^{er} en ajoute deux. Arch. Nat. : JJ 254, fol. 67, n° 355. — Catalogue des Actes de François I^{er}. IV 58. 11263 : « François ...Savoir faisons ...Nous avoir receu l'humble supplication de nos bien aimez les manans et habitans de la ville d'Orilhac au hault païs d'Auvergne contenant que en ladite ville affluent grant quantité de marchandise et entre autres grant nombre de bestail tant beufz, vaches, brebiz, moutons, chevaux, ponnées, mulles, et mulletz où se viennent fournir et pourveoir les habitans de Guyenne, Provence, Languedoc, Daulphiné et autres personnes, et à ceste cause pour le bien, proffict de la chose publique et du faict de marchandise y seroient bien convenables deux foires en l'an oultre troys qui sont d'ancienneté, c'est assavoir l'une d'icelles le lundy prochain précédant le lundy gras et l'autre le septiesme jour d'aoust, s'il nous plaisoit icelles y créer, ordonner et establir et pour ce impartir notre grâce, pourquoy Nous, ces choses considérées, désirant le bien proffict et utilité de nos subjectz, intervenans à la supplication et requête desdits supplians avons créé, érigé, ordonné et estably et par ces présentes créons, érigeons, ordonnons et établissons à ladite ville d'Orilhac lesdites deux foires oultre les trois qui sont d'ancienneté pour y estre doresnavant à tousjours mais tenues, entretenues en tel lieu que par lesdits habitans sera advisé, c'est assavoir l'une d'icelles ledit lundy prochain précédant le lundy gras et l'autre ledit VII^e jour d'aoust ; et que ausdites foires tous marchans puissent aller, venir, séjourner et retourner, vendre, etc... pourvu qu'il n'y ait ausdits jours autres foires à quatre lieues à la ronde. S'y donnons en mandement par cesdites présentes au Bailli des montaignes d'Auvergne ou à son lieutenant... Donné à Compiègne au mois d'octobre l'an de grâce mil cinq cent trente neuf et de nostre règne le vingt cinq^e.

Ainsi signé : par le Roy, messire Lazare De Baïf maître des requestes ordinaires de l'hostel... ».

(64) Arch. Comm. d'Aurillac, 17 décembre 1742 : BB 20 — 18 décembre 1745 : BB 29.

vince de Bresse,... qui a été trouvé bon par le roi » (65).

L'intendant, comme le lieutenant général d'Aurillac, est cependant sceptique : la racine nécessaire faisant à peu près défaut dans le ressort de la Généralité.

Ces palliatifs ne font qu'entretenir les populations dans un état de misère (66) ; ces mesures n'enrichissent pas le pays : la production n'en est guère plus activée. La mise en valeur de la Haute-Auvergne par les efforts combinés de l'intendant et des officiers de justice de la province s'accomplira, mais beaucoup plus tard dans le cours du XVIII^e siècle. Nous allons y revenir plus longuement à la section suivante.

SECTION II

Le Présidial d'Aurillac et les questions municipales.

§ 1. — L'INGÉRANCE DES OFFICIERS PRÉSIDIAUX DANS LE CONSULAT D'AURILLAC.

A. — *Le Présidial d'Aurillac et les Assemblées Municipales.*

Les questions relatives à la vie même d'Aurillac sous l'ancien régime, sont traitées lors de réunions qu'on pourrait sans crainte de se tromper, comparer à nos séances de conseils municipaux. Ces assemblées sont

(65) Arch. Nat. : G 7 105. — Correspondance de l'intendant d'Ormesson, 6 juillet 1699 : « Là où cette racine pousse un home (*sic*) pourrait en ramasser assez pour se nourrir 12 à 15 jours ». L'auteur « espère faire bonne pitance de ces racines assaisonnées », il croit que « l'on pourra encore en faire quelque boisson... Ce pain est incomparablement au-dessus et vaut mieux que le pain de fougère qui par son amertume et mauvaise saveur est très dégoutant, les pains de chataigne et de gland n'ont encore rien d'approchant de celui cy. Les racines sont à couvert des grêles et des orages, des tempêtes et de toutes les injures de l'air et c'est pour cette raison que l'on pourrait se mettre à couvert de la famine... ».

(66) Arch. Nat. : G 7 106. — Lettre de d'Ormesson, 28 juin 1704 : « Il se vend si peu de denrées, quoiqu'elles soient toutes à bas prix, que ceux qui étaient autrefois les plus aisés et en estat d'achepter des nouveaux offices, sont aujourd'hui dans l'impossibilité de ne rien entreprendre ».

connues à Aurillac sous le nom d'Assemblées Générales ; les archives communales attestent l'action sans cesse pénétrante qu'y accomplit notre Présidial. En effet, nombreuses sont les assemblées que préside le Bailli ou son lieutenant. Nous ne voudrions pas ici en énumérer une liste bien sèche : que les exemples que nous allons en donner fassent ressortir davantage l'influence qu'a exercée dans l'ordre administratif le Présidial d'Aurillac sur les destinées de notre ville.

Le 17 septembre 1546, Géraud de Saint Mamet, lieutenant du Bailli des Montagnes, préside une assemblée générale en vue de la nomination de procureur pour soutenir l'appel interjeté par les consuls d'Aurillac devant les Grands Jours de Riom, d'une sentence rendue par le Bailliage contre ces consuls au profit de Jean Collinet et de Jean Destaing (67). Il s'agit l'année suivante (68) d'établir des « greniers à sel dans le Haut Pays » : nouvelle assemblée générale que préside M. de Saint Nectaire, Bailli des Montagnes. L'entretien des gens de guerre demande d'être étudié en séance : c'est le 11 juin 1591 (69), sous la présidence du lieutenant général civil et criminel du Bailliage d'Aurillac, qu'« on décide d'imposer la somme de 12.000 escus pour l'entretien des gens de guerre de M. de Messilhac (70). Gouverneur du présent pays et d'octroyer la somme de 300 escus au sieur de Morèze, lieutenant dudit Gouverneur, pour reconnaître les bons services par lui rendus ».

Bien souvent, comme le fera Gabriel Broquin (71),

(67) Arch. Comm. d'Aurillac, 17 septembre 1546 : BB 7.

(68) Arch. Comm. d'Aurillac, mai 1547 : BB 7.

(69) Arch. Comm. d'Aurillac, 11 juin 1591 : AA 21.

(70) De Messilhac possédait un château dans la région. Dressé sur un piton rocheux au-dessus du Goul à quelques kilomètres de Raulhac, le château du seigneur de Messilhac porte une inscription dont l'esprit ne peut pas heurter, mais au contraire sanctionner en matière d'hospitalité, les nouvelles règles d'étiquette et de bienséance que nous concevons si aisément depuis la toute dernière guerre : « Qui vient céans et rien ne porte, soit diligent de passer la porte, car notre état ne peut porter céans venir sans rien porter ».

(71) Arch. Comm. d'Aurillac, 8 mars 1631 : BB 14.

c'est le lieutenant général qui occupe encore au XVII^e siècle le fauteuil présidentiel (72). Cet usage, s'il vient à être violé, soulève l'indignation du Présidial : lors de l'assemblée du 16 décembre 1646 le lieutenant général ne proteste-t-il pas sur certaines délibérations prises en son absence (73) ? Le 17 mai 1630, le lieutenant général intente un procès aux consuls pour ne point avoir envoyé l'un d'eux le chercher chaque fois que le Conseil se réunit (74).

D'ailleurs les autres officiers du Présidial ont droit d'assister auprès de leur supérieur hiérarchique aux délibérations : c'est ainsi qu'au sieur de Senezergues, procureur du roi, ayant demandé d'assister aux assemblées en prenant place après le lieutenant général et avant les consuls en charge, « puis voulant relascher quelque chose de ses droictz déclarant se contenter de siéger avant les anciens consuls », il est répondu qu'il prendra place seulement « après les anciens consuls comme les autres officiers du Présidial » (75).

Il y a gros à parier que ces réunions doivent être empreintes d'une certaine monotonie, car nous les voyons désertées — comme le fait aura tendance à se renouveler (76) — au point que déjà le 29 mai 1560 les consuls constatent par procès-verbal que l'assemblée générale qu'ils ont convoquée comme à l'ordinaire « n'a pas pu se tenir à cause du défaut d'assistants » (77). Le surlendemain le lieutenant général, après avoir autorisé les arbalétriers à « dresser leur jeu d'arbalète » entre la porte des Frères et celle de Saint Marcel, enjoint aux

(72) Citons encore entre autres sans pouvoir entrer dans le détail les Ass. du 31 mai 1560 : BB 8 — 29 juin 1563 : BB 9 — 17 mai 1630 : BB 14 — 2 juin 1645 : BB 13 — 15 juillet 1641 : BB 15 — 7 octobre 1647 : BB 15 — 28 décembre 1648 : BB 15 — 18 mai 1765 : BB 23.

(73) Arch. Comm. d'Aurillac, 16 décembre 1646 : BB 15.

(74) Arch. Comm. d'Aurillac, 17 mai 1630 : BB 14.

(75) Arch. Comm. d'Aurillac, 15 décembre 1645 : BB 15.

(76) Arch. Comm. d'Aurillac, 13 mai 1693 : BB 18.

(77) Arch. Comm. d'Aurillac, 29 mai 1560 : BB 8.

conseillers d'assister régulièrement aux assemblées (78) et ce, « sur les peines contenues à l'estatut de céans » (79). Trois ans plus tard, nous voyons que ceux, qui, sans excuse, n'assistent pas aux séances sont condamnés à trois livres d'amende et plus en cas de récidive (80). Une assemblée générale du 13 février 1762 (81), nous donne un aperçu du tarif : trois livres d'amende à la première contravention, six livres en cas de récidive et pour la troisième fois : la privation du droit de vote à perpétuité.

Chez le lieutenant général se tiennent des conseils particuliers : on en trouve un le 6 octobre 1564 au cours duquel on décide « que les malades et infectz seront mis au moulin de la Dauphine » (82).

B. — *Le Présidial d'Aurillac et les élections consulaires.*

Non seulement le lieutenant général d'Aurillac préside ces séances ou tient des conseils particuliers, mais encore c'est en sa présence et entouré de ses officiers que se font les élections consulaires : n'en donnons comme preuve que trois pièces des archives communales d'Aurillac. Le 3 septembre 1568, le lieutenant général somme ses officiers d'assister à la séance d'élection des consuls sous peine de 500 livres d'amende (83). La séance du 28 décembre 1648 est interrompue pour donner le temps nécessaire d'aller chercher le lieutenant général du Présidial et les représentants des frairies pour procéder à l'élection des consuls (84). Un arrêt du Conseil

(78) Arch. Comm. d'Aurillac, 31 mai 1560 : BB 8.

(79) Arch. Comm. d'Aurillac, 29 juin 1563 : BB 9.

(80) Arch. Comm. d'Aurillac, 2 juin 1645 : BB 13.

(81) Arch. Comm. d'Aurillac, 13 février 1762 : BB 23.

(82) Arch. Comm. d'Aurillac, 6 octobre 1564 : BB 9. Le 1^{er} mai 1565 (Arch. Comm. d'Aurillac, 1^{er} mai 1565 : BB 9) il est décidé en assemblée générale que ceux qui ont été « infectz et pestifferez et qui ont de quoi payer seront poursuivis en paiement de ce que la ville leur a fourni... le Moulin de la Dauphine sera rendu à son propriétaire à qui on paiera son dû ».

(83) Arch. Comm. d'Aurillac, 3 septembre 1568 : BB 11.

(84) Arch. Comm. d'Aurillac, 28 décembre 1648 : BB 15.

Privé du 26 novembre 1681 enregistré au Présidial d'Aurillac le 13 novembre 1682 (85) réglemente le mode d'élection des consuls qui s'effectuera dorénavant lors d'une assemblée à laquelle « le lieutenant général présideroit et où assisteroient les trois consuls en charge et ceux des dix années précédentes pour faire ladite nomination, chacun des opinans seroit tenu de mettre es mains du secrétaire de ladite ville des billets signés d'eux contenant le nom de ceux qu'ils voudroient nommer pour estre les voix comptées par celluy qui présidera et la nomination faicte à la pluralité des suffrages. Sa dicte Majesté par un aultre arrêt du 1^{er} avril en interprétant le susdit arrêt a ordonné qu'à l'avenir la lecture des dicts billetz sera faicte par ledict lieutenant général en présence des consuls qui se trouveront en charge et qu'il sera permis auxdits consuls de vérifier lesdicts billez après la lecture d'iceux pour estre ensuite procédé à ladicte nomination ».

Si ce n'est pas assez montrer l'influence exercée par notre Présidial dans la ville d'Aurillac, disons — sans avoir le moindre dessein de commenter le détail des élections consulaires sous peine de sortir du cadre fixé par notre sujet — comment lors d'une cérémonie qui se renouvelle annuellement, l'agent du roi arrive à prendre le pas sur les deux autorités locales et à conserver quoi qu'il arrive, son influence. Le résultat du scrutin connu est officiellement annoncé le premier dimanche de septembre suivant l'élection (86). Les nouveaux élus dont la liste est publiée après la messe à l'église paroissiale « prêtent serment accoustumé entre les mains du lieutenant général... puis entre celles de l'abbé d'Aurillac représenté par son vicaire » (86).

Remarquons l'ordre de la cérémonie : c'est d'abord à l'officier royal que revient l'honneur de recevoir le ser-

(85) Arch. Comm. d'Aurillac, 13 novembre 1682 : BB 18.

(86) *Règlement pour l'élection des consuls d'Aurillac* dans BOUILLET : *Tablettes historiques*, tome III, p. 268. Le serment s'effectue en l'église Notre-Dame. Cf. la note suivante.

ment des édiles d'Aurillac. L'abbé quoique « seigneur temporel et spirituel » ne vient qu'en second lieu (87) : petit détail peut-être mais qui recèle de l'importance dans l'étude d'une institution royale qui assure les destinées d'une ville, d'une région.

§ 2. — LE PRÉSIDIAL D'AURILLAC ET LA POLICE.

Pendant plusieurs siècles, les fonctions de police ont été exercées par les autorités de justice qui doivent apporter dans l'une et l'autre tâches les mêmes préoccupations d'équité (88) ; ce n'est qu'à la fin du ^{xvii}^e siècle que la différenciation s'est opérée dans les tribunaux royaux soumis à l'autorité immédiate des intendants de province. Les Archives Nationales contiennent un questionnaire sur la manière dont s'effectue la police dans chaque ville de la Généralité de Riom et qui ne comprend pas moins de sept questions au nombre desquelles celle-ci : « Par qui la police est-elle exercée ? » En regard il est répondu pour Aurillac que « Monseigneur l'abbé de Saint Géraud est seigneur de la ville et que dans toutes les villes qui dépendent de seigneurs la police est exercée par leurs officiers conjointement avec les consuls : on croit néanmoins qu'à Aurillac et Saint-Flour les officiers des bailliages royaux y ont quelque part » (89). M. de Vaubourg fera d'ailleurs une « enquête plus approfondie ».

D'une façon plus précise un document de la Bibliothèque Nationale, daté de 1709, vient corroborer le ques-

(87) Arch. Comm. d'Aurillac, 1^{er} septembre 1555 : BB 8 — 5 sept. 1557 : BB 8 — 1^{er} sept. 1560 : BB 9 — 7 sept. 1561 : BB 9 — 6 sept. 1562 : BB 9 — 10 sept. 1563 : BB 9. Après le serment entre les mains du lieutenant général du Présidial, les consuls se rendent à l'abbaye où ils ont présentés par le premier consul sortant à l'abbé ou à son vicaire général. Ainsi c'est Pierre de Saint-Marsal qui, le 6 novembre 1565 reçoit leur serment, ou Guy de Tournemire, vicaire de l'abbé, le 1^{er} septembre 1566. Citons encore les serments des 7 sept. 1567 — 3 sept. 1568 — 16 avril 1718...

(88) En ce sens, Olivier MARTIN : *op. cit.*, page 194.

(89) Arch. Nat. : G 7 103. Corresp. de M. de Vaubourg, 25 janvier 1690.

tionnaire que nous commentons, en nous apprenant : « Le seigneur abbé de cette ville (Aurillac) fait exercer la police par ses officiers conjointement avec M. le Lieutenant général de notre siège » (90).

Ces fonctions « regardent notamment tout ce qui a rapport, continue ce questionnaire, aux poids, aulnes et mesures (91), les qualités des vivres et denrées (92) soit au marché, soit par les bouchers,... le taux du pain, de la viande... » (93). Cet état est dressé à un moment où le roi toujours désireux de combler le vide des caisses du Trésor, s'ingénie à multiplier les offices opérant ainsi une différenciation dans l'exercice des fonctions de police et de justice. Aussi, quand il s'agit de connaître « quels sont les sujets capables de la remplir (la fonction de police) par leur probité, leur intelligence et leurs facultés », notre questionnaire répond : « A Aurillac il n'y a aucun sujet qui ayt plus de mérite que le lieutenant général... tout bien examiné, il semble qu'il n'y ait d'autre party à prendre ».

C'est le lieutenant de police d'Aurillac, nommé en vertu d'un édit du roi en octobre 1699 (94), qui présidera à l'hôtel de ville l'audience de police assisté de deux officiers du Bailliage et de trois officiers municipaux (95).

Le Présidial persiste à vouloir annihiler le consulat dans ses fonctions vitales ; ne voit-on pas quelques années avant la Révolution Lacarrière de la Tour, lieutenant général, nommé récemment lieutenant de police,

(90) Bibl. Nat. — Ms. Joly de Fleury 1250, folio 136 r°, 18 décembre 1709.

(91) C'est sur cette matière que portait l'arbitrage du Bailli des Montagnes Guil. de Chaberroc, déjà étudié (Arch. Comm. d'Aurillac, 8 mai 1347 : FF 16).

(92) N'est-ce pas le lieutenant général d'Aurillac qui devait dresser « procès-verbal de la qualité et quantité des blés » commandés par l'intendant d'Ableiges à M. de Bezons en 1692 ? (Arch. Nat. : G 7 104).

(93) Ces matières ont dû être arbitrées avant de Chaberroc par le Bailli des Montagnes Guil. des Achilloux à la fin du xiii^e siècle dans sa sentence arbitrale qui porte le nom de Deuxième Paix d'Aurillac.

(94) Arch. Nat. : AD I 26.

(95) Arch. Comm. d'Aurillac, 1769 : FF 56.

prétendre exclure les officiers municipaux des fonctions de la police, alors que « les titres les plus respectables les ont maintenus dans cet exercice » (96).

Le Présidial dès ses débuts s'immisce bien vite dans le domaine de la police. En raison du danger de peste qui sévit à Aurillac, les officiers du roi et les consuls décident que douze hommes aux ordres de deux de leurs concitoyens veilleront à la police d'Aurillac (97). Le lieutenant criminel de Cebié se plaint lors d'une des nombreuses assemblées de la ville, de l'attitude du curé Antoine Lacombe qui prétend « que l'Eglise et la Chère (*sic*) sont à lui, que personne n'y peut prescher sans sa permission, que c'est à lui seul exprès de prescher aux festes solennelles, en quoy il a troublé lesdits consuls au droit de possession qu'ils ont de tout temps de choisir le prédicateur que bon leur semble et au droict et privilège qu'ils ont en ladicte Esglise comme fondateurs et patrons d'icelle » (98). Le lieutenant général d'Aurillac informera contre le sonneur et le curé. La levée de péage indue est motif de procès à l'instigation de Guillaume de Senezergues, procureur du roi, qui remontre lors d'une assemblée générale que (99) « le jour de la foire Saint-Urbain passée, le sieur de Conrotz par une contravention manifeste aux arrètz de la Cour de Parlement, faisait faire la levée de peage aux Prades et aultres endroitz proches de la ville par des gens et

(96) Arch. Comm. d'Aurillac, 21 mars 1784 : FF 57.

(97) Arch. Comm. d'Aurillac, 9 novembre 1563 : BB 9.

(98) Arch. Comm. d'Aurillac, 9 mai 1661 : BB 16. De plus, de Cebié « a ramoustré qu'hier, après les vespres, en ladicte Esglize, un P. jésuite preschant... ledit Curé sortit de la Sachristie avec bruit et tumulte et s'en alla droict à la Chère (*sic*), commanda audit prédicateur de descendre... et non content de ce, il aurait commandé au sonneur de monter au clocher et sonner toutes les cloches, ce que lesdits sieurs consuls n'auraient pas pu empescher, parce que ledict sonneur s'estant barricadé dedans, ne voulut point ouvrir ny cesser ladicte sonnerie... ». Le consul décide qu'on informera l'abbé d'Aurillac de ce qui s'est passé et qu'on portera plainte devant le lieutenant général.

(99) Arch. Comm. d'Aurillac, 29 mai 1662 : BB 16.

autres ses domestiques, lesquels en outre faisaient beaucoup d'exactions et de violences ».

Bien avant les guerres de Religion, la garde de la ville donne lieu à l'ingérence de l'agent royal. Le 3 juillet 1494, le lieutenant général donne pleins pouvoirs aux consuls sur l'ouverture des portes de la ville (100). Au moment où Aurillac devient le centre de la résistance aux assauts des protestants, nous trouvons notre siège prendre fait et cause contre « la Religion Prétendue Réformée » (101). C'est sous la présidence du Bailli des Montagnes Guy de Miremont, qu'il est décidé qu'il sera dressé un rôle de tous les habitants répartis en dizaines et centaines aptes à porter les armes. « Nous Bailly avons permys et permettons aux habitans de ladicte ville de prendre les armes, soy assembler, sonner taborin et desployer enseigne pour le roi » (102), ainsi aucun réformé ne pourra entrer dans la ville. Quinze jours plus tard, l'agent royal est requis de faire « publier à son de trompe, la défense de tirer coup d'arquebuse ou de pistolle, la nuit,... dès que la sentinelle sera posée, de faire défense à tous les réformés tant hommes que femmes, de s'assembler... ne parler les uns avec les autres... et de sortir hors de la ville sous peine de n'y plus rentrer ; d'ordonner à tous les réformés qui étaient sortis de la ville le 30 septembre dernier et qui s'étoient retirés dans les environs, d'avoir à quitter le pays » (103). Trois semaines après (104), il est décidé qu'un officier du roi, secondé d'un consul, assurera avec l'aide de vingt hommes, la garde de l'unique porte ouverte (105).

(100) Arch. Comm. d'Aurillac, 3 juillet 1494 : BB 5.

(101) Toutefois il ne faudrait pas omettre l'attitude résolument hostile à l'égard des catholiques du sieur Lamire qui, lieutenant criminel et président de notre siège, a condamné à mort les consuls d'Aurillac qui auraient favorisé l'entrée du gouverneur de Saint-Herem. Cf. IMBERDIS : *Histoire des Guerres religieuses en Auvergne*, tome I, p. 78 et s. et *supra*, note 28, p. 132 et 133.

(102) Arch. Comm. d'Aurillac, 7 octobre 1567 : BB 10.

(103) Arch. Comm. d'Aurillac, 21 octobre 1567 : BB 10.

(104) Arch. Comm. d'Aurillac, 7 novembre 1567 : BB 10.

(105) A Aurillac la police ne doit se relâcher si l'on en juge par

§ 3. — LE PRÉSIDIAL DANS L'ADMINISTRATION DE L'HÔPITAL D'AURILLAC.

D'une façon encore plus manifeste, le Présidial d'Aurillac participe à la vie municipale. C'est ainsi qu'après avoir nommé aux postes « d'administrateurs spirituels et temporels » de l'hôtel-Dieu (106) certains membres

l'esprit d'une lettre écrite par le célèbre Mandrin au commandant de la maréchaussée de notre ville, et adressée par le subdélégué Pagès de Vixouze à M. de la Michodière, intendant d'Auvergne : « Je dois me rendre au premier jour dans votre ville, Monsieur avec un détachement de 50 hommes que j'attends ici. Je sçai que vous avés des ordres contre moy et contre ma troupe : je n'ignore point votre zèle pour le service, mais je dois vous presvenir que dans le cas où vous fairés le moindre mouvement contre moy ou contre ma troupe, ne trouvés pas mauvais si vous nous trouvés sans quartier ; ma troupe doit vaincre ou mourir et si quelqu'un oubliait ma devise, je le fairois arquebuser à votre porte. Je suis avec considération Monsieur votre très humble et très obéissant serviteur. Signé : de Mandrin. Lettre publiée par COHENDY : *Mémoire historique sur les modes successifs de l'administration dans la Province d'Auvergne*, p. 139.

(106) Dans un extrait d'un *Mémoire trouvé dans les archives de l'hôpital général d'Aurillac* conçu en ces termes, nous lisons : « L'Hôtel-Dieu de la ville d'Aurillac a son établissement inconnu, soit à cause de son ancienneté ou parce que les Archives de la ville furent pillées et brûlées par les Huguenots en 1575 en sorte que si cet Hôtel-Dieu a été originairement fondé en Lettres patentes du Roy, elles n'existent plus. On ne trouve aujourd'hui que deux arrêts du Conseil : l'un de l'année 1668 par lequel un hôpital particulier de la même ville nommé de la Trinité et du Saint-Esprit furent réunis à l'hôpital général, l'autre de 1729, portant réunion de l'hôpital fondé par le sieur curé de la paroisse Saint-Constant, ressort et élection d'Aurillac, à l'hôpital général d'Aurillac à la charge d'y recevoir les pauvres de Saint-Constant ». Bibl. Nat. — Ms. Joly de Fleury 1250, fol. 225 v^o.

Pour prouver que l'hôpital est général et non municipal, en sorte que son administration soit sous leur contrôle plus direct, les officiers royaux de notre siège en confirmant la réunion de l'hôpital Saint-Jean-du-Buis et de la Trinité à l'hôpital général par la bulle du Pape Grégoire XI du 3 juillet 1373, ajoutent : « L'hôpital de la Trinité était dans le Faubourg des Frères d'Aurillac au lieu que l'hôpital général est et a été toujours dans l'enceinte de la ville. près de l'abbaye royale et chapitre de Saint-Géraud ». Bibl. Nat. — Ms. Joly de Fleury 1250, fol. 446 r^o.

Dans un autre *Mémoire*, ils posent : « L'hôpital du Chapitre de Saint-Géraud... qui étoit à la charge de l'ausmonerie, démembrement de l'abbaye royale d'Aurillac... a été réuni à l'hôpital général... et en conséquence il payait une redevance annuelle de 220 setiers de seigle et 10 livres ». Bibl. Nat. — Ms. Joly de Fleury 1250, fol. 213 r^o. Ils se permettent d'affirmer que le fait est incontestable, puisque

du siège royal, l'assemblée du 8 septembre 1669 décide que les directeurs temporels devront rendre compte tous les ans au « Conseil de Direction qui sera composé du lieutenant général, des consuls, des officiers dudit Hôtel-Dieu avec l'assistance du sieur Procureur du roi (107) ». Lors de l'assemblée du 17 juin 1693 (108), le conseiller au Présidial de Cambefort, le procureur du roi du même nom, Vernhes assesseur, sont nommés par l'intendant avec de Cebié et Delzons, administrateurs de l'hôtel-Dieu, dont les affaires sont pour le moins négligées, puisque les pauvres, apprend-on par le compte rendu de l'assemblée du 27 novembre 1750 (109), « sont dépourvus d'habits et de linge, de grains et de provisions » ; ce piteux état ne semble guère s'être amélioré puisqu'en 1758, nos administrateurs reçoivent un don de 4.000 livres destiné à la construction d'un réfectoire et d'une infirmerie (110).

En 1784, le Présidial est représenté au « Conseil d'administration » de l'hôtel-Dieu, ainsi qu'il ressort d'une lettre adressée par le Procureur général au lieutenant général : « J'ai reçu votre lettre du 3 du présent mois et les copies qui y étoient jointes d'une délibération prise en une assemblée de l'Hôtel-Dieu de votre ville, tenue le premier dudit mois en exécution de l'arrêt rendu par le Parlement le 5 juillet dernier, par laquelle les sieurs Pagès de Vixouze, lieutenant particulier et de Prince, négociant, ont été nommés administrateurs au lieu et place d'Esquirou de Parieu et Desombes... » (111).

« établi par un traité du 2 octobre 1698 et qu'une sentence du Bailliage d'Aurillac du 20 octobre 1718 prouve que cette union a été faite ». Bibl. Nat. — Ms. Joly de Fleury 1250, fol. 446 r^o.

(107) Arch. Comm. d'Aurillac, 8 septembre 1669 : BB 29. Ce conseil de direction devait se réunir tous les quinze jours. Il en est fait mention dans le *Mémoire des Officiers royaux du Bailliage d'Aurillac au sujet de l'administration de l'hôpital général d'Aurillac*. Bibl. Nat. — Ms. Joly de Fleury 1250, fol. 214 r^o.

(108) Arch. Comm. d'Aurillac, 17 juin 1693 : BB 18.

(109) Arch. Comm. d'Aurillac, 27 novembre 1750 : BB 22.

(110) Arch. Comm. d'Aurillac, 31 mars 1758 : BB 22.

(111) Bibl. Nat. — Ms. Joly de Fleury 1250, fol. 405. *Lettre du Procureur général au lieutenant général d'Aurillac*, 29 août 1784.

Un *Mémoire du lieutenant général au Présidial d'Aurillac et du substitut de Monseigneur le Procureur général au même siège au sujet de l'administration de l'hôpital général d'Aurillac* (112) dit à son tour : « ...Par une délibération du 16 octobre 1755, on arrêta d'augmenter le nombre des administrateurs, elle fut signée du Lieutenant général et du substitut de Monseigneur le Procureur général, elle le fut par les trois consuls qui reconnurent le droit de ces deux premières (une déclaration du 12 décembre 1698 et un arrêt du Parlement la confirmant, s'opposent à la prétention du représentant de l'abbé d'Aurillac désirant avoir la préséance sur les officiers royaux) et assurément s'ils n'avaient pas reconnu qu'ils eussent été administrateurs en augmentant le nombre de deux qui doivent être pris l'un dans le Présidial, l'autre dans la bourgeoisie, ils auraient donné la préférence au lieutenant général et au procureur du roi comme étant les deux personnes qui, par état, doivent être les plus utiles à l'hôpital... ». Cette délibération de 1755 fut homologuée, nous dit ce *Mémoire*, par un arrêt du 12 décembre de la même année et « en conséquence par délibération du 5 février 1756, le sieur Guitard, avocat du roy, fut nommé administrateur » (113).

Or, étant donné que « l'Hôpital de Saint Géraud dépendait de l'abbaye royale d'Aurillac dont la justice fut donnée au roi et unie au Bailliage de la même ville par Lettres patentes du 10 septembre 1748 » (114), tout militaire, pensent les officiers présidiaux, en leur faveur dans ce domaine administratif. En outre, ils font appel à un principe de l'ancien droit selon lequel le roi ou ses représentants sont les garants de l'intérêt public : « L'ab-

(112) Bibl. Nat. — Ms. Joly de Fleury 1250, fol. 215 v°. *Mémoire pour le lieutenant général au Présidial d'Aurillac et le substitut de Mgr le Procureur général au sujet de l'administration de l'hôpital général d'Aurillac*.

(113) Bibl. Nat. — Ms. Joly de Fleury 1250, fol. 215 v°.

(114) Bibl. Nat. — Ms. Joly de Fleury 1250, fol. 150 r°.

bé comte d'Aurillac avait la haute justice dans la ville et était chargé des enfants trouvés ». Par la cession de 1748 : « les officiers royaux eurent les mêmes droits des officiers du seigneur et le Roy se chargea des enfants trouvés... ; depuis le temps, on les porte (les enfants trouvés) de l'élection d'Aurillac et de trois ou quatre provinces limitrophes à l'hôpital général d'Aurillac ; la Supérieure les place et les fait nourrir, elle tient registre de leur exposition et un autre de leur dépense. Lorsque ces enfants ont atteint l'âge de sept ans, ils sont à la charge de l'hôpital général ; jusque là le Roy paie et ce n'est pas un modique objet principal, puisqu'il monte à plus de 25.000 livres par an... L'hôpital général d'Aurillac est aussi l'hôpital des enfants trouvés, ils sont à la charge du roi » (115). Le lieutenant général du Présidial de poursuivre : « ...D'après cela quand on supposerait que l'hôpital général d'Aurillac n'aurait point été royal avant 1748, époque de l'abandon que fit l'abbé de sa haute justice au roi et époque à laquelle l'hôpital général devint aussi hôpital des enfants trouvés, il serait certainement devenu pour lors royal, étant de principe que dès que le Roi a le moindre intérêt dans une chose et y prend part en manière quelconque, cet objet change de dénomination et devient royal, car c'est aux officiers du Roi à veiller à sa conservation et à l'administration » (116).

Le Présidial résistera toujours aux prétentions de l'abbaye et se prévaudra des arrêts du Parlement et du Conseil qui abondent en son sens : « Le représentant de Monseigneur l'abbé d'Aurillac voudrait avoir la présidence sur les officiers royaux, mais il ne peut présider suivant la délibération du 12 décembre 1698, suivant un

(115) Bibl. Nat. — Ms. Joly de Fleury 1250, fol. 214 v°. *Mémoire du lieutenant général du Présidial et du Substitut de Mgr le Procureur général au même siège...*

(116) Bibl. Nat. — Ms. Joly de Fleury 1250, fol. 448 r°. *Mémoire des officiers royaux du Présidial d'Aurillac.*

arrêt du Parlement du 17 janvier 1729 et un du Conseil du 1^{er} mars 1701 » (117).

Un arrêt de Parlement du 14 août 1785 et lu à l'audience du 28 du même mois (118), déclare l'hôpital de notre ville municipal, et à ce titre administré « par le maire, les échevins, l'abbé d'Aurillac, le curé de l'église paroissiale » ; mais tant est grand le prestige de notre Présidial qu'on ne peut cependant pas l'omettre dans le Conseil de direction qui sera en conséquence complété par « deux notables d'Aurillac pris, l'un dans la bourgeoisie et l'autre dans la robe » (119).

§ 4. — LE PRÉSIDIAL D'AURILLAC ET LA VOIRIE.

Non moins important est l'intérêt que porte notre Présidial aux questions de voirie. Le lieutenant particulier Jean de Cébié participe lors de l'assemblée du 27 janvier 1595 à une discussion semblable en tous points à celle qui ferait l'objet d'une séance de conseil municipal : il s'agit d'une question d'hygiène publique. « Pour l'honneur, prouffict et santé de la ville, il est nécessaire que les pourceaux et immondices soient mis hors les murs... de même il sera choisi un lieu écarté de la ville pour tenir le marché aux pourceaux autre que la place publique » (120). Une sentence émanée de l'agent royal à Aurillac condamne les bouchers qui infectent les rues en y jetant le sang des bêtes qu'ils tuent dans leurs boutiques et oblige les consuls à poursuivre l'exécution de la construction d'une boucherie en un lieu « propre et commode pour fere icelle » (121).

Le 30 janvier 1770, une sentence des officiers du Bail-

(117) Bibl. Nat. — Ms. Joly de Fleury 1250, fol. 215 r°. *Mémoire du lieutenant général du Présidial d'Aurillac et du Substitut de Mgr le Procureur général au même siège...*

(118) et (119) Arch. Comm. d'Aurillac, 28 août 1785 : BB 25.

(120) Arch. Comm. d'Aurillac, 27 janvier 1595 : BB 12.

(121) Arch. Comm. d'Aurillac, 16 janvier 1632 : BB 14.

liage d'Aurillac (122) fait droit à la requête du sieur Devèze dont « le moulin et les bâtiments sis Faubourg Saint Marcel ont été emportés par les inondations du 28 décembre dernier », requête tendant à ce qu'il soit fait défense à tous les particuliers de tirer du sable dans la rivière le long du commun du Pradet pendant six années consécutives afin de permettre au requérant de retirer les matériaux des bâtiments emportés par l'inondation.

Le premier consul qui cumule en même temps ses fonctions — le fait n'est pas rare — avec son office de conseiller au Présidial, est chargé de diriger les réparations nécessaires notamment du pont du Buis, et d'embaucher un « charretier pour l'enlèvement des boues » (123).

C'est sur la proposition du lieutenant particulier Pagès de Vixouze qui est aussi lieutenant de maire, qu'un abattoir va être établi (124). On décide de traiter avec le chapitre de la ville « pour la propriété d'un patus et bâtiment sis dans le jardin dont jouissent les héritiers du sieur Dehol et dont le bas appartient à la ville et le haut au chapitre... lequel patus est indispensable à la construction de l'abattoir, attendu que c'étoit là qu'il fallait faire une écluse sur le canal de la rivière à l'effet de nettoyer l'abattoir ». Après l'établissement de plans et devis, on décide que pour diminuer la dépense on démolira la tour Saint Marcel de manière à fournir la pierre aux ouvriers et « n'avoir plus à payer que la main d'œuvre et la chaux ». Le 6 mai, lecture est faite du cahier des charges de la construction des « boucheries destinées à la tuerie » (125). Après quoi, les travaux sont

(122) Arch. Comm. d'Aurillac, 30 janvier 1770 : BB 23.

(123) Arch. Comm. d'Aurillac, 11 janvier 1720 : BB 20.

(124) Arch. Comm. d'Aurillac, 14 février 1781 : BB 27.

(125) Ces boucheries destinées à la tuerie, nous précise ce cahier des charges, doivent avoir « treize de long et seize pieds six pouces de large. On fera au trumeau des portes deux fenêtres de quatre pieds de haut sur quatre mètres de large. Le mur de face aura trente deux toises de muraille et trois pieds de fondement, il aura deux pieds six pouces d'épaisseur au fondement et ensuite vingt-quatre pouces... ». Arch. Comm. d'Aurillac : BB 27.

donnés à « Jacques Bonnal, maître maçon, moins demandant, à 2965 livres payables par tiers au commencement du travail, pendant et achèvement ».

Les gens de notre Présidial, dans le domaine administratif, savent joindre l'utile à l'agréable. La promenade des Aurillacois, le Gravier (126), qui perpétue le souvenir de deux de ses enfants : l'un serviteur de Dieu et l'autre de l'épée, Gerbert et Delzons, est l'objet dès 1744 d'une motion de la part d'un conseiller au Présidial Delolm de Lalaubie (127) tendant à faire établir un devis de réparations tant pour remplacer les tilleuls que pour y mettre le nombre de sièges convenable. Il est peut-être bon de procéder à l'embellissement de sa cité, encore faut-il, cédant à un sentiment non moins louable de scrupule, ne pas porter préjudice à autrui. « Pour connaître les intérêts que peuvent avoir le seigneur abbé, comte d'Aurillac et le corps commun de cette ville au sujet de certains changements, innovations et destructions faites sur une partie du grand mur de ville » (128), les sieurs Ignace Delort, lieutenant général, Antoine Pagès de Vixouze, lieutenant particulier, Antoine Delcrou de Lavize, conseiller au Présidial, sont nommés commissaires pour faire les recherches nécessaires dans les archives.

Ce souci d'urbanisme pousse l'assemblée générale du 15 mars 1777 (129) à adopter le projet d'écrire à M. de Trudaine, intendant (130), pour lui exprimer le vœu qu'il soit ouvert une grande route d'Aurillac à Saint-Flour par Vic, l'ancienne route étant fermée par les nei-

(126) LA MARTINIÈRE : *Dictionnaire* « ...Par la porte des Fargues, on va dans une île appelée le Gravier qui est plantée de plusieurs allées de tilleuls ; c'est la promenade publique et une des plus gracieuses que l'on puisse voir ».

(127) Arch. Comm. d'Aurillac, 28 novembre 1744 : BB 21. Les 172 ormeaux qu'on y planta en 1771 furent depuis lors arrachés.

(128) Arch. Comm. d'Aurillac, 6 nov. 1745 : BB 29.

(129) Arch. Comm. d'Aurillac, 15 mars 1777 : BB 26.

(130) Il s'agit de Jean-Claude-Philibert Trudaine, intendant des Finances, fils du célèbre intendant d'Auvergne et Directeur des Ponts et Chaussées.

ges une grande partie de l'année et que la route d'Aurillac au Rouergue par Montsalvy soit terminée. C'est là l'écho à près d'un siècle de distance, du souhait formé par les officiers royaux de la province de voir la Haute-Auvergne desservie par des voies de communication praticables. Mais en 1777, le besoin est moins impérieux que dans la dernière décade du XVIII^e siècle où la misère et le chômage commandent des réformes : c'est, si l'on veut employer un mot d'actualité, le prétexte à de « Grands Travaux ». D'Ormesson (131) remarque que « dans l'élection d'Aurillac..., le débordement des eaux qui arrive par des torrents que les neiges fondues et les pluies continuelles forment, achèvent de rendre les chemins fâcheux et inaccessibles. Cela demanderait des réparations considérables ainsi que la plupart des ponts qui n'ont point de garde-fous et qui sont rompus en bien des endroits... » (132).

Ces « grands travaux » nous apprend M. de La Berchère (133) s'effectuent par « hateliers » qui apporteront un soulagement considérable (134). « Je n'ay pas trouvé, déclare notre intendant, d'ouvrage plus utile au service du Roy pour le passage des troupes, plus avantageux pour le commerce de la province et la communication de la Haute-Auvergne avec la Basse et la plus propre à employer toutes sortes de personnes que de faire élargir, réparer et ouvrir le chemin du Lioran qui est entre Murat et Vic. Ce passage, de l'étendue de 4 lieues est si

(131) Bibl. Nat. — Ms. Fr. 16756 : D'ORMESSON : *Mémoire* de 1698.

(132) Dans une lettre de janvier 1699, il informe le contrôleur que la Haute-Auvergne ne pourra pas participer à la répartition « de la grande quantité des blés du Midi à Lyon... La Montagne seule continue à souffrir en raison de la difficulté des communications ». Arch. Nat. : G 7 105.

(133) Arch. Nat. : G 7 102. Correspondance de M. de La Berchère, 1^{er} novembre 1684. Urbain Le Goux de La Berchère, chevalier, marquis de Dinteville et Santenay, comte de Rochepot, baron de Choisy, conseiller du roi en ses conseils, maître des requêtes ordinaires, ne reste qu'une seule année à la tête de la Généralité de Riom : 1684.

(134) Cf. L. VIALATTE : *Rossignol, intendant de la Généralité de Riom*, p. 66.

nécessaire qu'on ne peut passer ailleurs quand on vient d'Aurillac à Saint-Flour ».

D'Ormesson accuse réception le 28 mars 1699 (135) de « l'Ordonnance du Roi pour le fonds de 10.000 livres correspondant à la dépence (*sic*) des ateliers que Sa Majesté a trouvé bon de faire établir pour occuper et faire subsister les pauvres de la Montagne jusqu'à la récolte prochaine ». Trois semaines plus tard, il annonce l'établissement par ses soins de deux ateliers du roi dont « l'un le long du valon de Molompize » (136). Secondé dans son travail par les officiers de sa Généralité et les inspecteurs des Ponts et Chaussées, il nous informe de sa tournée d'inspection : « Je me rendray sur les lieux quatre ou cinq jours après afin d'exciter par ma présence, un chacun à faire son devoir, de rectifier ou pourveoir à ce qui pourra être nécessaire... Je fais ouvrir plusieurs ateliers tout à la fois pour occuper le plus de monde dans un *mesme* temps ».

Le mois suivant, le même intendant adresse au Contrôleur général le compte rendu de sa visite (137) : « Le travail avance considérablement... celui du vallon de Molompize occupe plus de 200 pauvres qu'on paie fort exactement tous les jours, même par avance, ce qui est d'un très grand avantage pour eux, lequel se trouve augmenté par le soin que j'ay aussi qu'on fasse sur le lieu du pain de bonne qualité ».

C'était là le point de départ d'une institution qui jusqu'en 1789, ne cesse de s'étendre au point qu'en 1787, le département d'Aurillac (138) possédant « au total 26

(135) Arch. Nat. : G 7 105. Correspondance de l'intendant d'Ormesson, 28 mars 1699.

(136) Arch. Nat. : G 7 105. Corresp. de l'intendant d'Ormesson, 17 avril 1699.

(137) Arch. Nat. : G 7 105. 5 mai 1699.

(138) Arch. Nat. : AD I 1B. *Procès-verbaux des séances de l'Assemblée Provinciale d'Auvergne*, novembre 1787 : « Les travaux des routes de la généralité de Riom sont divisées en six départements : Riom, Thiers, Brioude, Saint-Flour, Clermont et Aurillac... le département d'Aurillac sous la conduite du sieur Fournier, sous-ingénieur

ateliers non compris ceux d'Aurillac... sont estimés devoir coûter à la province 67.182 livres » (139).

Les programmes de « Grands Travaux » élaborés dans les périodes de chômage, de troubles, ou comme à l'heure actuelle, à une époque de relèvement, ne sont pas conçus d'après une idée bien neuve : l'exemple nous en est déjà fourni en Haute-Auvergne dans le ressort de notre Présidial par l'intendant de La Berchère en 1684.

SECTION III

Le Présidial d'Aurillac et son intervention en matière financière.

Les consuls d'Aurillac qui doivent procéder à la répartition des impositions (140) se trouvent petit à petit supplantés par les officiers du siège royal. La preuve en est dans une lettre de l'intendant (141) qui nous apprend

aux appointements de 1500 livres, comprend : a) la grande route depuis Bort par Mauriac, Saint-Martin-Valmeroux, Saint-Cernin, Aurillac jusqu'à Montsalvy, frontière de la généralité de Montauban ; b) le chemin d'Aurillac à Vic jusqu'à Thiezac ; c) celui d'Aurillac à Saint-Mamet et Maurs ; d) celui d'Aurillac à Montvert ; e) celui de Mauriac à Pleaux... Ce département comprend 66.533 toises faites et 48.847 toises de routes projetées... ».

DE LUÇAY : *Les Assemblées Provinciales sous Louis XVI*, p. 217-218-243 : « Les Assemblées Provinciales eurent deux sessions en 1787. La seconde session se tint uniformément au mois de novembre. Les procureurs syndics présentèrent l'état de la situation des services administratifs et financiers. ...Outre leurs attributions en matières financière et économique, les Assemblées Provinciales étaient chargées de la confection et de l'entretien des routes, chemins, canaux et rivières, ainsi que de la direction des ateliers de charité ».

(139) Arch. Nat. : AD I IB. Ce même document mentionne par exemple dans le ressort de notre Présidial : « sept ateliers nouveaux sur la route d'Aurillac à Thiezac... la route d'Aurillac au Rouergue est portée à l'entretien avec deux ateliers : l'un au pont de la Pierre et l'autre au Combier de Mendelbos. ...Les habitants de Polminhac... demandent que la route passe dans le bourg, ils offrent d'indemniser les particuliers qui en souffriroient et sollicitent un atelier pour la côte des Huttes... ».

(140) Arch. Comm. d'Aurillac, 1^{er} décembre 1438 : FF 33.

(141) Arch. Nat. : G 7 104. Corresp. de l'intendant d'Ableiges, 18 février 1693.

que « le lieutenant général du Présidial d'Aurillac... a fait... une vérification de la recepte et dépence de Blaise Dauphin, receveur des tailles de cette élection, de tous les deniers imposés pour la taille et pour l'ustensile de 1692 ». Nous avons eu entre les mains le mémoire détaillé du 9 janvier 1693 dont parle d'Ableiges et où « Amable Delort, seigneur de Brozelles et de Saint-Etienne, conseiller du Roy, lieutenant général au Bailliage et siège Présidial de la présente ville d'Aurillac... » a procédé à la vérification envisagée des deniers qui montent à la somme de : 5.264 livres 14 sols 6 deniers (142). Nous ne voulons pas creuser les détails qui n'intéresseraient notre sujet que bien indirectement et que nous rapporte Delort, à qui il est présenté « le registre des tailles, celui des frais pour l'année 1692, la recette qu'il a faite sur les tailles et l'ustensile ».

Conformément au but que nous nous sommes fixé, il semble préférable d'établir comment le Présidial d'Aurillac est chargé de dénouer certaines questions financières, pour le plus grand soulagement des habitants.

Au début de la deuxième moitié du xvr^e siècle, il est décidé que les officiers du roi feront à Aurillac une cotisation (143) « par forme d'emprunt sur les bien aisés de la ville, de petites sommes modérées » dans le but de satisfaire au paiement des soldats et à la dépense qu'ils ont faite dans les hôtelleries de la ville. Deux ans plus tôt, le notaire royal au Présidial, M^e Michel Mercier, avait été chargé de lever à Aurillac « la part de 10.000 livres imposées » en vertu d'une commission du roi (144). Le 25 septembre 1642 le lieutenant général d'Aurillac et les consuls sont l'objet d'un décret d'ajournement personnel relatif à leur prétendu refus de lever le droit de subvention (145). Ne semble-t-il pas que le lieutenant géné-

(142) Arch. Nat. : G 7 104.

(143) Arch. Comm. d'Aurillac, 10 mars 1563 : BB 9.

(144) Arch. Comm. d'Aurillac, 19 janvier 1560 : BB 8.

(145) Arch. Comm. d'Aurillac, 26 septembre 1642 : BB 15.

ral ait sa responsabilité engagée quant à la levée de cet impôt ? N'est-ce pas là un signe du pouvoir que possède l'agent royal de « superviser » les actes des consuls ? Ce qui tendrait à le prouver, c'est la destitution de Gourlat, lieutenant particulier au Bailliage. Trois semaines plus tard, en effet, Gourlat lieutenant particulier et premier consul, est suspendu de son office royal « jusqu'à ce qu'il rapporterait certificat d'avoir faicte la levée du dit droit pendant un mois » (146). De telles fonctions qui ne semblent guère devoir être remplies par un officier de judicature engagé — cette décision ne le montre-t-elle pas assez nettement ? — la responsabilité de l'agent royal, car si les consuls eussent été seuls responsables, Gourlat aurait été démis de sa charge de premier consul, mais non pas uniquement de celle de lieutenant particulier.

Nous allons voir comment le Présidial d'Aurillac est chargé de dénouer certaines questions financières pour le plus grand soulagement des habitants. Le lieutenant général, vu les plaintes de ceux-ci sur la cherté des denrées, décide que les consuls procéderont à une enquête conjointement avec les officiers de l'abbaye (147). Une assemblée générale de 1561 (148) décide que le lieutenant particulier Pierre Passefonds se rendra à Saint-Flour à l'imposition des tailles pour remontrer, avec le consul Etienne de Cros, « la pouvreté de la ville, dommaige, perte et mortalité du bétail qui estoit survenue ladicte année » et aussi les déprédations opérées à Aurillac « à cause de la compaignie que les seigneurs de Brezons et de Caillac avaient despuis le commencement de septembre dernièrement passé, admenez et faict venir en ceste dicte ville » pour faire cesser tumultes et séditions. Le lieutenant particulier est encore chargé de

(146) Arch. Comm. d'Aurillac, 10 octobre 1642, BB 15.

(147) Arch. Comm. d'Aurillac, 20 octobre 1557 : BB 8.

(148) Arch. Comm. d'Aurillac, Assemblée générale 15 décembre 1561 : BB 9.

la même mission délicate auprès de « M^e Assolent, conseiller du Roy et général des finances » (149). Le succès est d'ailleurs minime, Aurillac n'obtient qu'un rabais de douze livres tournois sur un total de 1370 livres (150).

Au xvii^e siècle, c'est encore un officier du Présidial, le lieutenant particulier de Cébié, qui à nouveau « défend devant M^e Le Gay, conseiller du Roy, Maître des requêtes ordinaires de son Hôtel,... assisté des trésoriers généraux es généralités de Riom et Montpellier... le privilège qu'ont obtenu des anciens Rois, les prévôtés d'Aurillac, Maurs, Mauriac, d'user du sel noir de Guyenne... » (151), ce qui les exempte de l'obligation de se fournir en sel gabbellé du Languedoc.

Les habitants d'Aurillac doivent, sur ordre du roi, entretenir et loger 900 hommes et 1.000 chevaux. Cette charge inopinée opprime un peu plus notre ville qui se relève péniblement de la misère où l'ont jetée les troubles sanglants de la Réforme. Nous apprenons que les gens du Présidial ont fait généreusement à la ville une avance de 500 livres (152), tandis que l'on délègue auprès du roi le président du Présidial pour obtenir qu'Aurillac soit déchargée de ladite garnison : quinze jours plus tard, nous apprenons que le Président d'Arches a obtenu le « deslogement » des gens du guerre (153).

Le succès remporté par le Présidial n'est que la confirmation de l'ascendant qu'il exerce, aussi est-ce toujours vers ses officiers que la ville si souvent aux abois, se tourne avec confiance dans l'espoir qu'ils useront de leur influence pour éviter aux habitants déjà dans la misère, une situation encore plus critique. C'est à ces fins que tend la démarche du sieur Collinet, magistrat au Bailliage, qui à Paris, fera vérifier et confirmer les pri-

(149) Arch. Comm. d'Aurillac, Assemblée Générale 18 décembre 1562 : BB 9.

(150) Arch. Comm. d'Aurillac, 15 janvier 1563 : BB 9.

(151) Arch. Comm. d'Aurillac, 20 décembre 1613 : BB 13.

(152) Arch. Comm. d'Aurillac, 9 décembre 1632 : BB 14.

(153) Arch. Comm. d'Aurillac, Ass. Gén. 22 déc. 1632 : BB 14.

vilèges de la ville et de la terre de Saint Géraud « immune et exempté de tous droits de franc-lief et d'amortissement » (154).

De même, c'est Lacarrière conseiller au Présidial d'Aurillac qui, avec de Cèbié également magistrat au Présidial, se rendra auprès de l'intendant qui doit procéder à Clermont au département des deniers royaux, pour lui représenter la misère d'Aurillac (155).

C'est toujours selon la même idée que l'assesseur civil et criminel au Présidial, de Cèbié, ira solliciter de l'intendant d'Ormesson, au début du XVIII^e siècle, quelque modération de la taille (156), « à cause de la misère extrême, tant des habitants de cette ville que des personnes de la dite élection, par suite de la cessation du commerce du point de France, des bestiaux et des fromages, les marchés et foires n'étant fréquentés que par quelques marchands du Quercy et du Rouergue ». M. de Bercy, intendant d'Auvergne, a déjà déchargé Aurillac de près de 60.000 livres d'impositions (157) ; M. d'Ableiges en *post-scriptum* d'une lettre du 31 octobre 1692 écrit : « Je crains fort que le peuple ne soit pas en état de pouvoir paier les impositions entièrement l'année prochaine » (158).

Dans une lettre au Contrôleur général des finances, le lieutenant général d'Aurillac, comme l'Assemblée Provinciale d'Auvergne le reconnaîtra à la veille de la Révolution (159), déplore les nombreuses impositions de

(154) Arch. Comm. d'Aurillac, Ass. Gén. 10 septembre 1657 : BB 16.

(155) Arch. Comm. d'Aurillac, 6 novembre 1683 : BB 30.

(156) Arch. Comm. d'Aurillac, Ass. Gén. 11 août 1703 : BB 19.

(157) Arch. Nat. : G 7 101. Corresp. de l'intendant de Bercy. Riom, 23 mars 1683.

(158) Arch. Nat. : G 7 104. Corresp. de l'intendant d'Ableiges, 31 octobre 1692.

(159) Bibl. Nat. — Ms. Fr. 16756 : D'ORMESSON : *Mémoire* de 1698 : « ...L'élection d'Aurillac a neuf lieues de longueur qui en valent bien dix huit de France et six de largeur que l'on peut bien compter pour douze. Elle se confine à l'ouest par l'élection de Saint-Flour, au Nord par l'élection particulière de Mauriac, au couchant par le Limosin et au Midi par le Rouergue et le Quercy. Elle comprend quatre villes :

notre ville. Il explique que, sur les six personnes désignées pour rédiger un placet au roi, « les deux premières sont ses avocats en ce Présidial et la troisième son Procureur » (160).

L'intendant à nouveau se plaint d'un *Mémoire* de protestations dressé par les habitants au sujet des rôles du vingtième. Pour réparer cette indélicatesse qui risque de faire déconsidérer Aurillac aux yeux de l'intendant — voire même du Roi — il s'agit de députer des personnalités habiles qui, tout en s'efforçant de faire excuser ce geste irréfléchi — mais combien naturel — des Aurillacois, sauront aussi obtenir leur pardon. Cette tâche qui réclame beaucoup de tact et de diplomatie, est confiée à des officiers de notre siège : au lieutenant criminel de Niossel, au conseiller du roi Parieu, qu'accompagneront M^e Devèze, avocat au Présidial. Ils se rendront à Clermont auprès de l'intendant pour « représenter la cons-

Aurillac qui se prétend capitale de la Haute-Auvergne, Maurs, Laroquebrou et Montsalvy et quatre vingt treize paroisses ».

L'extrait du *procès-verbal de la séance de l'Assemblée provinciale d'Auvergne du mardi 27 novembre 1787 matin* (Arch. Nat. : AD I 1 B) marque que « l'élection d'Aurillac est celle qui après l'élection de Clermont, paie le plus d'impositions ».

(160) Arch. Nat. : G 7 107. *Lettre du lieutenant général d'Aurillac au Contrôleur général*, 12 août 1711 : « ...Les prières publiques n'ayant pas été exaucées (ce qui démontre le tragique de la situation), et pour remédier à l'extrême misère de cette ville, le 19 du mois dernier, on nomma six des assistants des plus qualifiés et des plus judicieux auxquels on donna verbalement pouvoir de dresser un placet à Sa Majesté s'ils le trouvoient à propos ou de prendre avec moi telles autres mesures qu'ils estimeroient convenables soit pour se pourvoir au Conseil ou par devant M. l'intendant. Je crois qu'il seroit assez inutile de vous mander les noms de ceux qui furent proposés à cet effet et je me contenterai de vous observer comme une marque qu'on avoit nulle intention d'agir contre les intérêts du roi, que les deux premiers sont ses avocats en ce Présidial et le troisième son procureur. Ces Messieurs s'étant rendus chez moi jugèrent prudemment qu'avant toutes choses il falloit commencer par communiquer ce dessein à M. l'Intendant pour sçavoir s'il l'approuverait (*sic*), le prier de vouloir bien nous y accorder sa protection et suspendre jusqu'à ce qu'on auroit su par sa réponse s'il l'auroit agréable... sa réponse ayant fait connaître qu'il n'approuvait pas ce qui avoit été fait et qu'il étoit dans la disposition d'écouter les plaintes de ceux qui en auroient de justes à lui faire, les choses en sont demeurées là ».

ternation où sont les habitants d'avoir encouru sa disgrâce et le supplier de pardonner une faute que l'impression trop vive du changement subit dans les rôles, a fait commettre » (161).

Très conscient de son influence par delà les limites mêmes de la Haute-Auvergne, le Présidial d'Aurillac n'ignore pas le soulagement qu'il procure à ses justiciables dans l'accomplissement de telles démarches. Aussi ne faudrait-il pas croire que ses efforts ne soient pas rémunérés. Certes, les déplacements de nos officiers sont remboursés, mais ce dont notre Présidial s'assure avant tout, c'est qu'Aurillac reconnaisse le ou les services rendus. Le Présidial à ce propos, semble faire sienne la maxime de Loyseau : « C'est un privilège très raisonnable que ceux qui contribuent leur vie pour la défense de l'Etat soient exempts d'y contribuer leurs biens » (162). Quoique notre siège fasse tous ses efforts pour s'exempter des tailles, il reste cependant soumis à cet impôt : en effet (163) « le sieur de Senezergues, procureur du roi, aura sa taille modérée cette année (1641) de onze livres..., les conseillers assesseurs seront compris au rôle de la taille » comme d'ailleurs le lieutenant général, mais pour ce dernier le taux sera plus faible « en considération de son mérite » et dans l'espoir que « le dict sieur vivra avec le corps de la ditte ville avec intelligence » (164). « Par faulte d'avoir volu payer 4.500 livres auxquelles les procureurs sont taxés pour quatre offices de tiers référendaires que le Roi a créés au dict siège (165), M^e Jean Barata, l'un des procureurs au siège Présidial a été amené à Riom ».

La misère du peuple devenant de plus en plus grande, les officiers du Présidial d'Aurillac doivent faire abnégation de ce privilège qui les exempte des impositions.

(161) Arch. Comm. d'Aurillac, Ass. Gén. 5 mai 1773 : BB 25.

(162) Citée par Olivier MARTIN : *op. cit.*, page 235.

(163) et (164) Arch. Comm. d'Aurillac, Ass. Gén., 5 juillet 1641 : BB 15.

(165) Arch. Comm. d'Aurillac, Ass. Gén., 24 mai 1642 : BB 15.

En 1657, dans le but de « décharger un peu le pauvre peuple », le secrétaire du roi est imposé (166) deux ans après qu'il a été décidé que les exempts et privilégiés seront taxés en « plein Hôtel de Ville... afin de donner quelques soulagements aux habitants de la présente ville extrêmement chargés » (167). Les sieurs de Sénezergues, Jacques Rocher, procureurs du roi, et Louis Gaches, conseiller au Présidial « continueront à être cotisés au rôle de la taille » (168) ; trente six ans plus tard il en sera de même pour les sieurs Daudin, conseiller au Présidial, Pierre Burgue, greffier, et Louis Goutanègre, chauffe-cire en la chancellerie présidiale (169). Même traitement pour les sieurs Daguzon, père et fils, substitués du procureur du roi au Présidial d'Aurillac (170).

En 1648, le Roi ayant mandé aux consuls d'entretenir et de « loger deux compagnies du régiment colonel de sa cavalerie qui doivent passer dans la ville le reste du quartier d'hiver » (171), on décide de faire payer un emprunt aux habitants les plus aisés et ceux qui refuseront seront soumis au « logement des cavaliers » (172). Le Présidial fait connaître son refus de contribuer à l'entretien des gens de guerre (173), l'intendant ne l'y forcera pas (174).

(166) Arch. Comm. d'Aurillac, Ass. Gén., 22 oct. 1657 : BB 16.

(167) Arch. Comm. d'Aurillac, Ass. Gén. 22 oct. 1655 : BB 16.

(168) Arch. Comm. d'Aurillac, Ass. Gén. 7 mai 1667 : BB 17.

(169) Arch. Comm. d'Aurillac, Ass. Gén. 26 mars 1703 : BB 19.

(170) Arch. Comm. d'Aurillac, Ass. Gén. 28 mars 1704 : BB 19.

(171) Arch. Comm. d'Aurillac, Ass. Gén. 17 avril 1648 : BB 15.

(172) Arch. Comm. d'Aurillac, Ass. Gén. 27 mars 1648 : BB 15.

(173) Arch. Comm. d'Aurillac, Ass. Gén. 17 avril 1648 : BB 15.

(174) Arch. Nat. : G 7 103. Corresp. de M. de Vaubourg, intendant d'Auvergne, 12 novembre 1689. En réponse à une lettre de M. Le Peletier, l'intendant de Vaubourg proposera une quarantaine d'années plus tard, « d'attribuer aux chefs et principaux officiers des Présidiaux l'exemption des tailles et autres impositions et aux conseillers et autres menus officiers des susdits Présidiaux l'exemption de logement des gens de guerre. Le roi en tireroit une somme considérable et cela ne seroit point à charge au peuple.

Premièrement : il est certain que les chefs des Présidiaux ou ne sont point cotisés (*sic*) dans les rôles ou ne le sont que par forme à 5 sols.

Le sieur de Barriac, conseiller au Présidial, ayant intenté un procès à cause des « abus, nullités et surtaux », dont il prétend être victime, les consuls traiteront avec lui à l'amiable. Il semble que le consulat ne veuille pas aller contre les décisions de notre siège, si outrancières soient-elles. L'avis général est qu'il ne faut pas mécontenter ces officiers du roi, dont l'influence est notoire et qui peuvent par leurs relations tirer — le cas échéant — la ville d'un mauvais pas.

Non seulement le Présidial exerce une action modératrice en matière financière, en échange de quoi il essaie de se soustraire à certaines impositions, mais encore nous le voyons dans une autre mission : la répression des fraudes.

L'intendant d'Auvergne M. Le Blanc (175), nous dit dans une lettre qu'il a dépêché « le sieur Lacarrière, vice-bailli (176) d'Aurillac, à Clermont pour arrêter deux particuliers qui avaient souvent porté des anciennes pièces d'or à Clermont et avaient même rapporté d'autres espèces mal réformées... ; un de ceux-ci, le nommé Delbony, messenger d'Aurillac à Clermont (177) avait nié

Que quand mesme ils seroient cottisés à ce qu'ils doivent porter, ils n'en paient rien : aucun collecteur n'osant n'y leur demander, n'y se plaindre dans la crainte que ces officiers ne trouvent occasion de se venger, que les taxes d'office que l'on pourroit faire pour y remédier ne sont d'autre effet que de faire perdre au receveur des tailles les cottes » et il a remarqué « qu'on aime mieux prendre ce party que de se brouiller avec un principal officier pour peu de chose. A l'égard du logement des gens de guerre, il en est de même on n'ose envoyer chez les dits officiers ni soldats, ni cavaliers que lors même que l'intendant ou le commissaire des guerres y envoient des officiers de troupe qui sont ceux qu'on doit loger chez des conseillers de Présidiaux, ils refusent eux-mêmes d'y aller disant qu'ils ne veulent point loger chez un honnête homme qui est en possession d'être exempt... ».

(175) Arch. Nat. : G 7 106. Corresp. de l'intendant d'Auvergne Le Blanc, 10 octobre 1704.

(176) Le vice sénéchal ou vice bailli tel est le titre que recevait le prévôt des maréchaux dans certains bailliages. En ce sens, COHENDY : *op. cit.*, p. 167. Avec le titre d'écuyer et de conseiller du roi, il a rang et séance après le lieutenant criminel du siège présidial.

(177) L'Almanach Royal de 1742, page 392, nous apprend que ce messenger « loge rue Pavée, à l'Hôtel Saint-François vis-à-vis de la

d'abord le fait, mais enfin avait avoué par menace et par l'espérance du pardon, qu'il avait porté en diverses fois plus de 400 louis à un autre marchand de Clermont nommé Chay, qui lui donnait 13 livres et 15 sols » (178).

Les marchands Roque et Daudé qui ont, d'après la rumeur publique, fait un traité avec un marchand nommé Dufau, envers lequel ils se sont engagés à « délivrer la quantité de 400 quintaux de fromages à condition qu'il ne parût pas en cette ville pour en acheter d'autres », seront traduits devant le lieutenant criminel du Présidial : l'assemblée générale du 6 octobre 1696 décide en effet qu' « il sera informé dudit monopole devant le lieutenant criminel de la présente ville d'Aurillac » (179).

L'intendant Le Blanc écrit dans une lettre du 29 juillet 1704 : « Je viens de recevoir une lettre du vice-bailli d'Aurillac (il s'agit de Lacarrière, conseiller du roi au Présidial) qui a arrêté sept faussonniers portant des armes, il m'a envoyé le procès verbal et l'interrogatoire qu'il leur a faits » (180). Deux mois après il nous tient au courant que « le procès a esté fait et instruit avec cinq autres par le sieur Lacarrière, vice-bailli qui avoit esté commis par arrêt du Conseil pour instruire cette procédure jusqu'à jugement définitif exclusivement »

rue de Savoie... il part le mercredi à 10 heures et arrive à Paris à pareil jour ».

(178) Arch. Nat. : G 7 106. Corresp. de l'intendant Le Blanc. L'intendant nous explique la manière dont se fait le billonnage dans cette même lettre, où il rapporte l'arrestation du messenger d'Aurillac et sa comparution devant l'officier de notre Présidial : « Les marchands se servent de porte-balles qui vont dans les foires et dans les marchés et qui lorsqu'ils ont pu ramasser quelques louis d'or non réformés, les portent aux facteurs des marchands qui leur en paient la valeur avec laquelle ils vont en rechercher d'autres. Le facteur n'ayant point de commerce avec celui qui donne des louis anciens, croit qu'il ne pourra y avoir de preuves contre luy et le marchand n'agissant que par son facteur se croit encore plus à l'abri. D'un autre côté les porte-balles qui ont besoin du crédit que leur font les marchands, ne veulent jamais parler contre eux... ».

(179) Arch. Comm. d'Aurillac, Ass. Gén. 6 octobre 1696 : BB 29.

(180) Arch. Nat. : G 7 106. Corresp. de l'intendant Le Blanc, 29 juillet 1704.

(181). Après nous avoir laissé entrevoir sa perspicacité, notre intendant nous donne lui-même l'explication de cette fin de phrase sibylline « jusqu'au jugement définitif exclusivement ». « Je crois, écrit-il, qu'il est nécessaire que je les juge avec un autre Présidial que celui d'Aurillac parce que les officiers qui le composent ont trop de relations avec les personnes qui sollicitent pour ces prisonniers » (182).

M. d'Ableiges (183), intendant d'Auvergne, nous informe que le nommé Comte, marchand d'Aurillac, l'ayant averti depuis peu qu'un gentilhomme du Quercy, de Langle de la Condamine, fabriquait de la fausse monnaie et la faisait « exposer dans la Haute-Auvergne... a été arrêté et surpris avec un sac à la main dans lequel il est trouvé 23 pièces de trente sols, 60 pièces de 15 sols, 61 pièces de 4 sols, 42 pièces de 5 sols et 30 pièces de 6 sols... Il a été interrogé et constitué prisonnier à Aurillac ». L'intendant a des doutes sur l'intégrité des membres du Présidial de notre ville car il ajoute plus loin : « ...On travaille incessamment à l'instruction du procès ; mais comme il est à craindre que ce gentilhomme qui a exposé de la fausse monnaie dans la ville d'Aurillac, n'y aye pour complices des personnes de considération qui par leur crédit, pourroient détourner les preuves et faire leurs efforts par leurs sollicitations pour lui éviter la peine

(181) Arch. Nat. : G 7 106. Corresp. de l'intendant Le Blanc, 15 septembre 1704.

(182) Même méfiance chez M. de Vaubourg à propos de l'arrestation du nommé « Bournazel qui fait plusieurs exactions dans certaines paroisses de la Haute-Auvergne... qui s'est évadé des prisons d'Aurillac avec trois autres » ayant eu des « limes pour limer leurs fers ». Bournazel « qui estoit un misérable » a fait l'objet d'un « interrogatoire... et d'autres procédures ...par le sieur de Passefond, conseiller au Présidial d'Aurillac », ainsi que ses trois complices « mais l'un... estoit à ce qu'on assure protégé par des personnes de crédit de la ville d'Aurillac ». Remarquons en outre que par arrêt du Conseil du 22 juillet 1687, c'est un conseiller au Présidial d'Aurillac et non un membre du Bureau de l'élection d'Aurillac — comme c'eut été normal en matière financière — qui « a esté commis pour informer en l'absence de M. de Vaubourg, contre le nommé Bournazel ».

(183) Arch. Nat. : G 7 104. Corresp. de M. d'Ableiges, 21 oct. 1693.

qu'il mérite, de peur qu'en mourant, il ne les implique dans son crime et qu'il y a lieu de craindre qu'on ne luy rende pas bonne justice », il propose en conséquence « qu'on rende un arrêt pour juger ce gentilhomme et ses complices avec tel Présidial de la province que le Conseil jugera à propos » (184).

Cette défiance à l'égard du Présidial d'Aurillac est la conséquence de ses procédés contre lesquels les divers intendants de la province se sont cependant élevés. Après l'avoir déjà remarqué pour le Bailli des Montagnes, nous verrons comment le Présidial se laissera facilement « séduire » par les cadeaux ou les présents de toutes sortes et entraîner par des jalousies partisanses jusqu'à commettre des actes aussi peu scrupuleux qu'indélicats. Nous allons en effet constater que la décadence du Présidial d'Aurillac est en grande partie fonction de ce manquement aux règles de l'honneur et de la probité : il nous faudra remonter assez loin dans l'histoire de notre siècle pour en déceler les origines.

(184) Cette perspicacité de notre intendant se manifeste également en matière de faux saunage si fréquent dans la région, et qui se pratique sous les plus étranges travestissements. « Quelques uns (des faux sauniers) sont déguisés en pèlerins, d'autres en hermites (*sic*). Il y a dans le voisinage de ces montagnes un canton qui s'appelle La Viadène... qui est devenu la retraite de tous les scélérats... J'ay esté dans une petite ville de ce canton qui s'appelle Laguiole pour y établir trois employés de gabelles par ce que comme c'estoit le grand rendez-vous de faux sauniers, il est absolument nécessaire d'estre averty de tout ce qui s'y passe... Il serait aisé à des gens qui s'y (à la Viadène et à Laguiole) seraient attroupés, d'entrer dans les Montagnes d'Auvergne d'où on ne pourrait les chasser que difficilement... Mur de Barrez est également un repère de scélérats... avec un supplément de dragons ». Arch. Nat. : G 7 106. Correspondance de l'intendant Le Blanc. — *Manière dont se fait le faux saunage*, 26 septembre 1704 et Copie de la lettre écrite à M. de Charmillart le 10 mars 1705.

TROISIÈME PARTIE

VERS LA SUPPRESSION

CHAPITRE PREMIER

LA DÉCADENCE DU PRÉSIDIAL D'AURILLAC

Si outre la défense souvent victorieuse qu'ont opposée — nous venons de nous en rendre compte — les officiers du Présidial d'Aurillac à tous paiements d'impôts, nous faisons remarquer l'esprit vaniteux, égoïste et querelleur qui anime notre siège, victime lui aussi de la politique royale en matière d'offices de judicature et de finance, et si d'autre part nous soulignons son peu de valeur professionnelle que déplorent les intendants, nous aboutirons à établir les causes de la décadence du Présidial d'Aurillac (1). Tel sera le plan de ce premier chapitre.

SECTION I

Le Dépérissement des Offices au Présidial d'Aurillac.

Le cumul, la suppression des offices que nous remarquons au siège d'Aurillac ne sont que les conséquences

(1) LAURAIN : *Essai sur les Présidiaux* (Introduction) : « Les officiers qui favorisaient... le développement du pouvoir royal augmen-

toutes logiques auxquelles aboutit le régime juridictionnel de l'ancien régime : un petit nombre d'affaires qui n'arrivent ni à occuper, ni à rémunérer dignement les titulaires de trop nombreux offices nés de l'impérieuse nécessité où se trouve la monarchie de combler les caisses vides du Trésor.

Le cumul que nous avons constaté dans les pages précédentes n'est qu'un palliatif nécessaire pour qui veut vivre dignement. Si une seule charge ne nourrit pas son homme, peut-être deux, sans y parvenir complètement, du moins y contribueraient-elles en grande partie. Au surplus, le taux de la compétence des présidiaux étant resté le même depuis l'édit de leur création, ne répond plus à l'importance des affaires par suite du « rehaussement des monnaies » : la juridiction des présidiaux souffre d'une forte diminution.

La pénurie d'affaires au siège d'Aurillac se fait jour déjà en 1538 où, dans un arrêt du Parlement de Paris rapporté par Le Nain (2), nous trouvons le lieutenant général et le lieutenant particulier du Bailliage d'Aurillac en conflit. Parmi les « quatre poinctz quy sont vuydez par les ordonnances royaulx et plusieurs arrests de la Court de céans » et sur lesquels s'appuie Pierre Passefont « jeune homme lequel a esté pourveu de l'office de lieutenant particulier depuis ung an ou ung an et demy » pour étayer sa défense, il en est un selon lequel le lieutenant général doit « lui distribuer le tiers des procès qu'ils seraient en estat de juger ». Sur ce, « supplie la Court ledit lieutenant général qu'il lui playse avoir égard que du siège d'Orilhac ont été éclipsés Saint-Flour et Carladès et est de présent le Siège d'Orilhac a bien petite étendue et y a si peu de procès que aucune foiz en

taient en nombre de jour en jour, mais ils voyaient en même temps leurs charges que l'on multipliait pour se procurer quelques ressources vite englouties, diminuées d'importance et tellement démembrées que la plupart des juges... se gourmaient quotidiennement entre eux ».

(2) LE NAIN : *Plaidoiries Aprèsdinées*, tome XX, page 485. X la 8351, fol. 148 v°.

troys mois n'y en a ung seul appoincté en droict ; à ceste cause s'il fallait que ledit lieutenant général baillast le tiers des procès seroit son office inutile et illusoire ». La Cour sur ce point fera une cote mal taillée entre le lieutenant général et le lieutenant particulier, en attribuant au premier deux procès sur trois.

La Monarchie, inquiète du dépérissement général de ses offices, demande, à l'instigation de Daguesseau, que chaque siège royal rédige un *Mémoire* détaillé sur les charges vacantes, le nombre des officiers, leur qualité, leurs gages. Dans celui d'Aurillac imprimé en 1763 (3) (les idées de Daguesseau ont survécu à sa mort), nous lisons que les fonctions judiciaires sont « toujours les mêmes et toujours si pénibles, si fatigantes et si dangereuses que Thémistocle avoit pu dire qu'entre la mort et la magistrature, si l'option lui étoit déferée, la mort lui paraîtroit préférable ». « *Donec optata veniat* », le Président Maynard du siège d'Aurillac se console en riant.

Ces offices qui, pour leur obtention ont nécessité des frais d'études, des dépenses indispensables pour obtenir la capacité et les qualités qu'on attend du titulaire, ne paient pas en retour, à Aurillac, ceux qui les ont achetés. M. de Vaubourg, intendant d'Auvergne, nous dit dans une lettre du 6 juillet 1691 (4) : « Quant à la vente des offices à Aurillac, elle se fait doucement ». En effet, pourquoi achèterait-on des charges qui deviennent de de moins en moins lucratives ? N'en donnons pour preuve que l'exemple cité par l'intendant Rossignol (5) : « Le lieutenant général d'Aurillac n'a que 150 livres de gages réduits à 135 livres, le prêt de cet office est de 2666 livres 13 sols 4 deniers et l'annuel de 226 livres 13 sols 4 deniers ». Or, dans le manuscrit des *Cinq Cents de*

(3) *Mémoire d'Aurillac*, 1763, cité par EVERAT : *op. cit.*, page 63.

(4) Arch. Nat. : G 7 103. Corresp. de M. de Vaubourg.

(5) *Mémoire de Rossignol sur le moyen de relever la dignité des Présidiaux d'Auvergne*, cité par EVERAT : *op. cit.*, page 57.

Colbert, auquel nous nous sommes déjà référé, le montant des gages de ce même officier est évalué à 230 livres tournois. En 1611, la charge est évaluée à la somme de 12.000 (6) livres et à 16.000 en 1641 (7).

D'Ormesson nous dit à ce propos (8) : « Les charges des Présidiaux de Riom, de Clermont et d'Aurillac sont considérables... depuis quelque temps le lieutenant général d'Aurillac voulant vendre la sienne, on luy en a offert 50.000 : il en demandait 60 et le marché n'eut pas lieu ». C'est encore l'époque où la monarchie trouve dans l'exploitation de la vanité de la bourgeoisie à qui il est présenté par le roi un copieux choix d'offices, le moyen de faire face aux dépenses du Trésor.

L'office d'assesseur évalué à 4.000 livres en 1611 (9) et à 5.333 livres 6 sols 8 deniers en 1641 (10), reste à ce chiffre dans le manuscrit des *Cinq Cents de Colbert*, alors que son prix courant est de 14.000 livres dans ce même document. En 1783 la valeur de la même charge n'est estimée qu'à 10.000 livres (11).

La charge de procureur du roi, payée 24.000 livres, tombe à 18.000 en 1783. Que dire des offices de conseiller qui n'ont cessé d'être déconsidérées jusqu'à la Révolution, au point de constater leur valeur réduite à 3.000 livres seulement (12). D'Ormesson relate à ce propos en 1698 : « Les charges de conseiller au Présidial d'Aurillac valent à proportion 10 à 12.000 livres » (13), chiffre légèrement inférieur à celui porté dans le manuscrit des *Cinq Cents de Colbert* : 14.300. L'évaluation à 3.336 livres n'a pas bougé depuis le 30 juin 1641 jusqu'à

(6) Bibl. Nat. — Ms. Fr. 4239, fol. 171 v°, 22 mars 1611.

(7) Bibl. Nat. — Ms. Fr. 18231, fol. 49, 30 juin 1641.

(8) Bibl. Nat. — Ms. Fr. 16756. D'ORMESSON : *Mémoire* de 1698.

(9) Bibl. Nat. — Ms. Fr. 4239, fol. 171 v°, 22 mars 1611.

(10) Bibl. Nat. — Ms. Fr. 18231, fol. 49, 30 juin 1641.

(11) et (12) Fixation des offices de la généralité de Riom par ÉVERAT : *op. cit.*, page 380, selon un état d'évaluation de la finance de ces divers offices par M. Fournier-Latouraille.

(13) Bibl. Nat. — Ms. Fr. 16756. D'ORMESSON : *Mémoire* de 1698.

l'époque de Colbert. Les documents qui nous montrent la dépréciation de ces offices, ne nous indiquent pas s'ils sont vacants.

Ce que l'on peut affirmer, c'est que l'office de notaire royal au Présidial d'Aurillac ne semble pas très lucratif, puisqu'on envisage le « délaissement » : les Archives Nationales possèdent la sentence ordonnant le « délaissement de l'office de notaire royal au Présidial d'Aurillac à la mort de Roussy » (14).

Il faut se référer au *Mémoire* de Rossignol pour constater l'état de dépérissement de notre siège où, bien que deux charges soient souvent réunies sur la même tête, les offices restent inoccupés et ne se vendent guère (15). On ne compte plus à Aurillac en 1742 qu'un président, un lieutenant général, un lieutenant criminel, un lieutenant particulier, un assesseur, trois conseillers ; au bailiage de Vic qui dépend d'Aurillac pour la présidialité, on ne trouve qu'un lieutenant général, un lieutenant particulier, un assesseur et un conseiller qui est en même temps avocat du roi et un procureur (16).

SECTION II

Le Présidial d'Aurillac

et la violation des règles de l'honneur et de la probité.

§ 1. — IGNORANCE ET FAVORITISME

L'intendant d'Auvergne, M. de Bérulle, écrit à la fin du xvii^e siècle (17) : « Les magistrats entretiennent des

(14) Arch. Nat. : T 1528-29.

(15) « Il n'y a dégout que pour les offices auxquels est attachée l'administration de la justice ordinaire » dit Rossignol. Cf. VIALATTE : *op. cit.*, p. 29 et 30.

(16) *Mémoire de Rossignol sur l'arrondissement général des sièges royaux de la province d'Auvergne*, 1742, cité par EVERAT : *op. cit.*, p. 19.

(17) BOISLISLE : *Correspondance des Contrôleurs Généraux*, tome I, p. 97, 9 mai 1685.

désordres de toute espèce par leur prévarication et leur manque de soin : ils ne savent ni procédure, ni ordonnance et ne se dirigent que d'après leurs amitiés et leurs faveurs personnelles » (18). Ceci d'ailleurs trouve sa confirmation dans la crainte — nous l'avons remarqué — qu'ont les intendants de voir tel ou tel procès mal jugé au Présidial d'Aurillac par suite du favoritisme qui y règne. Notre siège semble vivre sur la renommée de son passé, de ses premiers magistrats. Elle l'entretient d'une façon qui ne fait guère honneur à la dignité dont elle se réclame. Les cadeaux rendront l'accès aux sollicitations d'autant plus aisé qu'ils seront de choix. Il est décidé lors de l'assemblée générale tenue à Aurillac le 20 octobre 1567 « qu'on enverra du vin au bailli à tous les repas » (19). De telles habitudes se perpétuant, étonnent M. de Vaubourg, intendant d'Auvergne; il a remarqué que lors de la visite qu'il vient de faire « dans les élections de montagne, le Receveur de l'élection d'Aurillac (qui bien souvent est un officier de judicature, nous l'avons constaté) suivant un usage ancien, recevait — chose blâmable quoiqu'elle soit légère — quelques présents : voiturées de bois, quelques denrées comme fromages et autres choses de cette nature (20). De Vaubourg espère qu'un avertissement le corrigera et n'estime pas qu'il mérite une plus grande peine (21).

(18) Est-ce M. de St-Vincent qui, conseiller au Parlement de Paris, a refusé la charge de procureur général que le chancelier lui proposait, écrit de Maurs à M. de Chabrol, magistrat de Riom, le 7 mars 1772 : « très joli petit port d'où l'on voit tout ce que l'on peut voir » et où il est exilé : « Les juges d'Aurillac, entre nous, ne sont bons ni à rôtir, ni à bouillir, ni mettre en fricassée : tout dépend d'un procureur du Roi qui mène tout et sur lequel on ne fait point de vers à sa louange, il s'en faut de beaucoup » ? Everat lui attribue cette lettre anonyme du 30 août 1771. EVERAT : *op. cit.*, p. 238.

(19) Arch. Comm. d'Aurillac, 20 oct. 1567 : BB 10.

(20) Arch. Nat. : G 7 103. Corresp. de M. de Vaubourg, 25 juin 1688.

(21) De tels agissements de la part d'Aurillac envers le bailli ou les officiers de finance ne sont pas plus blâmables que le geste de l'intendant d'Auvergne, Le Blanc qui, à son supérieur hiérarchique, écrit : « Je prends la liberté de vous envoyer huit perdrix rouges, dont deux paquets par ce courrier. Je souhaite qu'il fasse assez froid

Il semblerait qu'à force de vivre au milieu des plaideurs, notre Bailliage a retenu d'eux « leur caractère irascible et leur susceptibilité chatouilleuse ». Cet esprit égoïste se découvre à l'intérieur même du Présidial : il se double d'un esprit de corps, d'un esprit de caste, lorsqu'il entre en conflit avec le collège municipal.

§ 2. — LES DISSENSIONS ENTRE LE PRÉSIDIAL D'AURILLAC
ET LE CORPS MUNICIPAL

Nombreuses sont les occasions où nos officiers dévoilent au grand jour leur fatuité. L'histoire de notre Présidial est émaillé de luttes mesquines avec le consulat. N'en donnons que quelques exemples. En 1611, à l'enterrement de leur président Guy de Chaumeil, les membres du Présidial empêchent les consuls de tenir les cordons du poêle : les consuls énervés se démettent de « leurs robbes (*sic*) et livrées consulaires » et décident de « ne se trouver plus en aucune assemblée publique » (22). C'est là une marque de découragement significative de l'impuissance du consulat. Les consuls laisseraient-ils aux officiers du Présidial le champ libre à l'hôtel de ville ? Pas encore. Un commissaire royal interviendra en amiable compositeur, afin « d'éviter le scandal publicque et préjudice au service du roy, qui arrivoit en ladicte ville par la discontinuité de la fonction des dictes charges consulaires » ; comme aujourd'hui, il faut à tout prix éviter l'interruption du service public. De la sentence de « Messire Henry de Noailles », il ressort que les privilèges de la ville et notamment son consulat existent du moins en apparence, en face de l'autorité royale. Les anciens usages se perpétueront : tant

pour qu'elles n'aient le même sort que les précédentes et qu'elles arrivent sans être gâtées ». Arch. Nat. : G 7 107. Corresp. de M. Le Blanc, 5 février 1706.

(22) Bibl. Nat. — Ms. Fr. 16525, folio 149. *Règlement entre les officiers du siège royal et les consuls d'Aurillac*, 22 décembre 1611.

est grande la force de la tradition au service d'une institution décadente en face d'une autorité doublée d'un rayonnement et d'un prestige que les représentants de la dynastie s'efforceront de rendre toujours plus manifestes (23).

Le président du Présidial décide qu'il assistera au feu de joie prescrit par M. de Chevreuse, gouverneur de la province, à l'occasion de la paix entre la France et la Grande-Bretagne si le lieutenant général y prend part; mais n'admet pas que celui-ci mette le feu au bûcher, cette prérogative ne regardant que lui-même ou les consuls (24).

Par ailleurs le lieutenant général proteste de la nullité de l'assemblée où cela a été décidé, vu qu'on ne lui a pas envoyé le secrétaire et les valets. Les consuls de répondre que cette nouveauté est « trop osée » et que « le lieutenant général assubjeterait par trop les consuls de la ville » qui dans quelques mois seront défenseurs au procès qu'il intente contre eux à ce sujet (25).

(23) Bibl. Nat. — Ms. Fr. 16525, fol. 149.

Le commissaire du roi stipule dans ce même document : « Avons ordonné et ordonnons... qu'au enterrements des lieutenants généraux au bailliage (d'Aurillac), lesdicts sieurs consuls tiendront les cordons du drap mortuaire à la main droite et lesdicts sieurs du Présidial ceulx de la main gaulche, et réciproquement, aux enterrements des sieurs baillifs et présidents, lesdicts sieurs du Présidial tiendront les cordons de la main droite et lesdicts consuls ceulx de la main gaulche ; et au cas que les deux qualités de gouverneur et de bailly, ou de président et de lieutenant général, se rencontreroient sur une mesme personne, lesdicts consuls tiendroient la main droite et les dicts sieurs du Présidial la main gaulche. Aux processions, lesdicts sieurs président et lieutenant général marcheront les premiers comme d'ancienneté, et après eulx immédiatement lesdicts consuls, et sy l'un desdicts sieurs président ou, lieutenant général est absent, l'ancien consul tiendra sa place ; et quant à porter le poesle du Saint-Sacrement, les deux places plus honorables appartiendront comme d'ancienneté auxdicts sieurs président et lieutenant général, et les places suivantes ausdicts consuls... ».

Ce règlement fait l'objet d'un Arrêt notable du Parlement de Paris du 3 janvier 1664 fixant la préséance entre les officiers royaux du Présidial d'Aurillac et les consuls de notre ville. Arch. Nat. : AD II 2, n° 61.

(24) Arch. Comm. d'Aurillac, 10 juin 1629 : BB 14.

(25) Arch. Comm. d'Aurillac, 7 mai 1630 : BB 14.

Par l'arrêt qu'il obtient contre le consulat, le lieutenant général Gabriel de Broquin, « est maintenu et garde es-honneur et prérogatives appartenans à son dict office en la présente maison commune et consulaire... et sera le dernier consul avec le secrétaire et valet de la dicte ville, l'aller quérir en sa maison et l'accompagner en la dicte maison de la ville ». Ceci semble clair ; mais le lieutenant général proteste à nouveau : le dernier consul ne s'étant pas dérangé, seuls se sont déplacés à sa rencontre, le secrétaire et les valets (26). Il faut l'intermédiaire d'un maître des requêtes, Me d'Argenson, pour régler le différend mû entre les consuls d'Aurillac et les officiers du Présidial.

Le greffier des présentations au Bailliage, Antoine de Cipière, proteste contre « l'ordre qui a esté fait de la séance à son préjudice et du rang et préhémence que ses offices de greffier luy attribuent ». Il accepte néanmoins « le chaperon pour tesmoigner qu'il ne veult desnier ses assistances au corps commun de ceste ville ny au service qu'il doit à Sa Majesté » (27). Au bout de trois ans, un accord est enfin conclu (28).

Vain espoir de paix : le Président d'Arches n'a-t-il pas occupé le 15 août, à l'Eglise paroissiale, le banc réservé aux consuls et refusé par des paroles injurieuses de le leur céder ? (29). Le sieur de Monteily est député à Paris

(26) Arch. Comm. d'Aurillac, 28 déc. 1633 : BB 14.

(27) Arch. Comm. d'Aurillac, 1^{er} janv. 1633 : BB 14.

(28) Arch. Comm. d'Aurillac, 3 mars 1636 : BB 14. L'accord sur la préséance entre les officiers du Présidial et le consulat s'opère sur les bases suivantes : « Aux processions, lesdicts sieurs du siège Présidial tiendront la main droite et les consuls la main gauche avec les officiers de ladicte ville, sans que lesdicts sieurs, magistrats et consuls se puissent croiser et changer de main pour quelque cause que ce soit, que lesdicts sieurs consuls à la grand messe iront à l'offrande et recevront la paix, sans que lesdicts magistrats puissent aller à l'offrande, ni prendre le baiser de ladicte paix. Pour les funérailles des grands corps, lesdicts sieurs consuls tiendront le rang accoustumé avec les chaperons, et pour les petits corps ils auront le second rang... ».

(29) Arch. Comm. d'Aurillac, 17 oct. 1639 : BB 14.

pour faire opposition à l'arrêt qui maintient les officiers du Présidial d'Aurillac « en possession qu'ilz ont supposé avoir de prendre séance es églizes de ladicte ville et rencontres publiques avant lesdicts sieurs consuls » (30). Cet arrêt, précise-t-on à Monteily quelques jours après, a été obtenu grâce à des procédures (31) faites par des consuls qui étaient en même temps officiers du Présidial (32).

Trente ans après, le consulat va s'opposer à la prétention du sieur Lacarrière, vif-bailli et de ses archers, de tenir la gauche des officiers du Présidial dans les processions publiques (33).

Enfin les deux autorités semblent revenues à de meilleurs sentiments : il est décidé que les échevins garniront les sièges des officiers du tribunal royal d'une étoffe convenable (34) en échange des réparations qu'a fait opérer le conseiller du roi, Lacarrière, au banc des consuls à l'église paroissiale. Il doit racheter « un tapis pour mettre sur ce banc, qui soit parsemé des fleurs de lys, des coquilles avec les armes du Roy au milieu et aux deux côtés celles de la ville » (35). Ce petit détail serait insignifiant s'il ne dénotait pas l'emprise de la royauté — par le Présidial d'Aurillac — sur le consulat de notre cité.

§ 3. — LES JALOUSIES ET LES HAINES A L'INTÉRIEUR MÊME DU PRÉSIDIAL D'AURILLAC

Il serait fastidieux de poursuivre plus longuement un développement qu'une masse importante de documents pourrait enrichir. Nous préférons pour l'étude qui nous

(30) Arch. Comm. d'Aurillac, 12 janv. 1664 : BB 16.

(31) L'ensemble de ces pièces est aux Arch. Comm. d'Aurillac, sous la cote FF 54.

(32) Arch. Comm. d'Aurillac, 28 avril 1664 : BB 16.

(33) Arch. Comm. d'Aurillac, 14 août 1694 : BB 19.

(34) Arch. Comm. d'Aurillac, 9 déc. 1769 : BB 23.

(35) Arch. Comm. d'Aurillac, 9 janv. 1682 : BB 18.

occupe à présent, démontrer le peu de scrupules des officiers de notre Présidial qui contribueront à l'abaissement indéniable de son prestige et au développement des rancœurs populaires que sa conduite engendre.

« Jean Astorg, fermier du sieur Collinet de Labeau, lieutenant criminel au Bailliage et Présidial d'Aurillac, était auparavant au service de la dame de Grignols, tante des sieurs Caylus : l'un clerc tonsuré du diocèse de Saint Flour et l'autre chevalier » (36). Celle-ci ne pouvant se faire payer ses fermages charge l'abbé, son neveu, de poursuivre le fermier; mais notre lieutenant criminel s'oppose à toutes les démarches qui pourraient être tentées en ce sens. Il donne ordre d'enfermer le seul personnage qui ait osé se dresser en face de son autorité « Louis Henry, huissier de Vic en Carladois » et les deux frères Caylus contre lesquels il essaie de trouver quelques arguments. Sa mauvaise foi éclate quand il les libère, quelques heures après, prétextant « que ce n'était pas lui qui avait donné ordre au concierge de les retenir prisonniers et que sitôt qu'il eût appris qu'ils se plaignoient de leur détention, il avait eu soin de leur faire ouvrir les portes de la prison » (37). Le 28 novembre 1729, il demande à être déchargé des faits et que les sieurs Caylus lui fassent réparation d'honneur. A cette requête qui échoue, il substitue le stratagème suivant : soudoyer le concierge Vernet afin qu'il s'avoue seul coupable et que lui, lieutenant criminel, ne puisse pas, vu sa dignité d'officier au Présidial, être suspecté dans cette **affaire**. L'instrument de cette fourberie se trouve être aussi faux que le maître, car Vernet, au lieu d'aller à Paris pour s'accuser, prend la route d'Espagne : la jus-

(36) Bibl. Nat. — Ms. Joly de Fleury 2010, fol. 223, 231 v°. *Mémoire signifié pour J.-B. Giou de Caylus, clerc tonsuré du diocèse de Saint-Flour et Joseph de Giou, chevalier de Caylus, accusateurs contre J.-B. Collinet de Labeau, lieutenant criminel au Bailliage et siège Présidial d'Aurillac.*

(37) Bibl. Nat. — Ms. Joly de Fleury 2010, folio 225 v°.

tice enfin se fait jour et l'affaire se termine par la prise de corps.

Le tribunal suprême du royaume est obligé de s'élever contre certaines prétentions abusives d'officiers royaux de notre siège. Un arrêt du Parlement du 13 août 1765 (38) rendu à la requête de Maîtres Guitard et Leignon de Rangouse, tous deux conseillers du roi et avocats à notre siège contre « les officiers de ce Bailliage et siège Présidial d'Aurillac », notamment Maîtres Antoine Pagès de Vixouze, lieutenant particulier et J. B. Esquirou de Parieu, conseiller, « fait deffences (*sic*) aux officiers de ce Bailliage et siège Présidial d'Aurillac, conformément aux arrêts et enregistrements des 26 février 1628, 7 septembre 1660 et 17 août 1764 de juger aucune affaire d'audience hors l'audience et par écrit, civile (*sic*) et criminelle qui Nous (le Roi) intéresse, l'Eglise, l'Etat, communautés mineures et autres qu'au préalable elles n'ayent été communiquées aux supplians pour y donner leurs conclusions, leur enjoindre de statuer sur nos réquisitions et le tout à peine de nullité, mille livres d'amende et de tous dépens, dommages et interest ».

La même année 1765, le « sieur Fursy Grogner... qui lève l'office de premier huissier audiencier au Bailliage et siège Présidial d'Aurillac... constate que toutes les significations et communications se font de procureur à procureur sous leurs écritures et leurs seings » (39) et

(38) Le manuscrit nous a été obligeamment communiqué par Mlle J. Turlan à Paris.

(39) Bibl. Nat. — 4° Fm 14443 : *Précis pour Fursy Grogner, premier huissier audiencier au Bailliage et siège Présidial d'Aurillac contre les syndics et communauté des procureurs au même siège, 1766*. Un édit de déc. 1693 érige un office de premier huissier audiencier avec attribution privative de l'appel de toutes les causes d'audience qui est « chargé aussi de la lecture et publication aux audiences » et de faire avec les autres huissiers, toutes les significations des actes concernant l'instruction des procès. Ce *Précis* mentionne que « pour l'appel de chacune cause, les droits du premier huissier audiencier seraient de 4 sols... qui seroient payées par les procureurs qui poursuivront l'audience par rôle, placets ou autrement, soit qu'elles soient jugées définitivement ou interloquées contradictoire-

que de plus les procureurs « font par eux-mêmes tous les appels des causes à l'audience d'instruction ou petite audience, en sorte qu'ils se font payer des droits tant de signification que d'appel de causes : droits considérables et qui sont le principal émolument de l'office du sieur Grogner ».

A leur tour les procureurs sont demandeurs à un procès contre « le sieur Brunon, greffier civil et criminel, contrôleur des actes à Aurillac » (40), qui a affecté au service du greffe — alors qu'il en a quatre pour le Contrôle — un seul et unique commis « homme âgé et peu actif » : d'où retard dans les expéditions et nécessité pour les quatre autres collègues du Contrôle de lui prêter la main. « Chacun partage son temps et court à ce qui presse le plus ou rapporte davantage à son maître... Ainsi le secret du greffe est violé ». Notre greffier n'a-t-il pas doublé en même temps le nombre des rôles et le prix de chacun d'eux ? (41) Les procureurs trouvent la charge écrasante pour le public, d'autant plus que le lucre de Brunon s'augmente au détriment des procès des malheureux sur lesquels il perçoit à l'occasion des causes sommaires qui ne se montent pas à 40 livres, les mêmes droits de greffe et d'expédition que dans les grandes affaires du Bailliage (42). De plus, le sieur Brunon ne percevait-il pas autant de droits de présentation qu'il y a de

ment ou par défaut ». « A Aurillac les juges se donnaient la liberté de faire appeler les causes par les greffiers, sergents ou autres » et « les procureurs employaient les droits dans leurs déclarations sans les payer réellement au premier audientier ».

(40) Bibl. Nat. — Ms. Joly de Fleury 1900, fol. 58, mai 1776 : *Observations pour la communauté des procureurs du Bailliage et siège Présidial d'Aurillac contre le sieur Brunon, greffier civil et criminel, Contrôleur des actes à Aurillac*.

(41) *Id.* : « ...Les sentences interlocutoires, dit ce document, taxées à 7 sols 6 deniers, il les porte à 14 sols 8 deniers, c'est encore un doublement... ; les commissions pour assigner au Présidial taxées pour tous droits à 5 sols 6 deniers, il les a portées à une livre 7 sols 4 deniers. c'est septupler... Le sieur de Brunon a réduit à 12 ou 13 lignes de 6 à 7 syllabes les rôles des expéditions ».

(42) Bibl. Nat. — Ms. Joly de Fleury 1900, fol. 61 r^o.

parties assignées par le même exploit (43). En accusant Brunon d'avoir commis des exactions et en le traitant de concussionnaire, la « communauté des procureurs a-t-elle à redouter la fin de non recevoir que le sieur Brunon lui oppose en la soutenant sans intérêt, la Cour ne sait-elle pas que le public ignore les règlements sur la taxe et les droits du greffe qu'il est forcé de payer lorsque la taxe en est faite en justice, que les procureurs étant les seuls qui sont instruits des concussions du greffier, sont les seuls qui puissent s'en plaindre » (44).

Au milieu du XVIII^e siècle, le lieutenant particulier du Présidial d'Aurillac ne va-t-il pas jusqu'à contester la présidence au lieutenant général lorsqu'il rapporte une cause présidiale ? Le procureur général Joly de Fleury, consulté à ce sujet, précise à notre officier dans une lettre du 24 août 1753, qu'un officier du Bailliage doit avoir au Présidial le même rang qu'au Bailliage et que le lieutenant général doit « présider le Présidial » en l'absence des présidents (45).

(43) Bibl. Nat. — Ms. Joly de Fleury 1900, fol. 61 v^o, 62 r^o. Ce même document rédigé contre Brunon poursuit : « Un propriétaire de fief, un seigneur de terre voudra se faire payer ou faire reconnaître les rentes dues par ses vassaux : bien que l'objet ne consiste qu'en une poule ou un cens de quelques deniers, ...le greffier divisera les noms, exigera autant de droits de présentation qu'il y aura de co-solidaires quoiqu'il n'y ait qu'un seul exploit, qu'une seule demande, qu'un seul jugement ».

(44) *Id.* : fol. 65 v^o.

(45) La lettre de Joly de Fleury est trop instructive du point de vue général pour ne pas être citée dans son entier.

Bibl. Nat. — Ms. Joly de Fleury 2428, fol. 365. *Lettre écrite par M. le Procureur général au lieutenant particulier d'Aurillac le 24 août 1753* : « J'ai reçu la lettre que les officiers de votre siège m'ont écrit et le placet qui y était joint, au sujet de la Présidence que vous contestez au Présidial au lieutenant général dans les affaires présidiales dont il est rapporteur, mais cette question paraît susceptible de beaucoup de difficultés. Les présidiaux ont été créés dans les bailliages, le Présidial et le Bailliage ne font qu'un seul et même siège, qui tantôt et dans certains cas juge en dernier ressort, dans d'autres ne juge qu'à la charge de l'appel d'où il semble qu'un officier du Bailliage doive avoir au Présidial le même rang, la même séance et les mêmes prérogatives qu'au Bailliage à l'exception néanmoins (*sic*) de la Présidence du Présidial, quand les Présidents sont présents, parce que ces Présidents ont été créés pour présider le Présidial. En effet les

Le lieutenant général se plaint en 1785 au Procureur général de la coalition qui se forme au Présidial dans le but de le forcer à vendre son office de lieutenant de police : il témoigne de ses craintes au Procureur général (46).

Présidiaux ont été créés par un édit du mois de juin 1551, alors qu'il ne fut point créé de Présidents, c'étoit les lieutenant généraux des bailliages qui présidoient le Présidial comme ils présidoient les bailliages. En 1557 au mois de juin et par des édits postérieurs, le Roy a créé des Présidents dans les Présidiaux pour les présider, mais ce n'a point été dans l'intention de préjudicier aux droits et prérogatives des lieutenants généraux, il s'en explique nommément dans une déclaration du 13 septembre 1572 ; ainsi quand les Présidents des Présidiaux sont présents, nulle difficulté qu'ils doivent présider le Présidial mais quand ils sont absens ou que les charges sont vacantes, il semble que les lieutenants généraux rentrent dans leur droit primitif et originaire de présider le Présidial parce qu'ils sont officiers du Présidial comme le lieutenant particulier et autres et qu'en cette qualité ils semblent être privés de la Présidence par les présidents créés nommément à cet effet, aussi ne pourriez-vous pas lui disputer en général la Présidence au Présidial, mais vous la lui contestez quand il est rapporteur, or je vous avoue que votre prétention mérite plus d'explication dans cet article qu'il n'y en a dans votre placet, car si le lieutenant général est officier du Présidial, si le Présidial et le Bailliage ne font qu'un seul et même siège composé des mêmes officiers, si au Bailliage vous en convenez la Présidence lui appartient encore qu'il soit rapporteur, on ne voit pas pourquoi au Présidial, la qualité de rapporteur l'excluerait de la Présidence, tandis qu'elle ne l'exclut point au Bailliage.

Vous prétendez avoir la possession et depuis quarante ans les lieutenants généraux n'ont point présidé le Présidial dans les affaires présidiales quand les présidents ont été absents ou que leurs charges ont été vacantes, mais le lieutenant général vous répondra que des droits et prérogatives de charges ne se prescrivent pas, parce que ce sont des droits de pure faculté dont on ne peut user sans crainte de les perdre et que la négligence de ses prédécesseurs à les faire valoir n'a pu lui préjudicier... ».

(46) Bibl. Nat. — Ms. Joly de Fleury 1250, fol. 453 v°, 12 sept. 1785. « ...Vous avez connaissance des divisions qui règnent au Bailliage d'Aurillac depuis plusieurs années et dont j'ai été la victime : ce schisme se perpétue toujours étant fomenté par le sieur Parieu qui désirait mon office ; par le sieur Carrière beau-frère de ce premier... qui a acheté l'office de lieutenant de maire dont il n'a pu encore obtenir des provisions. Le parti qui m'est opposé cherche tous les moyens de me nuire et ne cesse de commettre des indécentes à mon égard, auxquelles Monseigneur il n'y a que vous qui puissiez mettre fin par votre autorité. J'ai fait de mon mieux pour ramener les esprits et je me suis aperçu (*sic*) depuis longtemps que mes honnetetés et ma patience passant pour faiblesse, la sévérité seule est dans ce pays le seul moyen qui puisse opérer un bon effet.

Les officiers se sont réunis aux officiers municipaux qui sont en

Depuis que le « sieur Lacarrière est lieutenant général et son cousin germain le sieur Devèze procureur du Roy au Bailliage d'Aurillac » (47), ceux qui ne leur sont pas « aveuglément dévoués ont à subir tout le poids de leur ressentiment » (48). Plusieurs citoyens très estimés « après avoir fait à gros frais l'acquisition d'un office et le voyage à Paris pour s'en faire pourveoir se sont vus refuser au sceau les provisions ». Beaucoup ont pâti de cet échec immérité. Aussi les officiers municipaux supplient-ils le Procureur général « qu'il lui plaise de leur faire communiquer les libellés qui lui ont été adressés, afin que les malheureux qui ont été inculpés puissent se justifier et tirer une vengeance légale de la calomnie ». Ces libellés, nous dit ce *Mémoire*, ont été envoyés au Procureur général à la faveur des intrigues du lieutenant général et du procureur du roi « dans le but d'exclure par le poids de l'autorité et de la puissance de Monseigneur le Procureur général, ceux qui postulaient des emplois, de dégoûter tous les autres citoyens par l'exemple de ceux-cy et d'y pouvoir placer des gens qui leur fussent dévoués » (49).

Une victime de ces compromissions est Me Dilhac, procureur du roi au siège d'Aurillac depuis dix ans qui, en possession du certificat des officiers de l'hôtel de ville

très petit nombre et notamment au sieur Crozet, ancien procureur du Roi en ce siège et qui par commission fait les fonctions de procureur du Roi en l'Hôtel de Ville. Ils voudraient me faire vendre l'office de lieutenant général de police : c'est pourquoi les officiers du siège qui me sont opposés refusent de se rendre à l'audience de police pour se croire en état de dire dans le public que je remplis mal mes fonctions dans cette partie, ce qui m'a déterminé Monseigneur à dresser un procès-verbal dont je joins ici une copie (Ms. Joly de Fleury 1250, fol. 455 r°) en vous suppliant de prendre à cet égard tel parti que vous jugerez convenable... ».

(47) Mentionnant un extrait baptistaire du 13 oct. 1746, les provisions de notre procureur du roi sont datées du 28 avril 1779 (Arch. Nat. : V 1 498).

(48) Bibl. Nat. — Ms. Joly de Fleury 1250, fol. 467 r° : *Mémoire présenté à Mgr le Procureur général de la part des officiers municipaux d'Aurillac*.

(49) Bibl. Nat. — Ms. Joly de Fleury 1250, fol. 467 v°.

lui permettant de rentrer dans leur corps et ayant versé le marc d'or de l'office d'échevin, se voit refuser ses provisions par le procureur général au moment où elles vont passer au sceau (50). « Il faut solliciter M. le Baron de Breteuil, ministre et secrétaire d'Etat de vouloir bien avoir la bonté de lui dire quelles sont les plaintes qu'il a reçu (*sic*) sur sa conduite pour qu'il puisse se justifier ». N'apprend-il pas que l'on retient contre lui une excitation à un faux témoignage. Cette combinaison montée de toutes pièces dans le dessein de ne pas le voir accéder à l'office qu'il envie, doit bientôt céder le pas au rétablissement de la vérité. L'honneur de Dilhac est rétabli, il prie le Procureur général de ne plus s'opposer à son désir.

Est-ce vraiment digne d'un présidial qui se respecte que le spectacle au tour aussi badin que dégradant — voire même probablement fatal — qui met en jeu le chevalier d'honneur (51) du Présidial d'Aurillac dans les dernières années qui précèdent la suppression de notre siège. Le sieur Leigonie de Rangouse de La Bastide, chevalier d'honneur, qui pendant une plaidoirie a émis tout haut son avis et « s'est obstiné à opiner dans une affaire dont il ne paraissoit pas être en droit de connaître », fait l'objet de réprimandes de la part de ses confrères. Le lieutenant général observe dans une lettre (52) jointe à son procès-verbal, que la vie de Leigonie de Rangouse « forme un vrai roman et est un exemple rare de bizarrerie et d'inconduite... qu'il est très libre en propos et se croit tout permis... qu'il a souvent scandalisé le Palais et le public par ses propos insultans (*sic*), soit en montant sur le siège souvent dans le plus grand

(50) Bibl. Nat. — Ms. Joly de Fleury 1250, fol. 485 : *Requête de M^e Dilhac, procureur du Roi à Aurillac, à Mgr le Procureur général.*

(51) C'est à la fin du xvii^e siècle que par un édit signé à Versailles en mars 1691, Louis XIV créa en faveur de certains nobles « à qui leur âge, leur santé ou leur fortune ne permettaient plus de servir le Roi aux armées » cet office qui pouvait donner accès aux charges municipales. ISAMBERT : *op. cit.*, tome XX, p. 121.

(52) Bibl. Nat. — Ms. Joly de Fleury 1250, folio 263.

négligé, cheveux retroussés ou en brousse, avec un large couteau de chasse, talons rouges et portant des croix de différents ordres étrangers et toujours en habits de couleurs et singuliers ».

Certes « la forme est conservatrice du fond », mais ce n'est pas pour céder à un instinct conformiste que le procureur du roi Devèze, à l'esprit si querelleur et si indépendant, — son nom reviendra sous notre plume lors de la convocation des Etats Généraux — renchérra sur les paroles du lieutenant général en accentuant les termes déjà châtiés, mais qui décèlent le ton acrimonieux de l'incident. Aucune envie d'aplanir le différend, mais bien au contraire de l'envenimer (53).

De tels procédés sont-ils en concordance avec les fa-

(53) Bibl. Nat. — Ms. Joly de Fleury 1250 folio 273 : *Lettre du procureur du Roi Dezève au Procureur général*, 8 avril 1783 : « Le sieur Leygonie de Rangouse, chevalier d'honneur de ce siège (d'Aurillac) doit suivant la forme prescrite (*sic*) par les règlements paroître à l'audience en habit noir avec une cravate ou rabat, un manteau court, les cheveux en long... il est venu au Palais le 4 du présent mois en habit de velours noir, parement et veste de drap noir, bas blancs, souliers à talons rouges, l'épée au côté, manteau court de satin noir, les cheveux en brousse, sans cravatte ni rabat et chapeau à plumet. Je lui ai fait observer avant de monter à l'audience qu'il ne se conformait pas aux réglemens (*sic*), il m'a répondu que ce que je lui disais était un galimatias, que si je ne voyais pas comme il était habillé il me donnerait des lunettes. Je lui ay dit de prendre garde à se renfermer dans les bornes de la décence... Il a siégé dans ce costume. Je vous envoie expédition du procès-verbal qui a été dressé sur ma réquisition et qui porte qu'il en sera référé au Parlement... Vous y verrez, Monseigneur, que le sieur de Rangouse y dit que ma réquisition est une suite de mes tracasseries à son égard... Je n'ai agi qu'en vertu de vos ordres et les exécuter n'est point faire des tracasseries... On se comporte dans la chambre du Conseil comme dans une basoche, aussi le procès verbal malgré le lieutenant général et moi, n'est-il pas rédigé comme il devrait l'être. Rien ne peut m'étonner de la part du sieur de Rangouse, c'est une espèce de fou qui n'est fait pour être dans aucun corps, fils cadet d'un trésorier de France, il prit de l'argent à son père, fut en Espagne, en Amérique, on assure qu'il a été garde valonne et moine. Son aîné décédé, il a recueilli une succession considérable dont il voit la fin : on lui a fait vendre ses meubles sur la place publique ces jours derniers... ; à mesure qu'il vend son bien il fait des voyages... il prend la qualité de comte, il a pris celle de prince à Montpellier, à Bordeaux. Il a acheté une charge de gentilhomme ordinaire de la Chambre du Roi, il s'est mal comporté, il a été mis à la Bastille... Daignez Monseigneur prendre des renseignements secrets à ce sujet...

veurs de choix dont nos officiers royaux d'Aurillac se réclament ? Un édit de novembre 1750 accorde la noblesse personnelle et héréditaire à la troisième génération de ceux qui serviraient à l'armée pendant un certain temps : c'est là un précédent qu'ils font tous valoir à l'envi. Les officiers de l'armée ne sont-ils pas les cadets de ceux des présidiaux ? Les aînés sont donc moins favorisés. Dans le *Mémoire* d'Aurillac rédigé à la demande de Daguesseau, le Présidial quant aux privilèges de la noblesse qu'il convoite, écrit : « Qui ne sait pas mourir ne sait pas vaincre : c'est la maxime qui fait les conquérants, c'est la même qui fait le grand magistrat » (54).

Théâtre de telles lâchetés excitées par des passions partisans, notre Présidial si tapageur, a depuis longtemps rompu avec les nobles traditions que lui ont cédées les premiers Baillis des Montagnes, ses devanciers.

(54) Le gouvernement frappé de l'état de dépérissement des sièges royaux, s'ingénie à trouver des moyens salutaires. Le Présidial d'Aurillac répond à la circulaire de Daguesseau demandant sur chaque tribunal tous les renseignements nécessaires, par un *Mémoire* cité par EVERAT : *op. cit.*, page 269.

CHAPITRE II

LE PRÉSIDIAL D'AURILLAC EN FACE DU PROJET D'ARRONDISSEMENT DES JURIDICTIONS D'AUVERGNE ET DES RÉFORMES DE MAUPEOU ET DE LAMOIGNON

Le projet d'arrondissement des juridictions d'Auvergne (1) qui aurait dû déclencher dans notre siège un retour à la sagesse et l'abandon des idées mesquines du seul intérêt personnel et égoïste que le Présidial d'Aurillac a toujours entretenues, ne sera qu'un épouvantail. Du moment que le projet s'affermirait, les haines se calment. Aurillac est favorisé, car le *Mémoire* propose sans autre détour l'anéantissement du bailliage de Saint-Flour et son union à Aurillac comme avant 1523 (2). Parmi les bailliages qui réclament l'arrondissement, il y a Saint-Flour : « c'est un siège, est-il souligné dans ce document, dont l'intérêt public demandera plutôt la suppression que l'augmentation... Cette ville (Saint-Flour) a

(1) Bibl. Nat. — Ms. Joly de Fleury 205, fol. 270 v° : *Mémoire sur le projet d'arrondissement des juridictions d'Auvergne* : « Le but des projets généraux d'arrondissement tels qu'ils ont été formés par des personnes désintéressées ...est de rendre le territoire de chaque siège contigu, de ne lui ôter ce qui est plus éloigné de lui qu'en lui attribuant en même temps ce qui s'en rapproche davantage et par cette opération mutuelle de retranchement et d'augmentation, de laisser à chaque justice sinon identiquement le même district, au moins une même étendue de ressort ».

(2) Bibl. Nat. — *Id.*, fol. 272 r°.

une situation qui résiste à ce que l'on puisse y fixer aucun établissement avantageux au public... » (3).

Le projet d'arrondissement qui survivra à la mort de Daguesseau dans les tentatives de Maupeou et de Lamoignon, est suivi d'un « projet de réunion et de suppression des différents présidiaux ». En effet le 10 mai 1763, les officiers du Présidial d'Aurillac signent une lettre adressée au Procureur général à qui ils annoncent l'envoi d'une « Requête au Roy » (4), craignant d'être com-

(3) Bibl. Nat. — Ms. Joly de Fleury 205, fol. 272 r^o : « ...Saint-Flour n'est point abordable à cause des montagnes dont elle est environnée et l'on y manque des choses les plus nécessaires à l'usage de la vie ; ce n'est donc point un lieu commode pour l'administration de la justice et pour l'établissement d'un grand siège ; la juridiction même actuelle est préjudiciable à ceux qui en dépendent, parce que le bailliage de Saint-Flour n'étant pas uni à un présidial, les justiciables sont obligés dans les cas de l'édit des présidiaux d'essayer un degré de juridiction inutile : après la sentence du juge ordinaire et celle du bailli de Saint-Flour, ils peuvent être traduits au Présidial d'Aurillac au lieu que si le siège de Saint-Flour n'existoit pas, ils pourroient se pourvoir directement au Présidial d'Aurillac sur l'appel du premier juge... Il ne reste dans la province que le Bailliage d'Aurillac qui puisse proposer un arrondissement... ».

(4) Bibl. Nat. — Ms. Joly de Fleury 380, fol. 380 : *Requête au Roy des officiers du Présidial d'Aurillac craignant d'être compris dans le projet de la réunion et suppression des différents Présidiaux, 1763* : « ...La ville d'Aurillac, capitale du Haut-Auvergne, se trouvant située au pié (*sic*) de ces mêmes montagnes, est accessible en toutes saisons et à portée d'un chacun de manière qu'un jour ou deux suffit aux plus éloignés pour y aller et en revenir chez eux... ». Nos officiers mettent l'accent sur la distance séparant Aurillac de la Basse-Auvergne ; la route d'Aurillac à Clermont existe, mais elle offre des difficultés. « ...Il est vrai que par les ordres de M. Trudaine, Intendant des Finances et autrefois Intendant d'Auvergne, on a ouvert un grand chemin de Clermont à Aurillac que MM. les intendants qui lui ont succédé, font entretenir par leurs soins continuels, mais on n'en a pu vaincre entièrement la difficulté et il n'a pas été possible d'établir un poste sur cette route : il n'y a que deux messagers à pié qui vont et viennent alternativement chaque semaine et à qui il faut dix à douze jours selon les saisons pour rapporter les réponses aux lettres et autres commissions dont on les a chargés... La différence des mœurs et du langage de ces deux pays n'est pas moins grande que celle du climat ; l'idiome particulier à la Limagne d'Auvergne est incompréhensible aux habitants du Haut-Auvergne ainsi que celui du Haut-Auvergne est inintelligible à ceux du Bas ; leur usage pour l'agriculture, la qualité des fruits et des denrées qui se recueillent dans ces deux pays, tout est différent : dans l'un on est soumis à la coutume, dans l'autre on est régi par le Droit écrit ».

pris dans le projet en question (5). Là encore ils savent faire taire leurs sentiments dans le but d'assurer le salut de leur siège : ils basent leur requête sur la situation privilégiée d'Aurillac, au centre de son ressort et sur la différence de langage qui ne rend pas commode une assimilation avec les sièges de la Basse-Auvergne; d'ailleurs Aurillac est soumis au droit écrit (6), la Basse-Auvergne à la coutume. Ce sont là les motifs sérieux du maintien de notre Présidial dans la décrépitude dont il fait preuve au XVIII^e siècle.

Par l'édit de Maupeou, dont l'œuvre détruite en 1774 revivra vingt-six ans plus tard sous la plume d'un secrétaire du chancelier : Lebrun, troisième consul et rédacteur de la Constitution de l'an VIII, Aurillac se trouve réuni avec Saint-Flour et Vic dans l'étendue du Conseil Supérieur de Clermont. L'édit de 1771 trouve en Auvergne la résistance qu'il rencontre du reste ailleurs : c'est Riom qui cristallise l'opposition. Maupeou doit écrire : « Sa Majesté m'a chargé de vous mander qu'elle voulait être obéie et que vous fassiez sans délai publier et registrer son édit du mois de Février ». « Deux mois, dit le Procureur général Champflour, se sont écoulés depuis cet envoy » (7) ; il doit menacer les officiers de la saisie-exécution sur leurs meubles et effets et de la saisie réelle sur leurs immeubles. La résistance se poursuit toujours au Présidial d'Aurillac qui n'a pas encore enregistré au début de juin, ainsi que d'autres sièges tel : Vic. « Le voisin d'Aurillac ne compte plus sur eux. Ils sont prêts à céder à la peur », est-il écrit dans une lettre du 4 juin 1774 composant la correspondance du lieutenant criminel de Chabrol au Présidial de Riom. Onze jours après, ce magistrat nous apprend que M. de Saint

(5) Bibl. Nat. — Ms. Joly de Fleury 380, fol. 380 : *Requête au Roy des Officiers du Présidial d'Aurillac craignant d'être compris dans le projet de réunion et suppression des différents Présidiaux. 1763.*

(6) BOURDOT DE RICHEBOURG : *Nouveau Coutumier Général*, tome IV, p. 1209.

(7) Ces détails sont retenus par EVERAT : *op. cit.*, page 179.

Vincent, conseiller au Parlement de Paris, exilé à Maurs et déconcerté par certains indices de soumission prochaine du siège d'Aurillac, l'a mis au courant des projets de notre ville quant à l'enregistrement de l'édit de février 1771 : « On me marque de Maurs par lettre du 6 qu'Aurillac n'a point encore pris de détermination, qu'on présume cependant plus l'enregistrement que le refus de s'y prêter » (8).

Aurillac aurait eu tout à gagner à l'établissement définitif de la réforme si éphémère qu'opère Lamoignon qui, en recevant les sceaux des mains de Miromesnil, reprend en 1788 — chose bizarre pour un ancien parlementaire exilé par Maupeou dans un petit village des Cévennes — les armes délaissées par son illustre devancier à la chancellerie. Les « Grands Bailliages », tribunaux d'appel en dernier ressort des juridictions inférieures jusqu'à 20.000 livres et sans limite en matière criminelle, sont l'objet principal de la réforme. S'ils ne supplantent pas les Parlements, ils en amoindrissent du moins le rôle judiciaire et politique. La Sénéchaussée d'Auvergne, séante à Riom qui reconquiert à la veille de la Révolution son lustre d'autrefois terni récemment par l'érection d'un Conseil Supérieur ailleurs que dans ses murs, est transformée en Grand Bailliage et comprend dans son ressort, en dehors de son propre territoire, ceux de « la Sénéchaussée Présidiale de Clermont et du Bailliage Présidial d'Aurillac » (9). Le lieutenant criminel de Chabrol, du siège de Riom — témoignage indéniable de la considération dont sa haute personnalité jouissait à Paris — est interrogé sur l'opportunité qu'il y aurait de conserver

(8) Lettres des 4 et 15 juin 1771 rapportées par EVERAT : *op. cit.*, page 199.

(9) Arch. Nat. Collection Rondonneau : ADx 1083, p. 33 : *Etat des grands bailliages érigés dans l'étendue du Royaume et ressorts et arrondissements provisoirement attribués à chacun desdits sièges faisant suite à l'Ordonnance sur l'administration de la justice donnée à Versailles en mai 1788 et enregistrée au Parlement de Paris le 8. le Roi tenant son lit de justice.*

trois présidiaux en Auvergne et sur les modifications d'étendue qui pourraient se faire sentir (10). Sous d'autres termes qui expriment cependant la même pensée, de Chabrol reprenant le *projet d'arrondissement des juridictions d'Auvergne*, est d'avis de supprimer, pour le meilleur rendement de la justice, quelques sièges inférieurs. Ne va-t-il pas jusqu'à demander de convertir en simple prévôté aussi bien Saint-Flour « peu importante, mal située et manquant des premières commodités de la vie » que Vic « qui n'est qu'un modeste village » et de les rattacher à Riom. Par contre, quand il s'agit d'Aurillac, il prétend que pour les deux présidiaux — ceux de Clermont et d'Aurillac — disputant le rang à celui de Riom, un seul doit être conservé : le nôtre, et voici pourquoi : parce que c'est le droit romain qui est en honneur dans l'étendue de son ressort, tandis que les règles coutumières sont suivies en général dans la circonscription riomoise. On peut lire dans le *projet d'arrondissement des juridictions d'Auvergne* : « Il est important de remarquer aussi que le Bailliage d'Aurillac se régit par le droit écrit et que presque toutes les paroisses qui se rapprochent plus d'Aurillac que de Riom ne reconnaissent pour loy que la Coutume d'Auvergne : on ne peut donc ajouter de nouvelles paroisses au ressort d'Aurillac sans y introduire le mélange du droit écrit et de la coutume et par conséquent sans assujettir les officiers d'Aurillac à juger par une loy qu'ils ne connaissent point, qu'ils n'ont jamais étudiée et à laquelle ils ont été dispensés de s'attacher » (11). « Quelle confusion — s'exclamaient les officiers du Présidial en 1763, lors de leur crainte d'être compris dans la suppression des présidiaux — quelle confusion ne s'ensuivrait-il pas pour les jugements, si le Présidial d'Aurillac était transféré d'un pays où le droit écrit est inviolablement observé dans un autre où la jurispru-

(10) En ce sens, cf. EVERAT : *op. cit.*, page 294.

(11) Bibl. Nat. — Ms. Joly de Fleury 205, fol. 272 v° : *Mémoire sur le projet d'arrondissement des juridictions de la Province d'Auvergne*.

dence est si différente » (12). Chabrol jugeant que les tribunaux de Riom et d'Aurillac suffiront amplement aux besoins de tous, est d'avis de diviser en deux le territoire de la province et d'abandonner en outre à Aurillac — qui le demandait depuis longtemps — le siège de Calvinet régi comme le nôtre par le droit écrit (13), limitrophe de la Généralité de Montauban et dépendant jusqu'ici — par delà notre ressort — de Riom pour la présidialité.

Ces idées ne furent jamais mises à exécution, ce qui créa une animosité assez vive entre Chabrol et Lamoignon (14) au moment où s'élabore le plan de convocation des Etats Généraux qui, par les Assemblées préalables qu'ils vont exiger, donneront à notre Présidial peu de temps avant sa disparition, un regain de vie passager, un dernier sursaut — mais éphémère — d'espérance.

(12) Bibl. Nat. — Ms. Joly de Fleury 380, fol. 380 v^o : *Requête au Roy des Officiers du Présidial d'Aurillac craignant d'être compris dans le projet de réunion et suppression des différents Présidiaux, 1763.*

(13) Bibl. Nat. — Ms. Joly de Fleury 380, fol. 380 v^o. Cf. *supra*, p. 129.

(14) Cette brouille s'accuse nettement dans la correspondance entre le garde des sceaux Lamoignon et M. de Chabrol. EVERAT : *op. cit.*, page 297.

CHAPITRE III

LE PRÉSIDENTIAL D'AURILLAC

A LA VEILLE DES ÉTATS GÉNÉRAUX

SECTION I

Le Présidial d'Aurillac et les préliminaires de la Convocation.

Au moment où Necker et de Barentin, garde des Sceaux, mettent la dernière main au *Règlement Général de la convocation aux Etats Généraux*, le Présidial d'Aurillac représenté à l'Assemblée des Notables de novembre 1788 par son chevalier d'honneur Rangouse de la Bastide, réitère à nouveau ses désirs « objet le plus important du mémoire », désirs que ce même officier a déjà fait connaître à Versailles, à savoir que « la Haute-Auvergne ayant de tous les temps ses états particuliers indépendants des états de la Basse-Auvergne, ne pouvait être privée de cette prérogative » (1). Unique ville présidiale de cette région, Aurillac estime ainsi garder son privilège d'être le lieu de convocation de l'Assemblée Générale.

D'ailleurs la convocation par Haut et Bas pays lui semble préférable à la convocation par bailliages. C'est pourquoi dans sa lettre du 20 janvier 1789, de Rangouse en demandant simplement d'être fixé sur « la forme de

(1) Arch. Nat. : Ba 41 : *Lettre de Rangouse de la Bastide chevalier d'honneur au Présidial d'Aurillac, 20 janvier 1789.*

la convocation, le nombre des députés des différents ordres, le lieu et la tenue des états », suggère à cet effet notre ville au pouvoir central (2). « Les États Généraux, dit-il, se convoquèrent jadis par bailliages... mais à cette époque il n'y avait qu'un seul Bailly pour la Haute-Auvergne, donc le Bailly d'Aurillac a été le seul en possession de convoquer les trois ordres du pays » (3).

Les lettres du 24 janvier 1789 portant *Règlement Général de la convocation*, établissent dans l'article III que les bailliages — circonscriptions électorales — sont

(2) Ce désir a été signalé lors d'une assemblée générale tenue à l'hôtel de ville d'Aurillac le 20 décembre 1788 dans laquelle l'ensemble des délibérations prises ont été adressées à Necker sous le titre : *Mémoire en représentation du tiers état de la Province d'Auvergne par les officiers municipaux d'Aurillac à Monsieur le Directeur Général des Finances* et que nous retrouvons aux Arch. Nat. sous la cote B III 48 page 253 : « La Haute-Auvergne, dit ce document, n'a jamais été conquise..., son union à la France remonte aux premiers temps de cette monarchie..., ce pays est absolument distinct de la Basse-Auvergne. Chacun des deux eut dès le ix^e siècle des comtes particuliers et lorsque longtemps sous Saint Louis et Philippe le Hardi, les premiers bailliages furent établis en France, chacune des deux parties d'Auvergne eut aussi le sien ».

De Rangouse écrira plus loin dans cette même lettre du 20 janvier 1789 (Arch. Nat. : Ba 41) : « ...Aurillac bien bâtie dans un bassin riant, au bas de la chaîne des montagnes, au centre de la Haute-Auvergne, est... le lieu propre à tenir les États, états qui par un usage constant et suivi presque jusqu'à la fin du siècle dernier se sont tenus non par bailliage mais par prévôté. Et cela n'aurait pu être autrement puisqu'il n'y a eu jusques en 1524 d'autres bailliages dans le Haut Pays que celui d'Aurillac... »

(3) De Rangouse développe dans sa lettre du 20 janvier 1789 (Arch. Nat. : Ba 41) qu'Aurillac a toujours eu ce droit de convoquer les trois ordres du pays : « ...Le 29 avril 1512 M^e Rigault, Baron de Ville-neuve, maître d'hôtel du Roy, convoqua le ban et l'arrière-ban qui s'assembla le 6 mai suivant à la ville d'Aurillac » ; après la publication des lettres de convocation de ban, « furent envoyés certains messagers es-prévôtés et lieux accoutumés entre autres Saint-Flour, Salers, Maurs, Mauriac, Montsalvy, Calvinet... ». Une autre convocation « à sons de trompe eut lieu le 27 juillet 1521 à Saint-Flour, Mauriac, Salers, Maurs, ...le 29 décembre 1549 les états particuliers de la Haute-Auvergne furent convoqués à Aurillac et neuf députés nommés par les états pour traiter avec le Roi sur le fait de la gabelle ». De Rangouse poursuit : « Nous pourrions ajouter à ces titres qui prouvent en faveur du bailly de la ville d'Aurillac, un procès verbal fait à Clermont à l'assemblée du Tiers Etat de la Basse et Haute-Auvergne du 12 décembre 1569 pour imposer deniers pour la déffense (*sic*) du pays et de la délivrance de la ville d'Aurillac... ».

classés en deux catégories : principaux et secondaires. Les bailliages principaux ou sénéchaussées principales auront un arrondissement comprenant les bailliages et sénéchaussées secondaires soit à raison de leur proximité ou du démembrement des bailliages ou sénéchaussées principales (4). Cet acte important est suivi de règlements particuliers spéciaux aux différents pays ou à différentes villes. *Le Règlement du Roi pour l'exécution des lettres de convocation aux Etats Généraux en Auvergne* daté du 15 février 1789 et signé de Louis XVI et du Secrétaire d'Etat de la Maison du Roi Laurent de Villedeuil (5) ne tarde pas à être connu et peu après violemment discuté à Aurillac que les dispositions royales ne considèrent pas comme bailliage principal, mais seulement comme bailliage secondaire. « L'élection de douze députés aux Etats Généraux, savoir : trois de l'ordre du Clergé, trois de l'ordre de la Noblesse, et six du Tiers-Etat », précise le *Règlement*, doit s'effectuer lors « de l'Assemblée Générale du Bailliage de la Haute-Auvergne à Saint-Flour » (6).

Dans une lettre datée du 16 février 1789 (7), le lieutenant général du Présidial d'Aurillac Lacarrière de la Tour (8) annonce au garde des sceaux qu'« il a communiqué à ses confrères les officiers du Bailliage et siège Présidial d'Aurillac, les exemplaires des lettres de convocation et du règlement », mais que « tous ont vu avec douleur que le Bailliage d'Aurillac dont l'établissement

(4) DUVERGIER : *Collection complète des Lois, Décrets, Ordonnances et Règlements*, tome I, page 13. *Règlement fait par le Roi pour l'exécution des Lettres de convocation du 24 janvier 1789.*

(5) Arch. Nat. : Ba I. *Règlement du Roi pour l'exécution de ses lettres de convocation aux Etats Généraux en Auvergne.*

(6) Arch. Nat. : Ba I. *Id.*, art. VII.

(7) Arch. Nat. : Ba 41. *Lettre de Lacarrière de la Tour lieutenant général au Présidial d'Aurillac au garde des sceaux, 16 février 1789.*

(8) Ses provisions datées du 13 septembre 1780 portent : « ...Lieutenant général et commissaire enquêteur et examinateur au Bailliage et siège Présidial d'Aurillac, réunis en un seul corps d'office par arrêt et lettres patentes du 18 février 1766 et 29 avril 1767 sans pouvoir être desunis ». Arch. Nat. : V 1 500.

remonte au règne de Philippe Auguste est dans la liste des bailliages secondaires, tandis que le bailliage de Saint-Flour est qualifié de bailliage principal, quoiqu'il n'ait été érigé qu'en l'année 1522 (a. s.) et qu'il ne soit qu'un démembrement de celui d'Aurillac auquel il ressort pour les cas présidiaux ». D'ailleurs la surprise se notre Présidial n'est pas aussi inattendue qu'on pourrait le penser au premier abord. L'on savait déjà à Aurillac que Saint-Flour intriguait pour députer directement : « Les officiers du Présidial d'Aurillac, nous dit une semaine plus tôt le lieutenant général de notre siège, sont instruits que la ville de Saint-Flour prétend, dans un Mémoire adressé à Sa Majesté, que la convocation pour les députés aux Etats Généraux doit se faire chez elle » (9).

Dans une requête au Roi, il écrit : « Ne serait-il pas surprenant de voir les officiers de Saint-Flour disputer peut-être la préséance aux membres d'un Présidial dont ils relèvent » (10). Déjà son collègue au Présidial, Rangouse de la Bastide écrivait le 20 janvier 1789 (11) : « Aurillac était une ville florissante qu'encore au ^{xiii}^e siècle Saint-Flour n'étoit qu'un simple prieuré de bénédictins construit sur un rocher (*sic*)... depuis, sa position à l'extrémité la plus reculée de la province du côté du Gévaudan, l'aspérité du climat, les mauvais chemins qui y aboutissent, son peu de capacité sont autant de moyens qui militent contre elle ».

D'où vient la contradiction ? Voici : « Si le bailliage de Saint-Flour est qualifié de principal, nous dit Lacarrière, c'est parce qu'en 1614 il a envoyé des députés et que celui d'Aurillac n'en a point envoyé, ce qui a fait

(9) Arch. Nat. : Ba 41. *Lettre de Lacarrière de la Tour lieutenant général au Présidial d'Aurillac au garde des sceaux, 10 février 1789.*

(10) Arch. Nat. : Ba 41. *Requête au Roy par Lacarrière de la Tour lieutenant général au Présidial d'Aurillac.*

(11) Arch. Nat. : Ba 41. *Lettre du Comte Rangouse de la Bastide chevalier d'honneur au Présidial d'Aurillac, 20 janvier 1789.*

présumer que le bailliage d'Aurillac était de peu d'importance et bien inférieur à celui de Saint-Flour ». Dans une autre lettre du 3 mars 1789 (12), il nous précise sa pensée : « ... En 1614 la prévôté de Saint-Flour députa aux Etats Généraux. Les prévôtés de Maurs, Mauriac et Aurillac refusèrent d'aller à Saint-Flour et s'assemblèrent à Aurillac où l'Assemblée Générale (*sic*) de la Haute-Auvergne aurait dû se faire. Il y fut nommé des députés par la majeure partie de la Haute-Auvergne : on ne voulut point les admettre aux Etats Généraux de sorte que n'ayant que ceux de Saint-Flour, on considéra le bailliage de cette ville comme le bailliage principal de la Haute-Auvergne : c'est ce qui dans la nouvelle convocation de cette année, a fait comprendre le bailliage de Saint-Flour dans la liste des bailliages principaux et celui d'Aurillac sous le titre de bailliage secondaire » (13).

Malgré tout il ne faut négliger aucun remède et tout tenter pour redresser cette vexation. Aussi le lendemain du jour où est connu le « *Règlement du Roy pour l'exécution des lettres de convocation aux Etats Généraux en Auvergne*, c'est-à-dire le 16 février 1789, les officiers du Bailliage de la Haute-Auvergne et siège Présidial de la ville d'Aurillac assemblés extraordinairement en la Chambre du Conseil sur la convocation de M. le lieutenant général » (14), vont-ils essayer de réparer le tort que le *Règlement* royal pourrait leur causer. De la sorte, notre Présidial use de « la faculté accordée par Sa Majesté dans le dernier article du Règlement du 24 janvier dernier ». Nous savons en effet par le lieutenant général de notre siège qu'« il a été consigné dans une délibération en forme de représentation les moyens qui pourront déterminer » (15) le pouvoir central à satisfaire

(12) et (13) Arch. Nat. : Ba 41. *Lettre du lieutenant général et des officiers du Présidial au Procureur Général*, 3 mars 1789.

(14) Arch. Nat. : Ba 41. *Délibération des officiers du Présidial d'Aurillac*, 16 février 1789.

(15) Arch. Nat. : Ba 41. *Lettre du lieutenant général du Présidial d'Aurillac Lacarrière de la Tour au garde des sceaux*, 16 février 1789.

le Présidial d'Aurillac (16). D'abord nos officiers établissent deux arguments faciles à deviner. Comment pouvoir maintenir, pensent-ils, cette situation incohérente qui menace de s'affermir si on n'y prend garde, à savoir : que le bailliage de Saint-Flour qui n'a pas été élevé à la dignité présidiale, soit principal pour la convocation, quoiqu'il relève pour la présidialité du siège d'Aurillac son secondaire pour cette même convocation. L'ampliation de l'édit de création de conseillers, magistrats et juges présidiaux donnée à Rennes au mois de mars 1551, enregistrée au Parlement de Paris le 6 avril 1551 avant Pâques, nous apprend dans son article XXIV qu'il est établi « en la ville d'Orilhac un siège présidial pour la sénéchaussée dudit Auvergne, huit conseillers et un greffier d'appaux auquel siège ressortiront les sièges de Saint-Flour, Carlat... » (17).

De plus, tous sont d'accord pour penser, comme le lieutenant général ou Rangouse de la Bastide dans leurs lettres précédentes, que Saint-Flour n'était qu'un simple bourg lorsqu'Aurillac, capitale de la Haute-Auvergne, formait une ville.

Certes ils n'oublient pas de mentionner la situation peu avantageuse de Saint-Flour, mais surtout ils tiennent à faire remarquer à la suite de l'opinion émise par leur lieutenant général « qu'il n'y a jamais eu qu'un bailli dans la Haute-Auvergne, qu'il n'y en a qu'un aujourd'hui et son siège et sa résidence ont été toujours Aurillac suivant les provisions de tous les grands bail-

(16) L'art. 51 du *Règlement fait par le Roi pour l'exécution des lettres de convocation* s'exprime ainsi : « Sa Majesté voulant prévenir tout ce qui pourroit arrêter ou retarder le cours des opérations prescrites pour la convocation aux Etats Généraux, ordonne que toutes les sentences, ordonnances et décisions qui interviendront sur les citations, les assemblées, les élections et généralement sur toutes les opérations qui y seront relatives, seront exécutées par provision, nonobstant toutes appellations et oppositions en forme judiciaire, que Sa Majesté a interdites, sauf aux parties intéressées à se pourvoir par devers Elle, par voie de représentation et par simple Mémoire ». DUVERGIER : *op. cit.*, page 19.

(17) ISAMBERT : *op. cit.*, tome XIII, page 268. FONTANON, I, 336.

lis et notamment celle de M. le Duc de Caylus, grand bailli actuel... Comment aurait-il pu résider ailleurs, puisqu'il n'y avait anciennement qu'un siège à Aurillac pour toute la Haute-Auvergne ? » Dans une autre requête, les députés de la province d'Auvergne précisent que ces « provisions portent Bailli du Bailliage des Montagnes séant à Aurillac et non au Bailliage des Montagnes d'où il résulte évidemment qu'Aurillac est et doit être de la première classe et ceux de Saint-Flour et Vic ne peuvent être que secondaires surtout si l'on considère que ces deux derniers dépendent de celui d'Aurillac comme Présidial » (18).

Le siège épiscopal qui est à Saint-Flour et non à Aurillac (19), pourrait-il constituer un argument supplémentaire pour refuser à la ville présidiale le droit et le pouvoir de députer directement ? « La circonstance que Saint-Flour a un évêché ne peut rien oppérer (*sic*) en sa faveur, les bailliages n'ont rien de commun avec les formes ecclésiastiques, Riom qui n'a point d'évêché, n'aura pas moins son Assemblée, il paraît juste qu'Aurillac ait la sienne ». Cette *délibération* qui devait être présentée au Roi se termine ainsi : « Ce siège et cette ville sont sous votre protection et ont un droit assuré à la justice d'un Roi sage et équitable » (20).

(18) Arch. Nat. : Ba 41.

(19) Ceci n'est pas un exemple unique en France : L'évêché de la Meuse n'est pas à Bar-le-Duc mais à Verdun, celui des Vosges est à Saint-Dié et non à Epinal, de même que celui du Jura n'est pas à Lons-le-Saulnier mais à Saint-Claude. Le siège épiscopal de l'Ain est à Belley et non à Bourg, celui de l'Ardèche n'est pas à Privas, mais à Viviers. L'évêché des Landes est à Aire et non à Dax. Ce n'est pas La Roche-sur-Yon, chef-lieu de la Vendée, qui possède le siège épiscopal mais Luçon ; de même Saint-Lô et Alençon quoique préfectures ne sont pas évêchés : ce privilège revient respectivement à Sées pour l'Orne et à Coutances pour le département de la Manche. Il en est de même pour le département du Var dont l'évêché n'est pas à Draguignan, mais à Fréjus ; pareillement en Seine-et-Marne où le siège épiscopal n'est pas Melun, mais la sous-préfecture Meaux. Il en va de même pour l'Yonne : ce n'est pas Auxerre, mais Sens qui est siège archiépiscopal.

(20) Le Roi est prié en outre de prendre connaissance d'un procès-verbal qui milite en faveur d'Aurillac et qui prouve que la dépu-

Ce n'est pas seulement sur la base de ces considérations qu'Aurillac pense faire aboutir sa requête. Cette *délibération* se fonde sur un texte. Le principal argument qu'opposent les officiers du Présidial d'Aurillac à la prétention du bailliage de Saint-Flour de convoquer l'Assemblée générale est celui tiré de l'article IV du *Règlement* du 24 janvier 1789 (21) : « Les bailliages principaux ou sénéchaussées principales formant la première classe, auront un arrondissement dans lequel les bailliages ou sénéchaussées secondaires, composant la deuxième classe, seront compris et répartis soit à raison de leur proximité des bailliages principaux ou des sénéchaussées principales, soit à raison de leur démembrement de l'ancien ressort desdits bailliages ou sénéchaussées ». Le Bailliage d'Aurillac n'est-il pas « le bailliage principal de la Haute-Auvergne » lui qui « a été anciennement le seul de cette partie de province duquel a été démembré le siège de Saint-Flour par l'édit du 1^{er} novembre 1523 qui porte la mention expresse « par démembrement de celui d'Aurillac » ?

Sûr de son argumentation et désirant avoir le plus tôt possible satisfaction (22), nos officiers présidiaux

tation et la convocation pour les Etats d'Orléans s'est faite à Aurillac en 1749 : Arch. Nat. : B III 136, page 469 : « ...Jean de Cambefort du Serieys conseiller et magistrat pour le roi au Bailliage et siège Présidial établi par Sa Majesté dans laditte ville d'Aurillac, Etienne Decrosse conseiller du roi... et les autres consuls... avons d'une même voix et commun consentement élu et nommé pour se transporter en la ville d'Orléans et assister à l'assemblée des trois ordres qui s'y doit tenir par ordre de Sa Majesté le 15 du présent mois, y faire toutes remontrances requises et nécessaires... M^e Guillaume de Fraissy conseiller et procureur du roy premier consul de la ville d'Aurillac l'année dernière... » qui sera en outre chargé de porter à cette Assemblée « les cayés (*sic*) des plaintes et doléances » dont la rédaction a été confiée notamment à « Géraud Lacarrière conseiller et magistrat au Bailliage et Siège Présidial d'Aurillac... à Bérault conseiller du roi et lieutenant assesseur au bailliage particulier de Saint-Flour... et plusieurs autres... ».

(21) DUVERGIER : *op. cit.*, tome I, page 13. *Règlement fait par le Roi pour l'exécution de ses lettres de convocation.*

(22) La lettre du lieutenant général et des officiers du Présidial d'Aurillac adressée au garde des sceaux le 3 mars 1789 (Arch. Nat. :

d'Aurillac ne comptent pas moins sur l'équité du Roi et la commission royale nommée par arrêt du 4 janvier 1789 dont la mission est d'aplanir certaines difficultés relatives à la convocation. A la lettre du 3 mars 1789 adressée par les officiers du Présidial au garde des sceaux, celui-ci répond d'une façon assez sèche qui ne demandait aucune réplique : « Messieurs, quels que soient vos droits pour prétendre que votre siège ne peut être considéré comme secondaire de celui de Saint-Flour, vous ne devez pas le regarder comme compromis par l'ordre établi pour la convocation des Etats Généraux, puisque par le Règlement, le Roi en fixant l'Assemblée Générale à Saint-Flour a annoncé que Sa Majesté n'entendait pas que de cet ordre établi pour la circonstance actuelle, il résultât aucune attribution ou changement de ressort » (23). A la vérité, le temps presse et le gouvernement dérogeant à l'article LI de son *Règlement général* n'a plus la possibilité de tenir compte des protestations du Bailliage d'Aurillac, comme d'ailleurs de celles de bien d'autres sièges. « Ces remaniements, ces ordres et contre-ordres, ces réclamations continuelles de provinces et de villes, montrent sur le vif le chaos de l'administration à l'heure dernière de l'Ancien Régime » (24).

SECTION II

Le Présidial et l'Assemblée préliminaire du 16 mars 1789 à Aurillac.

Le *Règlement* royal du 21 janvier 1789 dans son article XXIV porte que tous les habitants des paroisses ou

Ba 41) sollicite des ordres rapides : « ...Nous vous supplions, Monseigneur, de donner votre décision, aussy promptement qu'il sera possible pour qu'elle puisse nous parvenir à Aurillac ou à Saint-Flour avant le jour de l'Assemblée... ».

(23) Arch. Nat. : Ba 41.

(24) E. LAVISSE : *Histoire de France*, tome IX, page 378.

communautés « nés français ou naturalisés, âgés de 25 ans, domiciliés et compris au rôle des impositions, peuvent assister aux assemblées du lieu de leur résidence... et participer à la rédaction des cahiers ainsi qu'au choix des députés ». Le nombre des représentants choisis par les paroisses pour porter leur cahier sera, dit l'article XXXI, « de deux à raison de deux cents feux et au-dessous, de trois au-dessus de deux cents feux et de quatre au-dessus de trois cents feux et ainsi de suite ». Ces représentants à leur tour élisent le quart d'entre eux pour se rendre au bailliage principal.

Dans les villes comme Saint-Flour et Aurillac (25), les électeurs forment deux sortes d'assemblées : ceux qui appartiennent à une corporation en se réunissant par corps, éliront pour les métiers ordinaires : un député pour cent électeurs, deux au-dessus de cent, trois au-dessus de trois cents. Pour les corporations d'art libéraux, négociants par exemple : deux députés par cent électeurs et quatre au-dessus de cent. Quant aux habitants qui ne font partie d'aucun corps, ils éliront deux députés pour cent et quatre au-dessus de cent comme les corporations d'art libéraux (26). Les députés ainsi nommés formeront à l'hôtel de ville l'assemblée du tiers état de la cité : ils rédigeront leur cahier et choisiront ceux qui devront le porter au bailliage principal.

La grande diversité de cette législation électorale soulève à Aurillac plusieurs difficultés. Les médecins de notre ville, désirant ne pas être compris dans les corporations d'arts et métiers, demandent d'avoir deux députés à l'assemblée du tiers état : « cette assimilation avec le grade de docteur, disent-ils, nous paraît incompatible, même insultante » (27). Les secrétaires du roi

(25) DUVERGIER : *op. cit.*, tome I, page 15. *Règlement fait par le Roi pour l'exécution de ses lettres de convocation.*

(26) E. LAVISSE : *op. cit.*, tome IX, page 379 : « Le rentier vaudra donc comme le négociant et deux fois plus que l'artisan ».

(27) Arch. Nat. : Ba 41. *Mémoire des médecins d'Aurillac*, mars 1789.

au Bailliage et Présidial d'Aurillac s'émeuvent de ce que « la noblesse de la Haute-Auvergne... cherche à les rejeter de son sein eux et leurs enfants que le législateur a entendu faire corps avec la noblesse pour l'exécution du règlement relatif à la convocation des prochains Etats Généraux et quoique le même règlement (article XII) dise textuellement : tous les nobles possédant fief, et à l'article XVI : tous les nobles non possédant fief ayant la noblesse acquise et transmissible » (28). L'intendant de Chazerat (29) adresse à Versailles ce *Mémoire* (30) qu'il joint à la protestation des médecins d'Aurillac. Les Archives Nationales possèdent la réponse du ministre à Vacher de Tournemire, secrétaire du roi à Aurillac et datée de « Versailles le 4 mars 1789 » dans laquelle il écrit : « Les secrétaires du Roi qui... appartiennent encore à l'ordre du Tiers Etat eux et leurs fils, doivent en conséquence comparaître à l'assemblée de cet ordre et non à celle de la noblesse » (31). De son côté en réponse à sa lettre, le même intendant de Chazerat reçoit le 28 mars 1789 une lettre du ministre qui spécifie relativement à « la demande mal établie de secrétaire du

(28) Arch. Nat. : Ba 41. *Mémoire adressé à M. l'intendant de la Province d'Auvergne par les secrétaires du Roy au Bailliage d'Aurillac, mars 1789*. Ces officiers argumentent encore de « l'édit du mois de novembre 1482... des Lettres patentes de Charles 8 (sic) du mois de février 1484 portant que les secrétaires du Roy sont réputés nobles et égaux aux barons ». Ce *Mémoire* constate que « ces vérités sont consignées dans d'autres édits et déclarations » qu'il rapporte.

(29) Charles Antoine Claude de Chazerat, chevalier, vicomte d'Aubusson et de Montel, baron de Lignat, Bor et Cadignac, seigneur de Ligonès, Seychalles, Mirabelle, Saint-Agoulin et autres lieux, conseiller du roi en tous ses conseils, premier président du Conseil Supérieur de Clermont, est le dernier intendant de la Généralité de Riom où il reste quinze ans de 1773 à 1789.

De Vixouze et Chazerat observent les meilleurs rapports ; c'est ainsi que de Vixouze en 1789 ayant appris que l'intendant avait donné sa démission a remis aussi la sienne à l'hôtel de ville « n'ayant jamais travaillé qu'avec Monsieur de Chazerat, il a voulu cesser avec lui ses fonctions ». A. COULAUDON : *Chazerat, dernier intendant de la Généralité de Riom et Province d'Auvergne*, p. 113.

(30) Arch. Nat. : Ba 41. *Lettre de l'intendant de Chazerat*.

(31) Arch. Nat. : Ba 41. *Réponse à Vacher de Tournemire, secrétaire du Roy à Aurillac. A Versailles le 4 mars 1789*.

Roy », que « ceux qui n'ayant pas vingt années d'exercice jouissent déjà des privilèges de la noblesse, mais n'ont cependant pas encore acquis la noblesse transmissible : ils appartiennent à l'ordre du Tiers dans les assemblées duquel ils doivent être admis » (32).

Quelques jours après le « conseiller du Roi, lieutenant général de police, lieutenant général au Présidial, Guillaume Lacarrière de la Tour, seigneur de la Tour et Faliès et autres lieux, préside en l'Eglise des Mineurs conventuels l'Assemblée Préliminaire du Bailliage... Nous avons fait, dit-il dans le long procès-verbal de cette assemblée (33), le tableau des villes et paroisses de notre ressort ». Ce tableau est présenté sous quatre colonnes mentionnant d'abord « le nom des villes et paroisses », ensuite celui des « feux », en troisième lieu « le nom des députés présents » et enfin celui des paroisses des députés absents et dont le nombre de députés prescrit ne s'est pas rendu à l'Assemblée ». Le lieutenant général mentionne qu' « il a été fait l'appel de chaque ville et paroisse et que sur cet appel les députés de chaque ville et communauté qui étaient présents ont représenté les procès-verbaux de leur nomination et leur cahier de doléances ». Ceci permet de constater la représentation de quatre-vingt-douze villes et paroisses par cent quatre-vingt-dix-huit députés. « Sur les réquisitions du procureur du Roy avons donné acte aux comparants ci-dessus de leur comparution et deffaut contre les non comparants et notamment contre les députés de la paroisse de Saint-Cernin, de celle de Mourjou et Saint-Julien ». Saint-Cernin comparut à Salers, Mourjou à Calvinet et Saint-Julien ne comparut, pense A. Brette, nulle part (34). Puis « il a été nommé des com-

(32) Arch. Nat. : Ba 41, 28 mars 1789.

(33) Arch. Nat. : Ba 41. *Procès-verbal de l'Assemblée Préliminaire du Bailliage d'Aurillac*, 16 mars 1789.

(34) Brette nous dit dans son *Recueil des documents relatifs à la convocation des Etats Généraux*, tome III, page 671 que « comparurent à Aurillac treize paroisses qui firent défaut à Clermont-Ferrand :

missaires pour procéder à l'examen des différents cahiers de doléances présentés par les communautés et à la rédaction d'un seul et même cayer (*sic*) » (35). La tâche de ces quatorze commissaires ne fut pas plus tôt terminée que l'assemblée d'Aurillac fut troublée par des incidents graves et des réclamations sur « la forme que l'on a observée dans le classement des villes et communautés pour fixer le rang dans lequel leurs députés voteraient » et sur les prétentions du lieutenant général et du procureur du roi « au droit d'être élus députés » (36).

Le lieutenant général de notre siège, explique Pagès de Vixouze dans son procès-verbal, « nous a fait observer que les règlements n'ayant pas ordonné la convocation par prévôtés, il avait pensé que les élections ne devaient point se faire par prévôtés et... qu'on y aurait procédé dans l'ordre alphabétique en appelant paroisse par paroisse si des circonstances particulières et qu'on n'avait pu prévoir ne s'y étoient opposées » (37). Aussi

Maurs, Quézac, Lascelle, Reilhac, Giou de Mamou, Marmanhac, Pleaux, Barriac, Drignac, Ally, Escorailles, Chaussenac, Tourniac ; Chalinargues qui fit défaut à Saint-Flour, Giou de Mamou qui fit défaut à Vic, quatre paroisses qui firent défaut à la fois à Clermont et à Salers : Drugeac, Le Vigean, Salins, Saint-Christophe ». D'ailleurs dans son *Atlas des Bailliages royaux* — carte n° 10, Généralité de Riom — le même auteur fait figurer les paroisses du Claux et d'Apchon « avec une marque blanche qui indique que nous n'avons, dit-il, relevé ces noms sur aucun procès-verbal ».

(35) Arch. Nat. : Ba 41. *Procès-verbal de l'Assemblée Préliminaire d'Aurillac* : « Maîtres Claux, Mirande, Devèze, Hébrard, avocats, Denevers père, Boyssou, Delmas, Fau, notaires, Denevers fils, Fumel et Capelle, avocats, Cornozières, Chaunon et Bastide, marchands, se sont de suite occupés de l'objet pour lequel ils ont été nommés ».

(36) Arch. Nat. : Ba 41 et B III 136, page 355. *Procès-verbal de l'Assemblée du Bailliage d'Aurillac dressé par le subdélégué Pagès de Vixouze le 16 mars 1789*.

(37) Le lieutenant général, nous apprend ce procès verbal, a eu connaissance des intrigues qui se sont passées au moment de la réduction à huit des députés de la ville qui représentaient les corps et corporations (quatorze représentants des arts et métiers, vingt pour la bourgeoisie, les corporations d'arts libéraux, la magistrature, six pour les représentants et négociants). Il ne veut pas que recommence le scandale qui s'est dévoilé depuis et qu'il explique dans le compte rendu qu'il adresse à Versailles le 24 septembre 1789. « Le sieur Croizet

dans la crainte du scandale, « la prudence exigeait qu'il prit des précautions... c'est ce qui le détermina à entre-mêler les paroisses afin que les avis pussent être donnés d'une manière non suspecte et que la raison qui le détermina à mettre la ville d'Aurillac la dernière sur le tableau (38) fut... de pouvoir placer ses députés décemment et sans offenser ceux des autres paroisses à notre droite au bout du premier rang et près de notre bureau, au lieu qu'autrement ils auraient été exposés au deuxième ou troisième rang... ».

Le trouvant « trop poli pour être trop bon roi », l'avocat au Présidial, François Armand, auquel s'étaient joints les députés de Mauriac et de Maurs pour former même demande, se lève et parlant au nom de ses collègues réclame avec insistance « l'établissement du tableau par prévôté et district, affin (*sic*) que par approximation, les députés des différents cantons pussent se mieux connaître et se concerter pour donner leurs suf-

nous dit notre lieutenant général, n'a que son office et une petite maison pour toute propriété. Il étoit parvenu à l'assemblée de l'hôtel de ville non seulement à se faire nommer un des huit députés de la ville d'Aurillac, mais même à faire mettre dans la même députation un orfèvre, son beau-frère, et un de ses cousins germains cy-devant procureur, que cet échevin avait porté la hardiesse jusqu'à faire une gageure avant l'assemblée que ceux dont il consignoît le nom dans un billet qu'il cacheta, soient députés, ce qui fut reconnu vrai après l'Assemblée à l'ouverture du billet. Je crus de l'avis de gens sages devoir prendre les plus grandes précautions pour déranger les projets qui pourroient avoir été conçus, afin que l'on pût voter librement et d'une manière non suspecte. M. le Duc de Caylus avant de partir d'Aurillac pour la ville de Saint-Flour avait été d'avis que je fisse voter les députés par ordre alphabétique des noms de villes et parroisses et par cet arrangement Monseigneur, les députés de la ville d'Aurillac n'auroient donné leurs suffrages qu'après ceux des paroisses d'Ally, d'Apchon, d'Arches, d'Arnac, et Arpajon, mais craignant que le sieur Croizet, l'un des huit députés d'Aurillac, n'eut connaissance de cet arrangement par les greffiers qui étoient chargés de faire le tableau et qu'il n'eût concerté en conséquence, je changeai le tableau et fis mettre en teste les noms des députés de la ville de Maurs, j'entremêlai autant qu'il fut possible les villes et paroisses et plaçai la ville d'Aurillac la dernière ».

(38) Arch. Nat. : Ba 41. Cf. le tableau que dresse le lieutenant général d'Aurillac dans son *procès-verbal de l'Assemblée préliminaire à Aurillac, 16 mars 1789*.

frages... » (c'était ce que voulait éviter notre lieutenant général).

Sur ce, Me Devèze, procureur du Roi, fit hautement observer « qu'on ne pouvait faire une liste par prévôté parce que Sa Majesté par son règlement du 15 février dernier avait ordonné l'Assemblée par Haut et Bas Pays, d'Auvergne et non par prévôté et qu'il n'était pas possible d'y contrevenir ». Le lieutenant général donna acte de cette protestation, il passa outre à ces dépositions et la séance continua.

Les deux premiers noms qui sortent sur les cinquante-deux députés à la prochaine Assemblée de Saint-Flour sont ceux de Mes Hébrard et Jean Claux, tous deux avocats au siège d'Aurillac; mais un duel oratoire pareil à ceux qui avant ces réunions mettaient déjà aux prises le procureur du roi et l'avocat, l'un au parquet, l'autre à la barre, s'élève quand le troisième élu se trouve être Me Devèze. « Comme lors de ces deux nominations le procureur du Roi eut des suffrages et qu'il vota en qualité de député de la paroisse Sainte-Mary, Me Armand a déclaré tant pour luy que pour d'autres, qu'il s'opposait à ce que le procureur du Roy votât dans l'Assemblée et fût élu ». Le motif ? Devèze n'a pas son domicile à Sainte-Mary. D'ailleurs le lieutenant général (39), nous dit Pagès de Vixouze dans son procès-verbal, « avait déclaré n'insister point personnellement sur les droits d'être élu, mais qu'au contraire pour moins gêner toute espèce de liberté et à cause des occupations que lui donnait sa place, il renonçait... à toute élection qu'on pourroit faire de sa personne ». Me Armand argumentait de l'article XXX du *Règlement* royal du 24 janvier aux termes duquel pour être élu représentant d'une paroisse, « il fallait y être domicilié... exception faite des juges

(39) Lacarrière, lieutenant général du Présidial d'Aurillac, a été élu lui aussi dans la paroisse de Lascelles où il possédait les fiefs de la Tour et de Falieys.

des paroisses ». Devèze « ne peut être député, nous dit Armand, par aucune desdites communautés dans laquelle il n'est ni domicilié, ni cottisé et n'a présidé, ni pu présider aucune assemblée en qualité de juge des différentes paroisses qui composent cette assemblée : sa qualité de procureur du roi étant incompatible avec une pareille fonction, que l'exclusion d'une pareille élection était puisée dans la disposition des différents articles dudit jour : 24 janvier dernier » ; Lacarrière de la Tour donne acte de la protestation de l'avocat qui s'oppose à ce que son collègue Devèze puisse « voter comme député de la paroisse Sainte-Mary à raison du fait qu'il n'était ny domicilié, ny propriétaire dans la paroisse Sainte-Mary et qu'en conséquence il ne pouvait aller à l'Assemblée Générale (*sic*) de Saint-Flour » (40). Mais Lacarrière écrit « qu'il sera passé outre » (41). Aussi, excédé, un des députés d'Aurillac, médecin de la ville, qui se rendra comme Armand à l'assemblée de Saint-Flour, s'en est allé quérir « sous prétexte que l'assemblée était tumultueuse » le subdélégué de l'intendant, François-Xavier Pagès de Vixouze qui accourut et verbalisa. Le lieutenant général en fit autant sur les réquisitions du procureur du roi (42).

(40) Arch. Nat. : Ba 41. *Procès-verbal de l'Assemblée préliminaire du 16 mars 1789 par Lacarrière, lieutenant général d'Aurillac.*

(41) Le compte rendu dressé par Lacarrière le 24 mars 1789 marque que notre lieutenant général avait prévu ce cas, que cette question lui « avait été proposée quelques jours avant l'Assemblée, y avant d'autres paroisses qui ont élu pour leurs députés des gens qui n'y sont point domiciliés (il ne se nommait pas). Le temps étant trop court (pour avoir la réponse de Versailles) je priai dit-il, le subdélégué d'écrire à l'intendant de la Province, M. de Chazerat, mais sa réponse n'est pas encore parvenue ».

(42) On peut juger de la longueur de ces deux actes, de l'ampleur des développements qu'ils contiennent, lorsqu'on saura qu'ils occupent la soirée du 16 de 4 heures et demie à 8 heures de relevée et encore une partie de la matinée du 17 mars : « la continuation en ayant été renvoyée du consentement de toute l'Assemblée au mardi 17 courant 7 heures et demy du matin ». L'un et l'autre figurent au nombre de ceux qui composent la *Collection générale des procès-verbaux, mémoires, lettres et autres pièces concernant les députations à*

En fin de compte, Devèze « vu les manquements à lui faits et pour en prévenir d'autres,... n'insistait plus sur sa qualité de député de la paroisse Sainte-Mary » (43). Si notre magistrat paraissait céder momentanément à son rival, il désirait avoir le dernier mot sur lui. A cette fin, il en référa le 24 mars au Directeur général des Finances (44) qui occupé par d'autres soucis, lui répondit (45) dans le courant d'avril, — c'est-à-dire quelques jours avant l'Assemblée des Etats à Versailles — que sa réclamation arrivait trop tard. « Il n'était plus tems (*sic*) lorsqu'elle (la lettre du 24 mars) m'est parvenue de faire statuer sur votre réclamation ». D'ailleurs son concurrent Armand siégeait déjà à Saint-Flour.

Si de ces incidents qui mettent aux prises à Aurillac les officiers du roi et différentes personnalités de la municipalité ou du barreau, il ne fallait retenir qu'une chose : ce serait de constater l'intervention du subdélégué. Le garde des sceaux, dans une circulaire adressée à l'intendant d'Auvergne le 11 février, avait proscrit « tout moyen qui présenterait l'apparence de la gêne ou de l'influence » (46). Cette recommandation, nous dit Brette, semble avoir été généralement suivie et parlant d'Aurillac, il ajoute : « Il n'y a pas dans l'histoire de la Convocation d'autres exemples de pareille intervention d'un subdélégué dans les assemblées électorales » (47).

En bref, l'avocat d'Aurillac qui terminait en vainqueur

l'Assemblée Nationale de 1789 : celui du subdélégué est sous la cote B III 136, page 355 et suivantes, celui de Lacarrière lui fait suite à la page 424 du même recueil B III 136.

(43) Arch. Nat. : Ba 41. *Compte rendu par le lieutenant général du Présidial d'Aurillac Lacarrière, 24 mars 1789.*

(44) Arch. Nat. : B III 136, fol. 452. *Lettres de M. le Procureur du Roi au Présidial procureur syndic de l'Assemblée d'Aurillac à M. le Directeur Général des Finances.*

(45) Arch. Nat. : B III 136, fol. 459. *Réponse du Directeur Général des Finances au Procureur du Roi Devèze.*

(46) A. BRETTE : *Recueil de documents relatifs à la convocation des Etats Généraux*, tome I, page 321 et aussi Ba I.

(47) A. BRETTE : *Recueil de documents relatifs à la convocation des Etats Généraux*, tome III, page 672.

cette lutte très serrée devait triompher à Saint-Flour où son nom sortait le deuxième des dix députés du Tiers Etat du Haut-Auvergne aux Etats Généraux.

SECTION III

L'Assemblée Générale des Trois Ordres à Saint-Flour.

Bien que le Présidial d'Aurillac ait fait entendre son « chant du cygne » à l'Assemblée Préliminaire du 16 mars, il ne serait pas de bon ton de vouloir passer sous silence l'Assemblée des Trois Ordres qui eut lieu dans la ville rivale le 22 mars 1789 et au cours de laquelle, conformément aux dispositions royales, douze députés furent élus pour représenter la Haute-Auvergne aux Etats Généraux. Aussi est-ce un souci d'impartialité qui nous pousse à terminer cette étude par une mise des choses au point, par une vue d'ensemble sur cette assemblée qui est le signe manifeste d'un succès que Saint-Flour remporte sur Aurillac à quelques jours de la convocation des Etats à Versailles.

Comme Aurillac, Saint-Flour demande d'obtenir du pouvoir royal la convocation par Haut et Bas Pays comme en 1614 ; lors d'une « assemblée des trois ordres, compagnies et corporations de Saint-Flour » du 21 janvier 1789, il est décidé de l'envoi de deux députés à Paris qui solliciteront du Roi cette forme de convocation (48). Ce seront « M. Spy des Ternes, maire, et M. Bertrand, procureur du Roi » (49). D'ailleurs ces instances

(48) Arch. Nat. : Ba 41. Extrait des Registres des délibérations de l'hôtel de ville de Saint-Flour, 21 janvier 1789 : *Assemblée Générale des Trois Ordres compagnies et corporations de cette ville ayant été convoqués en la manière ordinaire par MM. les Officiers municipaux.*

(49) Ces députés, « logeant chez M^e Beauvils, rue Perdue, Place Maubert », écrivent, sollicitant une audience à Versailles : « Nos habitants sont doux et tranquilles et cette tranquillité nous est fort à cœur et

sont corroborées et appuyées par celles de l'évêque de Saint-Flour qui réclame pour sa ville épiscopale la députation directe (50), ce qui lui vaut des marques de gratitude empressée de la part du collège municipal qui « le remercie de l'intérêt qu'il prend et des peines et soucis qu'il ne cesse de se donner pour le bien général du Haut Pays ». Ces démarches portent leur fruit, puisque c'est Saint-Flour — nous l'avons déjà relaté — qui doit réunir à l'intérieur de ses murs l'Assemblée Générale, selon les termes du *Règlement du Roi pour l'exécution des lettres de convocation aux Etats Généraux en Auvergne du 15 février 1789*, ce qui donnera occasion au duc de Caylus, grand bailli d'épée, d'être l'interprète de la reconnaissance du Haut Pays d'Auvergne auprès de M. de Necker (51).

Le lieutenant général d'Aurillac, probablement vexé de ne pouvoir considérer officiellement son siège comme principal, importune son collègue de Saint-Flour à qui il dispute la préséance pour le 22 mars. « Il est cependant, écrit ce dernier, le lieutenant général d'Aurillac qui veut, à ce qu'on m'a assuré, entrer en lice avec moy. Cette prétention me paroist d'autant plus hazardée, que le bailliage de Saint-Flour est totalement distinct et absolument indépendant de celui d'Aurillac... que le lieutenant général d'Aurillac serait à Saint-Flour simple homme privé, sans caractère (*sic*). sans pouvoirs, conséquemment hors d'état de faire le moindre acte judiciaire (52). Aussi « ennemi de toute contestation » et désespéré qu'il serait « d'en venir au moindre éclat », en réfère-t-il au garde des sceaux en le priant de lui adresser ses

si nous n'obtenions pas la forme (par Haut et Bas Pays) que nous réclamons, il ne peut en résulter qu'une confusion fâcheuse et peut-être des troubles funestes ». (Arch. Nat. : Ba 41).

(50) Arch. Nat. : Ba 41. *Lettre de l'Evêque de Saint-Flour, 14 janvier 1789.*

(51) Arch. Nat. : Ba 41. *Lettre du duc de Caylus, 20 février 1789.*

(52) Arch. Nat. : Ba 41. *Lettre du lieutenant général de Saint-Flour au Garde des Sceaux, 7 mars 1789.*

ordres avant le 22 mars. Une huitaine de jours après, la réponse suivante arrive de Versailles (53) : « ... Vous avés incontestablement le droit en votre qualité de lieutenant général du Bailliage de Saint-Flour, de présider l'Assemblée de tous les députés du Tiers Etat qui sera composée non seulement de tous les députés de votre ressort, mais encore des... députés des bailliages secondaires de votre arrondissement. Le Bailliage d'Aurillac étant relativement à la circonstance actuelle au nombre de vos secondaires, le lieutenant général de ce bailliage ne peut se trouver en votre Assemblée Générale, à moins qu'il ne soit l'un des députés de son Bailliage et c'est en cette qualité seulement qu'il peut y comparaître. Il serait très mal fondé à vous contester le droit de présider l'Assemblée Générale du Tiers Etat et je ne puis croire qu'il se porte à élever une prétention qui pourrait troubler le cours de vos opérations et qui l'exposerait à des marques de mécontentement du Roi »..

Ce n'est pas le seul affront que reçoit le Présidial et notre ville d'Aurillac. Le Parlement de Paris ayant enregistré le 7 janvier 1789 ses lettres de dispense d'âge que lui accorde le Roi en qualité de « Grand Bailli du Haut Pays d'Auvergne séant à Aurillac » (54), « Joseph-Louis-Robert de Lignerac, Duc de Caylus, Grand Bailli et lieutenant général du Haut Pays d'Auvergne, colonel attaché au régiment de Royal Vaisseau », estime qu'il n'est pas besoin pour lui de se faire installer à Saint-Flour pour y présider l'Assemblée Générale. Il prétend que son « installation à Aurillac » suffit pour qu'il ait droit de jouir dans la cité sanfloraine de tous les honneurs et prérogatives de sa dignité. Cette installation à Aurillac seulement, soulève le mécontentement des officiers du bailliage de Saint-Flour qui, le 20 mars 1789, se plaignent

(53) Arch. Nat. : Ba 41. *Réponse du Garde des Sceaux au lieutenant général de Saint-Flour*, 16 mars 1789.

(54) Arch. Nat. : X Ib 8989.

en haut lieu de cette situation et sollicitent « les ordres du Roi à ce sujet » (55). D'ailleurs le duc de Caylus, pour témoigner sa bienveillance à la compagnie, consent « à se faire installer si elle (la compagnie) obtenait du Roy des ordres qui le luy prescrivaient » (56). Le garde des sceaux répond qu'« il a mis sous les yeux du Roi la question » envisagée. « Sa Majesté, dit-il, a décidé que dès que M. de Caylus n'était qu'au Bailliage d'Aurillac et que les sentences ne se rendaient point en son nom à Saint-Flour, il était convenable qu'il se fit installer en ce dernier siège avant d'y valider aucune des opérations de la convocation ». Ceci comble d'aise les officiers du bailliage sanflorain qui voient ainsi effacée à tout jamais une trace qui subsistait encore de leur état de « vassalité » à l'égard d'Aurillac. « Cette formalité, continue le garde des sceaux, peut d'autant moins coûter à M. de Caylus qu'il s'y soumet lui-même et qu'elle ne peut que confirmer ses droits en même temps qu'elle donnera une plus grande régularité aux actes auxquels il assistera » (57).

L'Assemblée Générale des Trois Ordres se tient le 22 mars sous la présidence du duc de Caylus dans l'église des Jacobins. D'après les procès-verbaux des Chambres des Trois Ordres, la composition de cette Assemblée d'ouverture peut être indiquée sommairement de la façon suivante — Clergé : présents ou représentés : un évêque, soixante et onze curés, quatre bénéficiers, un commandeur de Malte, quinze députés de communautés d'hommes, quatorze fondés de pouvoir de divers ecclésiastiques — Noblesse : quatre-vingt gentilshommes présents — Tiers Etat : pour le bailliage de Saint-Flour : quatre-vingt-onze députés formant le quart réduit, pour Au-

(55) Arch. Nat. : Ba 41. *Lettre des officiers du bailliage de Saint-Flour*, 20 mars 1789.

(56) Arch. Nat. : Ba 41. *Extraits des Registres des délibérations du Bailliage royal de la ville de Saint-Flour*, 20 mars 1789.

(57) Arch. Nat. : Ba 41. *Lettre du Garde des Sceaux*, mars 1789.

rillac, cinquante-deux députés, pour Vic en Carladès, vingt et un députés, pour Salers vingt-quatre, pour Calvinet trois (58). Tandis que dans une des salles du séminaire l'Assemblée particulière du Clergé des bailliages principal et secondaires réunis, procède sous la présidence de l'évêque de Saint-Flour à la nomination de huit commissaires pour la rédaction de ce cahier, et le 27 mars à l'élection des trois députés de l'Ordre : l'évêque de Ruffo, le curé de Saint-Flour Bigot de Vernière et Lolier, curé d'Aurillac, la noblesse élit le duc de Caylus « demeurant à Paris, Hôtel de Castries, rue de Varenne », Martial, Baron d'Aurillac et de Brugies, Baron de Rochebrune. De son côté, le Tiers Etat en son assemblée particulière des bailliages principal et secondaires réunis, nomme le 22 mars vingt et un commissaires pour la rédaction de son cahier et procède le 26 mars à l'élection de cinq députés, à savoir : « Bertrand, avocat au Parlement, procureur du Roi de l'hôtel de ville de Saint-Flour, habitant de Saint-Flour, Armand, avocat au Parlement, habitant de la ville d'Aurillac, Devillers, avocat au Parlement, habitant de la ville de Pierrefort, Daudé, conseiller du Roi et son avocat au bailliage de Saint-Flour, habitant de la même ville, Lescurier de la Vergne, lieutenant général du bailliage de Salers, habitant de la même ville ».

Le lendemain 27, a lieu l'élection du sixième député : c'est un représentant d'Aurillac, dernière victoire de notre ville et de notre Présidial avant sa suppression. Il s'agit de Me Hebrard, avocat d'une grande probité et tenu en si haute estime que son nom — il nous en souvient — sortait le premier des cinquante-deux députés élus le 16 mars et qui ont composé le Tiers Etat du Bailliage d'Aurillac à l'Assemblée Générale de Saint-Flour.

Ainsi à Saint-Flour comme ailleurs, le doublement du

(58) Cf. BRETTE : *Recueil de documents relatifs à la convocation des Etats Généraux de 1789*, tome III, page 665 et aussi Arch. Nat. : Ba 41.

Tiers est obtenu grâce aux efforts que Necker a mis à convaincre le Roi et la Reine, malgré l'opposition soutenue du garde des sceaux Barentin et de Villedeuil, secrétaire d'Etat de la Maison du Roi (59).

Le 28 mars a lieu à Saint-Flour la séance de clôture pour la remise des cahiers et procès-verbaux au cours de laquelle les douze députés élus prêtent serment avant de partir le mois prochain pour Versailles.

(59) En ce sens. E. LAVISSE : *Histoire de France*, tome IX, p. 369.

CONCLUSION

Dans les *Origines du système féodal*, Fustel de Coulanges écrit : « l'Histoire est la science des origines, des enchainements, des développements, des transformations ; c'est en conformité avec cette formule que nous nous sommes appliqué à présenter le Bailli des Montagnes d'Auvergne et le Présidial d'Aurillac sous leurs aspects administratif et politique. Nous avons essayé de prouver quant à Aurillac, l'idée chère à Laurain qu'« un présidial est parfois la vie d'une ville ». C'est aux divers représentants de la dynastie capétienne, à ses ministres et intendants qu'Aurillac doit sa prospérité. Nous avons remarqué comment aux différentes époques, le Roi de France, qui a déjà ébauché une centralisation de la justice par la création de son Parlement et l'institution de ses baillis, tient à avoir son personnel bien en main pour le plus grand bien de l'administration royale. N'est-ce pas un bienfait de la politique centralisatrice des Capétiens que ce développement des cas royaux, à Aurillac en particulier ? Sous un régime différent de celui-ci qui réunit, après toute une période de troubles, les différents pouvoirs sur la même tête d'où émaneront les seuls ordres exécutoires, eut-on pu voir dans le ressort de notre siège un Eustache de Beaumarchais par exemple qui consacre tous les instants de sa fonction au développement de la justice du Prince pour le plus grand soulagement du peuple ?

Depuis la mort de Saint Louis le pouvoir royal fait à Aurillac de notables progrès ; or rien ne prouve mieux

l'intensité du courant qui portait alors la Haute-Auvergne vers ses destinées que cette force croissante de la Royauté sous le gouvernement faible de Philippe le Hardi qui n'a d'autre idéal que la grande figure de son père, ainsi que nous le dépeint Ch. V. Langlois dans son *Règne de Philippe III*, « règne resserré et comme écrasé entre les deux plus grands règnes de l'histoire de France ». Dante qui, dans son « Purgatoire » a poursuivi les membres de la dynastie capétienne d'une haine si implacable, n'a point trouvé d'injure à jeter à la face de Philippe III ; il ne lui reproche que la forme de son nez, l'échec de la Croisade d'Aragon et la naissance de Philippe le Bel. Si le père de Philippe IV ne semble pas jouir de particulière considération auprès de l'auteur de la *Divine Comédie*, son mérite, pour nous du moins, — n'aurait-il été qu'unique — fut de faire rayonner le prestige de la Couronne au sud de la Loire, en installant dans son château de Crèvecœur un préposé de son choix, origine lointaine mais indéniable du siège Présidial d'Aurillac à l'époque monarchique.

Si cette notion de « paix publique » au nom de laquelle nos Baillis des Montagnes exercent leurs pouvoirs, n'avait pas été le mobile d'action des Capétiens, eut-on pu obtenir à Aurillac et dans les montagnes d'alentour la répression du brigandage sans quartier ni merci, c'est-à-dire le retour à l'ordre sur lequel s'établit définitivement, en plein ^{xiv}^e siècle, le siège royal de notre ville ? « Depuis la minorité de Saint Louis jusqu'à celle de Louis XIV, écrit Bainville, on a vu dans notre pays les séditions se renouveler chaque fois que les rênes étaient moins fermement tenues ».

Plusieurs publicistes ont déploré que ce dévouement trop absolu à la royauté entraînaît de la part des fidèles serviteurs de la Monarchie la suppression de libertés ou de franchises. Nous n'avons pas été sans montrer qu'à Aurillac le roi n'anéantit pas les privilèges, mais au contraire les approuve. S'il en est ainsi, c'est que le roi ca-

pétien a devant lui deux autorités qu'il s'agit d'abord d'amoindrir avant que de les étouffer, et pour cela posséder une certaine habileté afin de ne pas se mettre à dos les descendants des bénéficiaires de ces pouvoirs, surtout de l'abbaye bénédictine qui les a tirés jadis du servage. Alors qu'en Angleterre devant la puissance d'une dynastie conquérante l'alliance de la noblesse au peuple oppose à l'absolutisme royal la « Grande Charte » de 1215, chez nous, notamment à Aurillac, aucune union ne s'établit contre la poussée monarchique. S'il y a lutte ou indisposition contre le représentant du roi, le consulat et l'abbaye sans cesse en conflit l'un contre l'autre, sont dans l'impossibilité de faire bloc contre l'agent de la Couronne. C'est ainsi qu'à Aurillac comme ailleurs le roi a pu venir à bout des plus redoutables autorités locales, celles qui par leur union auraient pu devenir le point de départ d'un mouvement dirigé contre son absolutisme.

La ratification des différents privilèges tendant à faire « digérer » les cas royaux, fait le jeu de l'opportunisme royal; les confirmations réitérées des franchises municipales d'Aurillac, contre-poids indispensable à une sorte d'oppression tyrannique et insupportable qu'aurait pu engendrer une centralisation trop aveugle et trop rigoureuse, permettent de masquer la politique envahissante de la Monarchie tout en constituant à Aurillac un prodige de raffinement et d'adresse dans différents domaines de l'administration royale. Le roi, nous l'avons vu, empêche à ses officiers le cumul d'offices, la réunion sur la même tête de deux fonctions différentes; mais cette défense édictée à plusieurs reprises est de moins en moins stricte et formelle. Nous ne nous sommes pas laissé prendre par la prétendue sincérité du monarque qui ne veut faire de ses agents — qu'ils soient de robe ou de finance — que des officiers royaux et uniquement cela. Pourquoi la royauté verrait-elle d'un mauvais œil l'occupation des charges consulaires d'Aurillac par notre

Présidial ? Le roi n'est pas sans savoir que dans notre province ses officiers étendent son prestige, servent sa cause et par là même satisfont la politique tellement centralisatrice des temps modernes.

Par une incessante immixtion, le Prince, nous l'avons constaté, essaie victorieusement de mettre la main sur les affaires de notre ville. N'avons-nous pas remarqué que si la situation financière périclité, la royauté est là pour éviter le retour à quelque mauvaise gestion et pour faire surveiller l'administration municipale par ses agents, ses baillis et ses officiers présidiaux ? C'est dans cet esprit qu'il nous a été loisible de démontrer l'ingérance perpétuelle de notre Bailli et de notre Présidial en matière financière. On n'insistera jamais assez, comme le dit Bainville, sur « le génie éminemment réaliste des Capétiens, habiles à se servir des événements, aptes à s'instruire des expériences ».

L'effort centralisateur de la Monarchie absolue n'est-il pas revigoré dans notre ressort par l'apparition successive des commissaires départis et des intendants, ces *missi dominici* établis à demeure pour trois ans avant Colbert, pour une durée illimitée ensuite ? Comment ne pas admirer le souci de l'intérêt public que les Fortia, les Vaubourg, les d'Ableiges, les Le Blanc, les d'Ormesson apportent dans leurs rapports avec le Présidial d'Aurillac, principalement au moment où la misère, la disette, le chômage endeuillent pendant de longues années notre circonscription. Ces « commis.. de qui dépend, dit d'Argenson rapportant dans son *Journal et Mémoires* la conversation qu'il a eue avec Law la veille du départ du trop célèbre financier, ces commis de qui dépend la prospérité ou le malheur des provinces, leur abondance ou leur stérilité », s'ils n'ont pu conjurer tous les malheurs, ont du moins par l'union de leurs efforts à ceux de notre siège, réussi à donner un regain nécessaire d'activité en Haute-Auvergne. Colbert et les intendants de notre province, dont nous avons essayé de retracer

sous l'angle administratif les rapports avec les officiers de notre siège, assurent à la Haute-Auvergne — et au Royaume — par la puissance de la centralisation un développement exceptionnel de l'activité économique; l'administration provinciale reçoit l'impulsion de Versailles vers laquelle elle est tournée. Louis XIV comprend que pour éviter la concurrence de l'étranger, il faut encourager la production française sous toutes ses formes. « Louis XIV, dit Sainte-Beuve, n'a que du bon sens, mais il en a beaucoup ». Si cette formule est peut-être trop étroite, elle aide à faire comprendre le zèle qui animait le Grand Roi, lorsqu'il entreprenait avec Colbert la création de ses manufactures dont Aurillac devait pour son plus grand profit, abriter l'un des bureaux. Agents indispensables des grandes créations de Louis XIV, ces hommes d'action que sont les intendants, rompus aux affaires, comprenant les heureuses réformes qu'il faut imposer à la routine, administrateurs intègres et dévoués, contribuent à Aurillac et dans nos montagnes, à donner également l'essor à l'élevage, au commerce, à l'industrie. Porte-parole du gouvernement central, ils constituent, dit Esmein, « le principal rouage du système centralisateur sous la Monarchie absolue. S'ils concentrent entre leurs mains toute l'administration, c'est pour la rattacher au gouvernement central ».

Nous n'aurons pas l'outrecuidante vanité de vouloir ici même traiter dans cette courte conclusion, un aussi vaste sujet. Nous voulons simplement montrer que la centralisation telle que la comprenait la Monarchie capétienne a été le régime que les princes qui ont fait leur pays fort, n'ont jamais dédaigné. Utilisée en France au lendemain des revers, ne serait-ce qu'après la débâcle carolingienne, après la Fronde ou sous Bonaparte, elle ne devrait pas être moins mal accueillie à l'heure présente — réserves faites de la part relative de décentralisation et de déconcentration que le chef de l'Etat français laissera aux diverses personnes morales publiques,

aux gouverneurs des nouvelles provinces administratives ou à leurs représentants — à l'heure présente où nous devrions nous rappeler que le pays qui engendra le Grand Siècle et l'Empire, se fit toujours envier et admirer par delà les frontières du jour où l'emprise centralisatrice de la royauté lui donna un inébranlable et millénaire prestige.

Ce qui tendrait à prouver que la manière centralisatrice a de salutaires et durables effets, c'est que la loi du 28 Pluviôse An VIII, dite aussi « Charte de la centralisation administrative », en créant les Préfets, agents supérieurs du pouvoir central, prolonge par delà la Révolution, la politique des chefs d'Etat qui adoptent le système de gouvernement que le doyen Hauriou appellerait « l'Administration par le pouvoir central » ou « Government » qu'un pays connaît d'une façon générale aux époques de splendeur et de relèvement : le siècle d'Auguste qui remplace avantageusement la République romaine, le siècle de Louis XIV qui en abaissant les grands ou en les « domestiquant » à la Cour, brise toute velléité d'indépendance ou de résistance à son absolutisme, en attestent.

Si nous constatons par ailleurs que l'administration royale du premier état de la Monarchie, semblable à celle des grands feudataires, n'est que l'extension de celle du fief primitif des Capétiens, nous devons toutefois ne pas omettre que les vassaux s'efforcent d'imiter dans leur domaine l'organisation de la Couronne. N'est-ce pas la politique adoptée par les princes apanagés d'Auvergne, qui, tel Alphonse de Poitiers adoptant pour notre ressort les principes administratifs de son illustre frère, contribuent ainsi à faire de leur province non pas une **en-**trave, mais bien l'instrument qui petit à petit participera à la « formation de l'unité française ».

SOURCES

Une difficulté typographique nous empêche de faire figurer le fonds du Parlement sous la cote habituelle ; nous citerons : X 1a.

I. — ARCHIVES NATIONALES :

Ba 1	P 1357
Ba 41	R 2 14
B III 48	S 3224 I
B III 136	T 1528-29
D IV <i>bis</i> 46	VI 409
F 12 554	VI 498
G 7 101	VI 500
G 7 102	V 5 1046
G 7 103	X 1a 29
G 7 104	X 1a 1494
G 7 105	X 1a 1495
G 7 106	X 1a 1496
G 7 107	X 1a 1497
J 185 A	X 1a 1498
J 271	X 1a 1594
J 272	X 1a 4825
J 309	X 1a 4839
J 319	X 1a 4840
J 382	X 1a 4845
JJ 198	X 1a 4852
JJ 215	X 1a 4856
JJ 231	X 1a 4922
JJ 254	X 1a 4980
K 68	X 1a 5126
K 496	X 1a 5180
K 1146	X 1a 8351
	X 1a 8623

X 1a	8844	AD x	1083
X 1a	8845	AD I	I B
X 1a	8846	AD I	26
X 1a	8847	AD II	26
X 1a	8848	AD II	4
X 1b	8989		

II. — BIBLIOTHÈQUE NATIONALE :

Fonds Français	4239	Fonds Clairambault XII	888
—	9019	Fonds Dupuy	823
—	16525	Fonds Joly de Fleury	205
—	16756	—	215
—	18166	—	380
—	18231	—	1250
—	18678	—	1900
—	21540	—	2010
—	21773	—	2428
—	26108		
—	26109	Fonds Moreau	209

Collection des Cinq-Cents de Colbert 207

Collection des Cinq-Cents de Colbert 260

BIBLIOGRAPHIE

- ANDRÉ, BOUTARIC, HAUSER, MOLINIER. — *Sources de l'Histoire de France*. Paris, 1935.
- Chanoine P. AUDIGIER. — *Histoire d'Auvergne*. Clermont-Ferrand, 1894.
- BALUZE. — *Histoire généalogique de la Maison d'Auvergne*. Paris, 1708.
- BEAUMANOIR (Ph. DE). — *Coutumes de Beauvaisis*. Paris, 1899. (Ed. Salmon).
- BEUGNOT. — *Olim.*, Paris, 1842.
- BOISLISLE. — *Correspondance des Contrôleurs Généraux des Finances avec les Intendants des Provinces*. Paris, 1874. dans la collection des *Documents Inédits de l'Histoire de France*.
- BORETIUS ET KRAUSE. — *Capitularia Regum Francorum*. Hanovre, 1897, dans les *Monumenta Germaniae Historica - Leges, sectio II*.
- Mgr BOUANGE. — *Saint-Géraud d'Aurillac et son illustre Abbaye*. Aurillac, 1881.
- BOUDET (M.). — *Dans les Montagnes d'Auvergne : Eustache de Beaumarchais*. Aurillac, 1901.
- BOURDOT DE RICHEBOURG. — *Nouveau Coutumier Général*. Tome IV. Paris, 1724.
- BOUTARIC (E.). — *Les Actes du Parlement de Paris*, Paris, 1863.
— *La France sous Philippe-le-Bel*. Paris, 1861.
— *Saint-Louis et Alphonse de Poitiers*. Paris, 1870.
- BREHIER (L.). — *L'Auvergne*. Paris, 1932.
- BRETTE (A.). — *Atlas des Bailliages ou Juridictions assimilées ayant formé unité électorale en 1789*. Paris, 1894.
— *Recueil de Documents relatifs à la correspondance des Etats Généraux de 1789*. Paris, 1894, dans la Collection des *Documents Inédits de l'Histoire de France*.
- BRILLON. — *Dictionnaire des Arrêts ou Jurisprudence universelle des Parlements de France et Tribunaux*. Paris, 1711.
- BRISSAUD. — *Cours d'Histoire Générale du Droit Français Public et Privé*. Paris, 1901.
- CALMETTE (J.). — *Le Monde Féodal*. Paris, 1937.

- CHABROL. — *Contumes Générales et locales de la Province d'Auvergne*. Riom, 1784.
- CHAIX DE LAVARENE. — *Monumenta Pontificia Arvernicae decurrentibus IX^e, X^e, XI^e saeculis*. Clermont-Ferrand, 1886.
- CHASSAING (A.). — *Spicilegium Brivatense*. Paris, 1886.
- Chanoine CHAUME. — *Les origines du Duché de Bourgogne*. Dijon, 1929.
- CHENON (E.). — *Histoire générale du Droit Français*. Paris, 1926.
- CLÉMENT (P.). — *Lettres, Instructions et Mémoires de Colbert*. Paris, 1861.
- COHENDY. — *Mémoire Historique sur les modes successifs de l'administration dans la Province d'Auvergne*. Clermont-Ferrand, 1856.
- COQUILLE (Guy). — *Histoire du Pays et Duché de Nivernais*. Paris, 1612.
- CORDA. — *Catalogue des Factums*. Paris, 1902.
- COULAUDON. — *Chazerat, dernier intendant de la généralité de Riom et Province d'Auvergne*. Thèse, Poitiers, 1932.
- DECLAREUIL. — *Histoire générale du Droit Français*. Paris, 1925.
- DELALO. — *Des limites et des divisions territoriales de la Haute-Auvergne*. Aurillac, 1869.
- DELZONS. — *Accords et sentences arbitrales*. Aurillac, 1841.
- *Annales d'Aurillac*.
- *Documents historiques*. Clermont-Ferrand, 1842.
- *Etude sur l'histoire du Haut Pays d'Auvergne*. Clermont-Ferrand, 1843.
- DEPPING. — *Correspondance administrative sous le règne de Louis XIV*. Paris, 1850, dans la collection des *Documents Inédits de l'Histoire de France*.
- Dom Cl. DEVIC. Dom J. VAISSETE. — *Histoire générale du Languedoc*. Toulouse, 1872.
- DIDIER (N.). — *La Garde des églises au XIII^e siècle*. Thèse, Grenoble, 1927.
- DILLAYE (P.). — *Notes sur l'Administration de la justice et l'organisation judiciaire à Brioude*. Broude, 1933.
- R.-P. DOMINIQUE DE JÉSUS. — *Histoire de la vie et des vertus, des miracles et de la mort glorieuse de saint Géraud, comte et protecteur de la ville d'Aurillac, en Auvergne*. Paris, 1635.
- DUPONT-FERIER. — *Les officiers royaux des bailliages et sénéchaussées et les Institutions Monarchiques locales en France à la fin du Moyen-Age*. Thèse, Paris, 1902.
- DURIF (H.). — *Notice sur une pierre trouvée au château de Mazic, commune de Saint-Simon*, dans *Tablettes historiques* tome II,

- DUVERGIER. — *Collection complète des lois, décrets, ordonnances et règlements*. Paris, 1824-1878.
- ESMEIN (A.). — *Cours élémentaire d'Histoire du Droit français*. Paris, 1921.
- ESQUER. — *Inventaire des Archives Communales d'Aurillac*. Aurillac, 1907.
- EVERAT. — *La Magistrature française au XVIII^e siècle; la sénéchaussée d'Auvergne et siège présidial de Riom au XVIII^e siècle*. Paris, 1901.
- FARGES (L.). — *Le Carlades et le Barrez dans la Nature et dans l'Histoire*. Aurillac, 1927.
- FONTANON. — *Les Edits et Ordonnances des Rois de France depuis Loius VI le Gros*. Paris, 1611.
- GODART (Ch.). — *Les pouvoirs des Intendants sous Louis XIV, de 1661 à 1715*. — Paris, 1901.
- GUYOT. — *Répertoire général de Jurisprudence*. — Paris, 1784.
- IMBERDIS. — *L'Auvergne depuis l'ère Gallique jusqu'au xviii^e s.* — Paris, 1863.
- IMBERDIS. — *Histoire des Guerres religieuses en Auvergne*. — Moulins, 1840.
- ISAMBERT. — *Recueil général des anciennes Lois françaises depuis 420 jusqu'à la Révolution de 1789*. — Paris, 1822-1833.
- JAFFÉ. — *Regesta Pontificum Romanorum*. — Berlin, 1851.
- LANGLOIS (Ch.-V.). — *Le règne de Philippe III*. — Thèse, Paris, 1887.
- LAURAIN (E.). — *Essai sur les Présidiaux, dans la Nouvelle Revue Historique de Droit*. Année 1894-1895.
- LAURIÈRE (DE). — *Ordonnances des Rois de France de la Troisième race*. — Paris, 1823-1827.
- LAVISSE (E.). — *Histoire de France*. Tome III, Paris, 1901; Tome IX, Paris, 1910.
- LE BRET. — *De la Souveraineté du Roi*. Paris, 1632.
- LE TROSNE. — *De l'Administration provinciale*. Paris, 1788.
- LONGNON. — *De la Formation de l'Unité Française*. — Paris, 1890.
- LUÇAY (DE). — *Les Assemblées Provinciales sous Louis XVI et les Divisions administratives de 1789*. — Paris, 1871.
- LUCHAIRE (A.). — *Histoire des Institutions monarchiques de la France sous les premiers Capétiens*. — Paris, 1883.
- *Manuel des Institutions Françaises*. — Paris, 1892.
- MABILLON. — *Acta Sanctorum Ordinis S. Benedicti, Saeculum Quintum*. — Paris, 1685.
- MARION (M.). — *Dictionnaire des Institutions de la France aux xvii^e et xviii^e siècles : article Intendance*. — Paris, 1925.
- MARTIN (Olivier). — *Cours d'Histoire du Droit Public, 1939-1940: Le Roi et la Nation organisée*.

- MARTINIÈRE (BRUZEN DE LA). — *Dictionnaire géographique, historique et critique*. — Paris, 1768.
- MAZURE. — *L'Auvergne au XIV^e siècle*. — Clermont-Ferrand, 1845.
- MICHEL (Fr.). — *Histoire de la Guerre de Navarre*. — Paris, 1856, dans la Collection des *Documents Inédits de l'Histoire de France*.
- MIRANDE. — *Notice historique sur la ville d'Aurillac*, dans *Tabl. Historiques*, t. I.
- MOLINIER (A.). — *Correspondance administrative d'Alphonse de Poitiers*. — Paris, 1894, dans la Collection des *Documents Inédits de l'Histoire de France*.
- ODON (Saint). — *Vita sancti Geraldii*.
- PAPON (J.). — *Recueil d'arrests notables des Cours souveraines de France*. — Paris, 1565.
- PERROT (E.). — *Les cas royaux*. — Paris 1910.
— *Institutions du Droit public et du Droit privé dans l'ancienne France jusqu'en 1789*. — Paris, 1935.
- RAYNAL (DE). — *Histoire du Berry*. Tome II. — Bourges, 1844.
- RAULHAC (Ch.-J.). — *Annotations sur l'histoire d'Aurillac*. — Aurillac, 1820.
- REGNAULT (H.). — *Manuel d'Histoire du Droit français*. — Paris, Sirey, 1940.
- RIBIER DU CHATELET (DE). — *Dictionnaire statistique du Cantal*. — Aurillac, 1852.
- RIGORD. — *Vie de Philippe Auguste*. — Paris, 1825, dans la Collection des *Mémoires relatifs à l'Histoire de France*.
- RIVAIN (C.). — *Notice sur le Consulat et l'administration consulaire d'Aurillac*. — Aurillac, 1874.
- RIVIÈRE. — *Institutions de l'Auvergne*. — Paris, Maresq, 1874.
- SAIGE ET DIENNE. — *Documents historiques relatifs à la vicomté de Carlat*. — Monaco, 1900.
- SARTIGES D'ANGLES (DE). — *Notice historique sur les bans et l'arrière-ban de la province d'Auvergne*. — Clermont-Ferrand, 1864.
- STEIN. — *Inventaire des Ordonnances enregistrées au Parlement*. — Paris, 1908.
- TEULET. — *Layettes du Trésor des Chartes*. — Paris, 1862, dans les *Archives de l'Empire*.
- TIXIER (O.). — *Essai sur les Baillis et Sénéchaux royaux*. — Thèse, Paris, 1898.
- VALOIS (Noël). — *Inventaire des Arrêts du Conseil d'Etat*. — Paris, 1886.
- VIALATE (L.). — *Rossignol, Intendant de la Généralité de Riom et Province d'Auvergne (1734-1750)*. — Thèse, Poitiers, 1924.

VIOLLET (P.). — *Histoire des Institutions politiques et administratives de la France*. — Paris, 1890.

WAQUET (H.). — *Le Bailliage de Vermandois aux XIII^e et XIV^e siècles*. — Paris, 1919, dans la Bibliothèque de l'Ecole des Hautes Etudes.

Art de vérifier les dates, par un religieux bénédictin de la Congrégation de Saint-Maur. — Paris, 1784.

Gallia Christiana, par des religieux bénédictins de la Congrégation de Saint-Maur. Paris, 1716.

Vu : *Le Doyen*,
G. RIPERT.

Vu : *Le Président de la Thèse*
PETOT.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
Gilbert GIDEL.

ERRATA

Les fautes typographiques qui ne peuvent pas nuire à l'intelligence du texte ne sont pas signalées.

- Page 3, ligne 3 en remontant. Au lieu de *tribu*, lire *tribut*.
- 3, ligne 19. Au lieu de *Bibilothèque*, lire *Bibliothèque*.
- 10, ligne 2 en remontant. Au lieu de *chapper*, lire *échapper*.
- 13, ligne 5. Au lieu de *séculaire*, lire *séculière*.
- 13, ligne 1 en remontant. Au lieu de *n'insisterons* lire *n'insisteront*.
- 29, ligne 3. Au lieu de *leurs*, lire *leur*.
- 35, ligne 2. Au lieu de *guerre*, lire *guerres*.
- 37, ligne 6 en remontant. Au lieu de *gardien du roi pour l'abbaye*, lire *gardien de l'abbaye pour le roi*.
- 52, note 85, ligne 2. Au lieu de *Cour de la France*, lire *Cour de France*.
- 60, ligne 4. Au lieu de *criconscription*, lire *circonscription*.
- 60, ligne 1 en remontant. Au lieu de *quinze ans*, lire *quinze*.
- 90, note 26, ligne 9. Au lieu de *dods*, lire *lods*.
- 119, ligne 4. Au lieu de *à ce que « le baillif*, lire *que « le baillif*.
- 168, ligne 4. Au lieu de *nous efforçons*, lire *nous nous efforçons*.
- 170, ligne 5. Au lieu de *au moment de*, lire *avant*.
- 170, ligne 12. Au lieu de *surintendant*, lire *contrôleur général*.
- 192, note 70, ligne 5. Au lieu de *règes*, lire *règles*.
- 240, note 1, ligne 6. Au lieu de *attribuan*, lire *attribuant*.
- 249, ligne 23. Au lieu de *rocher*, lire *roch*.
- 253, ligne 2 en remontant. Au lieu de *Sâr de son*, lire *Sûrs de leur*.
- 265, ligne 19. Au lieu de *reçoit*, lire *reçoivent*.
- 266, ligne 3 en remontant. Au lieu de *quatre-vingt*, lire *quatre-vingts*.
- 269, ligne 3. Au lieu de *des transformations*; lire *des transformations* ».
- 278, ligne 6 en remontant. Au lieu de *Dupont-Férier*, lire *Dupont-Ferrier*.
- 279, ligne 2 en remontant. Au lieu de *Martin (Olivier)*, lire *Olivier-Martin*.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	1
INTRODUCTION	5

PREMIÈRE PARTIE

LE BAILLI DES MONTAGNES AGENT ROYAL

CHAPITRE I. — HISTOIRE DE LA PÉNÉTRATION ROYALE	
A AURILLAC	17
De l'origine de l'amitié fidèle et réciproque existant entre Saint Géraud et la dynastie carolingienne	18
Le Privilège royal de 899	20
SECTION I. — <i>Aurillac sans le roi</i>	23
§ 1. — Le Consulat	24
§ 2. — L'Abbaye	26
§ 3. — Les conflits avant l'intervention royale..	29
SECTION II. — <i>Le développement de l'autorité royale à Aurillac</i>	33
§ 1. — Premières interventions royales : les en- quêtes et le recours à la <i>Curia Regis</i>	33
§ 2. — Tentative de l'Installation du Bailliage royal des Montagnes à Aurillac	40
A. — Le Bailliage des Montagnes dans le res- sort de la Bailliye d'Auvergne. Sa nécessité..	40
B. — La résidence du Bailli royal des Monta- gnes à Crèvecœur	43
C. — Le Bailli des Montagnes, réorganisateur de l'ordre	47

	Pages
D. — Une Illustration du « Parfait Bailli en Haute-Auvergne » (Eustache de Beaumarchais).	52
CHAPITRE II. — ORGANISATION DU BAILLIAGE DES MONTAGNES	57
Le Bailli des Montagnes et son office	62
Les Cumuls du Bailli des Montagnes	69
Les pouvoirs judiciaires du Bailli par l'ordonnance de 1319.	71
Les pouvoirs du Bailli des Montagnes en matière militaire.	74
Aperçu général sur les auxiliaires du Bailli des Montagnes	76
CHAPITRE III. — ACTION DU BAILLI	82
SECTION I. — <i>Le Bailli arbitre ou la politique royale d'agent médiateur dans les conflits des deux autorités préexistantes</i>	82
§ 1. — Le rôle arbitral du Bailli des Montagnes dans les démêlés	83
A. — Abbaye. Consulat	84
B. — Consulat. Communauté des prêtres	93
C. — Consulat. Habitants	96
§ 2. — Coup d'œil d'ensemble sur l'universalité du Bailli des Montagnes en matière arbitrale . .	97
§ 3. — La Politique royale d'opportunisme à Aurillac devant le déclin de la féodalité	101
SECTION II. — <i>Le Bailli juge</i>	106
§ 1. — La Sauvegarde royale et l'installation définitive du Bailli à Aurillac	107
§ 2. — Le Bailliage d'Aurillac dans le ressort du Parlement de Paris	116
§ 3. — Les démêlés d'Aurillac avec le Duc de Berri	118

DEUXIÈME PARTIE

LE PRÉSIDIAL

	Pages
CHAPITRE I. — LA MAINMISE ROYALE	121
SECTION I. — <i>L'Erection du Présidial et son Res-</i> <i>sort.</i>	121
SECTION II. — <i>Le Présidial d'Aurillac et ses offices.</i>	130
§ 1. — De l'incompatibilité apparente des offices royaux du siège d'Aurillac avec d'autres fon- ctions	133
A. — Cumul des Offices Présidiaux avec les charges consulaires d'Aurillac	133
B. — De l'occupation des offices de finance par les membres du Présidial d'Aurillac	137
C. — Du cumul d'Offices à l'intérieur du Pré- sidial d'Aurillac	138
§ 2. — De la compression des Offices au Pré- sidial d'Aurillac.	141
§ 3. — Le Présidial d'Aurillac et son auditoire..	146
SECTION III. — <i>Les tentatives d'expansion et la re-</i> <i>connaissance officielle du Présidial d'Aurillac</i> <i>comme Centre d'attraction de l'autorité royale en</i> <i>Haute-Auvergne.</i>	147
§ 1. — Tentatives d'absorption du siège d'ap- peaux de Vic	147
§ 2. — La résistance d'Aurillac à la création du Bailliage de St-Flour, émanation de celui d'Au- rillac	154
SECTION IV. — <i>Accroissement du Présidial d'Auril-</i> <i>lac</i>	162
CHAPITRE II. — LE PRÉSIDIAL D'AURILLAC « ADMINIS- TRATEUR » OU L'INFLUENCE EXERCÉE PAR NOTRE SIÈGE EN DEHORS DE L'ORDRE JUDICIAIRE	169
SECTION I. — <i>Le Présidial d'Aurillac et l'activité</i> <i>commerciale</i>	169

	Pages
§ 1. — Le Présidial et la manufacture de dentelles du point de France à Aurillac	170
§ 2. — La disette à Aurillac et les efforts du Présidial pour le ravitaillement en blé	181
§ 3. — Le remède à la misère en Haute-Auvergne	189
SECTION II. — <i>Le Présidial d'Aurillac et les questions municipales</i>	191
§ 1. — L'ingérance des officiers présidiaux dans le Consulat d'Aurillac	191
A. — Le Présidial d'Aurillac et les Assemblées municipales	191
B. — Le Présidial d'Aurillac et les élections consulaires	194
§ 2. — Le Présidial d'Aurillac et la Police	196
§ 3. — Le Présidial dans l'administration de l'Hôpital d'Aurillac	200
§ 4. — Le Présidial d'Aurillac et la voirie	204
SECTION III. — <i>Le Présidial d'Aurillac et son intervention en matière financière</i>	209

TROISIÈME PARTIE

VERS LA SUPPRESSION

CHAPITRE I. — LA DÉCADENCE DU PRÉSIDIAL D'AURILLAC	221
SECTION I. — <i>Le dépérissement des Offices au Présidial d'Aurillac</i>	221
SECTION II. — <i>Le Présidial d'Aurillac et la violation des règles de l'honneur et de la probité</i>	225
§ 1. — Ignorance et Favoritisme	225
§ 2. — Les dissensions du Présidial d'Aurillac avec le corps municipal	227
§ 3. — Les jalousies et les haines à l'intérieur même du Présidial d'Aurillac	230

CHAPITRE II. — LE PRÉSIDIAL D'AURILLAC EN FACE DU PROJET D'ARRONDISSEMENT DES JURIDICTIONS D'Auvergne ET DES RÉFORMES DE MAUPEOU ET DE LAMOIGNON	240
CHAPITRE III. — LE PRÉSIDIAL D'AURILLAC A LA VEILLE DES ÉTATS GÉNÉRAUX	246
SECTION I. — <i>Le Présidial d'Aurillac et les préli- minaires de la Convocation</i>	246
SECTION II. — <i>Le Présidial et l'Assemblée prélimi- naire du 16 mars 1789 à Aurillac</i>	254
SECTION III. — <i>L'Assemblée générale des Trois Ordres à Saint-Flour</i>	263
CONCLUSION	269
SOURCES	275
BIBLIOGRAPHIE	277

